Jacques T. Godbout et Jean-Pierre Collin

chercheurs, INRS-urbanisation

(1977)

Les organismes populaires en milieu urbain :

contre-pouvoir ou nouvelle pratique
professionnelle ?

Un document produit en version numérique par Kathleen Tremblay, bénévole,
bénévole, travailleuse sociale et interprète en langage des signes

Courriel: tranchon@videotron.ca. [Page web](#).

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: http://www.uqac.ca/Classiques_des_sciences_sociales

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.quebec.ca/index.htm>

Politique d'utilisation de la bibliothèque des Classiques

Toute reproduction et rediffusion de nos fichiers est interdite, même avec la mention de leur provenance, sans l'autorisation formelle, écrite, du fondateur des Classiques des sciences sociales, Jean-Marie Tremblay, sociologue.

Les fichiers des Classiques des sciences sociales ne peuvent sans autorisation formelle:

- être hébergés (en fichier ou page web, en totalité ou en partie) sur un serveur autre que celui des Classiques.
- servir de base de travail à un autre fichier modifié ensuite par tout autre moyen (couleur, police, mise en page, extraits, support, etc...),

Les fichiers (.html, .doc, .pdf, .rtf, .jpg, .gif) disponibles sur le site Les Classiques des sciences sociales sont la propriété des **Classiques des sciences sociales**, un organisme à but non lucratif composé exclusivement de bénévoles.

Ils sont disponibles pour une utilisation intellectuelle et personnelle et, en aucun cas, commerciale. Toute utilisation à des fins commerciales des fichiers sur ce site est strictement interdite et toute rediffusion est également strictement interdite.

**L'accès à notre travail est libre et gratuit à tous les utilisateurs.
C'est notre mission.**

Jean-Marie Tremblay, sociologue
Fondateur et Président-directeur général,
[LES CLASSIQUES DES SCIENCES SOCIALES.](#)

Cette édition électronique a été réalisée par Kathleen Tremblay, bénévole, travailleuse sociale et interprète en langage des signes au Cégep de Chicoutimi.
Courriel: tranchon@videotron.ca.

À partir de :

Jacques T. Godbout et Jean-Pierre Collin

Les organismes populaires en milieu urbain : contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?

Montréal : INRS-urbanisation, Rapport de recherche, Août 1977, no 3.
Version revue et modifiée d'un rapport portant le même titre, publié en 1975.

M. Jacques T. Godbout est sociologue-chercheur à l'Institut national de la recherche scientifique - INRS-urbanisation culture et société.

[Autorisation confirmée par M. Godbout, le 11 août 2005 et reconfirmée le 25 février 2011, de diffuser ce livre dans Les Classiques des sciences sociales.]

Courriel : Jacques_Godbout@INRS-UCS.Uquebec.Ca

Polices de caractères utilisée : Comic Sans, 10 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2008 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE US, 8.5" x 11"
Césure automatique.

Édition numérique réalisée le 2 mars 2011 à Chicoutimi, Ville de Saguenay, Québec.

Jacques T. Godbout et Jean-Pierre Collin
chercheurs, INRS-urbanisation

**Les organismes populaires en milieu urbain :
contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?**

Montréal : INRS-urbanisation, Rapport de recherche, Août 1977, no 3.
Version revue et modifiée d'un rapport portant le même titre, publié en
1975.

[5]

Table des matières

[Liste des tableaux](#)

[Liste des cartes](#)

[Sigles](#)

[Collaborateurs](#)

[AVANT-PROPOS](#)

[INTRODUCTION](#)

1. [Objet d'étude et hypothèses](#)
2. [Déroulement de la recherche](#)
3. [Présentation du rapport](#)

[Chapitre 1.](#)

Des comités de citoyens aux organismes populaires (1963-1971)

- 1.1. [Introduction](#)
- 1.2. [Les comités de citoyens, 1963-1968](#)
  - 1.2.1. Saint-Henri
  - 1.2.2. La Petite-Bourgogne
  - 1.2.3. Mile-End
  - 1.2.4. Hochelaga-Maisonneuve
  - 1.2.5. Première rencontre formelle inter-quartiers
  - 1.2.6. Bilan
- 1.3. [Radicalisation des objectifs et développement des groupes de service](#) (1968-1971)
  - 1.3.1. Comités de citoyens formés à la suite d'expropriations
  - 1.3.2. Quelques organismes à l'échelle métropolitaine
  - 1.3.3. Réorientation chez les animateurs
  - 1.3.4. Projets mis sur pied dans les quartiers populaires : POPIR, Perspectives 80
  - 1.3.5. Articulation entre les revendications urbaines et la mobilisation politique (FRAP)
- 1.4. [Conclusion](#)

[6]

Chapitre 2.

Description de l'activité des groupes de citoyens à Montréal

- 2.1. Introduction
- 2.2. Activités des regroupements de citoyens
- 2.3. Le produit des groupes. Description générale
- 2.4. Le produit des groupes. Description par secteur d'activités
  - 2.4.1. Consommation - dépannage
  - 2.4.2. Garderies
  - 2.4.3. Loisirs - formation - information
  - 2.4.4. Santé
  - 2.4.5. Logement - Juridique
  - 2.4.6. Groupes politiques
  - 2.4.7. Centres communautaires
- 2.5. Conclusion

Chapitre 3.

L'organisation des groupes et leur produit.

- 3.1. Introduction
- 3.2. Le degré d'ouverture
  - 3.2.1. Assemblée générale et pouvoir
  - 3.2.2. Composition de l'assemblée générale
  - 3.2.3. Participation à l'assemblée générale
  - 3.2.4. Le degré d'ouverture : variable composée
  - 3.2.5. L'ouverture des groupes : conclusion
- 3.3. Le rôle des citoyens dans les organismes populaires
  - 3.3.1. Les citoyens dans la structure
  - 3.3.2. Le contrôle de l'organisme
  - 3.3.3. Le contrôle des organismes : conclusion
- 3.4. Conclusion

[7]

Chapitre 4.

Ressources (financement) et produit

4.1. Introduction

4.2. Le financement des groupes

4.2.1. Sources et envergure

4.2.2. Budget des organismes communautaires

4.3. Financement et type d'activités

4.4. Financement et produit

4.5. Financement et rôles respectifs des citoyens, des animateurs professionnels, des religieux

4.6. Financement et stabilité des groupes

4.7. Conclusion

Chapitre 5.

Les organismes populaires et les quartiers.

5.1. Introduction

5.2. Les organismes directement reliés au quartier

5.3. Les organismes de services reliés indirectement au quartier

5.3.1. Les caractéristiques du produit selon les quartiers

5.3.2. Le degré de contrôle des citoyens

5.3.3. L'ensemble des variables et les quartiers

5.4. Les maisons de quartier et autres regroupements

5.4.1. La Maison de quartier (Centre-Sud)

5.4.2. Perspectives 80 (Petite-Bourgogne)

5.4.3. Le University Settlement (Mile-End)

5.4.4. La Maison de quartier de Pointe-Saint-Charles

5.5. Conclusion : Les quartiers, pour quoi faire ?

[8]

Chapitre 6.

Les groupes de citoyens - la politique L'État

- 6.1. [Introduction](#)
- 6.2. [Historique des groupes politiques](#)
- 6.3. [L'engagement politique des groupes](#)
- 6.4. [Les relations des groupes avec les différents paliers de gouvernements](#)
- 6.5. [Les groupes et l'action politique municipale](#)
- 6.6. [Conclusion](#)

CONCLUSION GÉNÉRALE

- 1. [Organismes populaires et espace local](#)
  - 1.1 [Les groupes politiques : groupes marginaux](#)
  - 1.2. [Les organismes de services non directement reliés aux équipements collectifs et à l'espace local](#)
- 2. [L'autonomie des groupes populaires et le rôle des usagers](#)

- Annexe 1. [Guide d'enquête](#)
- Annexe 2. [Liste et description des variables](#)
- Annexe 3. [Définition des secteurs d'activité](#)
- Annexe 4. [Critères utilisés pour élaborer les variables complexes](#)

VOLUMES ET DOCUMENTS UTILISÉS

[9]

Liste des tableaux

[Retour à la table des matières](#)

- Tableau 1. [Mode d'intervention des groupes](#)
- Tableau 2. [Activités principales des groupes](#)
- Tableau 3. [Activités secondaires des groupes](#)
- Tableau 4. [Participation des parents au sein des garderies populaires](#)
- Tableau 5. [Comparaison du contenu des journaux produits par les groupes](#)
- Tableau 6. [Produit des groupes "formation"](#)
- Tableau 7. [Clientèle hebdomadaire par secteur d'activités](#) : nombre total d'utilisateurs et nombre moyen d'utilisateurs par groupe
- Tableau 8. [Assemblée générale et nouveauté du mode de production.](#)
- Tableau 9. [Degré d'ouverture et chiffre d'affaires hebdomadaire](#)
- Tableau 10. [Degré d'ouverture et activités d'information](#)
- Tableau 11. [Degré d'ouverture et nouveauté du mode de production](#)
- Tableau 12. [Degré d'ouverture et nouveauté du mode de production dans les organismes ayant une assemblée générale](#) composée d'utilisateurs et décisionnelle
- Tableau 13. [Degré d'ouverture et contrôle de l'organisme](#)
- Tableau 14. [Degré d'ouverture et responsabilité des relations extérieures](#)
- Tableau 15. [Rôle des citoyens dans la structure](#)
- Tableau 16. [Citoyens rémunérés aux postes de direction et innovation dans le mode de production](#)
- Tableau 17. [Citoyens rémunérés aux postes de direction et secteur d'activités \(social ou économique\)](#)
- Tableau 18. [Citoyens rémunérés ou professionnels dispensant les services et secteur d'activités](#) (social ou économique).
- Tableau 19. [Citoyens rémunérés aux services de soutien et activités d'information](#)

-
- Tableau 20. [Contrôle et envergure de l'organisme](#)
- Tableau 21. [Contrôle et secteurs d'activités](#)
- Tableau 22. [Innovation et contrôle de l'organisme](#)
- Tableau 23. [Innovation et liens de l'organisme avec le service social ou l'animation](#)
- Tableau 24. [Sources de financement des organismes populaires](#)
- Tableau 25. [Budget des organismes populaires](#)
- Tableau 26. [Budget total des groupes par secteur d'activités](#)
- Tableau 27. [Budget total des groupes par source de financement](#)
- Tableau 28. [Répartition du budget des organismes populaires entre les salaires et les autres dépenses](#)
- Tableau 29. [Sources de financement et pourcentage du budget consacré aux salaires](#)
- Tableau 30. [Sources de financement et pourcentage du budget consacré aux autres dépenses](#)
- Tableau 31. [Distribution des groupes selon leurs sources de financement et leur répartition budgétaire](#)
- Tableau 32. [Structure de financement des secteurs d'activités](#)
- Tableau 33. [Répartition par secteur d'activités des fonds provenant de chaque catégorie de sources de financement](#)
- Tableau 34. [Les sources de financement par catégorie de revenu](#)
- Tableau 35. [Revenu moyen des groupes par source de financement](#)
- Tableau 36. [Revenu moyen des groupes par secteur d'activités](#)
- Tableau 37. [Composantes du produit et sources de financement](#)
- Tableau 38. [Efficacité des groupes à financement gouvernemental et des groupes autofinancés](#) selon le nombre d'utilisateurs par semaine et les déboursés annuels par utilisateur
- Tableau 39. [Revenu annuel moyen et nombre moyen d'utilisateurs hebdomadairement pour les groupes "consommation" et "dépannage"](#)
- Tableau 40. [Sources de financement et contrôle de la décision à l'intérieur des organismes populaires](#)
- Tableau 41. [Catégories de revenus et contrôle de la décision à l'intérieur des organismes populaires](#)
- Tableau 42. [Sources de financement et salaires aux citoyens](#)
- Tableau 43. [Contrôle de la décision et salaires aux citoyens](#)
- Tableau 44. [Sources de financement et composition de l'assemblée générale](#)

- Tableau 45. [Contrôle de la décision et composition de l'assemblée générale](#)
- Tableau 46. [Sources de financement et participation des citoyens à l'exécutif](#)
- Tableau 47. [Contrôle de la décision et participation des citoyens à l'exécutif](#)
- Tableau 48. [Nombre d'années d'existence et sources de financement](#)
- Tableau 49. [Liens entre les organismes populaires et le quartier](#), selon qu'il s'agit d'organismes politiques, d'organismes de services ou d'organismes à la fois politiques et de services
- Tableau 50. [Nombre et pourcentage d'organismes par quartier](#); population (en valeurs absolues et en pourcentage) par quartier
- Tableau 51. [Nouveauté ou caractère traditionnel du mode de production des organismes, par quartier](#)
- Tableau 52. [Contrôle des organismes, par quartier](#)
- Tableau 53. [Engagement politique des groupes de services](#)
- Tableau 54. [Tableau synthèse des différences relatives au produit entre les groupes engagés politiquement et ceux qui ne le sont pas](#)
- Tableau 55. [Tableau synthèse des différences entre les groupes](#) qui confient les tâches de représentation aux citoyens et ceux qui les confient aux animateurs

[12]

Liste des cartes

[Retour à la table des matières](#)

Carte 1 [Localisation des organismes populaires](#) (centre-ville et zones limitrophes), mars 1974

Carte 2 [Localisation des mouvements de base à Montréal, mai 1971](#)

Note : ces deux cartes apparaissent au chapitre 5.

[13]

Sigles

[Retour à la table des matières](#)

A.D.D.S	Association pour la défense des droits sociaux
A.G.	Assemblée générale
A.L.M.	Association des locataires de Montréal
B.E.S.	Bien-être social
C.A.	Conseil d'administration
CAP	Comité d'action politique
C.C.S.N.M.	Conseil central des syndicats nationaux de Montréal
C.D.S	Conseil de développement social
C.E.C.M.	Commission des écoles catholiques de Montréal
C.J.C.	Compagnie des jeunes Canadiens
C.L.G.P.	Comité de liaison des garderies populaires
C.L.S.C.	Centre local de services communautaires
COM	Conseil des oeuvres de Montréal
CRIM	Comité régional intersyndical de Montréal
C.S.N.	Confédération des syndicats nationaux
F.O.C.C.F.	Fédération des oeuvres de charité canadiennes françaises
FRA	Front d'action politique
G.M.A.P.C.C.	Greater Montreal Anti-Poverty Coordinating Comity

---

M.A.P.M.	Mouvement d'action politique municipale
M.P.U.	Mouvement progressiste urbain
PERM	Point Equal Right Movement
PIL	Programme d'initiative locale
P.J.	Perspectives Jeunesse
POPIR	Projet d'organisation populaire d'information et de regroupement
P.R.S.U.	Projet de rénovation sociale et urbaine
RAP	Rassemblement des associations populaires du bas de la ville et de l'est de Montréal
R.C.M.	Rassemblement des citoyens de Montréal
TEQ	Travailleurs étudiants du Québec

[14]

Collaborateurs

[Retour à la table des matières](#)

Yao P. Assogba	Codification des données; préparation de documents de travail
Louise Boileau	Préparation d'un document de travail
Anne-Marie David et Anne- Marie Larocque	Cueillette des données; codification; des données; préparation de documents de travail
Daniel Lussier Richard Nantel Luc Paquette Carmen Souci-Roy	Cueillette des données
Donald McGraw	Consultation (historique)
Lucienne Srogosz	Coauteur du chapitre 1
Renée Belzile- Hugues	Direction du secrétariat
Rachel Girard	Dactylographie
Johanne Pichette	Correction et présentation
Roméo Hébert	Informatique
Jean-François Léonard	Consultation
Service de documentation de L'I.N.R.S.- Urbanisation	Documentation
Service de cartographie de L'I.N.R.S.- Urbanisation	Cartographie

Cette recherche a bénéficié
d'une subvention du Ministère des
Affaires sociales

Les organismes populaires en milieu urbain :
contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?

Quatrième de couverture

[Retour à la table des matières](#)

Apparus il y a quinze ans à la suite d'une transformation de l'approche de certains travailleurs sociaux oeuvrant dans les "zones grises", les organismes populaires sont-ils uniquement le lieu d'exercice d'une nouvelle pratique professionnelle orientés vers l'intervention collective et l'animation sociale ? Constituent-ils au contraire la base d'un mouvement qui remet en question le développement et l'organisation actuels des villes ? On a souvent tenté de répondre à de telles questions en analysant l'idéologie des groupes et de leurs leaders. Ce volume adopte une approche différente, selon laquelle c'est à partir de ce que font les groupes, à travers leur "produit", leurs structures, leur capacité de mobilisation, leurs sources de financement que se révéleront peu à peu l'importance et la signification du phénomène des organismes populaires.

Précédé d'une analyse des relations entre les militants d'extrême-gauche et les groupes populaires, le rapport est fondé sur les résultats d'une enquête portant sur près de 150 organismes répartis dans les quartiers populaires de Montréal. Il constate que les liens entre l'action des groupes et les problèmes de l'espace urbain sont minces. Les groupes populaires s'adressent d'abord aux chômeurs, aux assistés sociaux, aux défavorisés, plus qu'aux citoyens en tant qu'habitants d'un espace, que résidents d'un quartier. Exclue du système économique, ces groupes sociaux ont toujours été à la remorque de représentants de la classe moyenne : curés, travailleurs sociaux, animateurs sociaux et maintenant, militants politiques. C'est à la diminution de cette relation de dépendance qu'est liée la capacité de changement des groupes populaires.

[15]

Les organismes populaires en milieu urbain :
contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?

AVANT-PROPOS

Les militants d'extrême gauche et les organismes populaires

[Retour à la table des matières](#)

Ce travail fait le portrait des groupes populaires tels qu'ils étaient en 1974, au moment de la cueillette des données. La situation s'est sûrement modifiée depuis trois ans : ce milieu évolue rapidement, comme on pourra le constater dans le premier chapitre. La situation actuelle est-elle à ce point différente qu'elle rende dépassées les conclusions du présent travail, qui prendrait ainsi d'abord valeur de document historique ?

Nous ne le croyons pas. Pour justifier cette affirmation, voyons quels sont les changements majeurs qui ont affecté les groupes populaires depuis trois ans, et de quelle façon les conclusions de cette enquête peuvent s'appliquer à la situation actuelle.

De l'avis de tous les observateurs, c'est l'apparition, depuis deux ans, des militants politiques d'extrême gauche à l'intérieur des organismes populaires qui caractérise l'évolution récente de la situation. Il est certain qu'au moment de l'étude, les organismes étaient très peu politisés. À peine remis de la décomposition du FRAP ¹ et de leur échec dans plusieurs organismes de quartiers, les militants politiques avaient opté pour

---

¹ Front d'action politique. Voir les chapitres 1 et 5.

le travail en usine, la réflexion et la (re)lecture des classiques du marxisme. Ils délaissaient le "front" des quartiers au profit du "front" du travail. Mais c'était pour mieux y revenir puisque, depuis quelque temps, non seulement les organismes populaires de quartiers, [16] mais les organisations "progressistes" dans leur ensemble semblent envahies, noyautées par les militants d'extrême gauche ² et, notamment, par les groupes marxistes-léninistes, qu'on accuse volontiers de vouloir liquider les groupes populaires.

Quelle est l'ampleur de ce phénomène ? Il faut se méfier de l'image publique toujours grossie que projettent de telles modifications idéologiques. Mais on ne peut douter de son importance : dans les comptoirs alimentaires, les garderies populaires et même dans certains C.L.S.C., on a pu constater récemment la présence de militants d'extrême gauche et leur influence certaine ³.

Ce phénomène rend-il caduques les conclusions du présent travail ? Si ces militants sont implantés dans la plupart des organismes (ce qui reste cependant à vérifier), on ne peut évidemment plus décrire les groupes populaires actuels de la même façon : organismes centrés sur les services, non politisés, composés en majorité de citoyens "ordinaires", prolongements des organismes paroissiaux et de l'animation sociale.

À ce niveau descriptif, la situation a donc changé et cela n'a rien d'étonnant. Pouvons-nous appliquer nos conclusions à la situation actuelle ? Comment interpréter cette évolution récente à la lumière des résultats de l'enquête ? En particulier, les données [17] permettent de constater que les groupes populaires étaient en 1974 beaucoup plus autonomes qu'auparavant par rapport aux animateurs. De plus, c'étaient les organismes où le pouvoir était partagé entre les animateurs et les citoyens qui innovaient le plus. Quant aux groupes contrôlés par les citoyens, avec ou sans la présence de religieux, ils

---

² Dont les tentatives restent parfois sans succès, comme au Centre de formation populaire, à l'Institut de protection du consommateur, etc.

³ Il n'est pas facile de situer concrètement ces groupes sur, l'échiquier politique québécois. En France, l'extrême gauche désigne, globalement, toutes les tendances qui se situent à gauche du parti communiste. Mais ici ? Le terme recouvrirai-t-il tout ce qui est à gauche du Parti Québécois, tout ce qui est "groupusculaire" ? Alors le Nouveau Parti Démocratique, au Québec, serait un parti d'extrême gauche... Parue après la rédaction du présent travail, la série d'articles du journaliste Jacques Benoît, (La Presse) présente une description beaucoup plus concrète et aussi plus actuelle de l'action des mouvements d'extrême gauche au sein des organismes populaires. Ces articles ont été regroupés et publiés par les éditions de La presse (Montréal, 1977) sous le titre L'Extrême gauche.

opéraient dans des secteurs d'activités nouveaux (secteur économique : comptoirs alimentaires, etc.).

Peut-on assimiler les militants politiques aux animateurs? Si oui, la situation actuelle signifie un retour en arrière, au sens où l'autonomie des citoyens diminue; car, dans la mesure où les témoignages sont exacts, les militants politiques contrôlent, seuls, les organismes qu'ils noyautent et tendent à exclure ceux qui ne font pas partie de leur mouvement. Inversement, ne peut-on pas affirmer que le passage des animateurs aux militants marque un progrès vers une autonomie plus grande, une capacité objective plus élevée de constituer des groupes autonomes, dans la mesure où les militants sont des citoyens? On le voit, l'interprétation change selon qu'on assimile les militants aux animateurs ou aux citoyens. Quelle est la différence entre un animateur et un militant?

La première différence évidente, apparente, est idéologique. Le militant politique vise à créer un parti politique et à prendre le pouvoir et, pour ce faire, veut convaincre les masses de la ligne juste. Mais l'animateur était souvent "politisé" et la différence est insuffisante pour interdire toute filiation entre ces deux catégories d'intervenants. Les différences idéologiques sont importantes à condition de correspondre à des différences objectives dans la pratique et d'être confrontées avec la réalité⁴. À cet égard, il semble que les militants [18] soient moins rattachés aux institutions en place, qu'ils se définissent plus par référence à un mouvement que par rapport à une institution sociale, bref, qu'ils soient plus des apôtres et moins des professionnels que les animateurs. Mais c'est là une question de degré, car l'animateur, à l'origine, est un apôtre et il se transforme progressivement en professionnel. Particulièrement au Québec, où il n'existe pas

---

⁴ C'est ce qui fait la différence entre l'engagement idéologique comme solution personnelle à des problèmes individuels et comme phénomène politique. Toute explication des faits sociaux par les intellectuels qui attribuent à leur propre présence ou à celle d'idéologues une modification substantielle d'une situation sociale doit, en saine méthode, être le dernier recours d'un chercheur. Sinon, il tombe dans l'"intellectualocentrisme", petite fille de l'anthropocentrisme. L'importance qu'on accorde actuellement à l'étude de l'idéologie, de la production des idées dans le domaine de la recherche en Sciences sociales est sans doute liée au fait que l'intellectuel universitaire est le producteur professionnel des idées. Cela ne signifie pas que les idées nouvelles ne sont pas importantes; mais les plus importantes ne sont pas nécessairement celles qui sont produites par les professionnels du secteur, les idéologues. Dans ce domaine, comme dans tous les autres, le changement vient souvent de l'extérieur...

de tradition de militantisme politique ⁵ et où les partis politiques, jusqu'à récemment, avaient des "organiseurs" mais non des "militants", on peut affirmer que l'existence des animateurs sociaux (il n'y a d'ailleurs pas d'équivalent en France, et les animateurs d'ici ressemblent plus aux "organisers" américains qu'aux "animateurs culturels" français : voir la conclusion générale) est en partie la conséquence de cette absence de tradition de militantisme politique de gauche.

La ressemblance la plus pertinente pour notre propos réside dans l'origine extérieure commune du militant et de l'animateur. Tous deux sont étrangers au quartier et, le plus souvent, proviennent de la classe moyenne ⁶. Sans aller jusqu'à croire, comme certains, que toute intrusion d'éléments de la classe moyenne dans les groupes défavorisés est [19] nécessairement récupératrice ⁷, on peut toutefois appliquer aux militants nos conclusions concernant l'importance du type de relation des animateurs avec les "citoyens". On a constaté à plusieurs reprises, dans les organismes populaires, qu'un phénomène de démobilisation a suivi la prise du contrôle par des animateurs. Ce phénomène a de plus été maintes fois observé ailleurs, à propos des militants politiques. Par exemple, un observateur d'une lutte de quartier à Paris décrit ainsi l'arrivée des militants d'extrême gauche :

Très vite, deux clans se forment, s'affrontent continuellement, monopolisant le discours, se passionnant pour leurs propres conflits, se centrant sur une problé-

---

⁵ En Europe "le militantisme est (...) apparu historiquement au début du XIXe siècle au sein du prolétariat des villes déchristianisées" (Yvon Bourdet, Qu'est-ce qui fait courir les militants ? Paris, Stock, 1976, p. 227). Ici comme dans le reste de l'Amérique du Nord, le militantisme politique a existé au début du siècle mais a disparu avec l'offensive religieuse dans les syndicats et la transformation du syndicalisme nord-américain en syndicalisme d'affaires. À ce sujet, voir Jacques Godbout, Le Militant syndical de la C.S.N., Université Laval, Centre de recherche sociales 1965, chapitre 1.

⁶ Cette affirmation repose sur les témoignages de nombreux observateurs et demande à être vérifiée.

⁷ Ainsi, Marjaleena Repo affirme que les organisateurs des classes moyennes vont dans les quartiers pauvres dans le but manifeste de s'opposer au système économique et de le changer, mais que leur action a comme résultat objectif d'absorber le potentiel réel de changement des groupes populaires et de l'orienter en faveur des classes moyennes auxquelles les animateurs et militants d'extrême gauche appartiennent objectivement : "The Fallacy of Community Control", *Transformation*, 1,1, 1977.

matique qui peu à peu aboutit à un processus d'exclusion de la population, celle-ci étant alors figée dans un statut de support, de matière, d'objet de désir ⁸.

Ces militantes, qui tendent à exiger un engagement total de la part des citoyens, sont ainsi amenés à confondre organisation de masse et mouvement de militants; une organisation de masse sera toujours composée d'individus partiellement mobilisés, dont l'engagement dans cette organisation est partiel parce qu'elle ne constitue qu'une partie de leurs activités, de leur vie. C'est ce qui les distingue des militants. C'est pourquoi ce processus qui se veut de mobilisation de masse aboutit à la démobilisation, pratiquement ⁹. Le militant, comme [20] l'animateur, doit accepter la relation dynamique avec les usagers, les citoyens "ordinaires". "Les militants qui proviennent des différents appareils idéologiques, (...) au contact de la population qu'ils désirent mobiliser, convertir à leurs idéologies respectives, sont obligés de se reconvertir aux positions de cette population déjà structurée bien que non organisée ¹⁰".

Le militant politique doit apprendre, comme l'animateur, à se laisser influencer. C'est là la source du dynamisme des organisations. Sinon, on est en présence, d'un côté, d'organismes de militants incapables de mobiliser et, de l'autre, d'organismes populaires qui rendent des services sans innover et, souvent, sans provoquer de changements. C'est ce que montre la présente recherche.

Bref, en vertu de l'approche adoptée dans ce travail, qui sera décrite en introduction, l'apparition des militants d'extrême gauche dans les groupes populaires (ou le noyautage des groupes par les militants...) prend une double signification selon qu'on l'envisage du point de vue institutionnel ou du point de vue psychosociologique. En termes institutionnels, la présence et, le cas échéant, le "Leadership" des militants politiques dans les groupes populaires marquent la fin des animateurs professionnels, c'est-à-dire la fin des groupes populaires comme lieu et moyen d'exercice d'une nouvelle pratique

---

⁸ Michel de la Radelle et Monique Selim, "Les Militants du Marais", Autrement, no 6, 1976, p. 40.

⁹ De plus, on exige souvent une mobilisation en faveur d'idées pour lesquelles on ne prend pas la peine de convaincre, c'est-à-dire d'idées que l'on présente comme des dogmes. C'est oublier qu'une idée ne peut se transformer en dogme qu'après avoir été répandue, pas avant.

¹⁰ Nguyễn Due Nhuận, *Revendications urbaines. Étude sur les luttes urbaines menées par les groupes sociaux résidentiels*, Paris, Centre de sociologie urbaine, 1975, p. 111.

professionnelle liée historiquement aux travailleurs sociaux et institutionnellement aux politiques d'assistance et aux organismes de services sociaux dont les animateurs étaient issus. Le passage de l'animateur social au militant politique reflète ainsi la fin d'une nouvelle pratique professionnelle et l'apparition des groupes populaires comme contre-pouvoir potentiel, ceci dans la mesure où les militants ne sont pas encore rattachés institutionnellement au gouvernement. Le passage du professionnel au militant marque de même une plus grande autonomie institutionnelle des organismes populaires vis-à-vis des pouvoirs publics, ce qui [21] constitue un changement réel et important par rapport à la situation antérieure décrite dans ce travail.

Par contre, et inversement, dans la mesure où ces nouveaux militants contrôlent les organisations, leur imposent un dogmatisme stérile, et sont réfractaires à l'établissement d'une rotation dynamique avec les citoyens, dans la mesure où, comme les animateurs, étant majoritairement étrangers au milieu où ils travaillent, ils refusent de se laisser influencer par ce milieu et tentent d'imposer leur vision globale et probablement petite-bourgeoise de la société, ce phénomène marque un retour en arrière par rapport à la situation étudiée en 1974. Elle accentue la dépendance (diminue l'autonomie) des organismes vis-à-vis des groupes étrangers au milieu, caractéristique historique permanente de ces milieux sans pouvoir, le degré extrême de non-pouvoir étant atteint lorsque leurs propres organismes sont dirigés par des gens de l'extérieur. Parallèlement, s'il est vrai que les organismes populaires se sont laissés aussi facilement infiltrer et dominer par ces nouveaux missionnaires, cela dénote leur faiblesse et leur absence de maturité organisationnelle. À cet égard, il importe de rappeler une donnée fondamentale concernant les organismes populaires : la clientèle à laquelle ils s'adressent et les personnes qu'ils regroupent, sont, en majorité, des chômeurs, des assistés sociaux, des gens à faible revenu, c'est-à-dire non seulement des "défavorisés" (qui n'ont pas reçu de faveurs...) sur le plan économique, mais aussi des milieux traditionnellement inorganisés, ou plutôt qui ont été organisés par d'autres. Il est certain que le début d'organisation autonome qui existe dans ces quartiers est encore vulnérable; ces organismes peuvent facilement être noyautés par des militants venus de l'extérieur. Si tel est le cas, on sera tout simplement passé des curées aux animateurs, puis aux militants de gauche, sans changement majeur. Le véritable changement, pour ces milieux, est défini ici comme une prise en charge, une diminution de la dépendance de l'extérieur. C'est le "biais" du présent rapport.

Jacques Godbout

[22]

Par rapport au document publié en 1975, plusieurs modifications ont été introduites ici. Un avant-propos a été ajouté, portant sur la pertinence actuelle des résultats de la recherche. La conclusion générale ainsi que la plupart des conclusions des chapitres ont été modifiées. En outre, certains détails descriptifs ont été supprimés, et une présentation historique des maisons de quartier a été ajoutée. Enfin, on remarquera sans doute que la lecture du texte est beaucoup plus agréable et son contenu plus clair. C'est le résultat du travail de Johanne Pichette, qui a entièrement revu et corrigé le rapport et en a amélioré la présentation, la langue et le style.

Il faut aussi remercier Jean-François Léonard avec qui les auteurs ont eu des discussions qui ont influencé les modifications apportées.

[23]

Les organismes populaires en milieu urbain :
contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?

INTRODUCTION

1. Objet d'étude et hypothèses

[Retour à la table des matières](#)

Depuis dix ans ¹¹, on dit et on écrit beaucoup de choses sur le "nouveau" phénomène des comités de citoyens, des groupes et des organismes populaires. L'avènement de ces groupes a correspondu, sur le plan idéologique, à la diffusion de la notion de participation des citoyens; cette simultanéité n'est d'ailleurs pas due au hasard, comme on le verra plus loin.

En quoi consistait ce nouveau phénomène auquel plusieurs ¹² auteurs ont attaché tant d'importance? Même si la connaissance de sa spécificité constitue l'objet principal du présent rapport, il est nécessaire d'en donner dès maintenant une brève définition descriptive.

L'expression "comité de citoyens" ¹³, désignait, au départ, les groupes de pression locaux qui travaillaient en milieu urbain, à l'échelon du quartier, dans les zones dites "défavorisées", et qui avaient pour objectif officiel l'amélioration des équipements collec-

---

¹¹. Quinze ans aux États-Unis ... Voir la conclusion générale.

¹² Même si peu d'entre eux en ont fait une analyse empirique au Québec; voir plus loin.

¹³ Cette expression désignait le phénomène dans sa première phase, comme on le verra dans la suite du rapport.

tifs ou la non-détérioration de leur milieu de vie. Rapidement, ces mouvements de défense ont gagné d'autres secteurs, moins liés au territoire et plus rattachés à la personne : défense des assistés sociaux, défense des droits des locataires, défense juridique; par la suite, ils se sont étendus à l'autogestion de certains services : comptoirs alimentaires, garderies populaires, cliniques médicales populaires, etc.

Dans leurs objets et leurs champs d'action, ces comités, groupes et organismes n'avaient rien de nouveau, si ce n'est qu'ils prenaient naissance dans les quartiers populaires des grandes villes. Or on considérerait que les citoyens de ces zones avaient toujours subi leur situation défavorable ¹⁴ sans protester. En effet, dans les milieux de classe moyenne et de banlieue, le phénomène des comités de citoyens naissant spontanément pour l'amélioration des services scolaires, du système de feux de circulation, etc., est caractéristique de la démocratie locale dont Tocqueville faisait déjà le fondement du système politique américain; il n'y a donc là rien de nouveau. C'est l'apparition de tels comités de citoyens dans les quartiers urbains pauvres ¹⁵ de la ville centrale qui a semblé nouvelle en Amérique du Nord ¹⁶ et a [25] suscité de nombreuses études. Mentionnons l'approche sociologique qui, reprenant les concepts d'anomie et d'aliénation, les a appliqués à la situation des individus vivant en milieu urbain, dans des zones où s'étaient effritées les institutions locales. Dans cette perspective, la participation des citoyens et notamment leur regroupement dans des comités locaux constitue une réponse à cette situation aliénante et un remplacement des institutions traditionnelles ¹⁷

---

¹⁴ Ce n'était sûrement pas sans fondement; songeons à la démolition de près de 800 logements, dans le quartier Centre-Sud, pour la construction de l'édifice Radio-Canada au début des années soixante; cette démolition n'a suscité aucune réaction organisée.

¹⁵ Ce phénomène a fait dire à l'observateur américain Mogulov que le mot "citoyen", en plus de son acception ordinaire, a fini par devenir "a euphemism for those who are poor, black and brown" (aux U.S.A.). Voir F. Mogulov et B. Citizen Participation: A Review and Commentary on Federal Policies and Practices, Washington, The Urban institute, 1970, p. 2.

¹⁶ Le problème se pose différemment ailleurs; par exemple, en France, c'est souvent dans les nouveaux quartiers de banlieue que les mouvements de citoyens ont surgi; nous reviendrons sur ce point dans la conclusion générale.

¹⁷ Richard L. Cole résume les différentes interprétations de ce phénomène de participation territoriale locale dans son volume : Citizen Participation and the Urban Policy Process, Toronto, D.C. Heath and Co., 1974, 172 p.

Au Québec, ce phénomène s'est surtout manifesté dans les quartiers du bas de la ville de Montréal, même s'il est aussi apparu à Québec et dans plusieurs autres villes. En dehors des interprétations globales auxquelles nous venons de faire allusion, ces groupes ont été peu étudiés empiriquement au Québec. Mentionnons cependant qu'ils font partie d'un mouvement nord-américain¹⁸ qui fait l'objet d'une abondante littérature¹⁹. L'aliénation causée par l'absence de contrôle des décisions et la nécessité d'un tel contrôle au niveau local ont récemment constitué la principale interprétation de ce phénomène par les analystes américains²⁰.

[26]

Au Québec²¹, on ne fait pas beaucoup référence à cette problématique; c'est d'autant plus étonnant que les groupes populaires d'ici sont souvent en filiation avec les organismes américains du même type, comme on aura l'occasion de le constater. D'une part, c'est surtout à partir des objectifs formulés par les groupes et à partir de leurs attitudes que sont interprétés leur sens et leur portée; d'autre part, la problématique à partir de laquelle on les observe est idéologique (au sens strict): les groupes sont-ils réformistes ou révolutionnaires, conservateurs, réactionnaires? Quel est leur "projet"?

Cette approche des groupes populaires qui privilégie leurs orientations idéologiques introduit le biais suivant dans la cueillette des informations: elle met en relief les groupes qui possèdent une idéologie structurée, qui "parlent", qui aiment s'expliquer, qui, pourrait-on ajouter, ressemblent à la classe moyenne, les groupes qui comprennent au moins un animateur ou une personne "aimant" les relations extérieures; elle tend aussi à faire ressortir les groupes politiques, les groupes de pression, les groupes dont un des moyens d'action principaux est l'opinion publique, aux dépens des organismes de service,

---

¹⁸ Quelques articles et ouvrages importants sont cités dans la bibliographie. Voir aussi la conclusion générale.

¹⁹ Le périodique *Public Administration Review*, no XXXII, octobre 1972, sous le titre "Curriculum Essays on Citizens, Politics and Administration in Urban Neighbourhoods", présente une recension des études inspirées par cette question.

²⁰ Dans l'introduction d'un travail antérieur (Jacques Godbout et Nicole V. Martin, *Participation et innovation. L'implantation des centres locaux de services communautaires et les organismes communautaires autonomes*, Montréal, FNAP/I.N.R.S.-Urbanisation, 1974, 343 p.), nous présentons cette perspective et citons plusieurs auteurs.

²¹ Voir la bibliographie pour Montréal et le Québec, en particulier les auteurs suivants: L'Égaré, Leseman, Thiénot Robert et McGraw.

de gestion. Or c'est précisément l'importance de ces derniers types d'organismes qui a suscité l'enquête dont les résultats sont présentés dans les chapitres qui suivent. En effet, lors d'une recherche sur l'implantation des centres locaux de services communautaires et sur le rôle des organismes populaires dans cette implantation ²², nous avons été amenés à établir un rapide inventaire des organismes de service existant dans ces quartiers et nous avons constaté qu'ils étaient beaucoup [27] plus nombreux que les groupes de pression; ces derniers étaient par contre beaucoup plus connus; nous concluons alors en émettant l'hypothèse que cet ensemble d'organismes manifestait la prise concrète du contrôle au niveau du quartier par un nouveau leadership qui remplaçait l'élite religieuse et professionnelle traditionnelle. Le lieu privilégié de cette prise en charge était un type particulier d'organismes, les centres communautaires et les maisons de quartier; nous avons constaté que dans trois des cinq quartiers étudiés, un conflit avait éclaté entre les résidents du quartier et les religieux et (ou) les professionnels qui dirigeaient l'organisme, conflit qui avait abouti au remplacement de ces derniers par des "citoyens" ²³. Nous en arrivons à la nécessité de connaître de façon précise le produit de ces organismes de service et de défense pour comprendre le phénomène des groupes populaires.

C'est pourquoi notre approche est différente de celle de la plupart des auteurs qui se sont penchés sur les "groupes populaires". Sans nier l'importance des objectifs que se fixent les groupes de citoyens, de leur idéologie, de leurs déclarations officielles et de leurs expressions d'attitude pendant les interviews que nous avons pu mener avec des militants, c'est à partir de la connaissance la plus systématique et la plus complète possible de ce qu'ils font, de ce qu'ils produisent, de leur "output" (service, bien, secteur d'activités, etc.), de la façon dont ils le produisent (structure de l'organisme, rôle des différents agents, etc.), et des ressources qu'ils utilisent pour produire (budget, sources de financement, relations avec l'État et avec d'autres organismes, etc.) que nous voulons rendre compte, dans ce rapport, de la signification et de la spécificité du [28] phénomène des groupes populaires ²⁴. En ce sens, ce rapport est le premier compte ren-

---

²² C'est cette recherche qui est rapportée dans J. Godbout et M.V. Martin, *op. cit.*

²³ Au sens où nous définissons le terme pour les fins de cette recherche. Voir l'introduction du chapitre 2.

²⁴ Rassembler de telles informations n'est évidemment pas facile et nous ne prétendons pas en avoir fait une cueillette exhaustive. Nous allons d'ailleurs préciser les limites de notre travail.

du de l'ensemble des activités des groupes populaires à un moment donné ²⁵ dans le territoire couvert par la recherche.

Cette approche, différente et impliquant le traitement d'un ensemble d'informations factuelles, se situe à un autre niveau que l'analyse du discours ²⁶. C'est peut-être pour cette raison que nous arrivons à une interprétation ou plutôt à une série de questions différentes de celles de ces auteurs à propos des organismes populaires : notre enquête, au lieu de nous apporter des réponses sur la nature réformiste ou révolutionnaire des groupes, sur leur capacité objective de transformation, nous a amenés à des interrogations beaucoup plus simples, ou peut-être plus "premières", et qui peuvent être indispensables pour comprendre le phénomène des groupes : en quoi est-il spécifique, en quoi est-il original, nouveau, différent ? Différent des comités de citoyens qui existent traditionnellement dans les quartiers de classe moyenne, dans les banlieues ; différent des organismes locaux de charité et de service social implantés dans les quartiers populaires ? À ce sujet, on a rarement remarqué que l'apparition dans les mass média et dans l'opinion publique des [29] premiers comités de citoyens des quartiers populaires a correspondu à la transformation de la pratique de certains travailleurs sociaux et agences de travail social dans ces quartiers. Leur "visibilité" ne serait-elle pas due d'abord à ces professionnels, universitaires de la classe moyenne soucieux d'innover dans leur pratique, qu'on a appelés animateurs sociaux ? Le phénomène des groupes populaires ne serait-il que la manifestation d'une nouvelle forme d'intervention de la part des travailleurs sociaux professionnels dans les milieux défavorisés ? En d'autres mots, au lieu d'être un phénomène politique qu'on doit d'abord situer entre le réformisme et la révolution, ou au lieu de préfigurer l'arrivée de la société de participation, se pourrait-il que les groupes populaires ne soient que la manifestation d'une nouvelle pratique professionnelle qui tend à s'adapter à la société urbaine ? Au niveau du discours, nous nageons dans

---

²⁵ Ces groupes sont très changeants, comme on le verra

²⁶ Sans nier l'utilité de l'analyse des objectifs et du discours officiel d'un organisme populaire, nous pensons qu'on verse dans la naïveté si on n'interprète pas ce discours à la lumière de la pratique du groupe. Car s'il est vrai que les innovations et les changements sociaux passent par une phase initiale de tâtonnements et de réalisations imparfaites qui peut se situer, au départ surtout, au niveau de l'affirmation d'intentions, du discours, il est tout aussi connu que l'affirmation d'objectifs nouveaux peut ne rien signifier de nouveau : la dernière situation est d'ailleurs beaucoup plus fréquente que la première. Le problème revient donc à trouver un moyen de distinguer l'un de l'autre. Nous croyons que seule l'analyse de la pratique le permet.

l'ambiguïté : les nouveaux travailleurs sociaux professionnels-animateurs affirment tous, à un moment ou à un autre, "utiliser le système" au profit des citoyens, et en vue de changements globaux ? Les représentants du système, eux, pensent que les animateurs (c'est-à-dire ceux qu'ils continuent à financer, ceux même qui affirment utiliser le système) sont un élément essentiel à la société actuelle, une nouvelle forme d'action sociale; quant aux citoyens (mais qui mérite ce "titre" dans ce milieu ?), ils disent souvent que rien n'a changé... comme on le verra.

Bref, les comités de citoyens, est-ce une affaire d'animateurs ²⁷, c'est-à-dire est-ce la nouvelle façon, pour la [30] société et les institutions en place, de s'occuper de leurs pauvres, de rejoindre et d'encadrer leurs marginaux, leurs exclus du système? Est-ce le prolongement du système de charité et d'assistance développé par les classes supérieures pour encadrer la classe ouvrière et dont l'aboutissement actuel serait l'animation sociale; nouvelle pratique professionnelle qui se cherche encore et qui vise à adapter le métier de travailleur social aux nouveaux problèmes que les pauvres causent à la société (et non l'inverse...) ²⁸ ? Le fait que le discours de ces nouveaux venus soit différent (dans quelle mesure ?) de celui des religieux permet-il d'affirmer qu'on a affaire à un contre-pouvoir ? Le fait qu'ils soient reliés plus étroitement avec certains milieux intellectuels universitaires transforme-t-il pour autant leurs intérêts objectifs et la fonction qu'ils remplissent au sein de la société ? En caricaturant, ne peut-on pas affirmer que les animateurs sociaux et leur soutien idéologique universitaire sont l'équivalent, dans une société laïque et plus technocratique, des prêtres ouvriers dans une société dominée idéologiquement par l'élite religieuse ? D'ailleurs, l'idée que des universitaires interviennent dans les quartiers pauvres est loin d'être nouvelle, notamment en milieu anglo-saxon. C'est toute l'histoire des "Settlement Houses", mouvement né en Angleterre en 1884 et aux États-Unis deux ans plus tard. La plupart du temps déclenché par des

---

²⁷ Cette hypothèse a déjà été formulée par des auteurs américains : "It appears that the demand for citizen participation or community involvement comes not as much from the poor themselves as from their spokesmen, who may be middle-class and educated" (James W. Davis, "Decentralization, Citizen Participation and Ghetto Health Care", *American Behavioural Scientist*, 15, 1, 1975, p.100). C'est aussi l'argument avancé par les institutions et les individus en place parce qu'ils veulent nier la représentativité, donc la pertinence, des organismes populaires. Est-ce une raison suffisante pour rejeter l'hypothèse ?

²⁸ À ce sujet, voir Jeannine Verdes-Leroux, "Pouvoir et assistance : cinquante ans de service social", dans Actes de la recherche en sciences sociales, no 2-3, juin 1976, p. 52-173.

universitaires, ce mouvement vise à mettre sur pied un ensemble d'activités dans les quartiers pauvres d'immigrants, et à s'identifier à leurs luttes. À Montréal, l'Association des Anciens de McGill a fondé, en 1891, le [31] University Settlement, organisme de quartier qui existe encore et dont nous reparlerons. Comment répondre à ces questions ?

Le présent travail repose sur l'hypothèse que le degré d'autonomie, de non-dépendance des citoyens et des résidants constitue l'indicateur le plus important pour comprendre le sens de ce mouvement "vers les pauvres" provenant des classes moyenne et supérieure. Les groupes populaires seront plus qu'une nouvelle pratique professionnelle et pourront constituer la base d'un contre-pouvoir s'ils deviennent autonomes, c'est-à-dire si le contrôle partiel des orientations et de l'action est détenu par ceux-là mêmes à qui l'action est destiné. Mais cela n'est pas une condition suffisante : on verra que des groupes autonomes peuvent fort bien être aussi des relais du système; cela constitue cependant une condition nécessaire pour modifier le type de relations qui, au-delà (ou plutôt en deçà...) du discours, s'instaure entre les professionnels, les penseurs des groupes populaires issus des classes moyennes, et leurs "clients" ²⁹. Il importe de noter qu'autonomisation ne signifie pas nécessairement absence de recours à des ressources extérieures, mais plutôt absence de soumission à ces ressources extérieures, quelles qu'elles soient.

Notre recherche antérieure sur l'implantation des C.L.S.C. dans les quartiers populaires nous avait amenés à poser l'existence d'un tel processus d'autonomisation des groupes [32] populaires vis-à-vis des animateurs, en particulier dans les organismes de service. C'était là l'aspect le plus nouveau que nous découvrions dans ces milieux qui, historiquement, avaient toujours été "organisés" par des "étrangers" : les animateurs, à qui l'élite religieuse et paroissiale avait cédé le leadership local, étaient à leur tour remplacés par des résidants du quartier, les "citoyens". Ces derniers, à la suite d'ailleurs des animateurs, étendaient l'action des groupes à des domaines normalement occupés par un gouvernement local : défense du territoire contre l'envahissement par des groupes sociaux ou contre certaines transformations (de fonctions), amélioration des équipements collectifs locaux. Simultanément, ils se trouvaient à constituer le relais des gouvernements supérieurs dans leurs politiques de bien-être et aussi dans certaines interventions locales; de ce fait, ils remplissaient une des fonctions antérieurement (et

---

²⁹ À ce stade, on pourrait nous reprocher de confondre dans la même catégorie les professionnels de l'animation, les militants politiques et les intellectuels de gauche. Nous introduirons les nuances qui s'imposent ailleurs dans ce texte.

encore partiellement) exercées par la structure paroissiale et les organismes de service social, et court-circuitaient en partie l'échelon municipal. Ces hypothèses étaient ainsi formulées dans le projet de recherche soumis au ministère des Affaires sociales :

- 1° À l'échelon local (inframunicipal), (les groupes) constituent une mise en question et éventuellement une transformation de l'élite locale traditionnelle.
- 2° À l'échelon municipal, une partie de cet output constitue un substitut à l'absence de gouvernement local inframunicipal dans la ville centrale.
- 3° À un échelon plus global, dans la mesure où les groupes puisent de plus en plus leurs ressources des gouvernements supérieurs (provincial, fédéral), ils constituent un canal, un instrument pour l'intervention des gouvernements supérieurs dans ces zones, qui court-circuite le palier municipal ³⁰.

[33]

C'est à ce type de considérations et d'interrogations au sujet des groupes populaires que nous avait amenés l'observation des organismes de quartier dans le cadre de l'implantation des C.L.S.C. Pour répondre à ces questions, nous avons rencontré tous les organismes populaires de Montréal et nous avons tenté de voir ce que signifie l'apparition de ces "nouveaux" groupes.

2. Déroulement de la recherche

[Retour à la table des matières](#)

Pour vérifier nos hypothèses, il fallait, ainsi que nous l'avons dit, acquérir la connaissance la plus systématique, la plus complète et la plus uniforme possible de ce que les organismes populaires font (leur produit), du cadre dans lequel ils le font et des ressources qu'ils utilisent pour produire. Il fallait aussi couvrir tous les organismes populaires compris dans le territoire à l'étude. À cet effet, un guide d'enquête, qui a permis de monter un dossier sur chacun des organismes populaires, a été élaboré.

---

³⁰ Jacques Godbout, document de travail, mai 1973.

Cette première approche du produit des groupes, si elle est exhaustive, ne permet pas l'étude détaillée du fonctionnement interne des organismes. Dans le projet de recherche initial, une seconde étape était prévue, dans laquelle nous aurions procédé à une analyse de type plus monographique d'un nombre limité d'organismes, représentant les tendances principales observées dans la première étape. Cette seconde étape du projet n'ayant pas été subventionnée, il a fallu se limiter à la première.

Enquête

Le guide d'enquête, qui comporte essentiellement une interview avec un militant "responsable" - président du conseil [34] d'administration, permanent, etc. - comprend trois grandes parties.

La première partie sert à faire une identification du groupe : description générale du produit, mode d'intervention, description des produits secondaires et d'appoint.

La seconde partie du guide vise à élaborer la description la plus détaillée possible du produit (ou des produits) du groupe. Dans cette partie, comme dans la troisième, le guide comporte des questions fermées qui servent de point de repère pour effectuer l'interview et qui ont pour fonction de recueillir les informations les plus uniformes possibles pour tous les organismes. Ces points de repère sont, par exemple, le nombre d'utilisateurs hebdomadaires, le chiffre d'affaires, etc.

Par ailleurs, l'interviewer devait consigner toutes les informations disponibles concernant le produit du groupe pour en obtenir la connaissance la plus précise possible.

La dernière partie du guide comporte une série de questions relatives au cadre de production de l'output et aux ressources utilisées : financement, budget, objectif, approche, activités politiques, liens avec d'autres organismes, liens avec l'État, structures, personnel, description de la clientèle, base géographique d'intervention, nombre d'années d'existence.

La plupart des organismes étant des organismes de service (voir le chapitre 2), la version générale du guide d'enquête a été appliquée à cette majorité d'organismes. Par la suite, nous avons formulé trois versions modifiées du guide, pour tenir compte des particularités de trois catégories [35] d'organismes : les cliniques communautaires de santé, les centres communautaires et les groupes politiques.

Dans le cas des cliniques de santé, la version modifiée intègre les indicateurs d'output élaborés au cours de la recherche sur l'implantation des C.L.S.C. Quant aux centres communautaires, il fallait tenir compte du fait qu'en plus de fournir directement certains services aux citoyens, ils offrent des services aux organismes membres (locaux, aide financière, services d'animation, etc.) et entretiennent des liens avec eux.

Enfin, les groupes politiques ne fournissent des services que de façon secondaire et sont avant tout des groupes de pression (de revendication). C'est donc l'objet de leurs revendications qu'il fallait chercher à connaître. Le guide général a été adapté en conséquence.

Période et aire d'étude

La majorité des interviews a été réalisée entre les mois de décembre 1973 et d'avril 1974. Cette précision est importante, car le tableau des organismes se modifie constamment (des groupes disparaissent et apparaissent chaque mois). On peut dire toutefois que la présente étude porte sur tous les organismes populaires qui existaient au mois de mai 1974 ³¹ dans les quartiers Pointe-Saint-Charles, Saint-Henri, Mile-End, Plateau-Mont-Royal, Centre-Sud et Hochelaga-Maisonneuve. (La carte de l'aire d'étude apparaît au chapitre 5.)

Le quartier Centre-ville est vidé de sa population, sauf dans sa partie nord, où l'on trouve de nombreux édifices à [36] appartements abritant des individus (ou des familles) de la classe moyenne ayant peu de points communs avec les populations des quartiers étudiés. Il existe donc très peu d'organismes populaires dans cette zone, et ceux qui existent ont une action qui s'étend soit dans la zone Centre-Sud, soit dans la zone Mile-End. Les organismes du centre-ville ont donc été rattachés à l'un ou l'autre de ces deux quartiers.

Les six quartiers énumérés ont été choisis parce que c'est là, essentiellement, que se sont formés, développés et multipliés les organismes populaires (voir le chapitre 1). Les autres quartiers de la ville de Montréal ont été très peu marqués par l'organisation

---

³¹ Une nouvelle vérification téléphonique, au cours de l'été suivant, a confirmé l'exactitude de ce répertoire.

communautaire, à l'exception des quartiers de l'ouest, où l'on trouve une forte proportion d'anglophones.

Ainsi, les quartiers Notre-Dame-de-Grâce et, dans une moindre mesure, Côte-Des-Neiges, connaissent une vie communautaire comparable à celle des quartiers du bas de la ville; de nombreux groupes de dépannage et de service y sont nés, surtout à l'intérieur de la communauté anglophone. Dans Notre-Dame-de-Grâce, plus particulièrement, on retrouve presque tous les types de groupes de service rencontrés dans les quartiers du bas de la ville (garderies, consommation, dépannage, logement, aide légale, etc.). Ces divers groupes sont en grande partie reliés à deux centres communautaires qui oeuvrent surtout, l'un à l'intérieur de la communauté anglophone, l'autre à l'intérieur de la communauté francophone.

Quant aux quartiers du nord (Saint-Edouard, Villeray, Ahuntsic) et de l'est de la ville (Rosemont, Saint-Michel, Mercier, Rivières-des-Prairies), ils n'ont pratiquement pas de tradition d'organisation communautaire. Dans la plupart d'entre [37] eux, on ne retrouve des organisations impliquant des citoyens que dans le secteur des loisirs. Le nombre de ces organisations semble particulièrement important dans les quartiers Saint-Edouard, Rosemont et Ahuntsic.

Quelques rares groupes de citoyens ont cependant été mis sur pied dans les quartiers du nord et de l'est au cours des dernières années : associations de locataires, garderies et comptoirs alimentaires principalement. Toutefois, la plupart de ces groupes n'ont pas survécu très longtemps. Par ailleurs, depuis la fin des années soixante, quelques groupes plus stables sont apparus dans le quartier Saint-Michel : garderie coopérative, comptoir alimentaire, association de locataires, CAP, journal de quartier.

De façon générale, on peut donc dire que, en dehors des quartiers du bas de la ville, il y a très peu de regroupements de citoyens, sauf dans les quartiers de l'ouest de la ville; les groupes que l'on trouve là s'apparentent d'ailleurs à ceux qui font l'objet de la présente étude.

Inventaire des organismes

Pour les fins de la recherche, nous avons retenu tous les regroupements qui répondaient aux deux critères suivants 1) le regroupement devait être marqué par une pré-

sence significative des citoyens, soit dans sa structure décisionnelle, soit dans la production de ses services; 2) le regroupement avait une action locale, c'est-à-dire qu'il oeuvrait principalement à l'intérieur d'un quartier donné (voir l'introduction du chapitre 2).

[38]

Pour faire la liste des groupes qui oeuvraient dans les six quartiers étudiés au printemps 1974, nous avons d'abord utilisé des répertoires déjà publiés ³². Toutefois, ces documents dataient (de 6 mois à 2 ans). Afin de mettre la liste à jour, à la fin des entrevues, nous demandions à l'informateur de nous indiquer le nom des groupes qu'il connaissait dans le quartier en indiquant pour chacun l'adresse, le numéro de téléphone et le nom d'un informateur. Il était possible ainsi de dépister les organismes nés au cours de la dernière année et de s'assurer que certains autres étaient effectivement disparus.

Après avoir éliminé les groupes qui, à coup sûr, ne correspondaient pas à la définition et aux critères que nous avons retenus, nous avons réalisé des entrevues auprès de tous les organismes susceptibles de s'y rattacher. Après information, nous avons dû exclure encore une trentaine de dossiers qui portaient sur des organismes où les citoyens n'intervenaient pas de façon significative et (ou) qui n'avaient aucune activité de quartier.

Réponse des organismes

La réponse des organismes a été très positive. Sur les 138 que nous avons recensés, seulement trois ont explicitement refusé de nous rencontrer. Dans six autres cas, l'interview n'a pu être réalisée pour diverses raisons : l'organisme était peu actif et ses responsables étaient difficiles à joindre; l'organisme était en réorganisation profonde; etc.

---

³² Voir la liste de ces répertoires dans la bibliographie.

[39]

Informations recueillies

Pour chacun des 138 organismes, nous avons constitué un dossier en complétant les informations recueillies au cours de l'enquête à l'aide de coupures de presse, des journaux des groupes (voir la liste dans la bibliographie) et de rapports divers. À l'été, au moment de la codification, nous avons vérifié une dernière fois certaines données en téléphonant aux organismes concernés.

De plus, nous avons élaboré une variable sur le contrôle des décisions par les citoyens au moyen des informations contenues dans les dossiers et d'une vérification auprès d'informateurs clés. Évidemment, pour vérifier complètement les informations obtenues, il aurait fallu passer un certain temps auprès de chacun des organismes. L'étude monographique d'un échantillon des groupes représentant les grandes tendances révélées par la présente analyse aurait constitué un correctif nécessaire. Toutefois, répétons-le, cette seconde étape de la recherche n'a pu être menée à terme faute de subventions.

Cet ensemble d'informations se répartit en deux grands types de données : des informations uniformes pour tous les organismes (nombre d'usagers par semaine, sources de revenus, revenus annuels, type de structure de décision, lieu d'implantation, etc.) et des informations spécifiques à chacun (ces dernières ont trait, essentiellement, au "produit" de chaque groupe).

Nous avons codé les informations uniformes, de façon à pouvoir les traiter par l'informatique. Quant aux autres données, en regroupant les dossiers par secteur d'activités (consommation, garderies, loisirs, etc.), nous en avons fait une [40] analyse descriptive faisant ressortir plus particulièrement le produit des organismes dans ses constantes et les rôles respectifs des divers acteurs (en particulier les religieux, les animateurs et les citoyens).

Les données codifiées ont été regroupées à l'intérieur d'une première série de 115 variables, dont 25 portaient sur l'"output" et 90 sur le cadre dans lequel il est produit et sur les ressources utilisées. Plusieurs de ces variables se sont avérées inopérantes, ou bien parce que l'information n'était pas disponible dans un trop grand nombre de cas, ou

bien parce que la variable n'était pas discriminante. Nous en avons donc éliminé certaines et regroupé d'autres, pour obtenir une deuxième série de 45 variables, dont 12 portent sur l'output et 33 sur le cadre de production et les ressources utilisées.

L'essentiel de l'analyse qui est livrée dans le présent document consiste à mettre les variables qui portent sur l'output en rapport avec les variables indépendantes (celles qui concernent le cadre de production et les ressources), en tenant compte des analyses descriptives tirées des données non codifiées.

Pour compléter l'analyse des organismes populaires, nous y ajoutons deux courtes études. L'une fait l'historique ³³ des organismes populaires dans les quartiers étudiés, de 1963 à 1971; elle constitue le premier chapitre du rapport. La seconde étude traite des élections municipales de 1970 et de 1974 et, en particulier, des relations entretenues par les organismes populaires avec certaines formations politiques municipales (Front d'action politique et Rassemblement des citoyens de Montréal).

[41]

3. *Présentation du rapport*

[Retour à la table des matières](#)

Comme nous venons de le dire, le premier chapitre dresse un bref historique du développement des organismes populaires à Montréal de 1963 à 1971. Ce bilan historique décrit l'évolution des organismes de la formule *comités de citoyens*, à la formule *organisme de service*. Il tente aussi de dégager le rôle de l'animation sociale professionnelle au cours de cette période, ainsi que celui des "citoyens".

Le chapitre suivant traite de l'activité des groupes de citoyens à Montréal, c'est-à-dire de leur l'output". La première partie du chapitre élabore sur les grandes variables de cet output et la seconde partie livre les particularités du produit de chacun des secteurs d'activités (consommation, garderies, loisirs, etc.).

---

³³ Cet historique a été réalisé à partir de documents déjà existants par Lucienne Srogosz-Desjardins, avec la collaboration de Donald McGraw.

Les chapitres suivants examinent les principales caractéristiques du cadre de production des organismes populaires, en les mettant en rapport avec les caractéristiques du produit, dégagées au chapitre 2; l'organisation des groupes (chapitre 3), leur financement (chapitre 4), leurs liens avec le territoire (chapitre 5) et l'action politique (chapitre 6) sont ainsi successivement présentés. En conclusion, en comparant notre étude avec les résultats obtenus par des observateurs d'organismes similaires ailleurs au Canada, aux États-Unis et en France, nous nous demandons quelle est la spécificité de l'expérience des groupes populaires au Québec, en milieu urbain.

Les auteurs se sont partagé la rédaction de la façon suivante : la première partie de l'introduction, les chapitres 3 et 5 et la conclusion générale ont été rédigés par Jacques Godbout; la seconde partie de l'introduction et les chapitres [42] 2, 4 et 6, par Jean-Pierre Collin; le premier chapitre a été rédigé conjointement par Lucienne Srogosz-Desjardins et Jean-Pierre Collin.

[43]

Les organismes populaires en milieu urbain :
contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?

Chapitre 1

Des comités de citoyens aux organismes populaires (1963-1971)

1.1. Introduction

[Retour à la table des matières](#)

La décennie 1960-1970 voit apparaître au Québec des groupes de base et des comités de quartier composés de citoyens défavorisés ou marginalisés. Ce mouvement est alimenté par la volonté de diminuer les disparités socio-économiques ressenties par cette couche de la population. Il connaît une ampleur inégalée à Montréal et constitue l'un des volets de l'histoire de la ville depuis une quinzaine d'années. Sa particularité est la remise en question des stratégies économiques et politiques du pouvoir en place.

Ce premier chapitre a pour objet de retracer la naissance et l'évolution de ces comités au cours des années 1963-1971. Il ne s'agit toutefois pas d'une étude originale qui apporterait des éléments ou des faits nouveaux sur l'histoire des groupes populaires à Montréal. Nous avons, plus simplement, repris des études déjà publiées sur le sujet, en particulier celle de Leseman et Thiénot ³⁴.

---

³⁴ Frédéric Leseman et Michel Thiénot, Animations sociales au Québec, Université de Montréal, École de service social, octobre 1972.

Cet historique a donc des limites importantes : il retrace plus l'histoire du Conseil des oeuvres de Montréal que celle des groupes en général. En effet, presque tous les textes [44] écrits sur cette période et au cours de cette période sont l'oeuvre d'animateurs du COM. Nous n'avons pas le témoignage des citoyens membres des comités, et il existe très peu de textes signés par des animateurs d'autres agences ³⁵ (Projet de rénovation sociale et urbaine ou P.R.S.U., Compagnie des jeunes Canadiens, agences de service social anglophones, etc.).

Or les documents laissés par les animateurs du Conseil des oeuvres comportent des biais importants. On y accorde notamment une très grande importance au rôle des animateurs par rapport à celui des citoyens et il n'est pas possible de vérifier si le leadership des animateurs était aussi grand qu'ils le laissent eux-mêmes entendre. D'autre part, on n'a pratiquement pas d'information sur ce qui s'est fait dans le quartier Pointe-Saint-Charles, puisque les animateurs du COM n'y étaient pas présents. Enfin, on sait peu de chose sur les groupes anglophones et les liens qu'ils ont entretenus avec les groupes francophones.

D'où viennent les groupes populaires? L'apparition des comités de citoyens correspond à la conjonction de deux facteurs : les réactions plus grandes des défavorisés à leurs conditions de vie et les pratiques sociales innovatrices de certains organismes de bien-être.

L'apparition des comités de citoyens n'est pas un phénomène nouveau. Comme nous l'avons dit, dans les quartiers de la classe moyenne et les banlieues, de tels comités naissent fréquemment à l'occasion des problèmes de tous ordres que rencontrent les populations qui y vivent. Ce qu'il y a de [45] nouveau, c'est que des comités naissent et se développent dans les quartiers défavorisés, là où des populations d'assistés sociaux, de chômeurs et de petits salariés subissaient leur situation défavorable sans protester.

Toutefois, l'apparition des groupes populaires ne relève pas du spontanéisme des masses, mais résulte de pratiques sociales centrées sur l'organisation communautaire et la participation des citoyens à la solution de leurs problèmes. Dès 1963, le Bureau d'aménagement de l'est du Québec (B.A.E.Q.) entreprend des enquêtes impliquant la participation des citoyens afin d'élaborer un plan d'aménagement de la région. Ce projet de planification régionale incorpore à sa démarche des méthodes d'animation. Considéré

---

³⁵ Dans leur étude, Leseman et Thiénot prennent soin, eux aussi, de signaler les limites de leur travail; à ce sujet, voir p. 103-113.

comme l'une des premières expériences du genre au Québec, il reste unique par son champ d'action, qui est un milieu essentiellement rural. À sa remorque, les projets d'animation se multiplient et leurs fondements se précisent. Désormais, ce nouveau mode d'intervention sera utilisé dans le cadre urbain, plus particulièrement à Montréal, par des organismes comme les Travailleurs étudiants du Québec, la Compagnie des jeunes Canadiens, le Projet de rénovation sociale et urbaine et le Conseil des oeuvres de Montréal.

Ce dernier retient l'attention par l'étendue de son champ d'action et par son rôle de premier plan dans la mise sur pied des groupes de base à Montréal. Organisme de coordination et de planification sociale, il concentre ses activités autour de la création d'agences sociales qui traitent les problèmes sociaux en s'occupant des individus. Insatisfait des résultats obtenus et pour demeurer attentif aux besoins de la population qu'il veut desservir, il cherche de nouveaux modes d'intervention plus efficaces et plus appropriés que les approches traditionnelles. À la suite [46] de contacts avec les Community Organisations de Chicago, qui se réclament de la thèse d'Alinski sur le "développement communautaire basé sur l'organisation populaire et visant à modifier la structure du pouvoir dans la société ³⁶", on décide de mettre à l'essai l'organisation communautaire, appelée plus tard animation sociale. Ainsi germe la notion de "conseil de quartier", tirée de cette école de pensée américaine, essentiellement axée sur la participation des citoyens, qui forment un groupe de pression auprès des différents paliers du pouvoir en vue d'améliorer leurs conditions de vie. En misant sur la relation entre l'individu et le milieu, l'animation sociale espère transformer la vie des citoyens défavorisés par une action adéquate sur leur environnement. Le Conseil des oeuvres de Montréal inclut donc dans son programme un projet de conseil de quartier ³⁷ et confie à l'un de ses employés la tâche d'expérimenter la formule dans une zone grise de Montréal.

L'évolution des groupes populaires, à partir de ce premier stade, est principalement marquée par la transformation de leur action : au départ, les comités de citoyens sont avant tout des organismes de revendication qui font des pressions en vue de satisfaire certains besoins. Déjà, cependant, leur lutte porte sur les problèmes de consommation

---

³⁶. Relations, mai 1972, p. 141.

³⁷ Il s'agit de reproduire à Montréal l'expérience du Woodlawn Organization de Chicago, instituée par Alinski. À ce sujet, voir Jean-François Médard, Communauté locale et organisation communautaire aux États-Unis, Paris, Armand Colin, "Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques", no 172, 1909, p. 168-188.

quotidienne des défavorisés. Progressivement, les organismes populaires prennent leur succession et s'attaquent aux problèmes en essayant de leur trouver une solution par la fourniture de services plutôt que par la revendication. [47] Dans un premier temps, nous aborderons la période 1963-1968, caractérisée par la multiplication des groupes et par leur dissémination dans Montréal. Dans un deuxième temps, nous étudierons les années 1968-1971, marquées, d'une part, par la radicalisation des objectifs et par la volonté de participer au jeu politique municipal et, d'autre part, par la concrétisation de la tendance "services ³⁸".

1.2 Les comités de citoyens (1963-1968)

[Retour à la table des matières](#)

La période 1963-1968 est celle de la naissance et du développement des premiers regroupements de citoyens à Montréal. Les groupes qui apparaissent à cette époque, et qu'on appelle comités de citoyens, sont essentiellement des groupes de pression dont l'activité principale consiste à mener des actions de revendication autour de problèmes précis (une école, un parc, un projet de rénovation urbaine, la mise sur pied d'un centre communautaire, etc.).

Nous décrivons ici l'activité de ces comités de citoyens dans des quartiers de Montréal (Saint-Henri, Petite-Bourgogne, Mile-End, Hochelaga-Maisonneuve) et leurs premières tentatives de regroupement à l'intérieur des quartiers et entre les quartiers.

Rappelons que le manque d'information nous empêche d'étendre notre description au quartier Pointe-Saint-Charles. Cette [48] lacune est de taille, car on sait que ce quartier a connu une activité importante, peut-être différente de celle des autres quartiers.

---

³⁸ De 1971 au moment de l'enquête, cette tendance domine le mouvement des organismes populaires. Le tableau des groupes en 1974 donne donc une idée de ce qu'ils ont été pendant toute cette période. Pour compléter, nous relatons toutefois l'expérience de prise en main des maisons de quartier et des centres communautaires par les citoyens (chapitre 5) et décrivons le cheminement des groupes politiques (chapitre 6).

1.2.1 Saint-Henri

Comme on l'a vu, le premier comité de citoyens à Montréal résulte de l'intervention d'un animateur du Conseil des oeuvres, qui avait été chargé d'explorer quelques quartiers pour trouver le terrain réunissant les conditions nécessaires à la réussite d'une expérience d'organisation communautaire. Charlemagne et Saint-Henri avaient été retenus; on choisit le second comme "quartier pilote".

Pourquoi Saint-Henri? Pour deux raisons déterminantes la détérioration avancée de l'habitat et de l'espace de ce quartier, et le profil social de ses résidents : homogénéité, fort sentiment d'appartenance et identification profonde au milieu. De plus, l'animateur avait diagnostiqué quelques carences graves dans l'administration de l'aide aux défavorisés par les agences d'aide sociale en place. L'inadéquation des formes traditionnelles de service social par rapport aux besoins réels de la population touchée pouvait s'expliquer par l'énorme "distance culturelle" entre les travailleurs sociaux professionnels et leur clientèle sous-prolétarisée. L'absence de leadership représentatif de la population locale avait aussi retenu l'attention de l'animateur. En effet, les leaders locaux officiels appartenant à la petite bourgeoisie traditionnelle (commerçants, politiciens, professionnel) résidaient à l'extérieur du quartier et ne se souciaient pas de la détérioration avancée de l'environnement résidentiel. Aux problèmes de taudification et d'exode des couches favorisées s'ajoutaient le chômage; l'instabilité économique, l'absence de loisirs, les problèmes [49] familiaux et toute la gamme des difficultés scolaires engendrées par ces conditions de vie.

Au moment de passer à l'action, deux stratégies d'implantation dans le quartier sont retenues. La première consiste à s'y introduire par le conseil d'administration de la nouvelle agence de service social (les Services familiaux de Saint-Henri, fondés en 1962); la seconde comporte l'établissement d'un conseil de quartier, réalisation plus facile si trois conditions sont réunies, c'est-à-dire

- 1) Si un nombre assez important de citoyens est conscient d'un problème qui se pose dans le quartier.
- 2) Si le problème ressenti touche d'assez près ces citoyens.

3) Si on peut compter sur la formation de groupes naturels ou de voisinage ³⁹.

En ce qui concerne l'aire géographique, on privilégie la paroisse, cadre de référence naturel d'une population encore fortement sous l'emprise du clergé, avec lequel il est tactiquement préférable de s'allier. On projette de modifier, à long terme, cette base de départ.

Il faut d'ailleurs noter que la paroisse a servi (et sert encore parfois) d'unité privilégiée de regroupement dans la plupart des quartiers. Généralement, après un certain temps, les groupes se détachent de cette base géographique (au moins de façon formelle) pour en adopter une plus large : le quartier. En fait, le choix de la paroisse ne repose pas nécessairement sur une théorie; il est probablement lié au type de citoyens que le regroupement rejoint. Il apparaît que dans un bon nombre de cas, les gens recrutés par les groupes sont déjà regroupés dans les organismes paroissiaux [50] (fabriques d'églises, sociétés Saint-Vincent-de-Paul, loisirs paroissiaux, etc.). Les informations manquent pour vérifier complètement cette hypothèse, mais la composition des premiers comités de citoyens la rend très vraisemblable. Après avoir vainement tenté d'intéresser les citoyens à la formation d'un comité "aviseur" pour la nouvelle agence familiale, on découvre un problème plus mobilisateur : la nécessité de construire une nouvelle école élémentaire. En effet, les enfants de Saint-Henri fréquentent toujours l'école Sainte-Mélanie, pourtant condamnée. La population se sent très impliquée, et c'est ainsi que naît le premier comité de citoyens à Montréal : l'Association des parents de Saint-Henri. Le comité se compose du professionnel déjà en place (travailleur social qui fournit une aide technique), de la directrice de l'agence de service social (intermédiaire entre les gens intéressés et le travailleur social), du conseil paroissial (organisme déjà existant et connu dans le milieu), et de citoyens recrutés parmi les ouvriers et les assistés sociaux.

Le comité se donne (les structures très démocratiques : une assemblée publique ouverte à tous les citoyens du quartier et se réunissant une ou deux fois par an, un conseil d'administration appelé *Grand Comité*, et un comité exécutif dont la fonction principale consiste à prendre des décisions entre les réunions mensuelles du conseil d'administration. L'Association définit ses objectifs :

---

³⁹ Serge Mongeau, *L'Animation en quartier défavorisé: l'expérience de Saint-Henri*, Montréal, 1966, p. 8.

- a) obtenir la construction de la nouvelle école Ludger Duvernay
- b) former un groupe de citoyens qui s'attaquent à certains problèmes de la paroisse
- c) donner la possibilité aux gens du quartier d'exprimer leurs griefs et de faire entendre leur voix à l'occasion de certains problèmes, ce qui peut conduire à une action de l'Association [50]
- d) parler au nom des citoyens de la paroisse quand cela devient nécessaire
- e) s'informer de certaines ressources locales ⁴⁰.

Pendant sa première année d'opération, le comité tient une assemblée publique et rencontre un représentant de la C.E.C.M. Les résultats obtenus l'encouragent à continuer et il envisage quelques projets :

- ménage de l'école primaire Ste-Mélanie
- construction d'une nouvelle école primaire
- acceptation par la C.E.C.M. que cette école serve pour des fins communautaires
- conversion d'un terrain inutilisé en parc à l'arrière de l'école secondaire Saint-Henri
- autres petites améliorations : obtention d'un brigadier pour aider les écoliers à une intersection dangereuse ⁴¹.

Rapidement, de nouvelles préoccupations suscitent la création de sous-comités autonomes de l'Association des parents. Le Comité des loisirs de Saint-Henri (février 1964) espère combler le vide qui existe dans le quartier en matière de loisirs. Le Comité d'éducation permanente (juin 1964) se considère comme l'intermédiaire entre la population et

---

⁴⁰ Michel Blondin, Conseil de quartier de Saint-Henri, Montréal, COM, 1964, p. 27-28.

⁴¹ Ibid.

la Commission des écoles catholiques de Montréal; l'organisation de cours d'art culinaire et la réalisation d'un sondage sur les besoins de la population constituent l'essentiel de son action. Le Réveil des citoyens de Sainte-Cunégonde ⁴² (janvier 1965) se forme au moment où la Ville de Montréal annonce le projet de rénovation de la Petite-Bourgogne. De son côté, l'Association des parents, qui est à l'origine de [52] toute cette activité ⁴³ et qui s'est acquis depuis deux ans une réputation non négligeable, se limite peu à peu aux questions scolaires et se transforme en association parents-maîtres. Dans les trois premières années d'activité, l'existence, l'évolution et la motivation des comités de citoyens de Saint-Henri dépendent en grande partie de l'animateur et de ses méthodes d'interventions (directivité, non-directivité). Cette dépendance ne s'atténue pas avec le temps. La sécurité psychologique et l'activité du comité sont directement proportionnelles au niveau de directivité de l'animateur ⁴⁴.

Par ailleurs, ce premier groupe de comités de citoyens travaille sur des revendications précises, à caractère local. Les comités se perçoivent comme des groupes de pression qui tentent d'obtenir, par des démarches auprès des autorités concernées, des améliorations et des services pour leur quartier. Ils se considèrent essentiellement comme les porte-parole de la collectivité locale.

L'effet le plus perceptible de la formation des comités de citoyens de Saint-Henri est le mouvement d'imitation qu'elle déclenche. Il se constitue ainsi un réseau de comités dans les paroisses voisines (Pointe-Saint-Charles, Saint-Zotique), et un regroupement autour d'un organisme de coordination s'avère utile. En 1965, un premier noyau de cinq comités [53] de citoyens ⁴⁵ forme donc la Fédération des mouvements du sud-ouest.

---

⁴² Ce comité regroupe les résidents des paroisses Saint-Joseph et Sainte-Cunégonde, situées dans le secteur est de Saint-Henri.

⁴³ Certains comités comme Nous Saint-Henri, n'ont cependant rien accompli de précis au bout de trois ans. C'est du moins ce que prétendent les animateurs sociaux dans tous les textes qu'ils écrivent sur cette époque. Le témoignage de citoyens ayant participé à ces comités nuancerait peut-être ces affirmations.

⁴⁴ C'est du moins ce que prétendent les animateurs sociaux dans tous les textes qu'ils écrivent sur cette époque. Le témoignage de citoyens ayant participé à ces comités nuancerait peut-être ces affirmations.

⁴⁵ Nous Saint-Henri, le Comité des citoyens de Saint-Zotique, le Regroupement des citoyens de Pointe-Saint-Charles, le Groupement familial et ouvrier, le Réveil des citoyens de la Petite-Bourgogne. Ce dernier comité avait substitué le nom de "Petite-Bourgogne" à celui de Sainte-Cunégonde au moment où il tentait d'atteindre des

D'autres comités se joignent à eux par la suite. La fonction essentielle de la Fédération est de coordonner le travail de ses membres; les affaires internes des comités ne la concernent pas. Les principales décisions sont prises lors de l'assemblée annuelle, qui est composée de trois délégués par comité et doit se prononcer à l'unanimité. Un exécutif est élu en 1966.

1.2.2 La Petite-Bourgogne ⁴⁶

En 1964, la Ville de Montréal désigne la Petite-Bourgogne comme zone prioritaire de rénovation urbaine. À la suite d'une vaste enquête, elle présente un plan général de rénovation. Les animateurs du Conseil des oeuvres accordent beaucoup d'importance à ce projet et tentent de sensibiliser la population aux changements qui s'annoncent. Ils espèrent également la faire participer aux programmes élaborés par les fonctionnaires municipaux. "Le Réveil des citoyens de la Petite-Bourgogne" répond à cette attente puisqu'il veut servir d'intermédiaire entre la Ville et les citoyens désireux de donner leur avis sur le plan de réaménagement. Mais cet organisme de coordination et de regroupement, après avoir produit un document (le Mémoire du

Réveil des citoyens de la Petite-Bourgogne, s'effrite à cause de ses divergences internes. En outre, explique Suzanne Veit dans son étude sur les comités de citoyens de [54] la Petite-Bourgogne, "Il était trop difficile de maintenir l'intérêt des citoyens dans cette organisation de coordination en même temps qu'ils s'occupaient de leur propre comité ⁴⁷". En effet, avec la participation d'animateurs venant, par exemple, de la Compagnie des jeunes Canadiens et de l'Action sociale jeunesse, des comités d'îlot ⁴⁸ avaient été mis sur pied, pour "servir de liaison entre la ville et les résidents ⁴⁹. Ces comités avaient des activités similaires : négociation de l'échelle des loyers, service d'in-

---

gens de la paroisse Saint-Joseph. Voir Serge Mongeau, L'Animation en quartier défavorisé : l'expérience de Saint-Henri, op. cit.

⁴⁶ Borné par le Canal Lachine et les rues Guy, Saint-Antoine et Atwater, ce quartier est situé immédiatement à l'est du quartier Saint-Henri.

⁴⁷ Suzanne Veit, *La Participation des citoyens et la Cie des Jeunes Canadiens en 1971*, Montréal, C.J.C., 1971, p.22.

⁴⁸ Ces comités de citoyens sont ceux des îlots Saint-Martin, Campbell, Quesnel-Coursol et Parc Vinet.

⁴⁹ Suzanne Veit, op. cit., p. 4.

formation, rédaction de mémoires, rencontres avec les autorités, distribution de tracts; cependant, la portée de leurs revendications variait considérablement, leurs efforts pouvant mener à une pétition pour l'obtention d'une glissoire comme à un projet aussi ambitieux que la création d'une coopérative de logement.

Jean-François Léonard définit ainsi le "pattern" d'action de tous les comités de citoyens de la Petite-Bourgogne.

- regroupement des citoyens d'un îlot à l'intérieur d'un comité d'îlot (sur l'initiative, la plupart du temps, d'un "animateur") ;
- contact avec le bureau de quartier (ou tout autre groupe institutionnel si les réponses sont insatisfaisantes) pour avoir de l'information dans différents domaines ;
- enquête auprès des citoyens de l'îlot pour connaître leur situation et préciser leurs intentions ;
- information des citoyens de l'îlot sur les différentes phases du plan et sur les démarches à effectuer pour les primes de délogement, pour le relogement, etc. ;
- action du comité de l'îlot pour sensibiliser la population (conférences de presse, marches, tables rondes, etc.) ;

[55]

- mémoires présentés à différents paliers institutionnels pour leur préciser les désirs des citoyens de l'îlot et leur soumettre de nouvelles propositions ;
- attente et revendications limitées sur des points précis ⁵⁰.

Chaque comité d'îlot progresse à son rythme, suivant l'évolution des travaux de construction. Il se développe alors un individualisme qui se traduit dans l'action par des interventions périodiques dispersées correspondant à certaines étapes dans les travaux.

---

⁵⁰ Jean-François Léonard, Les Groupes d'action au niveau local, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1971, p. 19-20.

L'absence de plate-forme générale de revendication diminue considérablement l'effet des actions, de même que le manque de planification du travail au niveau des animateurs.

En ce qui concerne les rapports avec les différents paliers institutionnels, ils prennent la forme d'un dialogue de sourds. Les comités sont aux prises avec une bureaucratie aux mécanismes complexes, dont les centres de décision sont dilués aux niveaux municipal, provincial et fédéral ⁵¹. Bien que la Ville de Montréal crée une illusoire structure de participation intégrée au Service d'habitation et à l'Office municipal d'habitation, après plusieurs années de revendications et de pressions, on assiste à une démobilisation graduelle des citoyens, dont l'action atteint un cul-de-sac. D'ultimes tentatives mènent au projet Perspectives 80, dont il sera question plus loin. Par ailleurs, certains citoyens vont travailler au niveau municipal, dans l'Association des locataires de Montréal.

[56]

1.2.3 Mile-End

Le Projet de rénovation sociale et urbaine, subventionné pour cinq ans par une agence sociale anglophone (le University Settlement), oeuvre dans la communauté francophone de Mile-End ⁵² à partir de 1965. Sous son impulsion, quatre comités de citoyens sont fondés : Mile-End, Saint-Jean-Baptiste, Saint-Jacques et l'Association des parents de Saint-Louis. Leurs revendications se concentrent autour des thèmes suivants : les questions scolaires, les loisirs, le logement, la santé et l'assistance sociale.

En 1967, ces comités de citoyens se regroupent au niveau du quartier dans le Front commun du centre-ville, en vue de combiner leurs actions, particulièrement en ce qui a trait aux problèmes des assistés sociaux.

---

⁵¹ Voir Gérard Divay et Jacques Godbout, *Une politique de logement au Québec ?*, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, "Les Cahiers du CRUR", no 5, 1973.

⁵² Le territoire couvert par le P.R.S.U. est légèrement différent de la zone Mile-End; il est borné par les rues Craig, Saint-Viateur, du Parc et Saint-Denis.

1.2.4 Hochelaga-Maisonneuve

Le premier comité de citoyens de l'est de la ville est formé dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve en 1966. Des étudiants en sciences sociales engagés par les Travailleurs étudiants du Québec réalisent une enquête sociologique sur les besoins du quartier; la question des loisirs émerge comme problème cible. Ils décident donc de réunir quelques citoyens du quartier et de faire signer une pétition afin d'obtenir un centre culturel et sportif. Le premier exécutif élu comprend des religieux, un étudiant, une ménagère du quartier et un représentant des caisses populaires.

[57]

Le comité connaît un départ fulgurant : contacts avec des politiciens des trois paliers de gouvernement, promesse d'une subvention conditionnelle du président du comité exécutif de la ville de Montréal, M. Lucien Saulnier, quelques actions d'éclat (blocage de la rue Sainte-Catherine, pétition de 7,000 signatures, soirée de récréation et d'information touchant près de 2,000 personnes). Cependant, la perte de certains militants et le trop grand "roulement" des autres conduisent à une détérioration progressive du comité, qui cesse ses activités pendant presque un an.

En 1967, une nouvelle équipe des Travailleurs étudiants du Québec reprend le travail. On reconstruit le comité avec des éléments nouveaux, les anciens n'étant plus intéressés. L'enjeu principal reste toujours la construction d'un centre communautaire, malgré la réticence des animateurs, qui considèrent le projet comme utopique. Les efforts de recrutement du comité restent infructueux, mais il a plus de succès en essayant d'obtenir une indemnité pour les citoyens expropriés de la rue Davidson.

Après le départ des Travailleurs étudiants du Québec, un animateur social désigné par le COM pour travailler à plein temps dans le quartier réanime le comité en l'épurant par une session de dynamique de groupe et en l'amenant à fusionner avec le Comité des travailleurs de Maisonneuve, cellule du RIN ⁵³. Tout en se battant avec une vigueur renouvelée pour l'obtention du centre communautaire, le comité élargit son champ d'action (lutte contre la Ligue des propriétaires de Montréal; pour le bail type) et radicalise ses objectifs. [58] En 1968, le comité est en proie à des contradictions qui le secouent.

---

⁵³ Rassemblement pour l'indépendance nationale.

D'une part, les animateurs remettent en question les bases théoriques de leur mode d'intervention et leur perception des problèmes sociaux. D'autre part, les militants se situent toujours au niveau de la revendication immédiate et de "préoccupations très concrètes". L'hétérogénéité du groupe, composé d'éléments plus radicaux attirés par l'action politique et d'éléments satisfaits des modes d'intervention du comité, crée des tensions. Les nouvelles valeurs de la "société participante" véhiculées par les animateurs ne sont pas absorbées par tous les militants et amènent une période de tâtonnements. Les animateurs tentent de réduire le décalage par la formation. Ainsi, avec l'appui de la Commission des écoles catholiques de Montréal, on organise une série de cours appelée "Citoyens face au pouvoir", axée sur la formation politique.

1.2.5 Première rencontre formelle inter-quartiers

Le 19 mai 1968 se réunissent 175 personnes déléguées par plus de 20 comités de citoyens, dans une école de Saint-Henri. Les participants constatent qu'ils partagent tous l'objectif à court terme de résoudre les problèmes immédiats ressentis par le milieu. De plus, un certain nombre de traits communs les convainquent de la nécessité d'une organisation plus structurée au niveau provincial. Ainsi, le terrain de lutte, les types de revendications, le mode d'intervention et de pression en font des organismes qui travaillent sur des actions parcellaires. Un rapprochement et une coordination adéquate permettraient d'élaborer des objectifs à long terme. À ce niveau, on considère l'action politique comme le moyen privilégié pour réaliser les objectifs communs. Deux tendances se dessinent :

[59]

- 1- nécessité d'une organisation contrôlée pour devenir une force politique, contester le système, dépasser la revendication du réverbère au coin de la rue;
- 2- opposition à cette tendance à cause de la spécificité des problèmes des quartiers et des objectifs des comités (loisir, chômage, santé, logement,

bien-être, école, etc.) exigeant aussi une très grande sinon totale autonomie des comités locaux ⁵⁴.

Cependant, malgré les divergences, une déclaration commune est adoptée par les participants à la fin de la journée :

Nous sentons qu'il est temps de changer le système gouvernemental qu'on a ... Nous avons les mêmes problèmes; nous devons sortir de l'isolement et de l'esprit de clocher; les gouvernements doivent devenir nos gouvernements; si nous n'avons plus le choix, il nous faut passer à l'action politique ⁵⁵.

1.2.6 Bilan

On retrouve à la fin de la période 1963-1968 un certain nombre de groupes de base disséminés un peu partout dans Montréal, plus particulièrement dans les zones grises : sud-ouest, centre-ville, etc. Ils oeuvrent dans les secteurs du logement, de l'éducation, de la rénovation urbaine, de la consommation. L'aire de référence géographique passe graduellement de la paroisse au quartier.

Les comités de cette période sont avant tout des groupes de pression. Toutefois, on observe une concrétisation de la tendance à intervenir par la fourniture de services (loisirs dans le cas du Comité des loisirs de Saint-Henri, organisation de cours dans Saint-Henri et Hochelaga-Maisonneuve). De plus, les comités oeuvrent déjà dans les secteurs d'intervention qui constitueront la raison d'être des groupes de fourniture de services formés à partir de 1968 et surtout après 1971.

De 1963 à 1968, toute la pratique des groupes de base est orientée vers des revendications immédiates et locales. Leur action se caractérise par un certain réformisme, dans la mesure où ils recherchent des changements dans les structures et tentent de faire bouger les autorités par des moyens légaux. On constate une absence de stratégie

---

⁵⁴ Lionel Robert, Le Comité de citoyens d'Hochelaga-Maisonneuve, Québec, Université Laval, thèse de maîtrise, p. 2.

⁵⁵ Leseman et Thiénot, op. cit., p. 72.

globale, une analyse des problèmes de la pauvreté trop superficielle. La société est acceptée telle qu'elle est, c'est l'individu qui doit changer.

Malgré une présence remarquée dans les médias, les comités n'ont pas suscité une participation proportionnelle à leur popularité, si ce n'est à l'occasion, lors d'une manifestation ou d'une pétition. Des animateurs soulignent le peu de succès obtenu par rapport aux objectifs initiaux. On constate l'absence de développement d'une conscience sociale, l'incapacité de comprendre globalement une situation, l'essoufflement des éléments dynamiques et le comportement traditionnel des nouveaux leaders ⁵⁶.

En termes d'impact, ce "nouveau phénomène de contestation" est très difficile à analyser. En effet, le rapport de force établi entre les autorités institutionnelles et les comités se mesure en termes de mobilisation et d'effets. Toutefois, la continuité (dans le temps) de cette mobilisation est fonction de l'importance des objectifs visés. Or, les comités concentrent leur action et leurs énergies sur des objectifs immédiats et d'envergure limitée (l'installation [61] d'un feu rouge à telle intersection, la rénovation d'une école, etc.). Ainsi, ils obtiennent quelques réponses positives à leurs revendications, mais dans la mesure où celles-ci sont satisfaites, il s'ensuit une démobilisation. Ne pouvant plus regrouper les citoyens autour de ses objectifs initiaux et manquant d'objectifs nouveaux ou de perspectives d'action, le comité perd sa base populaire. Malgré tout, on peut conclure que les comités de citoyens de cette période constituent une plate-forme de regroupement pour les couches défavorisées, permettant à tout le moins l'éveil du milieu et une prise de conscience des problèmes immédiats.

---

⁵⁶ Anonyme, Évolution d'un travail auprès d'un comité de citoyens, 15 p.

1.3. Radicalisation des objectifs et développement des groupes de service (1968-1971)

[Retour à la table des matières](#)

À partir de 1968, alors que certains comités de citoyens poursuivent la tendance précédente (c'est-à-dire agissent comme groupes de pression cherchant à résoudre des problèmes immédiats), d'autres s'impliquent dans la formation et l'action politique ou bien adoptent une nouvelle approche aux mêmes problèmes en fournissant des services qui permettent de diminuer les mauvaises conditions de vie des citoyens.

Ainsi, quelques groupes populaires apparaissent à la suite de l'expropriation de quadrilatères entiers dont les maisons devront faire place à des autoroutes, à des conciergeries de luxe. Un mouvement de protestation s'élève, concrétisé par la formation de comités de citoyens (Comité de citoyens de Milton Park, Westmount Tenant Association, etc.). On assiste également, pendant cette période, au développement d'organisations d'envergure métropolitaine ayant des bases de quartier, et dont les revendications se spécialisent dans des domaines précis (logement et assistés sociaux).

[62]

Cette période est aussi marquée par un mouvement de remise en question du leadership des animateurs sociaux. Loin d'être particulier à Montréal, ce phénomène existe dans les groupes de base partout au Canada et au Québec; il contribue à amener les animateurs à modifier leurs stratégies d'intervention dans les quartiers.

1.3.1 Comités de citoyens formés à la suite d'expropriations

L'apparition de comités de citoyens à la suite d'expropriations massives présente une certaine nouveauté dans la mesure où de telles expropriations (pour Victoriatown, Griffintown, Place Radio-Canada), au cours des années précédentes, n'avaient donné lieu à aucune protestation organisée de la part des citoyens concernés.

De tous les comités de citoyens nés dans un tel contexte, le plus connu est probablement celui de Milton Park, formé au cours d'une réunion convoquée par deux animateurs du P.R.S.U. dans le but d'informer les citoyens du quartier des projets de la Société Concordia Estates. On sait que cette compagnie préparait, depuis le début des années soixante, un important projet de développement immobilier comprenant un hôtel, des commerces, des bureaux et des appartements de haut standing, qui devait s'étendre sur six quadrilatères. À cette fin, elle se portait acquéreur de toutes les propriétés du secteur et les laissait se détériorer par la suite afin de préparer la mise en marche de son projet.

Un comité composé de douze personnes, dont huit professionnels et para-professionnels, est donc mis sur pied lors de cette première réunion, à laquelle assistent environ 200 personnes. Notons que le comité est bilingue et fonctionne [63] indifféremment en anglais ou en français. À la suite d'une enquête auprès des citoyens, il définit ses objectifs :

- a) Proposer un contre-projet au plan Concordia qui prônerait la restauration de la majorité des maisons ⁵⁷.
- b) Développer des services communautaires essentiels tels des garderies d'enfants, des coopératives, des maternelles, etc.
- c) Protéger les locataires contre les abus et les injustices de Concordia tels des délais majeurs dans la réparation de ses logements, l'entretien irrégulier, etc. ⁵⁸

Entre 1968 et 1970, le comité entreprend une série d'actions enquêtes, manifestations, rencontres avec les dirigeants de Concordia Estates, rédaction de mémoires, présentation de films. Toutefois, les résultats sont minimes et Concordia Estates résiste à cet affrontement. L'originalité du Comité de citoyens de Milton Park se situe dans sa volonté de dépasser les objectifs immédiats liés à la revendication initiale et de s'implanter dans le quartier par la création de services communautaires (garderie, clinique communautaire, journal de quartier, coopérative, boutique d'artisanat). L'élargissement

---

⁵⁷ Pour éviter une rénovation dévastatrice comme dans la Petite-Bourgogne.

⁵⁸ J.-F. Léonard, *op. cit.*, p. 25.

de l'action par l'implantation des projets communautaires lui assure une participation accrue des citoyens du quartier.

Quelques groupes, majoritairement anglophones, sont également créés à Westmount à la suite des expropriations causées par la construction de l'autoroute est-ouest. Ils remettent en question la construction de l'autoroute parce qu'elle attaque l'environnement (Westmount Action Committee), revendiquent de justes compensations de déménagement et l'assurance [64] que les personnes déplacées seront relocalisées (The Westmount Tenant Association), s'opposent à la démolition des maisons et à la construction d'une rampe d'accès à l'autoroute (The Lower Westmount Citizen Committee). Par la suite, ils participeront à un regroupement à l'échelle de Montréal le Front commun de l'autoroute est-ouest.

1.3.2 Quelques organismes à l'échelle métropolitaine

En cours de période apparaissent quelques organismes d'envergure métropolitaine ayant une extension dans les quartiers.

Le Greater Montreal Anti-Poverty Coordinating Committee

L'origine du G.M.A.P.C.C. remonte à 1970, date à laquelle il regroupe cinq comités oeuvrant dans le domaine des droits sociaux. Cet organisme semble être de loin le plus important du côté anglophone. Son style de militantisme s'apparente à celui des groupes américains; les animateurs, influencés par Alinsky, fondent largement leur action sur la contestation et le conflit.

Une des premières luttes du G.M.A.P.C.C. a pour objet l'installation d'avocats populaires dans les agences de bien-être social pour informer les assistés de leurs droits et leur permettre de recevoir de justes prestations. Après une manifestation au Champ de Mars en 1970, il obtient satisfaction. Il entreprend alors la tâche de former des citoyens du quartier à la tâche d'avocats populaires. Il introduit également le sit-in comme moyen d'action. Comme nous l'avons indiqué, la majeure partie des activités de l'organisme concerne les problèmes des assistés sociaux : [65] standardisation des pres-

tations, traitement égal pour les mères nécessiteuses, distribution de vivres tous les mois de cinq semaines, gratuité des médicaments.

En 1971, le G.M.A.P.C.C. élargit son cadre d'action; il prend part à une lutte commencée par le Point Equal Right Movement contre les projets de démolition et soumet des projets de rénovation. Il appuie également les grévistes de Dominion Glass et de Rémi-Carrier.

Les associations pour la défense des droits sociaux (A.D.D.S.)

La revendication organisée sur la question des droits sociaux apparaît pour la première fois à Montréal dans le quartier Pointe-Saint-Charles, avec le Point Equal Right Movement (majoritairement anglophone), fondé en octobre 1969. L'insatisfaction profonde ressentie par les assistés sociaux face à l'administration des prestations de bien-être les mobilise en vue de la réforme de la loi d'aide sociale. Deux animateurs se joignent au groupe afin de structurer et d'organiser l'action. Des comités ayant des revendications semblables apparaissent à Verdun (Verdun Anti-Poverty Association) et autour du University Settlement. Un réseau d'organismes dédiés à la défense des droits sociaux s'établit; il est coordonné par le G.M.A.P.C.C.

Chez les francophones, c'est à la suite de cours sur la loi d'aide sociale réformée (loi 26) organisés dans la Petite-Bourgogne que se forme, au début de 1971, le premier Organisme de défense des droits sociaux (O.D.S.). Rapidement, un réseau se développe à Montréal et en province. En 1971, les O.D.S. deviennent A.D.D.S. et reprennent la formule des avocats populaires mise au point par les organismes reliés au G.M.A.P.C.C. Les A.D.D.S. informent les assistés sociaux [66] de leurs droits, revendiquent une juste application de la loi et contestent les décisions arbitraires des fonctionnaires du Bien-Être social. Au début de 1972, il existe six A.D.D.S. à Montréal et vingt-trois dans le reste du Québec. Elles collaborent avec tous les organismes qui s'attaquent à des problèmes spécifiques : associations de locataires, cliniques juridiques, associations coopératives d'économie familiale (ACEF), Citizens Rights Against Bailiff Seizures (CRABS), par exemple. Les A.D.D.S. "se distinguent des comités de citoyens traditionnels en ce que leurs animateurs sont des citoyens issus des milieux populaires et non des profession-

nels ⁵⁹". En 1973, grâce à une subvention de la Fédération des oeuvres de charité, un secrétariat central est établi à Montréal.

Association des locataires du Montréal métropolitain (A.L.M.M.)

C'est grâce à la Fédération des oeuvres qu'est fondée, en 1971, l'Association des locataires du Montréal métropolitain. L'A.L.M.M. crée des services d'information et de protection et fait des pressions en vue d'un changement dans la législation. Elle organise aussi des campagnes publicitaires pour faire connaître les droits et devoirs des locataires. L'Association se prolonge dans les quartiers par la création d'associations locales, mais leur présence n'apporte rien de significatif. Le grand démarrage est permis par une subvention de \$250,000, accordée par le Programme d'initiative locale du gouvernement fédéral pour les mois de janvier à mai 1972. L'Association engage alors une centaine de personnes pour implanter des associations locales dans les quartiers de Montréal et dans certaines villes de banlieue. Le groupement métropolitain se structure de la façon suivante : [67] une assemblée de délégués des associations locales élit un conseil d'administration qui veille à la bonne marche de l'Association. L'arrêt des subventions fédérales met fin aux associations de quartier les moins implantées. D'autres disparaissent au cours de l'année suivante et finalement, l'A.L.M.M. se saborde en 1973.

1.3.3 Réorientation chez les animateurs

À partir de 1968, poussés notamment par la remise en question de leur leadership au sein des comités de citoyens et des groupes populaires, les animateurs cherchent à réorienter leur pensée et leur action. La révision de leur cadre d'analyse des problèmes sociaux coïncide avec la création du Service d'animation sociale du Conseil des oeuvres de Montréal et avec l'extension de l'équipe initiale d'animateurs. Un nouveau personnel s'ajoute donc aux pionniers et commence à travailler dans les quartiers. D'autre part, après le mouvement de contestation étudiante de 1968, plusieurs jeunes quittent l'école pour militer plutôt dans les quartiers populaires. Enfin, les autorités municipales atta-

---

⁵⁹ Leseman et Thiénot, *op. cit.*, p.101

quent les animateurs et les comités de citoyens, les assimilant à des agitateurs professionnels, pendant que la Ville met en oeuvre de grands projets (Place des Arts, Expo 67), au détriment de la rénovation des quartiers détériorés.

Cette conjoncture pousse les animateurs non seulement à réexaminer et à élargir leur cadre théorique, mais aussi à repenser l'ensemble de leur stratégie d'action. Des revues comme Parti-Pris, Socialisme, des auteurs comme Fortin, Touraine, Gorgz, Marcuse, composent le champ idéologique des animateurs, désormais dominés par les thèmes de la "société participante" et de "l'organisation de la contestation". Dorénavant, on perçoit les problèmes sous l'angle du rapport [68] de forces dominants-dominés. On conclut donc à la nécessité de diffuser au maximum "le Savoir, l'Avoir et le Pouvoir", de faire éclater la tendance "groupe de pression" des comités accaparés par la revendication immédiate. Le mode d'intervention, à l'avenir axé sur des objectifs de transformation, devra être plus attentif aux "finalités" et aux "problèmes centraux".

Dans la pratique, tout cela doit se concrétiser par la mise sur pied de pouvoirs parallèles et par le développement de services communautaires destinés à combler l'incurie des autorités. L'action est orientée vers la solution des problèmes locaux par les citoyens eux-mêmes. Une volonté de transformation sociale indissociable de l'organisation politique guide les interventions des animateurs, particulièrement ceux du Conseil des oeuvres, devenu Conseil de développement social à partir de 1968.

S'inspirant d'études qui font l'analyse sociologique des quartiers, les animateurs, fondent leur stratégie sur le "clivage" entre les quartiers populaires et les quartiers ouvriers. Saint-Henri, Pointe-Saint-Charles, Sainte-Marie et Saint-Jacques sont classés quartiers populaires, tandis que Rosemont, Mercier et Hochelaga-Maisonneuve sont considérés comme des quartiers ouvriers. Le niveau de conscience et la capacité d'action et de mobilisation les distinguent fondamentalement. On croit que dans les quartiers ouvriers, le niveau de conscience est suffisamment élevé pour dépasser la revendication sur les problèmes locaux; on se propose donc d'y poursuivre des objectifs plus généraux, comme le logement ou la spéculation foncière à Montréal.

[69]

Pour les quartiers populaires, composés de marginaux et de petits salariés, on conçoit des projets d'ordre communautaire, axés sur les services, plate-forme indispensable à toute mobilisation dans ces secteurs où les préoccupations des comités de ci-

toyens gardent leur caractère éminemment local et immédiat. Les projets POPIR et Perspectives 80 se situent dans cette tendance.

1.3.4 Projets mis sur pied dans les quartiers populaires : POPIR, Perspectives 80

POPIR

En 1968, quelques animateurs du Conseil de développement social ⁶⁰ mettent sur pied le Projet d'organisation populaire d'information et de regroupement (POPIR), dans le sud-ouest de Montréal. Une subvention de \$100,000 pour deux ans accordée par l'Église catholique de Montréal donne des bases financières solides au projet. Par ailleurs, "financé par l'Église catholique de Montréal, géré par le C.D.S., il doit être dirigé majoritairement par les citoyens du quartier ⁶¹.

En effet, le comité directeur est composé de huit citoyens, de trois représentants de l'Église de Montréal, de trois représentants du C.D.S. et de l'animateur responsable. L'objectif est "de mettre sur pied des instruments permanents qui permettront aux citoyens de poursuivre le travail amorcé, par les animateurs ⁶². Le groupe s'organise en ateliers travail, consommation et santé. Le POPIR participe à presque tous les regroupements du sud-ouest : syndicats, organismes communautaires, maisons de chômeurs, coopératives [70] d'alimentation, ateliers d'artisanat, conseils de quartier, etc. En 1971, le C.D.S. se retire du projet et en 1972, celui-ci est officiellement terminé. Toutefois, le POPIR poursuivra son travail dans le sud-ouest et en 1974, il était toujours actif.

---

⁶⁰ Autrefois appelé Conseil des oeuvres, comme nous l'avons signalé.

⁶¹ Leseman et Thiénot, op. cit., p. 93.

⁶² Ibid.

Perspectives 80

Perspectives 80 démarre en 1970 dans la Petite-Bourgogne. Ce projet, qui a un budget de plus de \$80,000 fourni par la Fédération des oeuvres de charité canadiennes-françaises, a pour objectif principal de mettre sur pied un conseil de quartier. Un congrès organisé en 1970 obtient la participation d'environ 150 citoyens. Les activités principales sont le logement, les loisirs et l'information. Une dizaine d'autres comités coordonnent leurs actions avec Perspectives 80 : la clinique juridique, la clinique de santé, le club de consommateurs, etc.

Par rapport aux expériences initiales de la période 1963-1968, il faut noter les sommes énormes investies dans les projets qui naissent à partir de 1968 : le POPIR reçoit \$ 100,000 pour deux ans; Perspectives 80 a un budget annuel de \$80,000; l'association des locataires bénéficie d'une subvention de \$250,000 pour cinq mois. On est loin des premiers comités, dont la survie était assurée par le bénévolat des citoyens ⁶³.

[71]

1.3.5 Articulation entre les revendications urbaines et la mobilisation politique (le FRAP)

Parallèlement à cette tendance volontariste et populiste, on déblaye le terrain en vue d'un déplacement de l'action communautaire vers l'action politique. La radicalisation idéologique de certains animateurs coïncide avec le progrès d'une tendance semblable dans l'appareil syndical (chez certains permanents du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal). La C.S.N. décide en 1968 d'agir sur un deuxième front : l'organisation de l'action politique. "Ce virage s'explique par une prise de conscience de la centrale de sa position d'arrière-garde par rapport aux mouvements sociaux ⁶⁴".

---

⁶³ Si, avant 1968, les comités avaient peu de ressources financières propres, les animateurs étaient payés par des agences de service social ou d'autres organismes pour accomplir leur travail d'intervention dans les quartiers.

⁶⁴ Jacques Labrecque et Jacques Massé, "Le Nouveau Syndicalisme québécois", Point de Mire, septembre 19,1, p. 38.

Des relations s'établissent entre les permanents syndicaux du Conseil central de Montréal et quelques animateurs sociaux; quelques militants socialistes se joignent à eux. La volonté de regroupement exprimée lors de la réunion initiale du 19 mai 1968 à Saint-Henri (voir la section 1.2.5) s'actualise un an plus tard par la formation du Mouvement d'action politique municipal, qui regroupe de façon informelle des comités de citoyens, des syndicalistes, des étudiants. On détermine l'objectif commun, qui est de "mener une action politique au sens strict c'est-à-dire d'opposition au pouvoir municipal pour le remplacer ⁶⁵.

Le groupe initial (M.A.P.M.) fonde quelques mois plus tard le Regroupement des associations populaires du bas de la ville et de l'est de Montréal (RAP). Le but est de mettre sur pied une "machine politique" en vue des prochaines élections municipales. Le RAP constitue la base d'organisation [72] dont sera issu le FRAP qui se donne pour tâche de mobiliser les salariés dans des luttes concrètes et coordonnées menant à l'exercice du pouvoir dans les secteurs qui affectent leur vie. On entreprend la lutte sur trois fronts : travail (pour le pouvoir dans les entreprises), consommation (logement, alimentation, caisses populaires), politique (pour le pouvoir municipal). L'organisation recherche donc la participation maximale de tous les salariés. À cette fin, elle essaie de s'implanter dans la population en fondant des comités d'action politique (CAP) dans les quartiers. Le FRAP se considère "comme le principal porte-parole des groupes populaires et comme la jonction à Montréal de ces trois forces de salariés : comités de citoyens, militants syndicaux et étudiants qui pour la première fois s'unissent dans une lutte commune ⁶⁶".

Pour remplir ses objectifs, le FRAP ne bénéficie que de ressources très limitées. En plus des souscriptions de ses membres, l'organisation reçoit une aide technique de la C.S.N. et une aide financière de certains animateurs, qui lui versent une partie importante de leur salaire. Enfin, les leaders du mouvement approchent une série de personnes connues pour leurs opinions politiques, afin de les inciter à soutenir financièrement le mouvement.

La structure que se donne le FRAP est la suivante : une assemblée générale composée des CAP et des groupes populaires, et un conseil permanent. Les CAP, "base d'opération du FRAP" au niveau du quartier, ont pour fonction de

---

⁶⁵ D. McGraw, Période de regroupement des associations populaires, 1969-70, p. 4.

⁶⁶ Front d'action politique, Il ne suffit plus de surveiller le pouvoir, il faut l'exercer, mai 1970, p. 15.

[73]

- permettre une meilleure coordination des luttes que mènent les groupes populaires et regrouper les forces existantes
- politiser la population en montrant que la cause réelle des problèmes se situe au niveau du pouvoir politique ⁶⁷.

Dans quelques quartiers, des comités de citoyens se transforment en CAP (Hochelaga-Maisonneuve et Saint-Jacques, par exemple); les autres comités de citoyens continuent leurs activités de service. Toutefois, plusieurs d'entre eux, tout au moins une large partie de leurs militants, participent aux activités des CAP ou entretiennent des liens avec le FRAP.

Avec la crise politique d'octobre 1970 et l'échec électoral du mois de novembre, des divergences profondes apparaissent au sein du Front d'action politique. Sauf ceux qui s'étaient transformés en comités d'action politique, les comités de citoyens et les organisations populaires retournent à leurs activités antérieures et se retirent de l'action politique, qui devient alors essentiellement l'affaire des animateurs, des syndicalistes et des militants socialistes qui avaient travaillé au sein du FRAP.

À son second congrès, en mars 1971, le FRAP radicalise ses objectifs. Cette option entraîne le départ d'un certain nombre de comités d'action politique (Sainte-Anne, Saint-Michel, Rosemont et Villeray) et, avec eux, des animateurs sociaux. Il en résulte que l'organisation politique échappe aux animateurs sociaux, pour être dominée par des syndicalistes et de jeunes militants socialistes.

[74]

D'autre part, grâce à la mise en place des programmes fédéraux de subventions (Perspectives Jeunesse, été 1971; Programme d'initiative locale, automne 1971), les organismes de service (comptoirs alimentaires, garderies, maisons du chômeur, associations de locataires, etc.) se multiplient. Ce type d'organismes populaires domine largement l'organisation communautaire à Montréal à partir de 1971-1972.

---

⁶⁷ Ibid.

1.4. Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Comme nous le soulignons au début, le phénomène qui marque le plus l'évolution de l'organisation communautaire de 1963 à 1971 est le remplacement progressif des comités de citoyens, groupes de revendication travaillant sur des problèmes précis et immédiats, par les organismes populaires, regroupements qui entendent donner le pouvoir aux citoyens en créant des services que ces derniers contrôlent et orientent en fonction des besoins qu'ils éprouvent et que négligent les gouvernements et les agences privées. Tout en conservant le quartier ou la paroisse comme base d'opération, les organismes populaires ont des activités de plus en plus liées à la personne (à qui ils fournissent des services) plutôt qu'au territoire; c'est par là qu'ils rejoignent les citoyens.

Par ailleurs, alors que la tendance à la fourniture de services se développe, la tendance plus politique aboutit à un échec. Les membres des comités de citoyens et des groupes populaires, qui avaient radicalisé leurs objectifs après 1968 et dont plusieurs avaient milité au sein des CAP et du FRAP jusqu'à la fin de 1970, se retirent de l'organisation politique pour consacrer toutes leurs énergies à leurs activités de service.

[75]

Outre les citoyens, trois catégories d'acteurs jouent un rôle important au cours de cette période : l'Église et les organismes qui lui sont apparentés, les gouvernements et les animateurs sociaux.

L'Église et les organismes qu'on peut lui rattacher (principalement les oeuvres de charité : F.O.C.C.P., Red Feather, etc.) participent à la fondation des comités et à leur financement. Très fréquemment, la paroisse est le territoire de départ autant des comités de citoyens que des organismes populaires. En outre, les groupes recrutent des membres au sein des institutions religieuses locales. Ainsi, curés, vicaires, religieux et membres des sociétés Saint-Vincent-de-Paul et des loisirs paroissiaux font souvent partie des groupes dès leur mise en place.

D'autre part, dans bien des cas, ce sont des organismes liés aux Églises qui financent les organismes de service social pour lesquels travaillent les animateurs : Conseil de dé-

veloppement social, Projet d'organisation populaire d'information et de regroupement, University Settlement, Projet rénovation sociale et urbaine. Les grands projets communautaires de la fin de la période sont eux aussi financés par ces sources : Perspectives 80, POPIR.

Quant aux gouvernements, leur intervention est de plus en plus directe. Au cours des années soixante, ils financent en grande partie les agences pour lesquelles travaillent les animateurs qui oeuvrent dans les quartiers (C.J.C., TEQ, etc.). Par la suite, par ses programmes Perspectives Jeunesse et Initiative locale principalement, le gouvernement fédéral se trouve à assurer le financement même des organismes populaires. Cet apport, combiné avec les sommes données par les institutions religieuses, permet aux groupes de bénéficier de budgets de plus en plus imposants.

[76]

Enfin, de la mise sur pied du premier comité de citoyens à la fin de la période étudiée, les animateurs sont présents. Dans les débuts de l'organisation communautaire, ils participent à la formation de presque tous les comités de citoyens. Selon l'évaluation qu'ils font eux-mêmes de leur rôle, au cours de cette période, ils auraient été très directs et leur leadership n'aurait pratiquement jamais été contesté.

Cependant, tout au long du développement des groupes, leur rôle demeure ambigu. Malgré leur volonté de s'insérer dans le milieu où ils exercent leur activité professionnelle, ils demeurent des agents de l'extérieur et en conséquence, leurs intérêts et les stratégies qu'ils conçoivent diffèrent de ceux des citoyens.

Ces différences occasionnent un certain nombre de frictions entre les animateurs et les citoyens dans les groupes. Elles se manifestent principalement dans le mouvement de remise en cause du leadership des animateurs, à partir de la fin des années soixante, et s'expriment aussi par la réticence des citoyens à s'impliquer complètement dans l'action politique prônée par les animateurs à un moment donné. Cet effritement de leur leadership est une des causes majeures qui obligent les animateurs à réviser périodiquement leurs stratégies d'intervention dans les quartiers et dans les organisations populaires.

Dans les chapitres qui suivent, nous décrivons l'activité des organismes populaires au début de l'année 1974. Depuis 1971, le mouvement s'est développé : le nombre des groupes s'est accru, les secteurs d'intervention se sont diversifiés (par exemple, des comptoirs alimentaires et des garderies populaires sont créés). Nous examinerons ce que sont devenus les groupes en décrivant tout d'abord leur produit, en quoi [77] consistent les

services qu'ils entendent fournir aux citoyens. Par la suite, nous nous demanderons en quoi les structures des organismes, leur mode de financement, leurs liens avec le quartier et leur engagement politique déterminent, orientent le contenu des services ainsi produits.

[79]

Les organismes populaires en milieu urbain :
contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?

Chapitre 2

Description de l'activité des groupes de citoyens à Montréal

2.1. Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Avant d'entreprendre la description de l'"output" des groupes de citoyens (c'est-à-dire de leur "produit" en termes de services), il faut rappeler ce que nous entendons par groupes de citoyens dans la présente recherche.

Il s'agit de tous les regroupements qui répondent aux deux critères suivants :

- a) Le regroupement doit être marqué par une présence significative des citoyens, ⁶⁸ soit dans sa structure décisionnelle, soit dans la production de ses services.

---

⁶⁸ Pour les fins de cette recherche, le citoyen est un individu qui a des caractéristiques socio-économiques similaires à celles de la clientèle visée ou desservie par l'organisme et qui vit dans le quartier à l'intérieur duquel oeuvre ledit organisme. Ne sont pas considérés comme citoyens les animateurs professionnels, les religieux et les professionnels (médecins, avocats, etc.) employés dans les organismes populaires.

- b) Le regroupement a une action locale, c'est-à-dire qu'il offre un ou des services ou qu'il effectue son action à l'intérieur d'un quartier donné.

Ces deux critères permettent de ne retenir que les organismes qui font partie du nouveau phénomène des comités de citoyens [80] ou groupes populaires et d'éliminer les groupes plus traditionnels tels que la Saint-Vincent-de-Paul, par exemple, qui sont contrôlés par les élites religieuses ou locales et les organismes institutionnels.

La notion d'output est ici prise dans un sens large. Dans l'avant-projet que nous avons soumis au ministère des Affaires sociales, nous distinguons trois grands types d'output :

1° L'aide financière fournie aux personnes

Ce type d'output (exemple : groupes à fonction de dépannage) n'implique aucune transformation des ressources. Les groupes jouent alors un rôle d'intermédiaire, de distributeur de ressources et complètent par une action ponctuelle la fonction de redistribution que joue l'assistance sociale. Concernant leur output, ce sont les groupes qui se rapprochent le plus des organismes de charité traditionnels.

2° L'output de services comme tels ou d'équipements

Ce deuxième type de produit suppose une activité de transformation des ressources en un produit différent qui peut se rapprocher à des degrés divers du premier type, selon le degré d'élaboration du produit : on peut fournir des repas, des "grands ménages du printemps", des équipements de loisirs, des lieux de rencontre, etc.

3° La défense des individus

Ces services visent à défendre les droits des individus : droits à l'assistance sociale, droits des locataires par rapport aux propriétaires, droits à une compensation équitable en cas d'expropriation, etc. Ce type d'activités est celui qui s'éloigne le plus de l'output de l'élite locale traditionnelle, et qui est souvent réalisé conjointement avec une activité de groupes de pressions concernant des problèmes plus vastes ⁶⁹.

---

⁶⁹. Jacques Godbout, document de travail, mai 1973.

[81]

Si ces trois types d'output existent théoriquement, à l'époque de notre enquête, la presque totalité des groupes fait partie du type 2. Le tableau 1 montre en effet que 85 % des regroupements de citoyens recensés font partie de cette catégorie alors que l'ensemble des autres modes d'intervention (aide financière, défense, action politique, défense du territoire) ne concerne que 15 % des groupes.

Tableau 1

Mode d'intervention des groupes
(nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

	Nombre de groupes	Pourcentage
Aide financière	1	0.7
Fourniture de services	118	85.5
Défense	5	3.6
Recherche	1	0.7
Information	2	1.5
Action politique a	11	8.0
Total	138	100.0

a. Comprend la catégorie "défense du territoire".

La description du produit des organismes populaires sera faite en trois temps. Nous donnerons tout d'abord un tableau général des principaux secteurs d'activités à l'intérieur desquels ils oeuvrent, pour ensuite exposer les principaux indicateurs d'output utilisés. Enfin, nous décrirons le produit des groupes pour chacun des secteurs d'activités en tenant compte des indicateurs d'output et des données qualitatives que nous possédons.

[82]

2.2 Activités des regroupements de citoyens

[Retour à la table des matières](#)

Les organismes populaires se caractérisent tout d'abord par les secteurs d'activités à l'intérieur desquels ils agissent. L'ensemble des groupes se répartit dans douze principaux secteurs d'activités, qu'on peut d'ailleurs ramener à huit ⁷⁰ (voir le tableau 2). Deux d'entre eux prédominent nettement : les secteurs consommation-dépannage et loisirs - formation - information mobilisent en effet 62 % des groupes étudiés. Par ailleurs, on remarque la faiblesse de la catégorie "politique", où n'œuvrent que 8 % des groupes (soit 11).

Nous avons voulu savoir si, en complément au produit qui les caractérise, les organismes populaires mènent des activités secondaires ou des activités d'appoint à l'activité principale. Cette information indique dans quelle mesure les groupes de citoyens diversifient leur action, montre s'ils tentent d'intégrer dans une même pratique des services qui, autrement, sont cloisonnés les uns par rapport aux autres.

Or on constate (tableau 3) que les groupes de citoyens diversifient peu leur action. De fait, les tableaux 1, 2 et 3 permettent d'affirmer que les groupes de citoyens concentrent leurs efforts autour d'un objectif de service et qu'ils travaillent à cet objectif dans une optique de fourniture de services. Peu de groupes intègrent leur action dans un ensemble plus large (diversification des outputs) ou multiplient leurs modes d'intervention.

---

⁷⁰ Comme on le verra plus loin, les activités des secteurs regroupés présentent, dans la pratique, assez de similitudes pour qu'il soit difficile de les départager.

[83]

Tableau 2

Activités principales des groupes ^a
(nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

Secteurs d'activités	Premier regroupement		Deuxième regroupement	
	Nombre	%	Nombre	%
Consommation	25	18.1	34	24.7
Dépannage	9	6.5		
Loisirs	27	19.6		
Information	11	8.0	51	36.9
Formation	13	9.4		
Garderies	11	8.0	11	8.0
Santé	8	5.7	8	5.7
Logement	8	5.8	14	10.1
Juridique	6	4.3		
Politique	11		8.0	11
Centres communautaires	4	2.9	4	2.9
Autres	5	3.6	5	3.6
Total	138	100	138	100

a. Voir l'annexe 3 pour la définition des secteurs d'activités.

[84]

Tableau 3

Activités secondaires des groupes
(nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

Secteurs d'activités	Première activité		Deuxième activité		Activité d'appoint	
	N	%	N	%	N	%
Consommation-dépannage	6	4.3	0	0	4	2.9
Garderies	0	0	0	0	4	2.9
Loisirs-formation-information	15	10.8	10	7.2	8	5.8
Santé	0	0	0	0	2	1.5
Logement-juridique	2	1.5	2	1.5	2	1.5
Politique	0	0	0	0	0	0
Autres	1	0.7	0	0	5	3.6
Total	24	17.3	12	8.7	25	18.2

[85]

À Montréal, les groupes de citoyens sont donc des groupes à objectif limité (c'est-à-dire bien circonscrit en termes de secteurs d'intervention et de modes d'action); ils visent un problème de consommation quotidien des citoyens du milieu et s'attaquent à cet objectif en fournissant à ces derniers un bien ou un service.

2.3 Le produit des groupes.

Description générale

Quelles sont les principales caractéristiques de cette "fourniture de services"? En plus de caractériser les organismes populaires par leurs secteurs d'activités (garderies, dépannage, etc.), il est possible de décrire leur produit à partir de certaines variables qui en qualifient divers aspects. Nous examinerons successivement les variables suivantes : nombre d'usagers, chiffre d'affaires, envergure du groupe, domaine d'interven-

tion, activité d'information, existence d'un produit secondaire, statut socio-économique de la clientèle.

Nombre d'usagers

Les 103 groupes pour lesquels cette donnée est connue se répartissent en trois blocs de même importance. 29% ont moins de 30 usagers par semaine; 33 % en ont de 30 à 99; 38% en ont 100 et plus ⁷¹. Il y a lieu de penser toutefois que, dans la réalité, il y a une égalité encore plus grande entre les trois blocs. En effet, les données sur le nombre d'usagers [86] ont été fournies par les groupes eux-mêmes. Il est donc fort probable que les chiffres aient été, pour une bonne part, augmentés. En particulier, 25 groupes affirment atteindre plus de 250 personnes hebdomadairement. Au total les groupes de service rejoignent environ 15,000 usagers par semaine (voir le tableau 7).

Chiffre d'affaires

Contrairement à notre attente, cette variable ne permet pas de départager les groupes. Dans environ 60 % des cas étudiés, cette variable ne s'applique pas aux groupes à cause de leur type d'activités. Dans les autres cas, la moitié des groupes a un chiffre d'affaires nul.

Quant aux groupes qui ont un chiffre d'affaires positif, 16 d'entre eux disent qu'il est inférieur à \$2,500 par semaine (inférieur à \$1,000 dans 9 cas), et 7 seulement disent qu'il est égal ou supérieur à \$2,500.

Envergure du groupe

Nous avons voulu catégoriser les organismes populaires, à partir de leur taille. À cette fin, nous avons combiné nos informations sur leurs revenus, leur personnel rémunéré et le nombre d'usagers qu'ils desservent, pour composer une variable que nous appelons "l'envergure du groupe".

---

⁷¹. Dans tous les cas, les chiffres sur les usagers comprennent la clientèle des groupes de défense des citoyens. Ces groupes étant en nombre très limité, il n'était pas significatif de distinguer entre leur clientèle et les usagers d'un service.

À cet égard, les organismes se répartissent en quatre catégories. 37 groupes (ou 31 %) sont sans ressources, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas (ou ont peu) de budget et fonctionnent avec des moyens de fortune. 27 autres groupes "de petite taille" (23%) ont un revenu annuel de \$5,000 à \$25,000 et un personnel rémunéré de 1 à 7 personnes. La catégorie [87] suivante (taille moyenne) comprend 37 groupes (ou 31 %), qui emploient de 8 à 15 personnes et opèrent avec un budget variant entre \$25,000 et \$75,000 ou qui, avec le budget et le personnel d'un groupe de petite taille, rejoignent une clientèle nettement plus importante que les autres groupes du même secteur d'activités. Enfin, 18 groupes sont "considérables" du fait qu'ils bénéficient d'un budget supérieur à \$75,000 et emploient plus de 15 personnes, ou parce qu'avec le budget et le personnel d'un groupe de taille moyenne, ils atteignent un nombre d'utilisateurs nettement plus important que les autres groupes du même secteur d'activités.

Domaine d'intervention

La plupart des groupes opèrent ou offrent des services dans les secteurs reliés aux services sociaux (89 groupes, soit 72.4%). Les 34 autres (27.6%) travaillent dans le secteur économique (comptoir alimentaire, garage coopératif, etc.), plus précisément dans le domaine de la consommation. Il est à noter en effet qu'on ne trouve qu'un organisme de production parmi les organismes populaires ⁷².

Activités d'information

35% des groupes pour lesquels nous avons cette information (soit 122) disent s'adonner à des activités d'information relatives à leur principal secteur d'activités ou, parfois, aux problèmes de consommation en général.

Existence d'un produit secondaire

Cette variable confirme, sous une autre forme, ce que nous avons constaté plus tôt au sujet des secteurs d'activités [88] secondaires et d'appoint : les groupes de citoyens ont nettement tendance à se concentrer autour d'un seul objectif. Il demeure toutefois que certains groupes intègrent des activités secondaires à leur préoccupation principale.

---

⁷². Voir l'annexe 4.

Ne pouvant les distinguer selon le genre (vu le petit nombre de cas dans chaque catégorie), nous avons regroupé ces activités et caractérisé chaque organisme selon qu'il avait ou non des activités secondaires. 25 groupes ont de telles activités.

Statut socio-économique de la clientèle

Par la question sur la clientèle, nous cherchions à savoir si certaines catégories de gens prédominaient à l'intérieur de la clientèle de chaque groupe. Le guide d'enquête indiquait trois aspects à privilégier : le statut socio-économique, l'âge, le sexe.

Seul le statut socio-économique a eu un effet discriminant intéressant. À cet égard, les organismes se partagent en trois grandes catégories : ceux qui rejoignent surtout les assistés sociaux (20% des 109 cas); ceux qui rejoignent surtout les gens à "faibles revenus" (52%); ceux qui rejoignent les autres citoyens - ouvriers, petits salariés, classes moyennes - ou dont la clientèle est formée de groupes plutôt que d'individus.

Cependant, les catégories assistés sociaux et faibles revenus ne recouvrent pas nécessairement des réalités différentes. Dans bon nombre de cas, la catégorie faibles revenus comprend des assistés sociaux et probablement souvent de façon prédominante. On peut donc dire que les organismes se divisent en deux groupes : ceux qui rejoignent [89] principalement les assistés sociaux et les gens à faibles revenus (72%), et ceux qui rejoignent d'autres types de clientèle (28%).

Pour ce qui est de l'âge, sauf certains groupes de loisirs qui s'adressent spécifiquement aux jeunes ou aux vieillards et certains groupes de dépannage qui s'adressent aussi aux vieillards, les groupes de citoyens disent s'adresser aux citoyens de tous les âges.

Enfin, seulement 21 organismes ont dit s'adresser d'abord à la clientèle d'un sexe en particulier, à savoir (dans tous les cas) la clientèle féminine.

2.4 Le produit des groupes.

Description par secteur d'activités

[Retour à la table des matières](#)

Le but de cette section est de décrire de façon plus détaillée les services offerts dans chacun des secteurs d'activités. Cette analyse permettra, en particulier, de considérer deux nouveaux ensembles de données :

a) Certaines données quantitatives difficiles à intégrer dans l'analyse informatique parce qu'il en aurait résulté une multiplication énorme des catégories à l'intérieur de certaines variables. Notre univers ne comportant que 138 cas, il fallait toujours nous en tenir à un petit nombre de catégories pour atteindre une certaine compréhension des phénomènes.

b) Certaines données qualitatives recueillies au cours de l'enquête et impossibles à quantifier, mais dont il est important de rendre compte.

[90]

Nous examinerons donc successivement les secteurs d'activités suivants : consommation-dépannage; garderies; loisirs-formation-information; santé ; logement-juridique; politique ; centres communautaires ⁷³.

2.4.1 Consommation-dépannage (34, 24.7%)

Nous réunissons ici les secteurs consommation et dépannage parce que, généralement, les différences entre ces deux types d'activité sont minimales. Les groupes "de consommation" vendent leur produit, mais à des prix symboliques dans la plupart des cas, et pour la seule raison qu'il faut respecter la fierté des gens; les groupes de dépannage ne demandent rien.

---

⁷³. Cette partie du rapport s'appuie sur des documents de travail réalisés au cours de l'été 1974 par Yao P. Assogba, Anne-Marie David et Anne-Marie La Rocque.

À peu d'exceptions près, les groupes de consommation et de dépannage partagent la même philosophie, une philosophie d'aide sociale, et nous ajouterions : d'aide sociale "charitable". Plus de la moitié des groupes disent pratiquer l'approche "*self-help*" mais dans très peu de cas seulement peut-on vérifier la volonté de faire faire un réel apprentissage aux usagers. Le *self-help* renvoie à des concepts d'autoformation, de création de multiplicateurs dans le milieu. Ce n'est pas ici le cas et ces groupes se rattachent à la conception traditionnelle des services sociaux, fondée principalement sur le concept de charité.

Quoi qu'il en soit, il est clair que ces groupes ont leur raison d'être. Deux indices permettent de justifier cette affirmation. D'abord, le nombre élevé d'usagers que nous retrouvons dans ce secteur. Or on ne peut pas parler de [91] "création de besoins" dans le milieu, puisque les groupes disposent de peu de ressources publicitaires.

De plus, si plusieurs groupes tirent leur origine de la paroisse ou d'organismes de charité, tous emploient des citoyens ⁷⁴ comme producteurs. Et s'ils n'approfondissent pas l'approche *self-help*, les groupes font néanmoins partie intégrante du milieu, n'étant pas perçus comme des éléments extérieurs venus faire de "l'aide charitable". En ce sens, ces groupes sont vraiment populaires.

En reprenant une approche traditionnelle de leur milieu, ces groupes cherchent à conserver un souci de chaleur humaine à des services largement bureaucratisés. Cet aspect constitue une des caractéristiques des services sociaux traditionnels.

Une partie de ces groupes se détache toutefois de l'ensemble : les comptoirs alimentaires. Implantés dans presque tous les quartiers, les comptoirs sont, dans le secteur consommation-dépannage, presque les seuls à pratiquer une véritable approche *self-help* en mettant de l'avant la formule coopérative.

Ce qui rapproche les groupes consommation et dépannage, c'est qu'ils s'attaquent à des problèmes de consommation courante, cherchant à assurer le minimum vital (nourriture, vêtements, meubles, etc.) à des gens passablement démunis.

---

⁷⁴. Au sens où nous avons défini le terme dans l'introduction de ce chapitre.

Le secteur consommation (25, 18.1%)

Dans le secteur consommation, on retrouve quatre types d'activités qui se rapportent à quatre aspects de la consommation : comptoirs alimentaires, popotes roulantes, groupes "de linge" (vêtements) et de meubles.

Les comptoirs alimentaires (8) sont des épiceries coopératives basées sur la formule des frais directs (les usagers paient les aliments au prix coûtant plus, hebdomadairement, des frais d'administration fixes : \$0.75, par exemple). De tailles diverses (selon la variété des produits qu'ils peuvent offrir), implantés dans presque tous les quartiers, les comptoirs se distinguent des autres organismes de consommation-dépannage par le fait qu'ils s'adressent à une clientèle plus diversifiée et qu'ils mettent activement de l'avant l'approche "*self-help*" en obligeant les usagers à fournir des heures de travail à la coopérative.

Le popotes roulantes (2), pour leur part, offrent à prix réduit des repas (aliments cuisinés) aux plus défavorisés du quartier -malades, handicapés, vieillards, personnes dépressives. Elles sont peu nombreuses et leur action est très limitée, surtout si on la compare à celle des comptoirs.

Les groupes de linge (8) visent à procurer des vêtements à ceux qui ne peuvent s'en acheter. Pour ce faire, on recueille des vêtements usagés ou neufs pour les distribuer moyennant une contribution symbolique, et (ou) on crée des groupes de couture pour réparer et faire des vêtements. Parfois, ces groupes organisent des cours de couture.

[93]

Pour ce qui est des meubles, les groupes (5) ont une action identique à celle des groupes précédents, mais en vue de fournir des meubles aux nécessiteux.

Le secteur dépannage (9,6.5 %)

Dans le cas du dépannage, on peut regrouper les organismes selon le type de clientèle visée, chacune ayant des besoins différents. On trouve des centres de dépannage pour personnes âgées, des groupes d'aide ménagère, des groupes de grands ménages.

Les centres de dépannage pour personnes âgées (5) offrent une série de services aux citoyens de cette catégorie d'âge afin de compenser un peu la faiblesse de leurs revenus : loisirs, entretien du logement, aide financière dans certains cas.

Les groupes d'aide-ménagère (2) offrent gratuitement un service de "housekeeping" aux mères qui, temporairement, ne peuvent exécuter les travaux domestiques : ménage, repas, soin des enfants. Il s'agit en somme de remplacer la mère de famille.

Enfin, les groupes de grands ménages (2) offrent un service d'amélioration des logements (peinture, réparation, menuiserie...) à ceux qui ne peuvent remplir ces tâches : handicapés, personnes âgées, etc. Dans ces cas, il s'agit uniquement de gros travaux; les groupes ne font pas d'entretien ménager hebdomadaire et ils ne s'occupent que de l'intérieur des logements.

[94]

2.4.2 Garderies (11, 8.0%)

Le but des garderies populaires est d'assurer la garde des enfants pour les mères au travail et celles qui ne peuvent s'occuper d'eux adéquatement (handicapées, par exemple) ou, simplement, de permettre aux mères de remplir certaines obligations (ex., visite chez le médecin) ou d'avoir des activités sociales (ex., loisirs). On peut distinguer les garderies par le temps de garde et par l'âge des enfants qu'elles acceptent.

Sur les onze garderies, trois ne font que la garde à temps complet (par exemple, 5 jours par semaine de 8h00 à 16h00); deux sont exclusivement des haltes-garderies (quelques heures, une demi-journée, parfois une journée); les six autres font les deux types de garde. Quant à l'âge des enfants, une seule garderie reçoit les enfants de moins de deux ans (elle est d'ailleurs spécialisée dans ce domaine). Les autres, sans nécessairement les refuser carrément, préfèrent dans tous les cas ne recevoir que des enfants de 2 à 5 ans.

Les garderies ont des comportements relativement identiques quant au coût exigé et aux types d'activités. Sauf deux qui offrent leurs services gratuitement, elles perçoivent le coût minimum exigé par le ministère des Affaires sociales, soit \$1.00 par jour par enfant. D'autre part, mutatis mutandis, toutes, y compris celle qui s'adresse aux enfants de moins de 2 ans, ont les mêmes activités : développement sensoriel, activités

psychomotrices, jeux, exercices physiques, excursions dans les parcs, dessin, musique, théâtre, etc.

Par ailleurs, ce qui distingue le plus les garderies entre elles, c'est le niveau de la participation des parents. Le [95] tableau 4 montre qu'elle ne semble véritablement importante que dans trois des onze garderies. La plupart n'offrent, en pratique, qu'une participation à la structure et non aux programmes d'activités. Seules les garderies 1, 4 et 7 du tableau impliquent les parents (surtout les mères) sur ce plan. Il faut souligner que c'est aussi dans ces trois garderies qu'est offerte aux parents, en appoint, une importante activité de formation; cette activité exige, elle aussi, leur participation militante, si bien que les rencontres entre parents et les rencontres entre parents et animateurs sont favorisées et sont ici plus régulières que dans les autres garderies.

Précisons que presque toutes les garderies sont en lutte pour assurer leur survie financière. Ainsi, plusieurs garderies sont regroupées dans le Comité de liaison des garderies populaires, organisme qui combat pour l'obtention d'un réseau universel de garderies financées par l'État et gérées par les usagers.

Il faut noter enfin que les garderies, pour une bonne part, ne sont pas des groupes "populaires" au sens strict. Plusieurs d'entre elles sont presque des organismes de professionnels et si on les qualifie de "populaires", c'est autant parce qu'elles s'adressent au milieu et ont la volonté de s'y insérer que parce que les citoyens concernés y participent.

2.4.3 Loisirs - formation - information (51, 36.9%)

Ces trois secteurs sont regroupés parce qu'ils donnent lieu à des activités connexe, de sorte qu'il est parfois difficile de ranger un groupe dans l'un ou l'autre d'entre eux.

[96]

Tableau 4

Participation des parents au sein des garderies populaires

[Retour à la table des matières](#)

	Structure	Programme	Activités pour les parents
1.	Assemblée générale d'usagers, mais consultative; 1 fois par semaine, réunion décisionnelle des employés	Les parents se réunissent tous les deux mois pour faire des suggestions quant au programme	Visite de garderies; lecture et étude des méthodes (Montessori par ex.). Cours de psychologie et d'aménagement intérieur
2.	Assemblée générale d'usagers et de moniteurs, décisionnelle	Aucune mention	Aucune mention
3.	Assemblée générale d'usagers et de producteurs, souveraine et décisionnelle	Aucune mention	Aucune mention
4.	Assemblée générale non formelle; le pouvoir appartient aux usagers et aux producteurs	Aucune mention	Rencontres de parents; étude du développement sexuel de l'enfant
5.	Assemblée générale d'usagers et de moniteurs	Aucune mention	Aucune mention
6.	Assemblée générale d'usagers et de moniteurs, apparemment décisionnelle	Aucune mention	Aucune mention
7.	Assemblée générale de producteurs, décisionnelle; en plus, une assemblée de parents, consultative	Un comité de travail formé de parents (consultatif) fait des suggestions quant au programme	Visionnement de films; rencontres avec les jardinières; discussions. Une salle de rencontres est disponible pour les mères (loisirs, détente). Artisanat. Sorties organisées.
8.	Pas d'assemblée générale	Aucune mention	Aucune mention
9.	Assemblée générale de producteurs	Aucune mention	Aucune mention
10.	N.S.P.	N.S.P.	N.S.P.
11.	N.S.P.	N.S.P.	N.S.P.

[98]

Pour les délimiter, nous les avons définis de la façon suivante :

- a) L'information regroupe trois types d'activités : journal (y compris la radio et la TV), centre de référence, centre de documentation.
- b) La formation englobe les activités où existe une forme de cours ou d'enseignement.
- c) Les loisirs embrassent le reste des activités socioculturelles et les activités sportives.

Ces distinctions nous permettront de traiter les trois secteurs séparément (dans le reste de l'analyse, nous les considérons aussi en bloc), en gardant à l'esprit qu'ils peuvent se recouper.

Le secteur loisirs (27, 19.6%)

Les activités de loisirs offertes par les comités de citoyens sont très variées. On peut les diviser en trois catégories les loisirs physiques, les loisirs culturels actifs et les loisirs culturels passifs.

Les loisirs physiques sont essentiellement des activités sportives : hockey, base-ball, natation, tennis sur table, etc. Certains groupes sont toutefois plus axés sur la vie en plein air et organisent des camps familiaux.

Les loisirs culturels "actifs" sont ceux qui demandent une participation (une contribution réelle) de l'usager; nous appelons passifs ceux qui sont présentés aux gens qui sont présentés aux gens sans qu'un effort soit exigé d'eux. Les premiers comprennent surtout la pratique des diverses techniques de l'artisanat [99] et des arts en général, comme le dessin, le tissage, la céramique, la poterie, l'ébénisterie, le macramé, la sculpture, la couture. Les loisirs culturels passifs comprennent essentiellement des spectacles, des films (ciné-club), des pièces de théâtre.

La proportion des groupes de loisirs qui oeuvrent dans chaque catégorie n'est pas facile à établir. Sur 27 groupes étudiés, 8 seulement cadrent parfaitement avec les définitions de loisirs physiques (3), loisirs culturels actifs (3) et loisirs culturels passifs

(2). Les autres ont des activités qui participent de deux ou même des trois catégories, même si, au total, l'éventail des possibilités qu'ils offrent peut demeurer limité.

Au point de vue de la fréquence de leurs activités, les organismes se partagent essentiellement en deux blocs : certains dispensent des activités de loisirs de façon ponctuelle, c'est-à-dire à des moments fixes (une fois par an, une fois par mois, etc.). L'autre moitié des groupes a une activité constante. On trouve par exemple des ateliers d'artisanat ouverts tous les soirs et pendant le week-end.

Une particularité des groupes de loisirs (en tout cas, d'un bon nombre d'entre eux) est qu'ils n'ont pas besoin de posséder d'équipements. Plusieurs (de 40 à 50%) en ont très peu ou n'en ont pas. Ils s'occupent plutôt d'encadrer et d'organiser l'utilisation des équipements publics ou privés déjà existants, notamment les équipements municipaux et paroissiaux.

Cette particularité n'est sans doute pas étrangère au fait que, proportionnellement à leurs moyens, ce sont les groupes de loisirs qui ont la plus grosse clientèle. Celle-ci (celle [100] qui est recherchée et celle qui est effectivement atteinte) est généralement de deux types : ou bien elle est composée uniquement de jeunes - les 6-15 ans et les 15-25 ans - , ou bien le groupe s'adresse aux citoyens en général et alors, il rejoint des gens de tout âge.

Le secteur information (11, 8%)

Il est relativement difficile de catégoriser les groupes d'information, à cause de la diversité de leurs objectifs et de leurs activités. Au départ, nous les avons définis comme étant (1) ceux qui oeuvrent dans le domaine des mass média, (2) les centres de documentation et (3) les centres de référence. Chaque groupe d'information a donc été rangé dans l'une ou l'autre de ces catégories. Cependant, les groupes s'adonnent à des activités fort diverses et, à l'intérieur d'une même catégorie, ont souvent peu de ressemblances entre eux.

On ne compte qu'un groupe de documentation. Il est, par ailleurs, assez particulier, puisqu'il s'adresse aux immigrants.

Les centres de référence sont au nombre de cinq. Trois d'entre eux ont des activités presque identiques : ils se donnent comme vocation l'information et l'accueil; ils es-

saient de faire le lien entre les divers organismes du milieu (organismes publics, privés et populaires) et dirigent les citoyens vers l'un ou l'autre organisme, selon leurs besoins.

Ces trois groupes tirent leur origine de la Saint-Vincent-de-Paul et oeuvrent dans Centre-Sud. Les moyens qu'ils utilisent sont divers : fichier, bottins, journal [101] d'information, secrétariat communautaire, etc. Ils sont aussi liés à des activités de loisirs offertes par des groupes populaires et paroissiaux; un groupe organise d'ailleurs lui-même de telles activités.

Les deux autres centres de référence se distinguent largement des trois premiers. Dans le premier cas, il s'agit d'une A.D.D.S. ⁷⁵ qui, à cause de ses moyens financiers réduits, ne peut faire elle-même de défense des individus et s'en tient à des activités de référence relativement aux problèmes juridiques. Dans l'autre cas, le centre s'adresse à une clientèle particulière (les Haïtiens) et offre des services de référence qui ont trait aux conditions de vie de cette catégorie d'immigrants ⁷⁶.

Dans le domaine des mass média, on retrouve six journaux, une télévision communautaire et une radio communautaire. Les groupes qui font des journaux exercent cette activité en relation avec d'autres types d'activités, généralement d'information. Ainsi, trois journaux sont produits par des groupes qui ont des activités de documentation ou de référence. De plus, cinq journaux servent de lien entre plusieurs organismes d'un même quartier, de façon à les faire communiquer entre eux et à présenter l'ensemble de leur produit à la population. Le tableau 5 donne, en résumé, l'origine des groupes qui font des journaux et le contenu du journal.

[102]

La télévision communautaire est au service des groupes du quartier; son rôle consiste à présenter des films aux groupes intéressés ou même, à produire elle-même certains films, à leur demande.

---

⁷⁵ Association pour la défense des droits sociaux.

⁷⁶ Il a déjà été mentionné que les groupes ethniques ne font pas partie de l'univers de la recherche. Nous avons cependant conservé l'organisme dont il est question ici, parce qu'il fait partie de l'un des centres communautaires et qu'à ce titre, contrairement à ses homologues, il est lié à un ensemble d'autres regroupements dans le quartier où il oeuvre.

La radio communautaire, pour sa part, diffuse par câble des émissions qui s'adressent aux différentes communautés ethniques du centre-ville. Son auditoire potentiel est de 20,000 familles.

Le secteur formation (13, 9.4%)

Les groupes de formation procèdent par des cours formels ou par des conférences (plus ou moins régulières). Le contenu et la forme de la formation fournie par les différents groupes ainsi que leur clientèle sont décrits au tableau 6, où apparaissent également les sources de financement. Nous indiquons ces dernières pour situer l'action de la C.E.C.M. qui, dans les autres chapitres, est confondue avec le gouvernement provincial. Deux types de formation se dégagent : la formation à objectif plutôt culturel (type A) et la formation à objectif plutôt éducatif (type B).

Les organismes du type A ont pour but de favoriser les rencontres entre les gens du quartier à travers une détente et un apprentissage manuel. Leurs activités s'apparentent fortement à celles des groupes de loisirs culturels actifs. Cependant dans ce dernier cas, il s'agit (à partir d'une certaine connaissance) d'utiliser des matériaux pour s'adonner à des activités culturelles. Les groupes de formation, pour leur part, dispensent des cours formels (ils n'ont pas tellement recours à la formule des conférences) dans les secteurs des arts domestiques et de l'artisanat.

[103]

Les organismes du type B, par ailleurs, veulent fournir aux citoyens certaines informations sociales, économiques, légales, de façon à ce qu'ils puissent se défendre individuellement ou amorcer des luttes collectives. La variété des modes d'action est ici plus grande : cours, conférences, tables rondes, films, etc.

Ces deux types de groupes interviennent donc à des niveaux différents. Les groupes A se limitent, d'une certaine manière, en se donnant comme principal champ d'action les arts domestiques et l'artisanat; mais ce sont là des secteurs qui se rapprochent généralement de la réalité quotidienne des femmes du quartier desservi. En outre, ils n'exigent pas autant de connaissances et d'analyse que les activités du type B, qui supposent une certaine information (sociale) et demandent un effort de compréhension et de concentration permettant aux participants de s'exprimer et de se mettre en valeur. Les orga-

nismes du type A ont donc des clientèles plus larges, plus souples; on peut dire qu'ils présentent, à court terme, une plus grande possibilité de constituer des groupes "populaires".

2.4.4 Santé (8,5.7%)

Le secteur de la santé est celui où il a été le plus difficile de mener l'enquête. La plupart des groupes ont répondu de façon très laconique aux questions qui étaient posées. Pour décrire les activités des groupes de santé, soit, essentiellement, les cliniques populaires, nous avons repris les données de l'étude de Jacques Godbout et Nicole Martin sur les C.L.S.C. ⁷⁷ Par exception, les données qui portent sur [108] les cliniques populaires datent du début de l'année 1973 plutôt que du printemps 1974 comme pour les autres secteurs d'activités.

Les services offerts par les cliniques populaires tournent principalement autour de la fourniture de soins de santé (médecine générale). Ces soins sont dispensés avec un degré d'innovation plus ou moins grand, particulièrement en ce qui concerne la place (le rôle) des professionnels de la santé (médecins) et des autres travailleurs de la santé (infirmières, etc.).

La différence majeure entre les cliniques populaires et les bureaux privés réside dans le fait que les cliniques accordent une place importante aux services d'accueil et à la médecine préventive. En maintenant des services d'accueil adéquats, elles visent à diffuser de l'information et à faire l'éducation médicale des citoyens. Pour ce qui est des activités de prévention, des efforts sont faits en ce sens, des programmes sont élaborés, mais le tout demeure passablement théorique et donne lieu à peu d'activités concrètes.

---

⁷⁷ Jacques Godbout et Nicole V. Martin, Participation et innovation. L'implantation des centres locaux de services communautaires et les organismes communautaires autonomes, Montréal ENAP/I.N.R.S.-Organisation, 1974, 343 p. Voir les chapitres 3 et 4.

[104]

Tableau 5

Comparaison du contenu des journaux produits par les groupes[Retour à la table des matières](#)

Journal 1	Journal 2	Journal 3
Ce journal, dont un abbé a eu l'idée, est rédigé par tous les organismes de la paroisse	Ce journal de 20 pages informe les citoyens sur les activités d'un centre communautaire	Ce journal, qui est plutôt un feuillet d'information (de 3 à 6 pages), consiste, pour les trois quarts, en une énumération des groupes de service
Il fait parfois ressortir certains maux sociaux actuels, sans toutefois en rechercher les causes et sans proposer de modes d'intervention	Il fait aussi ressortir les maux sociaux actuels (dans le domaine de la santé, de l'habitation)	Le reste du journal contient des annonces (produits à vendre, à acheter; besoins matériels des citoyens)
Somme toute, ce journal exprime surtout la mentalité chrétienne (aide charitable) et la solidarité des paroissiens à travers les services: service d'entraide, coop du quartier	De même, il donne aux citoyens des informations sur certains moyens pouvant assurer leur sécurité: - Régie des loyers - pharmacie populaire	Une préoccupation éducative s'y glisse parfois, mais elle reste tout à fait marginale

[105]

Journal 4	Journal 5	Journal 6
Au moins 15 groupes participent à la rédaction de ce journal (de 36 pages). Il existe un comité d'évaluation du journal, auquel tous les autres groupes sont invités à participer Le contenu du journal révèle deux préoccupations principales: 1) <u>La liaison entre les groupes</u>. Le journal fait ressortir les expériences vécues, les orientations et les projets des différents groupes populaires 2) <u>La lutte politique et sociale</u>. Le journal dénonce les politiques gouvernementales et les institutions (de santé, d'éducation) qui ne correspondent pas aux besoins des citoyens. Il soutient entre autres les luttes ouvrières (Carter, Shelcast, Firestone) et les luttes de la femme. Il fait de la critique sociale active; il soutient des pétitions, entretient des discussions, propose des solutions	Ce journal est surtout un bulletin d'information sur les activités du centre de documentation dont s'occupe le groupe qui le publie	Ce journal est publié par des militants provenant de différents groupes anglophones du quartier On y trouve surtout une présentation des luttes de ces groupes Il insiste particulièrement sur les problèmes de la femme et sur les questions d'écologie

[106]

Tableau 6
Produit des groupes "formation"

[Retour à la table des matières](#)

Groupes A	Cours	Conférences	Financement	Clientèle
1.	Arts domestiques Artisanat Animation	---	C.E.C.M.	Les gens du quartier (70% de femmes)
2.	Arts domestiques Artisanat	---	PIL	Toute personne exclue du marché du travail; personnes sortant de milieux psychiatriques
3.	Arts domestiques Langue Formation popul.	Sur l'activité politique (occasionnelles)	PIL (les cours sont donnés et payés par la C.E.C.M.)	Chômeurs; mères de familles; assistés sociaux
4.	Arts domestiques Artisanat Formation popul.	---	C.E.C.M.	Citoyens à faible revenu du quartier (20% d'assistés sociaux)
5.	Arts domestiques Artisanat	---	Saint-Vincent-de-Paul	Gens rejetés par d'autres organismes, ayant des problèmes multiples. Gens référés par la Saint-Vincent-de-Paul
6.	Arts domestiques Artisanat	---	Fédération des oeuvres (mais c'est la C.E.C.H. qui paie les professeurs)	Femmes; gens à faible revenu

Groupes A	Cours	Conférences	Financement	Clientèle
Groupes B				
7.	Arts domestiques métiers Artisanat	Consommation Publicité Histoire du quartier Artisanat	Gouvernement provincial et C.E.C.M.	Gens du quartier (50% entre 40 et 55 ans; 70% de femmes; 50% d'assistés sociaux et de petits salariés)
8.	Arts domestiques Sports Formation popul.	---	PIL (projet garderie-dépannage)	Familles à faible revenu et <u>gens âgés</u>
9.	---	Loisirs, consommation, sujets juridiques, élec- tions scolaires	Pas de budget	Militants de groupes populaires; peu d'assistés sociaux
10.	---	Domaine juridique (lo- gement), domaine médi- cal	Pas de budget	Mères qui ne travaillent pas; loca- taires insatisfaits
11.	Formation populaire (législation sociale)	Sur les travailleurs des autres pays	Fédération des oeuvres	Assistés sociaux, chômeurs, tra- vailleurs à faible revenu

[108]

Sur quatre cliniques pour lesquelles nous avons des informations (nous ne savons rien de précis sur les deux autres), une seule s'en tient aux services de médecine générale, combinés à des services d'accueil et de prévention. Les trois autres cliniques offrent aussi des services sociaux et des soins médicaux divers : soins dentaires (les trois cliniques), consultations en psychiatrie et en psychologie (une clinique), soins à domicile (deux cliniques; l'une réserve cependant ce service aux cas urgents), services d'hygiène (une clinique). Toutes les cliniques sont liées à un ou plusieurs hôpitaux et, au besoin, réfèrent les usagers à une liste de spécialistes.

[109]

Du côté du service social, deux cliniques emploient des professionnels qui travaillent à temps plein ou partiel. Une clinique, en particulier, emploie plusieurs travailleuses communautaires qui s'adonnent à des activités d'intervention sociale et des organisateurs communautaires qui s'occupent des activités d'éducation.

Les deux autres groupes qui complètent la catégorie "santé" sont une pharmacie populaire et une entreprise d'ambulance. La pharmacie populaire, qui est liée étroitement à l'une des cliniques, vend, à prix populaires, toute la gamme des médicaments (courants et prescrits) ainsi que les produits connexes que l'on retrouve généralement dans les pharmacies. Elle essaie aussi de faire l'éducation des citoyens sur l'usage et le choix des médicaments (démystification de l'entreprise pharmaceutique).

Enfin, le dernier groupe du secteur santé offre à des prix populaires les services d'ambulances et d'ambulanciers. Nous n'avons pas d'autres détails sur le service offert par ce groupe.

2.4.5 Logement-juridique (14, 10.1%)

Ces deux secteurs d'activité peuvent correspondre au troisième type de produit que nous avons défini en introduction et que nous avons rattaché aux groupes politiques et de défense du territoire. Nous avons aussi signalé la faiblesse relative de ce type d'output, qui constitue une petite proportion de l'ensemble des activités des groupes : 5.8 (logement) et 4.3% (juridique).

[110]

L'analyse détaillée du produit des deux groupes renforce d'ailleurs cette impression. Au moment de l'étude, ils n'ont qu'une action fort limitée, en particulier dans le cas du logement, même si les groupes juridiques font montre d'un certain dynamisme.

Le secteur logement (8, 5.8%)

Soutenues essentiellement par une subvention PIL très importante qui avait été accordée à l'Association des locataires du Montréal métropolitain, les associations de locataires ont été fort nombreuses et passablement actives en 1972 et au début de 1973.

À ce moment-là, l'éventail des services offerts par les associations comprenait principalement l'information juridique, la création de banques de logements, et la défense des individus, en particulier devant la Régie des loyers.

La subvention PIL interrompue, nous ne trouvons plus, dans notre aire d'étude, que 8 groupes de citoyens qui s'occupent des questions de logement. Six d'entre eux fonctionnent d'ailleurs avec des moyens de fortune et ont une clientèle plus que réduite; seulement deux montrent un véritable dynamisme. Dans le premier cas, il s'agit d'une association de locataires qui fournit encore, et de façon systématique, les services énumérés ci-dessus. Dans l'autre cas, il s'agit d'un organisme professionnel récemment transformé en coopérative populaire, qui se rend propriétaire de logements, les restaure et les loue par la suite à des familles du quartier.

Il faut noter l'aspect cyclique de l'activité des associations de locataires. Au cours des dernières années, elles sont réapparues ou se sont consolidées au moment de la [111] période des déménagements (la grande majorité des baux se terminant à la même date) pour ensuite disparaître ou n'être que peu actives pendant le reste de l'année. Par ailleurs, les associations de locataires les plus actives au moment de l'enquête étaient situées à l'extérieur des quartiers considérés dans la recherche (soit dans d'autres quartiers, soit dans d'autres municipalités).

Le secteur juridique (6, 4.3 %)

On trouve deux types de groupes qui ont pour activité la défense juridique des individus : les services juridiques communautaires (parfois appelés cliniques juridiques) et les associations pour la défense des droits sociaux (A.D.D.S.).

Les services juridiques communautaires fonctionnent essentiellement avec des professionnels des sciences juridiques dans le cadre de la Loi de l'aide juridique. Ils abordent toutes les formes de droit qui concernent les individus les plus démunis dans la société : droit familial, logement, droit financier, responsabilité civile, etc. Ces groupes s'apparentent plus que les A.D.D.S. aux bureaux privés d'avocats; ils s'en distinguent par le fait qu'ils participent parfois à des actions collectives et qu'ils relèvent d'assemblées d'usagers.

Au moment de l'enquête, trois groupes appartenaient à ce type. Toutefois, un groupe était en pleine réorganisation et réorientait son action. Refusant de s'intégrer au cadre de la Loi de l'aide juridique, il abandonnait, en grande partie en tout cas, la défense individuelle, pour s'orienter vers la défense collective, particulièrement en milieu de travail.

[112]

Les A.D.D.S. ont un objet plus limité : elles exercent surtout leur action dans le champ couvert par la Loi d'aide sociale. Leur clientèle est donc essentiellement composée d'assistés sociaux qu'elles défendent auprès du B.E.S. Il est à noter aussi que, contrairement aux services juridiques, les A.D.D.S. comptent aussi des citoyens parmi les "producteurs". Un de leurs objectifs majeurs est d'ailleurs de former des avocats populaires.

La clientèle des A.D.D.S. étant surtout féminine, elles se préoccupent de plus en plus des lois qui touchent les femmes et des problèmes de la condition féminine : problème des filles-mères, planning familial, droit à l'avortement, garderies, etc.

Au moment de l'enquête, il y avait cinq A.D.D.S. Cependant, deux d'entre elles apparaissaient beaucoup plus comme des groupes d'information que comme des groupes occupés à défendre les individus et à former des avocats populaires.

2.4.6 Groupes politiques (11, 8%)

Il faut préciser au départ que par groupes politiques, nous n'entendons pas uniquement ceux qui se définissent comme tels ou ceux qui font de l'action politique (électorale en particulier). Cette appellation désigne aussi tous les groupes qui mènent des luttes collectives et qui, au lieu d'avoir pour objectif premier d'offrir un service, s'attaquent, comme groupe de pression ou groupe de lutte, à un ou plusieurs problèmes socio-économiques.

Par définition, les groupes politiques veulent défendre collectivement les citoyens de leur quartier, contrairement aux groupes de défense (logement, juridique), qui cherchent [113] plutôt à les défendre comme individus. Cette défense collective peut prendre diverses formes : pressions sur les autorités, manifestations, campagnes d'opinion publique, organisation politique permanente, action électorale, etc.

Les groupes politiques sont donc des organisations qui encadrent la mobilisation des citoyens autour d'une ou plusieurs revendications sociales ou qui, à la limite, mobilisent les gens pour modifier la société, plus ou moins en profondeur, dans ses structures sociales et économiques. Ces revendications sont de tout ordre : santé, éducation, travail, défense du territoire, organisation politique autonome des travailleurs, etc.

Relativement peu nombreux, les groupes politiques ont, au moment de l'enquête, des dimensions limitées. Mentionnons tout d'abord que les comités d'action politique (CAP) de quartier sont disparus. Dans notre échantillon, il en existe encore trois, mais ils se sont tous dissous peu de temps après l'enquête. Il n'y a donc plus de structure formelle de regroupement politique au niveau des quartiers. Sont aussi disparus, ou presque, les groupes importants consacrés à la défense du territoire : Comité des citoyens de Milton Park, groupes d'opposition à l'autoroute est-ouest, comités d'îlots de la Petite-Bourgogne, etc.

Les groupes politiques visent surtout des objectifs limités et temporaires, c'est-à-dire uniques et bien circonscrits : surveiller la rénovation urbaine dans un quartier, s'opposer à l'implantation d'une polyvalente, lutter pour avoir un C.L.S.C. Ils se comportent essentiellement comme des groupes de pression; ils n'agissent pas à partir d'une philosophie politique exprimée ou d'un programme général, mis plutôt à partir de contre-

projets qu'ils opposent à des projets [114] publics ou privés. Ils ne se présentent pas et on ne les perçoit pas comme un contre-pouvoir par rapport aux élites locales ou nationales. Ils semblent vouloir se cantonner à leur rôle de groupe de pression. Ils débouchent peu sur le plan politique, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas la volonté de mettre le pouvoir politique en cause et de le remplacer à un niveau ou à l'autre.

Sauf une ou deux exceptions, ces organisations ont une audience assez limitée et ils regroupent souvent un nombre relativement restreint de militants. Il est à noter, enfin, qu'ils semblent entretenir peu de liens les uns avec les autres : chacun mène sa lutte dans son quartier. Ils essaient cependant de faire partager leurs revendications par les autres organismes de citoyens de leur milieu.

2.4.7 Centres communautaires (4, 2.9%)

On compte quatre centres communautaires dans le territoire étudié. La description de leurs activités est fournie au chapitre 5, qui porte sur les organismes populaires et les quartiers.

Il faut noter toutefois qu'un des organismes que nous avons considérés comme centre communautaire ne se définit pas comme tel. Il s'agit du Comité social de Centre-Sud. Ce comité agit dans neuf secteurs différents. Étant donné que, dans chacun des secteurs, l'action est menée par un sous-groupe différent qui, en particulier, a une direction relativement autonome (à preuve, un des groupes membres s'est déjà dissocié du Comité social), nous avons considéré chacun de ces groupes membres comme un regroupement autonome de citoyens, et le Comité social comme le centre communautaire regroupant ces organismes.

[115]

2.5 Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

De la description de leurs activités, il se dégage que pour l'essentiel, les groupes de citoyens à Montréal sont des organismes qui fournissent aux citoyens des services reliés aux services sociaux ou aux différents problèmes de la vie quotidienne.

Il est donc clair que, comme nous l'indiquions dans notre historique (chapitre 1), la tendance "service" a nettement pris le dessus sur la tendance plus "politique". D'ailleurs, très peu de groupes politiques basent encore leur action sur le quartier; la majorité d'entre eux, et les plus importants, ont maintenant opté pour les usines ou les milieux de travail ⁷⁸

Si on évalue l'importance des activités par le nombre des organismes qui s'y consacrent, on trouve deux secteurs privilégiés : la consommation (18.1% des groupes) et les loisirs (17.6%). Plusieurs autres secteurs d'activités sont aussi couverts. Par ordre d'importance décroissante, ce sont : la formation, l'information et les garderies; le dépannage, la santé et le logement; le juridique.

Ensemble, les groupes de services rejoignent environ 15,000 usagers ⁷⁹. Il faut noter qu'il s'agit là du total des usagers de 90 groupes de services seulement, l'information n'étant [116] pas disponible pour les 33 autres groupes. Toutefois, ces derniers ont, pour la plupart, peu d'envergure et rejoignent un nombre très limité d'usagers. Le tableau 7 donne la distribution des usagers selon les divers secteurs d'activités.

---

⁷⁸ Voir le chapitre 6, section 2.

⁷⁹ Le nombre d'usagers ne correspond pas à un nombre équivalent de gens; la même personne peut faire appel aux services de plusieurs groupes différents. D'autre part, un usager peut représenter plus d'un individu. Ainsi, dans le cas des comptoirs alimentaires, chaque usager représente une famille composée de 2, 3, 4 individus ou plus.

[116]

Tableau 7

Clientèle hebdomadaire par secteur d'activités :
nombre total d'usagers et nombre moyen d'usagers par groupe

[Retour à la table des matières](#)

Secteurs d'activités	Nombre total d'usagers hebdomadairement	Nombre moyen d'usagers par groupe hebdomadairement	Nombre de groupes
Consommation	2,836	118	24
Dépannage	466	67	7
Garderies	351	44	8
Loisirs	5,938	247	24
Formation	1,317	132	10
Information	2,675	334	8
Santé	298	75	4
Logement	N.S.P.	N.S.P.	—
Juridique	775	155	5
Total, groupes de service	14,656	163	90

Ce sont les groupes du secteur des loisirs qui rejoignent le plus grand nombre d'usagers, soit 5,938 par semaine, pour une moyenne de 247 par groupe. La moyenne par organisme est plus élevée dans le cas du secteur information. Il faut toutefois tenir compte du fait qu'une grande partie des gens touchés par ce service sont des usagers non volontaires. Si on prend par exemple le cas des journaux, la majorité des "usagers" les reçoit sans même en faire la demande.

[117]

D'autres secteurs se signalent également par l'importance de leur clientèle hebdomadaire : le juridique (155), la formation (132) et la consommation (118). Dans ce dernier cas, il faut rappeler que généralement, les usagers ne sont pas des individus mais des familles.

Ayant décrit les principales composantes du produit des organismes populaires, nous dégagerons, dans le reste du rapport, les principaux facteurs qui influencent ces diverses composantes. Nous nous poserons successivement les questions suivantes : le produit des groupes populaires est-il lié à leurs modes d'organisation? à leurs ressources financières? à leurs liens avec les quartiers? à leur engagement politique?

[119]

Les organismes populaires en milieu urbain :
contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?

Chapitre 3

L'organisation des groupes et leur produit

3.1. Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Qui contrôle les organismes populaires ? Le type de structure qui encadre leurs activités et le rôle que jouent les divers agents (animateurs, religieux, citoyens) influencent-ils le produit final ? Les organismes les plus ouverts au milieu sont-ils en même temps les plus innovateurs ? De qui vient le changement ? De quel degré d'autonomie jouissent les citoyens par rapport à ceux qui ont traditionnellement dominé ce type d'organisme ? Comment, en somme, évoluent la structure des organismes populaires et, conséquemment, leur produit ?

Ces questions sont au cœur de nos hypothèses de départ ce qu'il nous semble, l'autonomisation des groupes populaires par rapport aux religieux et aux animateurs professionnels, le contrôle de plus en plus grand qu'y détiennent les citoyens constituent, plus que leur orientation idéologique, le phénomène le plus significatif et le plus porteur de changement. En outre, à la différence des animateurs, des religieux et des autres agents issus des classes moyennes, qui ont généralement accès aux institutions en place par leurs contacts, ou qui ont, à tout le moins, la possibilité d'établir facilement ces contacts, les citoyens ne peuvent compter que sur la mobilisation des résidents du quar-

tier pour fonder [120] leur pouvoir. On peut donc penser que les organismes contrôlés par eux auront tendance à être beaucoup plus ouverts sur le milieu, que leur structure favorisera la mobilisation la plus large possible des résidants des quartiers.

Nous avons élaboré un ensemble d'indicateurs pour mesurer le degré d'ouverture des groupes populaires sur le milieu et pour mettre ce phénomène en relation avec le rôle des citoyens ainsi qu'avec le produit des organismes.

Mesure de l'ouverture de l'organisme au milieu

Jusqu'à quel point les groupes populaires sont-ils sensibles au milieu ou, au contraire, refermés sur eux-mêmes, fonctionnant en vase clos ? C'est en examinant les structures et la distribution du pouvoir que nous répondrons à cette question : ainsi, un organisme dont le conseil d'administration ou l'exécutif est composé de gens qui travaillent au sein de l'organisation sera considéré comme moins ouvert que celui qui accorde le pouvoir aux utilisateurs ou à l'ensemble des résidants du quartier réunis en assemblée générale. Serviront aussi de critère le degré et l'étendue des pouvoirs accordés à l'assemblée générale (assemblée d'information seulement, assemblée consultative, assemblée décisionnelle, ayant seulement le pouvoir d'élire des représentants à l'exécutif ou ayant aussi celui de décider des orientations de l'organisme, etc.). Enfin, la mobilisation réelle que suscite l'organisme dans ses assemblées générales constitue aussi un indicateur précieux de son ouverture, de son enracinement dans le quartier.

Le degré d'ouverture de l'organisme sera donc mesuré par les indicateurs suivants :

[121]

- type de structure et pouvoir. Les catégories suivantes, qui indiquent un degré différent d'ouverture, ont été retenues : absence d'assemblée générale, assemblée générale consultative, assemblée générale décisionnelle;
- composition de l'assemblée générale. De nouveau, on retrouve ici trois catégories : assemblée générale composée de producteurs, assemblée générale composée d'usagers et (ou) de résidants, assemblée générale mixte ;
- participation à l'assemblée générale. Cette variable introduit une dimension qui dépasse l'aspect formel et indique la capacité de mobilisation de l'organisation; deux catégories ont été retenues : trente personnes et moins; plus de trente personnes.

Après avoir décrit comment varient les caractéristiques du produit des organismes par rapport à ces trois variables, nous tirerons, de ces dernières une variable complexe que nous appellerons globalement le degré d'ouverture de l'organisme.

Mesure du rôle des citoyens dans l'organisme

Le contrôle de l'organisme par les citoyens sera évalué de deux façons complémentaires :

- nous examinerons d'abord le rôle des citoyens dans la structure de l'organisme, d'après leur présence aux différents postes : au comité exécutif, au conseil d'administration, dans le personnel de direction, dans le personnel de soutien, dans la distribution des services, etc.;
- à cette évaluation formelle s'ajoutera l'appréciation globale du contrôle de l'organisme faite par les chercheurs et complétée par la rencontre d'informateurs clés. C'est [122] ainsi que chaque organisme étudié a été classifié comme étant contrôlé soit par des citoyens, soit par des animateurs, soit par des citoyens conjointement avec des animateurs ou avec des religieux.

3.2 Le degré d'ouverture

3.2.1 Assemblée générale et pouvoir

[Retour à la table des matières](#)

L'existence d'une assemblée générale n'exerce ordinairement pas d'influence sur le produit des groupes; mais on observe que le mode de production ⁸⁰ a tendance à être plus nouveau dans les organismes dont la structure comprend une assemblée générale dotée de pouvoirs décisionnels. Il est à remarquer que 67 % des groupes possèdent un tel type de structure; mais cela ne signifie pas que, dans tous les organismes, l'assemblée générale joue un rôle réel important; ce n'est là qu'une description formelle.

---

⁸⁰. Ces variables sont définies à l'annexe 4 et dans l'introduction.

Tableau 8

Assemblée générale et nouveauté du mode de production
(nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

	Traditionnel		Nouveau		Total
	N	%	N	%	
Pas d'assemblée générale	10	17.5	10	17.2	20
Assemblée générale consultative	11	19.3	6	10.4	17
Assemblée générale décisionnelle	36	63.2	42	72.4	78
TOTAL	57		58		115

[123]

3.2.2 Composition de l'assemblée générale

L'ensemble des organismes se répartit de la façon suivante pour ce qui est de la composition de l'assemblée générale : 42 organismes (40.8%) possèdent une assemblée générale composée d'usagers ou de résidents; 34 organismes (34%) sont dotés d'une assemblée générale de producteurs et dans 26 organismes, l'assemblée générale est mixte.

Cet aspect exerce une faible influence sur le produit. Notons toutefois que 70% des assemblées générales d'usagers font partie d'organismes exerçant leur action dans les secteurs suivants : loisirs, formation, santé, logement; par contre, 56 % des assemblées de producteurs sont dans trois secteurs : consommation, information, dépannage. De plus, on note une certaine relation entre les assemblées d'usagers ou les assemblées mixtes et le chiffre d'affaires; celui des organismes appartenant à ces deux catégories est plus important que celui des groupes ayant une assemblée composée de producteurs.

3.2.3 Participation à l'assemblée générale

C'est cette dimension qui est la plus reliée aux différentes caractéristiques du produit des groupes. Les groupes dont l'assemblée générale attire plus de trente personnes atteignent un plus grand nombre d'usagers et ils ont un chiffre d'affaires plus important; ils ont aussi plus d'envergure et tendent à exercer des activités d'information et à innover dans leur mode de production. Si l'on excepte cette dernière caractéristique, il existe cependant une certaine contamination des variables : par exemple, la probabilité que l'assemblée générale soit composée de plus de trente [124] personnes est évidemment plus élevée dans le cas des organismes qui ont le plus grand nombre d'usagers.

3.2.4 Le degré d'ouverture : variable composée

En regroupant ces différents indicateurs de l'ouverture d'un organisme, nous avons pu établir une variable composée définissant quatre degrés d'ouverture :

1. l'absence d'assemblée générale constitue le degré d'ouverture minimum, ou caractérise un organisme fermé ;
2. le degré deux est composé des organismes : A) ayant une assemblée générale de producteurs; B) ayant une assemblée générale d'usagers ou mixte, mais consultative seulement et où le nombre de participants est inférieur à trente personnes (indicateur superflu; aucun organisme de ce type ne dépasse ce chiffre) ;
3. organisme ayant une assemblée générale d'usagers, de résidents, ou mixte (producteurs et usagers ou résidents), décisionnelle, à laquelle participent moins de trente personnes ;
4. organisme ayant les mêmes caractéristiques que les organismes de la catégorie trois, à l'exception de la participation à l'assemblée générale; celle-ci doit réunir plus de trente personnes.

La distribution des fréquences est la suivante

Degré d'ouverture	Fréquence	%
1. Pas d'assemblée générale	36	30.5
2. - Assemblée générale de producteurs - Assemblée générale d'usagers ou mixte, consultative, < 30	42	35.6
3.a Ass. gén. d'usagers, décisionnelle, <30	16	13.6
4. Ass. gén. d'usagers, décisionnelle, >30	24	20.3
	118	100

a. A cause du petit nombre d'organismes appartenant à la catégorie 3, lorsque le nombre total d'organismes sera faible, les catégories 3 et 4 seront regroupées.

Ouverture et chiffre d'affaires

Même s'il ne peut s'agir ici que d'une tendance, à cause du nombre très faible d'organismes qui ont un chiffre d'affaires, on remarque (voir le tableau 9) que plus l'organisme est ouvert, plus le chiffre d'affaires est élevé.

Ouverture et activités d'information

Il existe ici une faible relation, qui disparaît lorsqu'on regroupe les degrés d'ouverture 3 et 4, c'est-à-dire lorsqu'on supprime la distinction concernant la participation à l'assemblée générale, ce qui tend à confirmer la pertinence de cette distinction : une participation importante à l'assemblée générale a pour corollaire l'existence d'activités d'information auprès de la population.

Ouverture et innovation

La relation observée entre le degré d'ouverture et la nouveauté du mode de production disparaît elle aussi quand on supprime la différence entre les degrés d'ouverture 3 et 4 (participation à l'assemblée générale). La participation élevée à l'assemblée généra-

le détermine donc un comportement différent de celui qui correspond aux trois autres degrés d'ouverture, comme le montre le tableau 11, où les organismes appartenant aux degrés 1, 2 et 3 sont regroupés.

Entre les organismes qui ont une assemblée générale d'usagers décisionnelle (degrés 3 et 4), la distinction introduite par le niveau de la participation est encore plus remarquable, comme le montre le tableau 12.

Tableau 9

**Degré d'ouverture et chiffre d'affaires hebdomadaire
(nombre d'organismes)**

[Retour à la table des matières](#)

Degré d'ouverture	Chiffre d'affaires			Total
	Aucun	de \$1 à \$999	\$1,100 et +	
1	3	1	2	6
2	13	6	1	20
3	9	2	11	22
Total	25	9	14	48
P = 0.027				

Tableau 10

**Degré d'ouverture et activités d'information
(nombre d'organismes)**

Degré d'ouverture	Activités d'information	Pas d'activités d'information	Total
1	11	15	26
2	11	31	42
3	3	12	15
4	14	9	23
Total	39	67	106
P = 0.019			

Tableau 11

Degré d'ouverture et nouveauté du mode de production
(nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

Degré d'ouverture	Mode de production				Total	%
	Traditionnel		Nouveau			
	N	%	N	%		
1-2-3	43	88	33	66	76	77
4	6	12	17	34	23	23
Total	49		50		99	
P = 0.04						

[127]

Tableau 12

Degré d'ouverture et nouveauté du mode de production dans les organismes
ayant une assemblée générale composée d'usagers et décisionnelle
(nombre d'organismes)

Participation à l'assemblée générale	Mode de production		Total
	Traditionnel	Nouveau	
30	10	4	14
> 30	6	17	23
Total	16	21	37

Tableau 13

Degré d'ouverture et contrôle de l'organisme

[Retour à la table des matières](#)

Degré d'ouverture	Organismes contrôlés par				Total
	Des animateurs	Des relig. et des citoyens	Des animat. et des citoyens	Des citoyens	
1	5	6	4	17	32
2	13	16	3	6	38
3-4	4	11	15	25	55
Total	22	33	22	48	125
P = 0.0003					

Tableau 14

Degré d'ouverture et responsabilité des relations extérieures

Degré d'ouverture	Organismes où la responsabilité des relations extérieures appartient aux		Total
	Animateurs	Citoyens	
1	10	8	18
2	14	5	19
3	7	1	8
4	6	8	14
Total	37	22	59
P = 0.12			

Ouverture et rôle des citoyens

Le contrôle de l'organisme sera traité de façon systématique dans la section 3.3, où il sera mis en relation avec les différentes caractéristiques du produit. Pour l'instant, disons que le type de contrôle de l'organisme est relié à son degré d'ouverture de la façon suivante : les organismes contrôlés par les citoyens sont soit très ouverts, soit très fermés (absence d'assemblée générale). Quant aux organismes contrôlés par des animateurs ou par des religieux et des citoyens, ils se concentrent dans les catégories caractérisées par une assemblée générale composée de producteurs, ou d'usagers, mais consultative (degré 2 d'ouverture). Enfin, près de 70% (15/22) des organismes contrôlés par les animateurs et les citoyens sont très ouverts.

Cette tendance à un degré d'ouverture plus grand lorsque le rôle des citoyens est important est confirmée par la relation entre le degré d'ouverture et les relations avec l'extérieure. Qui s'occupe des relations extérieures : les citoyens ou les animateurs (ou les religieux ou les professionnels) ? C'est seulement dans la catégorie d'ouverture maximum qu'on retrouve une majorité d'organismes où les relations avec l'extérieur sont effectuées par des citoyens. La différence entre les degrés 3 et 4 (participation à l'assemblée générale) est évidente à nouveau.

3.2.5 L'ouverture des groupes : conclusion

Il existe peu de relations qui permettent de déceler une influence précise et systématique du degré d'ouverture sur le produit et, plus généralement, sur le type d'organisme populaire. On doit retenir que le degré d'ouverture ne semble relié ni au type de produit (secteur de production), [129] ni au nombre d'usagers (ni d'ailleurs au statut socio-économique de ces derniers), ni à l'envergure de l'organisme, ni à la nouveauté du produit. Par contre, une ouverture plus grande est reliée à l'importance du rôle exercé par les citoyens : c'est dans les organismes dotés d'une assemblée générale décisionnelle, composée d'usagers et réunissant beaucoup de participants (plus de trente) qu'on retrouve la plus grande proportion de citoyens responsables des relations avec l'extérieur; c'est aussi parmi ces organismes qu'on retrouve le plus d'organismes contrôlés par les citoyens (52% de ces organismes).

Mais la conclusion la plus intéressante à retenir de cette mise en relation entre la variable composée du degré d'ouverture et les caractéristiques des organismes tient à la participation à l'assemblée générale, qui s'est avérée pertinente pour trois variables; cela tend à montrer l'importance d'un tel type de fonctionnement pour un organisme populaire. Comme on retrouve aussi une assez forte proportion d'organismes où les citoyens sont importants dans le degré d'ouverture le plus faible (absence d'assemblée générale), on peut penser que deux modèles principaux caractérisent les organismes populaires contrôlés par les citoyens : une assemblée générale décisionnelle, composée d'usagers et jouissant d'une participation importante, ou, tout simplement, l'absence d'assemblée générale, ce qui peut indiquer soit que l'organisme est extrêmement restreint, soit qu'il possède d'autres mécanismes de relation avec le milieu.

3.3 Le rôle des citoyens dans les organismes populaires

[Retour à la table des matières](#)

Nous nous sommes demandé dans la section précédente jusqu'à quel point les organismes populaires étaient ouverts sur le milieu et sur leur clientèle, et si ce mode de fonctionnement [130] influençait les différentes caractéristiques de leur produit. Nous allons maintenant étudier le rôle et l'influence des citoyens dans les organismes populaires. C'est là une question fondamentale pour comprendre la signification de l'apparition des groupes populaires : produit de l'intervention des classes moyennes dans les quartiers urbains, pauvres, les politiques d'assistance ont pris, historiquement, plusieurs formes. Mais, qu'il s'agisse d'organismes religieux comme les sociétés Saint-Vincent-de-Paul ou de comités de citoyens dirigés par des animateurs sociaux, les organismes d'assistance ont toujours été dominés par des représentants de la classe moyenne. Qui contrôle aujourd'hui ⁸¹ les organismes populaires?

Seule une enquête approfondie, de type monographique, auprès de chaque organisme, ou d'un échantillon aurait permis d'obtenir une réponse complète à cette question. La

---

⁸¹ 1974. Nous reviendrons dans la conclusion générale sur l'évolution récente de la situation.

présente recherche ne fait qu'aborder le problème, en utilisant deux types d'information : le rôle des citoyens dans les différents postes et fonctions des organismes; une évaluation globale du rôle des citoyens dans les organismes, faite par les chercheurs ⁸².

3.3.1 Les citoyens dans la structure

Le tableau 15 présente une description de l'importance relative des citoyens par rapport aux professionnels ou aux religieux dans les différentes fonctions des organismes populaires. On constate que dans plus de 60% des organismes, les citoyens occupent majoritairement tous les types de fonction, sauf les relations extérieures, fonction qui est remplie par un professionnel dans 58% des organismes. C'est au niveau de la structure de représentation (c'est-à-dire de [131] l'exécutif, qui se confond souvent avec le conseil d'administration) que les citoyens sont le plus présents : ils occupent majoritairement cette "fonction" dans 80 % des organismes. Comment ces différentes caractéristiques sont-elles reliées au produit des groupes?

---

⁸² Voir l'annexe 4.

Tableau 15

Rôle des citoyens dans la structure
(nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

Postes ou fonctions	Organismes où la fonction est détenue par				Total
	Des professionnels, seuls ou majoritaires		Des citoyens, seuls ou majoritaires		
	N	%	N	%	
Exécutif	16	20	65	80	81
Direction rémunérée	19	37	32	63	51
Service rémunéré	23	30	54	70	77
Soutien rémunéré	11	29	27	71	38
Relations extérieures	39	58	29	43	68

Postes de direction

La présence de citoyens rémunérés aux postes de direction influence la nouveauté du mode de production (tableau 16).

Tableau 16

Citoyens rémunérés aux postes de direction et innovation
dans le mode de production (nombre d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

	Mode de production	
	Traditionnel	Nouveau
Citoyens	11	19
Professionnels	12	5
P = 0. 02		

[132]

On constate aussi qu'en quasi-totalité, les organismes actifs dans le secteur économique ont un personnel de direction rémunéré composé de citoyens.

Tableau 17

**Citoyens rémunérés aux postes de direction et secteur d'activités
(social ou économique; nombre d'organismes)**

[Retour à la table des matières](#)

	Secteur d'activité	
	Social	Économique
Citoyens	20	11
Professionnels	17	1

Distribution des services

On retrouve la même relation entre les organismes dont les employés dispensant les services sont des citoyens rémunérés, et le secteur d'activités des organismes (social ou économique). C'est d'ailleurs la seule relation qui existe entre cette caractéristique structurelle des organismes et les caractéristiques de leur produit.

Tableau 18

**Citoyens ou professionnels rémunérés dispensant les services
et secteur d'activités (social ou économique; nombre d'organismes)**

[Retour à la table des matières](#)

	Secteur d'activité	
	Social	Économique
Citoyens	32	18
Professionnels	19	3

[133]

Services de soutien

La seule caractéristique de l'activité des organismes qui semble reliée à la présence de citoyens rémunérés dans les services de soutien est l'existence d'activités d'information auprès des résidents des quartiers; il semble aussi que le paiement d'un salaire aux citoyens chargés des services de soutien suppose un organisme d'une envergure assez importante.

Tableau 19

**Citoyens rémunérés aux services de soutien et activités d'information
(nombre d'organismes)**

[Retour à la table des matières](#)

Services de soutien	Activités d'information	
	Oui	Non
Citoyens	8	19
Professionnels	7	3

Bref, la présence des citoyens dans une organisation n'influence pas clairement les caractéristiques du produit; elle est cependant reliée à la nouveauté du mode de production (moins traditionnel quand les citoyens occupent les postes de direction), à l'existence d'activités d'information (liée à la présence des citoyens dans les services de soutien) et, surtout, au secteur d'activités de l'organisme (social ou économique); les organismes du secteur économique sont surtout des organismes de citoyens, ce qui peut s'expliquer par le fait que les autres catégories d'acteurs oeuvrant dans les groupes populaires, travailleurs sociaux et religieux, sont traditionnellement rattachés aux politiques d'assistance sociale.

[134]

3.3.2 Le contrôle de l'organisme

Qui contrôle les organismes populaires ? Nous avons évalué cet aspect en synthétisant les données relatives à chaque organisme. Les groupes peuvent être contrôlés : 1) par les animateurs, 2) par les religieux et les citoyens, 3) par les animateurs et les citoyens, 4) par les citoyens. La distribution des différents organismes dans ces quatre catégories est la suivante (dans l'ordre) : 17.6%, 26.4%, 17.6% et 38.4%. Dans cette section, nous allons voir si l'aspect contrôle influence les différentes caractéristiques des groupes populaires.

Contrôle, objectif de l'organisme, approche de l'organisme

Les organismes contrôlés par les citoyens et les animateurs ont, plus que les autres, un objectif collectif qui s'ajoute à l'objectif de production de services. De plus, même si seulement quinze organismes (13.4%) ont une approche "charitable" (par opposition à l'approche "self-help"), aucun organisme contrôlé par les citoyens et les animateurs n'adopte cette approche (0/21). On a vu que les organismes avaient tendance à rattacher leur approche au "self-help" même si en fait elle relevait plus de la charité, surtout dans le cas des organismes de dépannage. Or, on ne retrouve aucun organisme contrôlé par les citoyens et les animateurs dans ce secteur d'activités.

On retrouve la même relation positive entre les organismes contrôlés par les citoyens et les animateurs, et l'existence d'activités d'information auprès des usagers ($P = 0.01$).

[135]

Contrôle et envergure de l'organisme

Le tableau 20 permet de constater que les organismes ayant des moyens de fortune sont contrôlés par des citoyens ou par des citoyens et des religieux, alors que les organismes dotés de moyens importants sont contrôlés par des animateurs ou par des animateurs et des citoyens.

Tableau 20

Contrôle et envergure de l'organisme (nombre d'organismes)[Retour à la table des matières](#)

Contrôle	Moyens de fortune	Envergure			Total
		Petite	Moyenne	Considérable	
Animateurs	0	6	9	3	18
Citoyens et religieux	15	8	5	1	29
Citoyens et animateurs	1	5	8	7	21
Citoyens	17	7	11	4	39
Total	33	26	33	15	107
P = 0. 0006					

Secteur d'activités : social ou économique

La même division caractérise les secteurs d'activités des organismes : 87.9% (29) des organismes actifs dans le secteur économique sont contrôlés par des citoyens, ou par des citoyens et des religieux. Il est intéressant de noter que les religieux (prêtres qui ne s'identifient cependant pas comme tels et se présentent le plus souvent comme de "simples citoyens"), beaucoup plus que les animateurs, sont à l'origine de nouveaux types d'organismes, à caractère économique. C'est ainsi que plusieurs comptoirs alimentaires ont été mis sur pied par eux, en collaboration avec des citoyens.

[136]

Tableau 21

Contrôle et secteurs d'activités (nombre d'organismes)[Retour à la table des matières](#)

Contrôle	Secteur d'activités		Total
	Social	Économique	
Animateurs	17	2	19
Citoyens et religieux	15	14	29
Citoyens et animateurs	19	2	21
Citoyens	26	15	41
Total	77	33	110
P = 0. 005			

Contrôle et innovation

Les organismes contrôlés par des citoyens et des animateurs ont plus tendance à innover dans le mode de production que les autres organismes. Inversement, c'est parmi les groupes constitués par des religieux et des citoyens qu'on retrouve la proportion la plus faible d'organismes innovateurs.

Tableau 22

Innovation et contrôle de l'organisme (nombre d'organismes)

Contrôle	Mode de production		Total
	Traditionnel	Nouveau	
Religieux et citoyens	20	9	29
Animateurs	10	9	19
Citoyens	19	18	37
Animateurs et citoyens	4	16	20
Total	53	52	105
P = 0. 0098			

[137]

On peut même faire l'hypothèse que cette relation entre l'innovation et la présence d'animateurs est à son tour reliée au fait qu'un certain type d'animateurs n'est pas rattaché au service social : en effet, les organismes qui ont des liens avec le service social sont beaucoup plus traditionnels.

Tableau 23

**Innovation et liens de l'organisme avec le service social ou l'animation
(nombre d'organismes)**

[Retour à la table des matières](#)

Liens avec	Mode de production		Total
	Traditionnel	Nouveau	
Service social	11	3	14
Animateurs 7	13	20	
Total	18	16	34

3.3.3 Le contrôle des organismes : conclusion

La catégorie d'organismes qui présente le plus d'aspects nouveaux est celle où le contrôle est exercé par les animateurs et les citoyens. En effet, il existe une relation positive entre ce type de contrôle et l'existence d'objectifs politiques, l'approche "self-help", la présence d'activités d'information et l'innovation dans le mode de production. D'après ces données, il semble donc que les organismes contrôlés par les citoyens seulement sont plus "traditionnels", moins reliés aux caractéristiques qu'on associe généralement aux groupes populaires, que les organismes contrôlés par les citoyens et les animateurs. Toutefois, le fait que les animateurs soient presque absents des organismes oeuvrant dans le secteur économique (par opposition au secteur social : assistance, bien-être) constitue aussi une tendance nouvelle des organismes contrôlés par les citoyens, et

représente une transformation majeure par rapport à la tradition de ce type d'organismes, centré sur les problèmes sociaux.

[138]

3.4 Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Les citoyens constituent aujourd'hui une catégorie importante dans le fonctionnement des organismes populaires : ils sont présents à la fois dans les structures de contrôle et dans les structures de production. Près de 40% des groupes sont contrôlés par les citoyens et plus de la moitié emploient en majorité des citoyens pour toutes les tâches, à l'exception des relations avec l'extérieur, poste qui est encore rempli par un "professionnel" dans 58% des cas.

Il s'agit là d'un phénomène nouveau et important. Créés par les travailleurs sociaux transformés en animateurs, et longtemps dominés par eux, les organismes populaires évoluent maintenant, pour la plupart, de façon autonome. Au moment de l'étude, seulement 20 % environ des organismes populaires sont contrôlés par des animateurs. On pourrait penser que c'est là un effet des politiques du gouvernement fédéral ⁸³ : en procurant une source de financement direct aux groupes populaires, il aurait permis aux citoyens d'acquérir une certaine autonomie financière vis-à-vis des animateurs (mais une dépendance vis-à-vis des gouvernements). On verra au contraire, dans le chapitre suivant, que ce sont des organismes contrôlés par des animateurs qui obtiennent des fonds du gouvernement fédéral dans le cadre des programmes qu'il a mis en oeuvre, alors que les organismes contrôlés par les citoyens tendent à s'autofinancer. On peut donc affirmer qu'on assiste à un phénomène de prise en charge des organismes par les résidents des quartiers. Ce phénomène peut cependant être transitoire : en effet, l'organisation locale demeure fragile; son enracinement est encore faible, car on [139] n'a pas pu observer l'émergence d'un véritable "leadership" local, qui se serait manifesté par des phénomènes de regroupement à l'échelle d'un quartier. Au contraire, comme on le verra

---

⁸³ Créateur du Programme d'initiative locale et de Perspectives Jeunesse (voir le chapitre 4).

dans le chapitre 5, les tentatives de regroupement auxquelles on a assisté au début des années 70 ont pour la plupart connu des échecs.

Cette importance des citoyens va de pair avec une ouverture plus grande des organismes aux résidants des quartiers. Plus l'organisme est contrôlé par des citoyens, plus il existe une structure d'assemblée générale, moins l'organisme se referme sur lui-même et moins il a tendance à fonctionner en vase clos. C'est aussi dans les organismes contrôlés par les citoyens qu'on observe la capacité de mobilisation la plus élevée. Nous avons déjà remarqué ce phénomène dans l'étude de l'implantation des C.L.S.C. ⁸⁴: plus l'interlocuteur local du ministère des Affaires sociales (le comité d'implantation) était contrôlé par les citoyens, plus le comité était ouvert, démocratique, et mobilisait les citoyens à la fois dans les comités de travail et dans des assemblées générales décisionnelles. Inversement, si le comité d'implantation était plutôt composé de professionnels (de la santé et des services sociaux), il fonctionnait en vase clos, se méfiait des assemblées générales et recourait aux experts pour connaître les besoins de la population du quartier.

Ce résultat n'est donc pas étonnant. Comme nous l'avons mentionné dans l'introduction, cette mobilisation relève autant de la nécessité que de l'idéologie : la mobilisation, l'appui du milieu constituent la seule ressource importante [140] des organismes contrôlés par les citoyens, alors que les autres agents (animateurs, religieux), issus des classes moyennes, ont en général facilement accès aux institutions en place, aux "experts", et à un ensemble de ressources dont les citoyens ne jouissent pas. Il n'en est pas moins intéressant de constater que la capacité de mobilisation d'un organisme est plus reliée au fait que les résidants du quartier y jouent un rôle important qu'à la présence d'animateurs, dont c'est pourtant la profession de mobiliser les individus.

Ce fonctionnement des groupes influence-t-il les différentes caractéristiques du produit ? Si l'on considère la structure formelle, la réponse est négative. L'existence ou l'absence d'une assemblée générale, sa composition, ses pouvoirs ne sont pas reliés aux caractéristiques du produit de l'organisme. Par contre, la capacité élevée de mobilisation, indiquée par la participation à l'assemblée générale, se retrouve dans les organismes les plus innovateurs. De plus, la nature des agents qui contrôlent l'organisme exerce

---

⁸⁴ Jacques Godbout et Nicole V. Martin, *Participation et innovation. L'implantation des centres locaux de services communautaires et les organismes communautaires autonomes*, Montréal, ENAP/I.N.R.S.-Urbanisation, 1974, chapitre 7.

une influence importante sur le produit et, notamment, sur l'aspect novateur de l'activité de l'organisme. Cependant, ce n'est pas le contrôle d'un seul agent, citoyens ou animateurs, qui caractérise les organismes les plus innovateurs; ceux-ci sont contrôlés conjointement par les citoyens et les animateurs. Alors que les animateurs, les autres professionnels de l'organisation et les militants politiques locaux ont souvent tendance à se considérer comme détenant le monopole des changements futurs de la société, il est intéressant de constater que c'est le pouvoir conjoint des animateurs et des "citoyens ordinaires" qui semble être le plus propice à l'innovation. Une analyse de type monographique des différentes cliniques populaires avait déjà conduit à la même conclusion ⁸⁵ :

[141]

Bien plus, nous avons constaté que les animateurs sont très peu présents dans les organismes qui ont des activités d'ordre économique (coopératives alimentaires, etc.); dans ce secteur, ce sont les citoyens, seuls ou avec des religieux ("laïcisés"), qui contrôlent les organismes. Or, il s'agit là d'un changement qui dépasse l'innovation dans la façon de produire un bien ou de dispenser un service : c'est l'ouverture d'un champ nouveau, qui représente une transformation majeure par rapport à l'action des comités de citoyens depuis le début des années 60, et qui n'est pas attribuable aux professionnels mais aux citoyens.

---

⁸⁵ Idem, chapitres 3 et 4.

[142]

Critère 2

Si le produit est considéré comme traditionnel à partir du critère 1, mais qu'il est accompagné de services secondaires ou d'appoint et qu'il est placé dans un ensemble ou un cadre nouveau (que l'on ne trouve pas quand il est dispensé par les institutions ou les gouvernements), il est considéré comme non traditionnel.

Exemple : Une garderie qui offre des services aux mères (salle pour les mères, cours de psychosociologie, etc.) est considérée comme non traditionnelle.

Que le produit soit nouveau ou non, pour juger de la nouveauté du mode de production, nous **avons** appliqué le critère suivant.

Critère 3

Le mode de production est considéré comme non traditionnel si la production du bien ou du service comporte un ou plusieurs des éléments d'innovation suivants :

- a) Objectifs politiques accompagnés d'activités correspondantes.
- b) Présence de structures d'accueil pour favoriser l'accès des citoyens au service.
- c) Déploiement d'efforts pour permettre aux individus bénéficiaires de s'auto-déterminer, de se libérer de leur condition de dépendance : approche self-help, non seulement théorique, mais appuyée par des efforts concrets.

Exemple : les comptoirs alimentaires.

DEGRÉ DE CONTRÔLE DÉTENU PAR LES CITOYENS

Les groupes de citoyens mettent trois types d'acteurs en présence :

- Animateurs : animateurs sociaux professionnels; étudiants; professionnels ; producteurs extérieurs au quartier.
- Religieux : laïques engagés vivant dans la paroisse; marguilliers; curés; religieux, sœurs; institutions charitables.
- Citoyens : personnes ayant des caractéristiques socioéconomiques similaires à celles de la clientèle visée ou desservie par un organisme donné et vivant dans le quartier à l'intérieur duquel oeuvre ledit organisme.

[143]

Les organismes populaires en milieu urbain :
contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?

Chapitre 4

Ressources (financement) et produit

4.1. Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Le financement a une importance centrale dans la vie des organismes populaires. Outre qu'il peut déterminer leur orientation (on a vu au chapitre 1 que les programmes fédéraux d'Initiative locale et Perspectives Jeunesse ont consolidé la tendance "service" des groupes, au détriment de la tendance plus politique), il conditionne souvent leur existence (moins du tiers des groupes, les plus petits d'ailleurs, s'autofinancent). Pour s'en rendre compte, il suffit de se rappeler leurs nombreuses batailles pour conserver leurs entrées financières (entre autres, les fronts communs qui sont régulièrement apparus pour combattre les coupures imposées par le fédéral au Programme d'initiative locale).

Sans négliger cette incidence globale du financement sur l'orientation générale actuelle des organismes populaires, dans ce chapitre, c'est son impact spécifique sur le type de services rendus que nous voulons examiner en tenant compte de la source et de l'importance du financement. L'influence du financement sur le produit des groupes peut s'exercer de façon directe ou indirecte.

[144]

Influence directe sur le produit

Le financement, surtout dans une perspective de fourniture de services, conditionne la survie même des groupes. Sans argent, ils ne peuvent poursuivre leur action ni assumer tous leurs objectifs de services.

On peut donc penser que le financement a un rôle central à jouer dans la détermination du type de services offerts (étant donné sa source) et dans la détermination du volume des services (étant donné son importance).

Influence indirecte sur le produit

Le financement agit indirectement sur le produit, en influençant une série d'autres aspects de la vie des groupes de citoyens (ceux qui sont examinés en tant que variables indépendantes dans d'autres chapitres) :

- a) Les rôles respectifs des citoyens et des professionnels : comme dans toute organisation, le fait de contrôler les finances est susceptible de conduire au contrôle du pouvoir à l'intérieur d'un groupe. On peut donc se demander si certaines sources de financement ou un certain niveau de financement ne favorisent pas une emprise plus grande des professionnels, des animateurs ou des élites locales traditionnelles sur les groupes. À l'inverse, il faut voir si l'autofinancement consolide le rôle des citoyens à l'intérieur des groupes.
- b) Le rôle financier de l'État : on a vu au chapitre 1 qu'à compter de 1971 principalement, l'État, et en particulier le gouvernement fédéral, est intervenu plus directement dans la constitution et le développement des organismes populaires [145] en leur fournissant des sommes d'argent assez importantes. Avant cela, l'État intervenait essentiellement en payant des animateurs sociaux (ceux de la Compagnie des jeunes Canadiens par exemple).
- c) La stabilité des groupes : les groupes les plus riches ont-ils une existence plus longue ? La durée des groupes est-elle liée aux sources de financement ?

- d) L'orientation des groupes : quelle est l'incidence du financement sur les objectifs, l'approche, l'action des groupes ⁸⁶ ?

Mais avant d'étudier ces aspects, nous allons examiner le financement des organismes populaires : sources, importance, utilisation.

4.2 Le financement des groupes

4.2.1 Sources et envergure

[Retour à la table des matières](#)

D'où proviennent les ressources financières des organismes populaires ? Dix catégories de sources peuvent être dégagées : le Programme d'initiative locale, Perspectives Jeunesse ⁸⁷ et autres sources fédérales; le ministère des Affaires sociales et autres sources provinciales; les fédérations d'œuvres de charité; la vente de services; les contributions volontaires; les dons; "autres".

[146]

Nous avons regroupé ces sources en quatre catégories plus larges : le financement d'origine gouvernementale, qui comprend les sources fédérales et provinciales ⁸⁸ ; le financement privé (charitable), provenant des fédérations d'œuvres de charité et des dons de particuliers ou d'organismes privés; l'autofinancement, c'est-à-dire le financement par la vente de services et (ou) par les contributions des militants et adhérents; le financement "mixte", c'est-à-dire assuré par au moins deux des catégories précédentes. Afin d'éliminer les sources marginales et d'éviter la prolifération de la catégorie "mix-

---

⁸⁶ Voir le chapitre 6 qui traite de l'action politique.

⁸⁷ Ces deux programmes fédéraux, lancés en 1971, étaient destinés à favoriser la création d'emplois. Le premier s'adresse aux travailleurs sans emploi, aux assistés sociaux, etc.; le second, qui est limité à la période estivale, s'adresse aux étudiants et aux jeunes travailleurs.

⁸⁸ La Ville de Montréal ne subventionne aucun groupe, et la C.E.C.M. a été intégrée au financement provincial.

te", nous n'avons considéré que les sources représentant au moins 25 % d'un budget donné.

Le tableau 24 donne la distribution des organismes populaires selon ces catégories. On constate qu'ils dépendent presque tous (93%) d'une seule source de financement (gouvernementale, privée ou autofinancement). Seulement 7% d'entre eux puisent à la fois à deux catégories de sources. Pour plus de 75% de leur budget, 54.4% des organismes sont tributaires des instances gouvernementales, fédérales et provinciales. Plus particulièrement, le gouvernement fédéral, à travers le Programme d'initiative locale essentiellement, subventionne 40.4% des organismes populaires. Il est à remarquer que très peu de groupes sont financés par le programme Perspectives Jeunesse ⁸⁹.

[147]

D'autre part, 28.1% des groupes s'autofinancent à plus de 75% et, enfin, 10.5% sont financés par les diverses fédérations d'œuvres de charité et par des dons.

Tableau 24

**Sources de financement des organismes populaires
(nombre et pourcentage d'organismes)**

[Retour à la table des matières](#)

Financement	Nombre	%
Gouvernemental (fédéral et provincial)	62	54.4
Privé-charitable (fédérations, dons)	12	10.5
Autofinancement (vente de services, contributions volontaires)	32	28.1
Mixte	8	7.0
Total	114	100.0

⁸⁹ L'enquête ayant été réalisée au printemps (1974), cette situation s'explique. Par ailleurs, il faut noter que l'importance du financement de source fédérale a probablement diminué depuis lors, à cause des importantes coupures subies par PIL. Ainsi, les garderies ne sont plus subventionnées par ce programme

Quant à l'envergure du financement, le tableau 25 indique que les groupes de citoyens se répartissent en quatre catégories d'importance à peu près égale. Il est à remarquer, toutefois, que les deux catégories supérieures (\$15,000 et plus et \$45,000 et plus) regroupent presque 55 % des groupes et que les deux catégories inférieures (moins de \$15,000 et moins de \$1,000) ne regroupent que 45% des groupes environ.

Au total, les groupes populaires mobilisent des ressources financières de l'ordre de \$4,725,400 (toutefois, le budget de 17 groupes n'est pas connu). Les 100 groupes pour lesquels cette information est disponible répartissent cet argent de la façon suivante : \$2,701,700 sont consacrés aux salaires et \$1,494,940 aux autres dépenses. La partie affectée aux salaires est distribuée entre 937 salariés, dont 83 remplissent des tâches de direction, 777 des tâches reliées [148] à la fourniture des services et 77 des tâches de soutien. La plupart de ces salariés travaillent à temps plein.

Tableau 25

Budget des organismes populaires (nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

	Nombre	Pourcentage
Moins de \$1,000	26	21.5
\$1,000 - \$14,999	29	24.0
\$15,000 - \$44,999	31	25.6
\$45,000 et plus	35	28.9
Total	121	100.0

Les tableaux 26 et 27 donnent la répartition des ressources financières totales des groupes par secteur d'activités et par source de financement.

4.2.2 Budget des organismes communautaires

Comment les groupes populaires utilisent-ils les sommes d'argent dont ils disposent ? Leur budget doit tenir compte des postes suivants : salaires, locaux et frais afférents,

dépenses d'administration ou de fonctionnement, dépenses relatives à la fourniture des services.

Cependant, le plus souvent, les groupes ne connaissent pas la répartition précise de leurs dépenses, sauf en termes de "salaires" et de "dépenses autres que les salaires"; d'autre part, il apparaît que les postes local, administration et fourniture de services représentent peu en valeurs absolues ou en pourcentage. il vaut donc mieux ne conserver que la subdivision salaires et autres dépenses.

[149]

Tableau 26

Budget total des groupes par secteur d'activités

[Retour à la table des matières](#)

Secteurs d'activités	Budget des groupes (\$)
Consommation	483,800
Dépannage	673,300
Garderies	517,700
Loisirs	854,500
Information	213,500
Formation	297,200
Santé	538,000
Logement	718,000 (a)
Juridique	98,000
Politique	26,000
Centres communautaires	44,000
Autres	261,000
Total (b)	4,725,400

a. Un groupe a, à lui seul, un budget de \$660,000.
b. Budget total de 121 groupes sur.138.

Tableau 27

Budget total des groupes par source de financement[Retour à la table des matières](#)

Financement	Budget des groupes (\$)
Gouvernemental	3,922,800
Privé-charitable	132,200
Autofinancement	440,300
Mixte	230,100
Total	4,725,400

[150]

Pour chacun des deux postes retenus, deux variables ont été élaborées. Dans chaque cas, la première variable est directement basée sur les informations fournies explicitement par l'informateur du groupe quant à la proportion du budget affectée à chaque poste. Les catégories obtenues sont les suivantes : 0%, 1-69%, 70-100%, "ne sait pas".

La seconde variable reprend les catégories de la première en intégrant à la catégorie 1-69% la catégorie "ne sait pas". Nous avons supposé que cette réponse signifiait que le groupe avait effectivement un budget, mais qu'il n'était pas massivement concentré dans un des postes et faisait l'objet d'une répartition du style 50-50 ou 40-60.

En croisant les catégories des deux variables de la seconde formule, on obtient le tableau 28, qui répartit les groupes selon les divers agencements budgétaires possibles.

Même si la plupart des groupes ont des ressources financières, si petites soient-elles, on remarque que 10.9% d'entre eux, n'ont aucun budget. Par ailleurs, si 28.2% des groupes répartissent à peu près également leurs ressources, 60.8% les concentrent dans un seul poste. Cependant, le type de concentration n'est pas le même pour les salaires que pour les autres dépenses : les 49 groupes dont le budget va d'abord aux salaires se retrouvent principalement dans la catégorie 70-99%; seulement deux affectent la totalité de leurs ressources à ce poste. Par contre, 30 des 35 groupes qui accordent la prio-

rité aux "autres dépenses" leur consacrent 100% de leur budget, les cinq autres groupes se rangeant dans la catégorie 70-99%.

[151]

Tableau 28

Répartition du budget des organismes populaires entre les salaires
et les autres dépenses (nombre et pourcentage ^a d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

% consacré aux autres dépenses % consacré aux salaires	0 %		1-69 %		70-100 %		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
0 %	15	10.9			30	21.7	45	32.6
1-69 %			39	28.2	5	3.6	44	31.9
70-100 %	2	1.4	47	34.1			49	35.5
Total	17	12.3	86	62.3	35	25.4	138	100.0

P = 0.100

a. Soit la proportion que représentent les organismes apparaissant dans une case par rapport à l'ensemble des groupes (138).

Tableau 29

Sources de financement et pourcentage du budget consacré aux salaires
(nombre et pourcentage d'organismes)

% consacré aux salaires	0%		1-69%		70-100%		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Financement								
Gouvernemental	2	3.2	14	22.6	46	74.2	62	
Privé-charitable	6	50.0	3	25.0	3	25.0	12	
Autofinancement	20	64.5	11	35.5	0	0.0	31	
Mixte	4	50.0	4.	50.0	0	0.0	8	
Total	32	28.3	32	28.3	49	43.4	113	100.0

[152]

La question que nous nous posons, comme pour toutes les variables examinées dans ce chapitre, est de savoir si des répartitions différentes du budget donnent lieu à des produits différents. Les tableaux 29, 30 et 31 dégagent, particulièrement pour les groupes financés par les gouvernements et les groupes autofinancés, les différences de comportements dans la façon de dépenser,

Étant donné qu'ils fonctionnent avec des budgets relativement petits, les groupes autofinancés consacrent une très large part de leurs revenus à des dépenses de base : local et frais afférents, dépenses d'administration ou de fonctionnement, dépenses directement liées à la fourniture des services. En fait, les deux tiers de ces groupes autofinancés consacrent la totalité de leur budget aux "autres dépenses"; ces groupes représentent d'ailleurs les deux tiers de ceux qui ont une telle répartition budgétaire.

Par ailleurs, 75% des groupes à financement gouvernemental consacrent 70% ou plus de leur budget aux salaires; ils forment 94% des groupes qui consacrent un tel pourcentage à ce poste.

La répartition budgétaire adoptée par les organismes populaires est donc en rapport étroit avec leurs sources de financement. Nous aurons une image plus complète de son incidence sur le produit des groupes quand nous aurons étudié l'impact des variables sources de financement, catégories de revenus et production payée du service (salaire aux citoyens) sur ce produit (sections suivantes).

[153]

Tableau 30

**Sources de financement et pourcentage du budget consacré
aux autres dépenses (nombre et pourcentage d'organismes)**

[Retour à la table des matières](#)

% consacré aux autres dépenses Financement	0%		1-69%		70-100%		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%
Gouvernemental	2	3.2	56	90.3	4	6.5	62	
Privé-charitable	0	0.0	6	50.0	6	50.0	12	
Autofinancement	0	0.0	10	32.3	21	66.7	31	
Mixte	0	0.0	4	50.0	4	50.0	8	
Total	2	1.8	76	67.2	35	31.0	113	100

P = 0.000

Tableau 31

**Distribution des groupes selon leurs sources de financement
et leur répartition budgétaire**

Répartition budgétaire	100% salaires	70-100% salaires et 1-29% autres dépenses	1-69% sa- laires et 1- 69% autres dépenses	1-29% salai- res et 70- 100% autres dépenses	100% autres dépenses	Total
Financement	2	44	12	2	2	62
Gouvernemental	0	3	3	0	6	12
Privé-charitable	0	0	10	1	20	31
Autofinancement	0	0	4	0	4	8
Mixte	2	47	29	3	32	113
Total	2	44	12	2	2	62

[154]

4.3 Financement et type d'activités

[Retour à la table des matières](#)

L'importance de chacune des sources de financement n'est pas la même selon les divers secteurs d'activités. À chaque secteur d'activités correspond une structure de financement plus ou moins différenciée par rapport à la structure générale et à celle d'autres secteurs d'activités. En corollaire, chaque source de financement ne finance pas dans les mêmes proportions chacun des secteurs d'activités.

En complément à la description générale donnée dans la section précédente, nous examinerons ici quels sont les liens entre les sources de financement et l'envergure du financement, d'une part, et les types d'activités des groupes, d'autre part.

Les tableaux 32 et 33, qui croisent tous deux les variables sources de financement et types d'activités, indiquent, respectivement, la structure de financement de chacun des secteurs d'activités et les types d'activités financés par chacune des sources principales de financement (gouvernementales, privées, autofinancement).

Comme nous l'avons indiqué, la relation entre ces deux variables peut être considérée de deux points de vue : selon les types d'activités et selon les sources de financement. C'est ce que ces deux tableaux permettent de faire.

La catégorie consommation-dépannage paraît être financée à parts égales par les gouvernements et par l'autofinancement. Cependant, cette image rend mal compte de la réalité, du fait que chacun des deux secteurs d'activités a un comportement très différent.

[155]

Tableau 32

Structure de financement des secteurs d'activités (nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

Financement																											
Secteur		Consom- mation		Dépan- nage		Garde- ries		Loisirs		Infor- mation		Forma- tion		Santé		Loge- ment		Juridi- que		Politique		Centres commu- nautai- res		Autres		Total	
Gouvernemental		6	27.3	9	100	11	100	12	50.0	6	60.0	7	53.8	4	66.7	3	100	2	50	1	16.7	0	—	1	25	62	54.4
Privé-charitable		0	—	0	—	0	—	2	8.3	2	20.0	2	15.4	0	—	0	—	2	50	0	—	2	100	0	—	12	10.5
Autofinancement		16	72.7	0	—	0	—	7	29.2	0	—	3	23.1	2	33.3	0	—	0	—	5	83.3	0	—	1	25	32	28.1
Mixte		0	—	0	—	0	—	3	12.5	2	20.0	1	7.7	0	—	0	—	0	—	0	—	0	—	2	50	8	7.0
Total		22	100	9	100	11	100	24	100	10	100	13	100	6	100	3	100	4	100	6	100	2	100	4	100	114	100

[156]

Le secteur dépannage est financé en totalité par le Programme d'initiative locale, alors que dans le secteur consommation, environ 75% des groupes s'autofinancent et que seulement 25% sont tributaires de PIL. Notons d'ailleurs immédiatement que les groupes du secteur consommation qui s'autofinancent représentent 50% des groupes autofinancés.

Outre le dépannage, deux secteurs d'activités dépendent entièrement des sources gouvernementales de financement : le secteur des garderies et le secteur du logement. On sait que les garderies se sont vu couper les fonds provenant du programme PIL et que la plupart doivent maintenant s'en remettre à l'autofinancement et au bénévolat ⁹⁰. Toutefois, elles n'entendent pas poursuivre longtemps leur action dans ces conditions et mènent présentement une lutte pour être subventionnées par le gouvernement provincial. Quoique la situation ait évolué depuis le moment de l'enquête, les groupes qui s'occupent des garderies sont donc pour la plupart décidés à disparaître, à moins d'être financés par le gouvernement. S'ils l'étaient, les résultats exposés ici ne seraient pas grandement changés.

Le secteur loisirs - information - formation se distribue entre les diverses catégories de financement selon la tendance générale observée précédemment. Si on le décompose, on observe que les groupes de loisirs et de formation se conforment au pattern général, alors que les groupes d'information ne s'autofinancent jamais et ont une tendance un peu plus prononcée à recourir au financement privé-charitable ou à un financement mixte.

---

⁹⁰ La politique Bacon, adoptée en 1974, subventionne les parents (à partir de certains critères d'éligibilité), mais non les garderies. Les critères d'éligibilité étant relativement bas et les prestations insuffisantes (\$5 maximum par jour), les garderies populaires ont pour la plupart beaucoup de mal à assurer leur financement

[157]

Tableau 33

Répartition par secteur d'activités des fonds provenant de chaque catégorie de sources de financement
(nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

	Secteur		Consom- mation		Dépan- nage		Garde- ries		Loisirs		Infor- mation		Forma- tion		Santé		Loge- ment		Juridi- que		Politique		Centres commu- nautai- res		Autres		Total	
Financement																												
Gouvernemental		6	9.7	90	14.5	11	17.7	12	19.4	6	9.7	7	11.3	4	6.5	3	4.8	2	3.2	1	1.6	0	—	1	1.6	62	100	
Privé-charitable		0	—	0	—	0	—	2	20.0	2	20.0	2	20.0	0	—	0	—	2	20.0	0	—	2	20.0	0	—	12	100	
Autofinancement		16	50.0	0	—	0	—	7	21.9	0	—	3	9.4	2	6.3	0	—	0	—	5	15.6	0	—	1	3.1	32	100	
Mixte		0	—	0	—	0	—	3	37.5	2	25.0	1	12.5	0	—	0	—	0	—	0	—	0	—	2	25.0	8	100	
Total		22	19.3	9	7.9	11	9.6	24	21.1	10	8.8	13	11.4	6	5.3	3	2.6	4	3.5	6	5.3	2	1.8	4	3.5	114	100	

[158]

Parmi les autres groupes, qui représentent globalement une partie relativement faible de l'ensemble, les cliniques de santé reçoivent surtout un financement gouvernemental, les groupes juridiques sont financés à parts égales par les gouvernements et par les sources privées charitables, les groupes politiques s'autofinancent et les centres communautaires sont financés par les fédérations d'œuvres de charité.

Le tableau 33 révèle les faits suivants. Le financement gouvernemental est présent dans toutes les catégories d'activités. De plus, il est la principale ressource (à plus de 75%) d'au moins 50% des groupes de chaque secteur d'activités, sauf les secteurs consommation, politique et centres communautaires.

Source de financement la plus importante, le financement fédéral n'est pas largement concentré dans un ou quelques secteurs d'activités. On constate toutefois que 51.6% des groupes financés par les gouvernements sont dans les secteurs garderies, loisirs et dépannage.

Peu important globalement (10.5% du total), le financement privé-charitable est éparpillé entre plusieurs secteurs d'activités. En fait, les 12 groupes qui s'approvisionnent à ce type de ressources oeuvrent dans 6 secteurs d'activités différents (à raison de deux par secteur).

Contrairement aux deux premières catégories de sources, l'autofinancement est concentré à l'intérieur d'un nombre restreint d'activités. Sur 32 groupes autofinancés, 16 oeuvrent dans le secteur de la consommation; avec les groupes qui travaillent dans le secteur des loisirs, ils constituent 71.9% des groupes autofinancés.

[159]

Enfin, seuls les groupes qui oeuvrent dans le secteur composé loisirs - information - formation, ont un financement mixte.

Pour compléter cette description, il faut mettre en rapport les secteurs d'activités et les catégories d'envergure du financement. Toutefois, avant de faire cette mise en relation, il faut voir dans quelle mesure la variable source de financement et la variable envergure du financement ont des comportements semblables ou dissemblables.

Le tableau 34 nous apprend à ce sujet que les groupes financés par les gouvernements bénéficient massivement de hauts revenus et que les groupes à financement privé-charitable et, surtout, autofinancés, ont, non moins massivement, de faibles revenus.

En effet, 89.7% des groupes "gouvernementaux" ont un revenu égal ou supérieur à \$15,000, mais seulement 18.2% des groupes "privés" et 25.8% des groupes autofinancés, sont dans le même cas.

D'autre part, alors qu'ils ne représentent que 54.4% des groupes au total, les groupes à financement fédéral représentent 77.4% des groupes qui ont un budget variant entre \$15,000 et \$44,799, et 80% des groupes qui ont un budget supérieur ou égal à \$45,000. Les groupes autofinancés, par contre, représentent 91.7% des groupes qui ont moins de \$1,000 de revenus annuellement.

Dans les secteurs d'activités largement financés par les gouvernements, les groupes ont des revenus relativement plus élevés et, à l'inverse, les secteurs d'activités plus marqués par l'autofinancement vont de pair avec des revenus relativement faibles.

[160]

Tableau 34

**Les sources de financement par catégorie de revenu
(nombre et pourcentage d'organismes)**

[Retour à la table des matières](#)

Revenu	- de \$1,000		\$1,000-14,999		\$15,000-44,999		\$45,000 et +		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%	N	%
Financement										
Gouvernemental	0	—	6	10.3	24	41.4	28	48.3	58	54.2
Privé-charitable	1	9.1	8	72.7	2	18.2	0	—	11	10.3
Autofinancement	11	35.5	12	38.7	3	9.7	5	16.1	31	29.0
Mixte	1	—	3	42.9	2	28.6	2	28.2	7	6.4
Total	12	11.1	29	27.1	31	29.0	35	32.7	107	100

Ainsi, les groupes garderies et dépannage sont tous dans les catégories \$15,000-\$44,999 et \$45,000 et plus. Par contre, les groupes consommation sont largement concentrés dans les catégories moins de \$1,000 et \$1,000-\$14,999.

Enfin, et cette constatation doit être reliée au fait qu'ils sont financés, au même niveau que la moyenne générale, par tous les types de sources, les groupes loisirs - information - formation se répartissent dans toutes les catégories de revenus.

Les tableaux 35 et 36 complètent ces observations en établissant le revenu moyen des groupes, premièrement par type de sources de financement et deuxièmement par secteur d'activités. (On peut se référer aux tableaux 26 et 27 pour avoir les totaux correspondants.)

[161]

Tableau 35

Revenu moyen des groupes par source de financement

[Retour à la table des matières](#)

Financement	Revenu moyen (\$)
Gouvernemental	67,634
Privé-charitable	12,018
Autofinancement	14,203
Mixte	32,871
moyenne générale	39,053

Tableau 36

Revenu moyen des groupes par secteur d'activités

[Retour à la table des matières](#)

Secteurs d'activités	Revenu moyen (\$)
Consommation	20,158
Dépannage	74,811
Garderies	51,770
Loisirs	31,648
Information	21,350
Formation	22,861
Santé	107,600
Logement	7,714 (a)
Juridique	19,600
Politique	5,200
Centres communautaires	44,000
Autres	65,350
Moyenne générale	39,053

a. Le groupe qui a un budget de \$660,000 a été enlevé du calcul de la moyenne.

[162]

On constate que les groupes à financement gouvernemental ont un revenu annuel moyen de \$67,634 alors que les revenus annuels moyens des groupes autofinancés et à financement privé-charitable sont respectivement de \$14,203 et de \$12,018.

Ainsi, les groupes du secteur consommation ont un revenu annuel moyen de seulement \$20,158, comparativement à \$74,811 pour le secteur dépannage et à \$51,770 pour le secteur garderies.

4.4 Financement et produit

[Retour à la table des matières](#)

Cette section a pour objet de retracer l'impact du financement dans ses deux principales composantes (source et envergure), sur les diverses variables relatives au produit.

Considérant le fait que, comme nous l'avons constaté à la section précédente, la variable envergure du financement est conditionnée par la variable source, il paraît essentiel de privilégier cette dernière pour mieux synthétiser l'impact du financement sur le produit des groupes.

Dans quelle mesure les groupes financés par des sources différentes ont-ils des produits différents? Pour répondre à cette question, il faut examiner de façon privilégiée les deux sources principales, le financement gouvernemental et l'autofinancement, qui alimentent 82.5% des groupes à l'étude (54.4% et 28.1% des groupes respectivement); les deux autres sources financent, l'une (financement privé-charitable) 10.5% des groupes, et l'autre (financement mixte) 7.0% des groupes.

[163]

Le tableau synthèse 37 fait ressortir les liens principaux entre les sources de financement et les composantes du produit. On peut établir les comparaisons suivantes entre le produit des groupes financés par les gouvernements et celui des groupes qui s'autofinancent :

1. Il n'y a pas de différence importante entre les deux types de groupes quant à la clientèle rejointe, quantitativement parlant. Environ 40% des groupes, dans les deux cas, rejoignent 100 usagers ou plus hebdomadairement.
2. Au plan qualitatif cependant, les deux types de groupes atteignent des clientèles différentes : 40.7% des groupes autofinancés rejoignent, de façon prédominante, une clientèle de salariés, cols blancs et cols bleus, alors que cette proportion n'est que de 22% pour les groupes financés par les gouvernements. À l'inverse, 78% de ces derniers rejoignent prioritairement des as-

sistés sociaux et des gens à faibles revenus, alors que seulement 59.3% des groupes autofinancés sont dans ce cas.

3. En proportion, trois fois plus de groupes autofinancés que de groupes financés par l'aide gouvernementale oeuvrent dans le secteur économique (63% contre 20%). Nous avons vu, à ce sujet, que l'autofinancement se concentre largement dans le secteur de la consommation et qu'en même temps, ce secteur est aux trois quarts autofinancé. C'est donc l'importance du secteur consommation qui ressort ici.
4. Pour ce qui est des activités d'information, elles existent de façon comparable dans les deux types principaux de groupes. Par contre, l'existence d'un produit secondaire est un critère discriminant : plus du quart des groupes à financement gouvernemental (et cette proportion atteint 33.3 dans le cas des groupes à financement fédéral) ont au moins un produit secondaire, alors que seulement 2 groupes autofinancés sur 32 (soit 6.3%) ont de telles activités. Cet [165] écart est certainement lié à la différence d'envergure des groupes selon leurs sources de financement
5. En effet, plus des trois quarts des groupes financés par les gouvernements ont une envergure importante, moyenne ou grande ⁹¹, alors que la moitié des groupes autofinancés fonctionnent avec des moyens de fortune. Cette constatation rejoint les observations que nous avons faites sur les liens entre les sources de revenus et les catégories de revenus.
6. Enfin, il ne semble pas y avoir de lien entre la source de financement et le degré d'innovation. 48 % des groupes financés par les gouvernements sont traditionnels et cette proportion est 52% dans le cas des groupes qui s'autofinangent. Il faut ajouter, néanmoins, que les groupes à financement gouvernemental innovent plus fréquemment à la fois dans le produit et dans le mode de production (19%) que ne le font les groupes autofinancés. (4%). De fait, 78.6% des groupes qui innovent sur les deux plans sont financés par les gouvernements.

---

⁹¹ Voir la définition de ces termes à l'annexe 4.

[164]

Tableau 37

Composantes du produit et sources de financement
(nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

Composantes	Financement		Gouverne- mental		Privé- charitable		Autofinance- ment		Mixte	
% des groupes ayant 100 usagers et +	38.0	(19/50)	50.0	(4/8)	44.0	(11/25)	42.9	(3/7)		
% des groupes ayant des activités d'information	42.1	(24/57)	36.4	(4/7)	36.7	(11/30)	0	(0/7)		
% des groupes ayant un prod. se- condaire	27.9	(17/61)	25.0	(3/12)	6.3	(2/32)	25.0	(2/8)		
% des groupes rejoignant une clientèle de salariés	22.0	(11/60)	20.0	(2/10)	40.7	(11/27)	50.0	(3/6)		
% des groupes de moyenne ou grande envergure	77.5	(45/58)	12.5	(1/8)	22.2	(6/27)	25.0	(2/8)		
% des groupes ayant des moyens de fortune	1.7	(1/58)	50.0	(4/8)	51.9	(14/27)	50.0	(4/8)		
% des groupes traditionnels	48.3	(28/58)	28.6	(2/7)	52.0	(13/25)	62.5	(5/8)		
% des groupes oeuvrant dans le secteur économique	20.0	(12/60)	0	(0/8)	63.0	(17/27)	0	(0/8)		

[165]

Il est difficile de tirer des observations sûres sur le produit des groupes à financement privé-charitable : ces groupes sont peu nombreux et, en plus, nous ne possédons souvent des renseignements que sur une partie d'entre eux. Précisons néanmoins que leur envergure se rapproche de celle des groupes autofinancés. Pour le reste, ils s'apparentent aux groupes à financement gouvernemental : ils ont un produit à caractère social, destiné à une clientèle d'assistés sociaux et de gens à faibles revenus ; 25% d'entre eux ont aussi un produit secondaire. On note par ailleurs avec étonnement qu'ils représentent la plus petite proportion de groupes traditionnels (28.6%).

[166]

Pour ce qui est des groupes à financement mixte, il est très difficile de les considérer : cette catégorie comprend peu de cas et recouvre des situations très différentes; en particulier, elle regroupe des organismes dont le financement provient, dans des proportions variées, de deux ou trois catégories différentes.

En résumé...

Donc, en résumé, les groupes autofinancés disposent de ressources très réduites (revenu annuel moyen : \$14,203) ; leur envergure s'en trouve limitée et ils ne peuvent guère dépasser leur champ d'action principal. Ils ont surtout des activités économiques destinées à une clientèle de salariés. Les groupes à financement gouvernemental, par contre, ont plus de ressources (budget annuel moyen : \$67,634 ⁹²) et plus d'envergure; ils peuvent diversifier leurs activités (ils ont plus souvent un produit secondaire) et innover plus fréquemment à la fois dans leur produit et dans leur mode de production. Ils se livrent principalement à des activités de service social qui atteignent une clientèle d'assistés sociaux et de personnes à faibles revenus.

Toutefois, quantitativement, les organismes financés par les gouvernements paraissent moins efficaces que les organismes autofinancés, si l'on en juge par le nombre d'utilisateurs qu'ils rejoignent. Représentant 79% des groupes qui ont un budget égal ou supérieur à \$15,000, les groupes à financement gouvernemental ne représentent que 51% des groupes touchant cent utilisateurs ou plus hebdomadairement. Par contre, 30% des groupes autofinancés atteignent cent utilisateurs ou plus par semaine, alors que seulement 12% d'entre eux ont un budget du même [167] ordre. Or, comme on le voit au tableau 38, avec leur revenu annuel moyen de \$14,203, les groupes autofinancés rejoignent 125 utilisateurs par semaine, pour une moyenne annuelle de \$113.62 par utilisateur ; la même moyenne, dans le cas des groupes financés par les gouvernements, s'élève à \$466.44 (pour 145 utilisateurs par semaine).

---

⁹² Bien qu'elles ne servent à financer que 54 % des groupes, les sources gouvernementales fournissent 83 % de l'argent dont dispose l'ensemble des groupes.

Tableau 38

**Efficacité des groupes à financement gouvernemental
et des groupes autofinancés selon le nombre d'usagers par semaine
et les déboursés annuels par usager**

[Retour à la table des matières](#)

Financement	Revenu annuel moyen	Nombre moyen d'usagers hebdomadairement	Coût annuel moyen par usager
Gouvernemental	\$67,634	145	\$466.44
Autofinancement	\$14,203	125	\$113.62
Moyenne générale	\$39,053	163	\$239.59

Ce différentiel dans la capacité d'atteindre les citoyens ressort clairement lorsque l'on compare les organismes du secteur consommation (le secteur le plus marqué par l'autofinancement) et ceux du secteur dépannage (totalement financé par les gouvernements). Alors qu'ils bénéficient d'un revenu annuel moyen presque quatre fois plus élevé que les organismes du secteur consommation (\$74,811 contre \$20,159), les organismes du secteur dépannage rejoignent, en moyenne, deux fois moins d'usagers (67 contre 118).

Tableau 39

**Revenu annuel moyen et nombre moyen d'usagers hebdomadairement
pour les groupes "consommation" et "dépannage"**

	Revenu annuel moyen	Nombre moyen d'usagers hebdomadairement
Consommation	\$20,158	118
Dépannage	\$74,811	67

[168]

4.5 Financement et rôles respectifs des citoyens, des animateurs professionnels et des religieux

[Retour à la table des matières](#)

La question qui est posée ici est celle de savoir s'il existe des liens entre les sources de financement et les rôles respectifs (le pouvoir) des diverses catégories d'acteurs présents dans les organismes populaires. On constate tout d'abord que 80% des groupes contrôlés par les animateurs et 70% des groupes contrôlés de façon mixte par les animateurs et les citoyens sont financés par les gouvernements. La proportion des groupes où les animateurs possèdent un contrôle est de 56.6% lorsque le financement est gouvernemental; elle ne dépasse pas 37.5% dans le cas des autres sources de financement (voir le tableau 40). Il est à noter que dans près du tiers des groupes financés par les gouvernements., les citoyens sont absents du processus de décision, contre 19 dans le cas du financement privé et 0 % dans le cas de l'autofinancement.

Plus du tiers des groupes subventionnés par le fédéral sont totalement contrôlés par les animateurs (34.2%). Le financement provincial fait plus souvent (en proportion) intervenir aussi les citoyens que le financement fédéral. Ainsi, 46.7% des groupes à financement provincial sont contrôlés de façon mixte par les animateurs et les citoyens alors que cette proportion n'est que de 18.4% dans le cas des groupes à financement fédéral.

D'autre part, 62% des groupes qui s'autofinancent sont contrôlés par les citoyens. Alors que ces groupes ne représentent que 28.7% du total, ils représentent 54.5% des groupes contrôlés par les citoyens seuls. Il est à noter de plus que tous les groupes autofinancés font intervenir les citoyens [170] dans le contrôle décisionnel et que, le cas échéant, ce sont les religieux surtout qui partagent ce contrôle avec eux. En effet, seulement 3 groupes autofinancés sur 29 (10.3%) accordent un rôle important aux animateurs. (Et seulement 7.3% des groupes où les animateurs exercent un contrôle sont autofinancés, alors que l'autofinancement touche 23.7% des groupes.)

[169]

Tableau 40

Sources de financement et contrôle de la décision à l'intérieur
des organismes populaires (nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

Contrôle	Animateurs		Religieux et animateurs		Animateurs et citoyens		Citoyens		Total
	N	%	N	%	N	%	N	%	
Financement									
Gouvernemental	16	30.2	11	20.8	14	26.4	12	22.6	53
Privé-charitable	2	18.2	6	54.5	2	18.2	1	9.1	11
Autofinancement	0	0.0	8	27.6	3	10.3	18	62.1	29
Mixte	2	25.0	3	37.5	1	12.5	2	25.0	8
Total	20	19.8	28	27.7	20	19.8	33	32.7	101
Fédéral	13	34.2	10	26.3	7	18.4	8	21.1	39
Provincial	3	20.0	1	6.7	7	46.7	4	26.7	16

P = 0.002

Tableau 41

Catégories de revenus et contrôle de la décision à l'intérieur
des organismes populaires (nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

Contrôle	Animateurs		Religieux et animateurs		Animateurs et citoyens		Citoyens		Total
	N	%	N	%	N	%	N	%	
Financement									
Moins de \$1,000	0	0	10	41.7	0	0	14	58.3	24
\$1,000-14,999	2	7.7	10	38.5	5	19.2	9	34.6	26
\$15,000-44,999	7	25.0	7	25.0	6	21.4	8	28.6	28
\$45,000 et +	9	29.0	4	12.9	8	25.8	10	32.3	31
Total	18	16.5	31	28.4	19	17.4	41	37.6	109

P = 0.005

[170]

Le rôle des religieux demeure, par ailleurs, relativement important dans 27.6% des groupes autofinancés; cette proportion correspond exactement à la moyenne générale. Ce sont cependant les groupes à financement privé-charitable qui ont la plus grande propension à faire participer les religieux au pouvoir (54.5% des cas), bien qu'ils ne représentent pas la majorité des groupes à contrôle religieux (soit au moins 50% des cas). Cette source de financement alimente, en fait, moins du quart (21.4%) des groupes où les religieux et les citoyens exercent le contrôle ; ces groupes s'approvisionnent aussi aux deux autres sources : l'autofinancement (28.6% et le financement fédéral (35.7%).

Notons enfin que le financement privé-charitable est celui qui est le moins associé au contrôle total des citoyens seuls sur leurs organisations (un seul cas sur 11 ou 9.1%).

Donc, en résumé, le financement gouvernemental est associé surtout au rôle des animateurs et l'autofinancement est lié surtout au rôle des citoyens; quant au financement privé-charitable, il appuie proportionnellement plus le rôle des religieux, mais ce rôle a des bases financières plus diversifiées et il est aussi largement appuyé à la fois par le financement gouvernemental fédéral et par l'autofinancement.

[171]

Les liens entre les catégories de revenu et le rôle de chacun des trois groupes d'acteurs sont directement en rapport avec les constatations qui viennent d'être faites sur les sources de financement : les groupes à financement gouvernemental ont tendance à se situer dans les catégories supérieures de revenus, et les groupes à financement privé-charitable ou autofinancés, dans les catégories inférieures ⁹³; on ne s'étonne donc pas que les groupes contrôlés par les animateurs ou par les animateurs et les citoyens se concentrent dans les catégories supérieures de revenus, et que les groupes contrôlés par les citoyens aient tendance à se situer dans les catégories inférieures, tout comme les groupes contrôlés de façon mixte par les religieux et les citoyens (voir le tableau 41). Il est à noter, d'ailleurs, qu'aucun des groupes qui font intervenir les animateurs ne se situe dans la catégorie "moins de \$1,000" et que, par contre, près de 50 % se situent dans la catégorie "\$45,000 et plus".

On peut préciser davantage les relations entre les sources de financement et le degré de contrôle détenu par les citoyens en mettant ces deux variables en rapport avec

---

⁹³ Voir la section 4.3 et le tableau 32.

un certain nombre d'autres variables relatives au fonctionnement des groupes. Ces variables touchent trois aspects : la production payée du service (le salaire aux citoyens) ; la structure de prise de décisions (le rôle et la composition de l'assemblée générale); la participation des citoyens à la direction (représentation à l'exécutif et à la direction rémunérée).

On constate (tableaux 42 et 43) qu'un groupe a beaucoup plus de chances de verser des salaires à des citoyens s'il est [173] financé par les gouvernements et s'il est contrôlé totalement ou partiellement par les animateurs professionnels.

Ainsi, 76% des groupes qui paient des salaires aux citoyens sont financés par les gouvernements et cette proportion monte à 96% pour les groupes qui versent \$25,000 et plus en salaires aux citoyens. Seulement 23% des groupes financés par les gouvernements ne versent pas de salaires aux citoyens, alors que cette proportion est de 60% pour les groupes à financement privé-charitable, de 75.9% pour les groupes qui s'autofinancent et de 83.3% pour les groupes à financement mixte.

Par ailleurs, 64.3% des groupes contrôlés par les animateurs et 60.0% des groupes contrôlés à la fois par les animateurs et les citoyens consacrent une partie de leur budget aux salaires des citoyens. Ce pourcentage n'est que de 43.3 dans le cas des groupes contrôlés par les religieux et les citoyens et de 35.9 dans le cas des groupes contrôlés par les citoyens.

Il est évident que l'envergure du financement (la masse d'argent disponible) joue un rôle déterminant. On sait que les groupes financés par les gouvernements bénéficient de budgets beaucoup plus élevés que les groupes qui s'autofinancent (en moyenne, \$67,634 contre \$14,203). Si les budgets étaient plus semblables, peu importe la source, il est probable que les résultats exposés ici seraient passablement différents.

Ces observations nous permettent de compléter notre proposition sur le rôle du financement gouvernemental de la façon suivante : le financement gouvernemental, en particulier d'origine fédérale, soutient le pouvoir des animateurs et [174] fait intervenir les citoyens dans la production du service en les rémunérant. Les citoyens peuvent donc être partiellement ou totalement éliminés du processus décisionnel au profit des animateurs.

[172]

Tableau 42

Sources de financement et salaires aux citoyens
(nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

Financement	Composition	Aucun		\$1-24,999		\$25,000 et +		Total	
		N	%	N	%	N	%	N	%
Gouvernemental		11	22.0	15	30.0	24	48.0	50	
Privé-charitable		6	60.0	3	30.0	1	10.0	10	
Autofinancement		22	75.9	7	24.1	0	0	29	
Mixte		5	83.3	1	16.7	0	0	6	
Total		44	46.3	26	27.4	25	26.3	95	100

Tableau 43

Contrôle de la décision et salaires aux citoyens
(nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

Contrôle	Composition	Aucun		\$1-24,999		\$25,000 et +		Total	
		N	%	N	%	N	%	N	%
Animateurs		5	35.7	3	21.4	6	42.9	14	
Religieux et citoyens		17	56.7	7	23.3	6	20.0	30	
Animateurs et citoyens		6	40.0	6	40.0	3	20.0	15	
Citoyens		25	64.1	9	23.1	5	12.8	39	
Total		53	54.1	25	25.5	20	20.4	98	100

[174]

Cette conclusion est confirmée par l'étude de la variable composition de l'assemblée générale (voir les tableaux 44 et 45). Le rôle réservé aux citoyens (comme résidants, comme usagers, comme producteurs) dans cette instance est révélateur. Or, à l'intérieur des groupes à financement gouvernemental, c'est la catégorie "assemblée générale de producteurs" qui domine; les groupes concernés ici sont d'ailleurs tous financés par le fédéral. En fait, 71.9% des groupes qui ont de telles assemblées générales de producteurs ⁹⁴ sont financés par le gouvernement fédéral. De même, les groupes financés par cette dernière source ont à 37.1% des assemblées de ce type, comparativement à 15.6% dans le cas des groupes autofinancés.

Pour ce qui est du "contrôle des décisions", on observe que les groupes autofinancés soutiennent le pouvoir des citoyens, à partir surtout d'assemblées générales d'usagers ou de résidants. 37.5% des groupes contrôlés par les citoyens ont de telles assemblées générales et, à l'inverse, ce type d'assemblée est concentré (47.4% des cas) dans les groupes contrôlés par les citoyens.

Toutefois, l'assemblée générale composée de producteurs est fréquente dans les groupes contrôlés par les animateurs et dans les groupes contrôlés par les religieux et les citoyens 40.9 % des groupes de la première catégorie et 45.5 % des groupes de la seconde ont des assemblées générales de ce type.

---

⁹⁴ Essentiellement, l'assemblée générale de producteurs caractérise la structure des projets PIL.

[175]

Tableau 44

Sources de financement et composition de l'assemblée générale
(nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

Composition	Usagers-résidents		Producteurs		Autres et mixte		Pas d'assemblée générale		Total
	N	%	N	%	N	%	N	%	
Financement									
Gouvernemental	18	29.1	23	37.1	10	16.1	11	17.7	62
Privé-charitable	4	33.3	2	16.7	3	25.0	3	25.0	12
Autofinancement	8	25.0	5	15.6	8	25.0	11	34.4	32
Mixte	2	25.0	2	25.0	1	12.5	3	37.5	8
Total	32	28.1	32	28.1	22	19.3	28	24.5	114 100

Tableau 45

Contrôle de la décision et composition de l'assemblée générale
(nombre et pourcentage d'organismes)

Composition	Usagers-résidents		Producteurs		Autres et mixte		Pas d'assemblée générale		Total
	N	%	N	%	N	%	N	%	
Contrôle									
Animateurs	2	9.1	9	40.9	6	27.3	5	22.4	22
Religieux et citoyens	9	27.3	15	45.5	3	9.1	6	18.1	33
Animateurs et citoyens	9	40.9	2	9.1	8	36.4	3	13.6	22
Citoyens	18	37.5	5	10.4	8	16.7	17	35.4	48
Total	38	30.4	31	24.8	25	20.0	31	24.8	125 100

[176]

Qu'ils soient le véhicule du pouvoir des animateurs ou des religieux, de façon privilégiée, les groupes à financement gouvernemental font donc agir les citoyens dans leur rôle de producteur plus que de décideur.

Les tableaux 46 et 47 illustrent clairement cette affirmation en mettant la participation des citoyens à l'exécutif en relation avec les sources de financement et le contrôle décisionnel.

Si on exclut les groupes à financement mixte (6 cas), les groupes à financement gouvernemental sont, de loin, ceux qui ont le plus souvent un exécutif où les citoyens sont minoritaires : 29.7% sont dans ce cas, comparativement il 12.5% des groupes à financement privé-charitable et à 5.6% des organismes autofinancés.

D'autre part, proportionnellement, ce sont les groupes contrôlés par les animateurs, seuls ou en compagnie des citoyens, qui ont le moins souvent un exécutif avec participation majoritaire des citoyens : 59% (13 sur 22) contre 90% dans le cas des groupes contrôlés par les citoyens ou les religieux et les citoyens.

Il apparaît donc clairement que le financement gouvernemental, et en particulier le financement fédéral, soutient surtout le pouvoir des animateurs et fait intervenir les citoyens au niveau de la production (en les payant) plus que de la décision.

[177]

Tableau 46

Sources de financement et participation des citoyens à l'exécutif
(nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

Citoyens	Minoritaire		Majoritaires		Total	
	N	%	N	%	N	%
Financement						
Gouvernemental	11	29.7	26	70.3	37	
Privé-charitable	1	12.5	7	87.5	8	
Autofinancement	1	5.6	17	94.4	18	
Mixte	2	33.3	4	66.7	6	
Total	15	21.7	54	78.3	69	100

Tableau 47

Contrôle de la décision et participation des citoyens à l'exécutif
(nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

Citoyens	Minoritaire		Majoritaires		Total	
	N	%	N	%	N	%
Contrôle						
Animateurs	6	54.5	5	45.5	11	
Religieux et citoyens	2	9.5	19	90.5	21	
Animateurs et citoyens	3	27.3	8	72.7	11	
Citoyens	3	10.0	27	90.0	30	
Total	14	19.2	59	80.8	73	100

[178]

4.6 Financement et stabilité des groupes

[Retour à la table des matières](#)

L'enquête menée auprès des organismes populaires nous donne une image de ce qu'ils sont à un moment de leur histoire (printemps 1974). Nous n'avons donc pas de perspective sur ces groupes, c'est-à-dire que nous ignorons le développement historique de chacun.

Nous ne pouvons donc pas traiter de la stabilité des groupes, de leur capacité de se maintenir en place, d'avoir une présence constante dans le milieu. Nous savons cependant depuis combien d'années ils existent.

Tableau 48

**Nombre d'années d'existence et sources de financement
(nombre et pourcentage d'organismes)**

Années	0-2 ans		2-5 ans		5 ans ou +		Total
	N	%	N	%	N	%	
Financement							
Gouvernemental	32	52.5	25	41.0	4	6.6	61
Privé-charitable	5	41.7	5	41.7	2	16.7	12
Autofinancement	6	20.0	15	50.0	9	30.0	30
Mixte	3	37.7	5	62.5	0	0.0	8
Total	46	41.4	50	45.0	15	13.5	111
P = 0.016							
Financement PIL et PJ	23	56.1	16	39.0	2	4.9	41

Ce que l'on constate, c'est que les groupes financés par les gouvernements sont ceux qui ont la plus courte histoire alors que les groupes autofinancés ont, comparativement, [179] une histoire plus longue. Ainsi (voir le tableau 48), seulement 6.6% des groupes gouvernementaux (mais 30% des groupes autofinancés) ont 5 ans ou plus d'existence.

Cette concentration des groupes financés par les gouvernements dans les catégories 0-2 ans et 2-5 ans indique que les programmes fédéraux suscitent, dans la majorité des cas, des groupes nouveaux, et qu'ils sont relativement moins utilisés par les groupes existants. Il faut relier cet état de choses au Programme d'initiative locale, institué en 1971, qui a effectivement fait surgir de nouveaux regroupements de citoyens.

4.7 Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Il nous reste quelques, précisions à ajouter pour compléter nos observations relatives au financement et à son influence sur les activités des groupes populaires, sur leur produit et sur le rôle des diverses catégories d'agents qui y oeuvrent.

Nous avons vu que dans les groupes financés par des fonds gouvernementaux, spécialement fédéraux, le pouvoir est surtout détenu par des animateurs et que les citoyens interviennent principalement dans la production des services, pour laquelle ils sont rémunérés. Il faut faire remarquer que les ressources de ces groupes (qui sont les plus riches) proviennent majoritairement du Programme d'initiative locale, dont le but était de fournir de l'emploi à des chômeurs et à des assistés sociaux; de fait, le budget des groupes financés par les gouvernements (\$67,634 par an en moyenne) est en grande partie consacré aux salaires. Les principaux secteurs d'activités de ces groupes sont le dépannage, les garderies, les loisirs, la formation et le logement.

[180]

Proportionnellement, le financement privé-charitable est associé davantage au rôle des religieux, bien qu'on retrouve souvent ces derniers dans des groupes financés par les gouvernements (PIL) ou dans des groupes autofinancés.

Enfin, l'autofinancement soutient surtout le rôle des citoyens dans la structure décisionnelle des organismes populaires. Les organismes où les citoyens sont majoritaires

sur tous les plans sont donc surtout ceux qui ont des budgets peu élevés (\$14,203 par rapport à la moyenne générale de \$39,053); ils ne peuvent se permettre d'engager beaucoup de personnel et recourent au bénévolat, pour affecter leurs ressources aux dépenses de base (local et frais afférents, dépenses de fonctionnement, frais occasionnés par la fourniture des services). Ces organismes oeuvrent surtout dans les secteurs de la consommation et des loisirs.

Ces organismes sont également ceux qui ont la plus longue histoire; 90% des organismes autofinancés existent depuis plus de deux ans; seulement 48 % des organismes financés par les gouvernements sont dans le même cas.

[181]

Les organismes populaires en milieu urbain :
contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?

Chapitre 5

Les organismes populaires et les quartiers

5.1. Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Les organismes populaires inventoriés dans cette recherche situent tous leur action à l'échelle du quartier ⁹⁵, puisque cette caractéristique fait partie de la définition même des organismes étudiés ⁹⁶. Ce n'est donc pas l'étude des caractéristiques spécifiques aux groupes de quartier par rapport à d'autres organismes ou groupes populaires qui fait l'objet du présent chapitre, où nous voulons plutôt examiner une des questions posées au début de cette recherche : les caractéristiques des organismes populaires, et en particulier de leur produit (objet de cette étude), montrent-elles l'opportunité d'une forme quelconque de gestion de quartier, d'une institution à l'échelle du quartier ? La

---

⁹⁵ Même si quelques-uns (huit) se définissent une zone plus étendue, leur action est localisée dans un quartier. Les groupes vraiment métropolitains ont été exclus.

⁹⁶ Rappelons que nous faisons référence ici au champ d'action de l'organisme plus qu'à son adresse... Les zones d'analyse tirées du recensement sont utilisées comme limites des quartiers définis dans ce chapitre. La plupart des organismes ont un secteur qui ne couvre pas toute une zone; mais aucun groupe ne rayonne dans plusieurs zones. Cette question sera traitée plus loin dans le chapitre.

forme que cette institution pourrait prendre ⁹⁷ n'est pas précisée ici, pas [182] plus que ne sont analysés tous les aspects de ce problème, qui constitue un thème général du rapport; l'aspect politique de cette question est d'ailleurs traité dans le chapitre suivant, qui examine les relations entre les groupes populaires et les formations politiques municipales, l'État, les différents paliers de gouvernement. C'est uniquement par rapport au quartier que sera examiné le problème dans le présent chapitre.

Quelles relations existe-t-il entre un quartier, les transformations qu'il subit, et l'émergence, le développement et les caractéristiques actuelles des organismes populaires locaux? Cette question en suppose deux autres, auxquelles nous allons répondre rapidement : qu'est-ce qu'un quartier ? Quelles relations peut-il exister entre le quartier et les associations volontaires locales qui y naissent ? La réponse à ces deux questions servira de cadre d'analyse au présent chapitre.

Sans entrer dans le débat concernant la "nature du quartier", il importe de préciser brièvement à quel phénomène social s'applique ici cette notion et d'examiner les liens qui peuvent exister entre les organismes volontaires locaux et le quartier. On a souvent considéré ce dernier comme une sorte de résidu urbain des microsociétés locales dont était constituée la société rurale. D'autres auteurs font d'abord référence aux caractéristiques socio-économiques qui divisent les villes en zones socialement homogènes.

Selon cette dernière acception, les quartiers sont des conséquences du développement économique de l'agglomération et la traduction spatiale des différences socio-économiques, phénomène qu'on désigne généralement par l'expression "ségrégation socio-spatiale". Que la localisation des différents [183] groupes sociaux dans l'espace urbain, les caractéristiques physiques des différentes zones, et même le type de reconnaissance institutionnelle (enclave municipale pour des quartiers riches, annexions par la ville centrale pour les zones plus pauvres) de ces espaces obéissent à des impératifs économiques et expriment une différence de pouvoir, nul ne peut songer à le nier. Mais qu'un sentiment d'appartenance à un territoire plus restreint que l'agglomération se développe malgré ce découpage économiquement "rationnel" ⁹⁸ qu'une relation spécifique à un territoire - dont les limites sont mal définies - s'établisse, qu'une orga-

---

⁹⁷ Cette discussion est devenue un thème d'actualité avec la proposition du Rassemblement des citoyens de Montréal de créer des "conseils de quartier".

⁹⁸ Sur ce thème, voir Jacques Dreyfus, La Ville disciplinaire, Paris, Éditions Galilée, 1976.

nisation naît à un échelon inférieur l'institution municipale, malgré l'annexion du territoire par la ville centrale, bref que des phénomènes directement reliés au territoire par ailleurs sectionné pour les besoins économiques voient le jour, cela ne relève pas de la logique économique, mais se constitue plutôt contre cet ordre. À cet égard, on n'a pas assez souvent souligné que le quartier conçu comme microsociété, comme organisation spatiale locale, se situe à l'opposé de la notion de quartier définie en termes de découpage d'une agglomération en zones socio-économiques homogènes et distinctes. Car la microsociété suppose la complémentarité des fonctions, donc une certaine hétérogénéité, une organisation territoriale, alors que l'homogénéité économique est une catégorie statistique qui ne correspond pas d'abord à des phénomènes sociaux. Selon l'approche économique, le phénomène d'organisation complémentaire ne se retrouve qu'à l'échelle de l'ensemble de l'agglomération. À l'échelon du quartier, une telle homogénéité socio-économique signifie tout simplement la fragmentation; ainsi, l'homogénéité peut être, à la limite, l'envers du phénomène de [184] communauté de quartier et non pas la base sur laquelle le phénomène de quartier reposerait. C'est donc d'abord en référence au phénomène d'organisation collective du territoire local que nous définissons le quartier dans ce chapitre, comme la conséquence d'une relation directe que les individus établissent avec le territoire, malgré le découpage rationnel de l'agglomération, malgré l'annexion par la ville centrale, malgré l'homogénéisation résultant de l'organisation générale de l'agglomération.

La question posée dans ce chapitre est donc la suivante quel lien y a-t-il entre les organismes populaires et le phénomène du quartier? Les groupes populaires sont-ils l'expression de ce phénomène d'organisation territoriale locale? Et à quelle échelle se situe celui-ci? Théoriquement, ses limites ne sont pas fixes : elles vont de l'unité de voisinage jusqu'au quartier (Saint-Henri, Hochelaga-Maisonneuve...). C'est autant une barrière naturelle (qui constitue un *no man's land*) qu'un découpage administratif, qu'une dénomination par les mass média, qu'une étude sociologique qui déterminent les limites d'un quartier. C'est la superposition de tout cela qui fixe les limites les plus socialement significatives et visibles.

Centre-ville et zones limitrophes

Localisation des organismes populaire, mars 1974.

[Retour à la table des matières](#)

Une telle approche n'accorde donc pas de spécificité à l'espace du quartier par rapport à l'espace, plus restreint, que constitue l'unité de voisinage⁹⁹. Le quartier représente le [185] même phénomène que le voisinage, mais de façon moins intense parce qu'il est plus étendu. Par contre, à cause de ce plus grand périmètre, on peut lui accorder certaines fonctions qui ne peuvent pas être exercées à l'échelon d'une unité de voisinage. C'est ainsi que la plupart des quartiers couverts par l'étude correspondent à d'anciennes municipalités locales annexées par la ville centrale.

Ces zones doivent être "protégées contre l'extérieur", et organisées. Historiquement, l'institution municipale a rempli cette fonction, en fournissant les services territoriaux de base et en maintenant par toutes sortes de moyens (dont le zonage) une sélection des individus qui ont accès au territoire. Les quartiers des villes, situés entre le centre-ville et les municipalités de banlieue, sont généralement d'anciennes municipalités qui ont été annexées par la ville centrale au début du siècle ou plus récemment¹⁰⁰. Quartiers ouvriers pour la plupart, ils ont dû inventer d'autres mécanismes de protection et d'organisation et sont devenus beaucoup plus vulnérables aux transformations et aux [186] "invasions". Les plus vulnérables sont les quartiers situés en périphérie du centre-ville construits à la fin du siècle dernier et qui nécessitent donc une action importante

⁹⁹ Un indicateur du fait que l'unité de voisinage et les quartiers renvoient au même phénomène, qu'il s'agit là d'un continuum, peut être trouvé dans l'enquête SORECOM (Enquête sur la réaction des Montréalais à leur milieu, Montréal, 1974), où l'on voit que les résidants définissent de la même façon le voisinage et les quartiers. Pour toute cette question de la définition des quartiers, voir en particulier G.D. Suttles, The Social Construction of Communities, Chicago, University of Chicago Press, 1972, 278 p.

¹⁰⁰ C'est évidemment le cas de Montréal. La zone couverte par cette étude comprenait les municipalités suivantes (les limites ne sont pas nécessairement les mêmes que celles des zones actuelles) :

Municipalités	Date d'annexion	Zone d'analyse actuelle (ou sous-zone)
Hochelaga	1883	Hochelaga-Maisonneuve
Maisonneuve	1918	
Saint-Henri	1905	Saint-Henri
Sainte-Cunégonde	1905	Petite-Bourgogne
Saint-Gabriel	1887	Pointe-Saint-Charles
Saint-Jean-Baptiste	1886	Mile-End
Saint-Louis	1910	Plateau-Mont-Royal
Côte-Saint-Louis	1893	

de renouvellement des structures au risque de devenir très détériorés. Ces zones deviennent le lieu privilégié de l'extension du centre-ville, qui transforme la fonction résidentielle : "slum clearance", rénovation urbaine publique et privée, telles sont les désignations les plus spectaculaires de ce phénomène, qui a précédé l'apparition des premiers "comités de citoyens" à Montréal, au début des années 1960, et ailleurs en Amérique du Nord, au cours des années 1950. Voilà donc une première relation, historique, qu'on peut établir entre les groupes populaires et les phénomènes de quartier : ces organismes sont des groupes de défense du quartier contre l'envahissement du centre-ville, d'une part, des groupes de pression visant l'amélioration des équipements collectifs et des services municipaux locaux (écoles, feux de circulation, etc.), d'autre part. Conservation du territoire, amélioration des équipements et services ¹⁰¹, il s'agit là de fonctions qui seraient autrement remplies par l'institution municipale si celle-ci existait à l'échelon du quartier. On peut donc considérer l'émergence de tels groupes comme un premier indicateur d'un certain besoin d'une institution de quartier ¹⁰².

[187]

Un deuxième type d'organismes découle aussi directement du phénomène du quartier comme territoire : ce sont les organismes qui prennent en charge certains services, gèrent des services d'organisation du territoire, des services "normalement" municipaux : parcs, etc. Au lieu d'être des groupes de pression auprès des autorités publiques, ils prennent eux-mêmes en charge l'amélioration ou la gestion de certains services et équipements.

D'autres organismes ou groupes ont un lien plus indirect avec le quartier, au sens où ils ne sont pas l'expression directe, au plan organisationnel, du phénomène territorial (comme le type d'organismes qui vient d'être décrit), mais prennent l'homogénéité so-

¹⁰¹ Rappelons (voir le chapitre 1) que l'un des premiers comités de citoyens de Montréal visait l'amélioration d'une école de quartier.

¹⁰² Il importe de préciser qu'une telle affirmation n'implique pas de jugement de valeur sur la supériorité intrinsèque des luttes de quartier; au contraire, nous ne doutons pas que les intérêts de quartier doivent souvent être soumis à des intérêts plus vastes; mais les quartiers de classe moyenne et à revenu inférieur ont le droit, autant que les quartiers de classe supérieure (qui ont d'ailleurs souvent conservé leur institution municipale), de se doter d'institutions qui puissent négocier les transformations qu'on leur fait subir; ils pourront ainsi obtenir une juste compensation pour les inconvénients (déplacement, loyers plus élevés, etc.) causés à leurs résidents en vue d'un bien supérieur...

cio-économique, les liens provoqués par le phénomène de quartier, comme base de regroupement d'individus pour des objectifs non liés au quartier comme territoire; ici encore, on peut distinguer entre les groupes de pression, comme les comités qui représentent les chômeurs, les assistés sociaux, et agissent auprès des gouvernements par des pressions et en se servant de l'opinion publique, et les groupes de services, de production de services sociaux ou de biens économiques, qui s'adressent à un secteur ou à l'ensemble de la population du quartier. Pour savoir si ces groupes témoignent de l'existence du quartier et si le quartier influence ce type d'organisme, nous utiliserons les relations qui existent entre les caractéristiques socio-économiques du quartier et les caractéristiques des groupes dans les quartiers qui se ressemblent, voit-on apparaître des organismes populaires ayant des caractéristiques communes? Si la relation est positive, nous conclurons à une forte influence du quartier sur la structuration des groupes populaires ¹⁰³.

[188]

L'existence d'organismes qui tentent de regrouper les différentes organisations, de les coordonner, de favoriser leur rapprochement, de fournir des informations concernant le quartier, à l'échelle du quartier, constitue aussi un indicateur de l'importance de ce type de zone dans l'organisation des groupes populaires.

On peut résumer par le tableau suivant les différents types d'organismes populaires en fonction du phénomène de quartier.

---

¹⁰³ Une telle relation a déjà été établie par d'autres auteurs : voir plus loin.

Tableau 49

**Liens entre les organismes populaires et le quartier, selon qu'il s'agit
d'organismes politiques, d'organismes de services ou d'organismes
à la fois politiques et de services**

[Retour à la table des matières](#)

	Organismes politiques	Organismes de services	Les deux
Lien direct	Comités de ci- toyens contre la rénovation	Groupes s'occu- pant de restaura- tion, de gérer un parc	Maisons de quar- tier (a)
Lien indirect	Regroupement de chômeurs d'un quartier	Coopératives de consommateurs	
Les deux	Maisons de quar- tier	Centres commu- nautaires	Maisons de quar- tier

a. Une maison de quartier peut être de différents types : voir plus loin.

C'est sur ces catégories que sera fondée l'analyse dans le reste du chapitre. Nous aborderons donc les organismes sous trois rapports :

1. Les organismes et groupes de services selon qu'ils sont directement reliés au phénomène de quartier.
2. Les organismes et groupes de services selon qu'ils sont indirectement reliés au phénomène de quartier.

[189]

3. Les regroupements d'organismes dans les quartiers et les maisons de quartier.

5.2 Les organismes directement reliés au quartier

[Retour à la table des matières](#)

Même si les groupes politiques ne faisaient pas partie de l'objet spécifique de cette étude centrée sur les groupes de services, il était prévu de recueillir certaines informations sur eux, pour fins de comparaison et en vue d'une réflexion sur les liens des groupes avec le quartier comme phénomène politique. Or, on l'a vu, nous n'avons rencontré que onze groupes politiques, chiffre qui correspond à 8 % des organismes.

Sur ces onze organismes politiques, quatre seulement sont liés directement au territoire; les autres sont des groupes politiques qui n'utilisent qu'indirectement les quartiers ou qui n'ont aucun lien avec eux, comme les CAP (comités d'action politique), qui sont maintenant regroupés sur la base des usines. Parmi ces quatre groupes, l'un est maintenant très peu actif, à la suite de l'échec qu'il a connu dans sa lutte contre un développeur; le second est principalement constitué de gens des classes moyenne et supérieure (du milieu artistique et de l'information), qui ont récemment occupé une zone d'un quartier populaire, le carré Saint-Louis. Leur objectif est la conservation du caractère architectural et esthétique de cette zone et la restauration des bâtiments; ils s'opposent aux promoteurs, qui voudraient transformer la zone en y construisant des tours d'habitation. Ce comité a eu des conflits avec les organismes populaires "indigènes", qui considèrent ses membres comme des "envahisseurs" au même titre que les promoteurs, puisqu'ils accaparent le stock de logements, dont ils augmentent la valeur et qu'ils soustraient ainsi à l'utilisation de la population [190] locale actuelle; sans transformer le stock de la même façon que les promoteurs, ils enlèvent une partie des logements aux ménages à faible revenu habitant le quartier et sont donc en conflit avec les résidents. Même si le résultat esthétique est différent de ce que donnerait l'intervention des promoteurs, le résultat social est similaire. Le troisième groupe est constitué de résidents qui ont entrepris diverses actions pour la démolition d'immeubles vétustes, pour l'aménagement de parcs locaux, et qui surveillent les opérations de rénovation de l'administration municipale; ce groupe est animé par un prêtre. Enfin, un dernier groupe lutte

activement contre le projet de la Commission scolaire de Montréal de construire un seul édifice (une école secondaire) pour desservir le quartier Hochelaga-Maisonneuve. Regroupant des citoyens de toute la zone, il revendique la construction de deux écoles pour desservir respectivement les quartiers Hochelaga et Maisonneuve.

Il existe donc très peu de groupes politiques populaires engagés dans une lutte concernant le territoire local. La plupart connaissent une existence éphémère liée à la solution du problème qui les a fait naître.

Quant aux organismes de services directement reliés au territoire, ils sont encore moins importants que les groupes politiques, du moins par rapport au nombre total des organismes de services, qui constituent la grande majorité des organismes inventoriés. On ne retrouve en effet que quatre organismes dont l'action secondaire ou principale peut être directement reliée au phénomène du quartier. Deux associations de locataires ont pour activité secondaire d'exercer des pressions contre les démolitions et pour la conservation des logements; ces organismes de services se trouvent ainsi à mener certaines activités politiques reliées au quartier.

[191]

Un troisième organisme fait la restauration des logements dans un quartier; il a été fondé par des professionnels venant de l'extérieur du quartier. Enfin, le quatrième groupe vise la conservation des quartiers et une partie de son action s'exerce à l'échelle du Montréal métropolitain. Un seul de ces organismes situe son action dans un cadre différent de la paroisse ou même d'un îlot.

À l'exception des regroupements d'organismes qui seront décrits plus loin, en grande majorité, les groupes inventoriés ne sont donc reliés au quartier qu'indirectement, et travaillent à une échelle qui se rapproche plus du voisinage que du quartier. Voyons maintenant quels sont ces liens entre les quartiers et les organismes de services.

5.3 Les organismes de services indirectement reliés au quartier

[Retour à la table des matières](#)

Les organismes de services indirectement reliés au quartier constituent la quasi-totalité des organismes inventoriés (près de 90%). Le temps n'a pas permis de procéder à une analyse statistique dépassant la relation entre les quartiers et les variables prises une à une. Nous verrons d'abord en quoi le quartier peut influencer les différentes caractéristiques du produit des groupes et le degré de contrôle des citoyens dans les organismes; nous examinerons ensuite l'ensemble des variables indépendantes, par rapport aux différents quartiers; enfin, nous nous demanderons si le quartier influence les caractéristiques des organismes populaires, et si tel est le cas, quelles caractéristiques du quartier exercent une influence : le niveau socio-économique, l'origine ethnique des résidents et le degré "d'identité" du quartier seront considérés.

[192]

Mais voyons d'abord la distribution des organismes populaires par quartier (tableau 50).

Tableau 50

**Nombre et pourcentage d'organismes par quartier; population
(en valeurs absolues et en pourcentage) par quartier**

[Retour à la table des matières](#)

Quartiers	Nombre d'organismes	%	Population	%
Saint-Henri	32	24.6	31,700	10
Centre-Sud	33	25.4	54,200	17
Pointe-Saint-Charles	19	14.6	19,600	6
Mile-End	20	15.4	59,900	19
Hochelaga-Maisonneuve	13	10.0	73,000	23
Plateau-Mont-Royal	13	10.0	80,400	25
Total	130	100.0	318,800	100

Saint-Henri et Centre-Sud comptent 50% des organismes populaires, mais au prorata de la population, Pointe-Saint-Charles comprend aussi un nombre important d'organismes (14.6% des organismes, pour seulement 6% de la population). Hochelaga-Maisonneuve et Plateau-Mont-Royal sont les quartiers qui ont le moins d'organismes. Ce faible nombre d'organismes rend difficile l'analyse statistique des caractéristiques des organismes dans ces quartiers.

5.3.1 Les caractéristiques du produit selon les quartiers

Les caractéristiques suivantes ne varient pas, globalement, selon les quartiers : secteurs de production (logement, garderies, etc.) et nombre d'usagers; quant aux autres caractéristiques, on peut observer les tendances suivantes. C'est à Pointe-Saint-Charles qu'on retrouve la plus grande proportion d'organismes à envergure considérable et moyenne; inversement, à Saint-Henri, 51% des organismes disposent de moyens de fortune. Pour ce qui est de la "nouveau" produit, on observe une certaine relation

entre le quartier et l'existence d'organismes qui innovent dans la production du service, comme l'indique le tableau 51.

Tableau 51

**Nouveauté ou caractère traditionnel du mode de production des organismes,
par quartier (nombre et pourcentage d'organismes)**

[Retour à la table des matières](#)

Mode de production Quartier	Innovateur		Traditionnel		Total
	N	%	N	%	
Pointe-Saint-Charles	10	62.5	6	37.5	16
Centre-Sud	18	60	12	40.0	30
Mile-End	8	61.5	5	39.5	13
Autres	17	36	30	64.0	47
Total	55		53		106

Pointe-Saint-Charles, Mile-End et Centre-Sud sont les trois seuls quartiers où les organismes innovateurs sont en plus grand nombre que les organismes traditionnels. Les autres zones ont en moyenne, seulement 36 % d'organismes innovateurs.

En ce qui concerne les caractéristiques du produit, aucune tendance générale ne semble donc se dégager, si ce n'est que Pointe-Saint-Charles apparaît comme un quartier particulièrement innovateur et comprenant des organismes d'envergure plus importante, alors que Saint-Henri comprend surtout des organismes plutôt petits.

5.3.2 Le degré de contrôle des citoyens

C'est à Saint-Henri qu'on retrouve la proportion la plus importante d'organismes contrôlés par les citoyens : la [194] présence des animateurs y est négligeable. Mile-End et Pointe-Saint-Charles montrent le même profil : absence d'organismes où les religieux jouent un rôle important (à une exception près, dans Pointe-Saint-Charles); partage à peu près égal entre les organismes contrôlés par les citoyens et ceux où les animateurs

jouent un rôle important. Au contraire, l'importance des organismes où les religieux sont présents (52%) caractérise Centre-Sud. C'est dans ce quartier et dans Saint-Henri qu'on retrouve 79 % des organismes ainsi contrôlés par les religieux.

Tableau 52

Contrôle des organismes, par quartier (nombre et pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

Composition Financement	Citoyens		Animateurs et citoyens		Animateurs		Religieux et citoyens		Total	
	N	%	N	%	N	%	N	%		
Saint-Henri	17	35	2	9	1	5	9	27	34	27
Pointe-Saint-Charles	7	15	4	18	3	13	1	3	14	11
Mile-End	6	13	6	27	8	36	0	0	17	14
Hochelaga-Maisonneuve	4	8	1	5	5	23	2	6	11	9
Plateau-Mont-Royal	3	6	2	14	1	5	3	9	8	6
Centre-Sud	5	10	6	27	3	13	17	52	32	26
Montréal métropolitain	6	13	0	0	1	5	1	3	9	7
Total	48	100	22	100	22	100	33	100	125	100

[195]

5.3.3 L'ensemble des variables et les quartiers

Retrouve-t-on des organismes populaires de même type dans des quartiers ayant des traits communs? Une telle relation indiquerait que la personnalité du quartier exerce une influence sur l'émergence et les caractéristiques des groupes populaires. Pour répondre à cette question (qui n'est pas que théorique voir plus loin), nous procéderons de la façon suivante : nous nous demanderons d'abord si les groupes populaires de certains quartiers se ressemblent pour chaque variable. Par exemple, on vient de voir que Mile-End et Pointe-Saint-Charles possèdent des caractéristiques communes par rapport à la variable "degré de contrôle des citoyens". On peut se demander combien de fois les groupes po-

populaires de ces deux quartiers se retrouvent ensemble pour chaque variable, et faire de même pour toutes les combinaisons de quartiers. Dans un deuxième temps, pour voir si les caractéristiques des quartiers sont reliées aux organismes populaires qu'on y retrouve, nous nous demanderons si les quartiers qui ont le même type d'organismes, c'est-à-dire qui ont des organismes qui se ressemblent pour un nombre élevé de variables étudiées, sont semblables par ailleurs; inversement, nous nous demanderons si les quartiers où les groupes populaires sont différents sont eux-mêmes différents. Pour caractériser les quartiers, nous utiliserons trois indicateurs : le revenu des habitants, la composition ethnique et le degré de connaissance du quartier par ses résidents.

Parmi l'ensemble des combinaisons possibles, si l'on ne retient que les quartiers où l'on observe de fortes ressemblances (ressemblances sur plusieurs variables) et ceux où les similitudes n'existent sur aucune caractéristique, on obtient le résultat suivant :

[196]

	Quartier	Nombre de fois
Forte ressemblance	Pointe-Saint-Charles et Mile-End	7 fois
	Pointe-Saint-Charles et Saint-Henri	4 fois
	Mile-End et Plateau-Mont-Royal	4 fois
Aucune ressemblance	Mile-End et Centre-Sud	
	Mile-End et Hochelaga-Maisonneuve	
	Pointe-Saint-Charles et Hochelaga -Maisonneuve	
	Saint-Henri et Hochelaga-Maisonneuve	
	Saint-Henri et Centre-Sud	

Peut-on relier ces caractéristiques communes aux caractéristiques des quartiers, telles que le revenu des résidents? Cela permettrait de conclure à l'émergence des organismes populaires comme réponse à des besoins locaux spécifiques. On a déjà relié les caractéristiques des organismes populaires aux caractéristiques socio-économiques des individus qui les composent et, conséquemment, aux caractéristiques socio-économiques des résidents des quartiers : c'est ainsi que Luc Martin et Robert Mayer, commentant l'analyse d'un comité de citoyens d'Hochelaga-Maisonneuve réalisée par Lionel Robert, affirment : "une certaine homologie est ainsi posée entre le niveau de revendication des

membres de ce comité et le statut (socio-économique) plus élevé qui est le sien ¹⁰⁴". Une telle relation n'est d'ailleurs pas uniquement théorique, car elle a constitué le fondement d'une stratégie des animateurs sociaux à l'égard des quartiers à la fin des années 1960 : établissant une distinction entre quartier [197] populaire et quartier ouvrier, on voulait implanter dans chacun des groupes de type différent. Comment les quartiers étudiés se répartissent-ils par rapport au revenu? D'après les indications de ces animateurs ¹⁰⁵, mais aussi d'après les données du recensement de 1971 sur le revenu, on peut classer les quartiers Plateau-Mont-Royal et Hochelaga-Maisonneuve comme appartenant à une catégorie légèrement plus élevée au point de vue socio-économique, les autres quartiers étant de niveau plus faible. Or, à l'exception de leur nombre, qui est faible dans les deux cas, les organismes de ces deux zones ne présentent aucune caractéristique commune qui les différencierait des organismes des autres quartiers; cette thèse est donc infirmée par les données dont nous disposons.

Par contre, il semble y avoir un certain lien entre les caractéristiques des organismes et la composition ethnique du quartier, puisque Pointe-Saint-Charles et Mile-End se ressemblent à cet égard par rapport aux autres quartiers à majorité francophone beaucoup plus importante, et que les organismes de ces deux quartiers possèdent des caractéristiques communes pour sept variables.

Enfin, une dernière caractéristique du quartier peut être reliée aux organismes populaires : le degré d'existence sociale, de "visibilité", d'identité ¹⁰⁶. Car si les groupes populaires sont une manifestation du phénomène de quartier, plus les quartiers seront vivants, plus leurs organismes populaires seront dynamiques. On peut mesurer le degré d'existence du quartier par la proportion des résidents capables de l'identifier; [198] une enquête de SORECOM ¹⁰⁷ fournit à cet égard des données qui divisent les quartiers étudiés ici en deux groupes : Pointe-Saint-Charles, Saint-Henri et Hochelaga-Maisonneuve, qui sont très bien identifiés par leurs résidents, et Plateau-Mont-Royal,

---

¹⁰⁴ Luc Martin et Robert Mayer, "De l'aliénation au développement: notes sur certaines analyses de la pauvreté et des comités de citoyens", dans Gabriel Gagnon et Luc Martin (éd.), Québec 1960-1980. La crise du développement, Montréal, H.M.H., 1973, p. 307.

¹⁰⁵ Voir le chapitre premier.

¹⁰⁶ Cette caractéristique a d'ailleurs été utilisée par les premiers animateurs comme critère dans le choix du quartier Saint-Henri.

¹⁰⁷ SORECOM, op. cit.

Mile-End et Centre-Sud, qui le sont très peu. Or, si on retrouve une certaine ressemblance entre Saint-Henri et Pointe-Saint-Charles, il n'en existe aucune entre ces deux quartiers et Hochelaga-Maisonneuve; même le nombre d'organismes semble peu influencé par cette caractéristique du quartier : elle joue pour Saint-Henri et Pointe-Saint-Charles seulement.

On peut se demander alors si les caractéristiques des organismes de chaque quartier sont reliées à des variables exogènes, comme aux décisions des animateurs d'intervenir dans le quartier? Cette variable semble influencer au moins le nombre des organismes, mais les données à cet égard sont insuffisantes pour permettre d'analyser ce phénomène. Nous reviendrons cependant sur la question en conclusion, mais avant d'interpréter cette faible relation entre les groupes populaires et les quartiers, déjà constatée lors de la description des quelques organismes directement reliés au territoire, il faut analyser brièvement les expériences de regroupement, d'action globale à l'échelle du quartier.

5.4 Les misons de quartier et autres regroupements

[Retour à la table des matières](#)

Fruit de l'initiative des animateurs sociaux et des transformations urbaines des quartiers défavorisés, les premiers comités de citoyens ont longtemps semblé se développer par rapport aux problèmes locaux et constituer ainsi une réponse [199] à des problèmes propres au territoire local. La description qui précède montre toutefois qu'ils ont pris une autonomie de plus en plus grande par rapport à ces phénomènes territoriaux et que les organismes populaires en sont maintenant largement indépendants. Il existe cependant un type d'organismes dont l'action se situe à l'échelle du quartier et qui tente de regrouper les groupes populaires à ce niveau, en leur fournissant des informations, en coordonnant leur action, et par différents autres moyens. Ce sont les conseils ou maisons de quartier. Nés à la fin des années 1960, ils étaient au nombre de quatre en 1972, et on les retrouvait dans les quartiers suivants : Pointe-Saint-Charles, Centre-Sud, Peti-

te-Bourgogne et Mile-End. L'intérêt de ces expériences est suffisant pour que nous en rappelions brièvement l'origine ¹⁰⁸.

5.4.1 La Maison du quartier (Centre-Sud)

Mis sur pied en 1938 par des religieuses, le Centre social de Sainte-Brigitte est un organisme qui s'occupe principalement des loisirs pour les jeunes. En 1948, le Centre crée Les services sociaux de Centre-Sud, agence privée de service social composée surtout de religieuses. Cette agence prendra beaucoup d'ampleur au début des années 60. C'est elle qui décide, à cette époque, de relancer le centre social qui l'avait fait naître en 1948 : on change le nom de l'organisme, qui devient la Maison du quartier, dotée d'un conseil d'administration composé du directeur (un prêtre), de religieuses, puis de professionnels du service social et de quelques citoyens. Les objectifs de l'organisme se situent [200] encore dans le domaine des loisirs : à la fin des années 60, on organise des fêtes de rues et diverses activités similaires.

En 1970, plusieurs comités, composés principalement de citoyens du quartier, prennent naissance : le comité d'information sur le logement, le comité sur le problème des écoles, le comité d'éducation populaire. En septembre 1971, quatre citoyens membres du conseil d'administration démissionnent et organisent des réunions pour expliquer leur geste : ils s'opposent au contrôle de l'organisme, et principalement du budget, par les religieuses et les professionnels. À l'assemblée générale qui suit, une équipe constituée par les dissidents se présente et est élue au conseil d'administration. L'équipe est jeune (la moyenne d'âge est de 22 ans) et, tout en s'opposant aux religieuses et aux professionnels, elle exclut, par son élection en tant qu'équipe, d'autres citoyens plus âgés, qui se retirent de la Maison du quartier. Quelques mois plus tard, le directeur et la plupart des animateurs professionnels ont démissionné.

Cette jeune équipe prend donc entièrement le contrôle de la Maison du quartier et de son budget d'environ \$90,000, accordé par la Fédération des oeuvres de charité canadiennes-françaises.

---

¹⁰⁸ Tiré de Jacques Godbout et Nicole V. Martin, Participation et innovation. L'implantation des centres locaux de services communautaires et les organismes communautaires autonomes, Montréal, ENAP/I.N.R.S.-Urbanisation, 1974, pp. 176-189.

On crée différents comités, tous orientés vers des activités culturelles : journal, ateliers de peinture, de photographie, d'artisanat, botte à chansons, etc. Une des principales activités antérieures de l'organisme est interrompue : les cours d'éducation populaire, donnés par la C.E.C.M. et suivis par plus de 250 citoyens. Selon le nouveau conseil d'administration, ces cours favorisent la promotion individuelle et, de toute façon, cette responsabilité (l'enseignement) appartient [201] aux institutions publiques. Le premier numéro du journal Le Va Vite contient une attaque virulente des professionnels et de l'élite religieuse du quartier et invite les citoyens à prendre le contrôle des institutions et organismes du quartier, dominés par des "étrangers". Cette attaque provoque l'occupation de la Maison du quartier par les différents groupes visés, qui exigent une rétractation.

Le journal sera cependant la seule activité à exercer un impact sur le quartier. En effet, un an plus tard, en octobre 1972, l'éditorial, faisant une "autocritique" de l'expérience, constate que les ateliers ne mobilisent presque personne et invite les citoyens à venir prendre le contrôle de la Maison du quartier à la prochaine assemblée générale de l'organisme, "qui est là avec \$100,000 qui ne servent qu'à des projets sortis de la tête d'enfants trop gâtés par les circonstances ¹⁰⁹".

Le conseil d'administration élu à cette assemblée comprend quatre nouvelles personnes, plus âgées. Il décide d'accorder le droit de vote à tous les citoyens du quartier présents aux assemblées générales et procède à l'examen de l'activité des comités et ateliers. Un comité est supprimé et plusieurs autres interrompus (on suspend les salaires des responsables) ou sujets à une période de probation à l'intérieur de laquelle ils doivent se réorienter conformément aux décisions du conseil d'administration. Cet examen des comités permet de confirmer les déclarations du journal : la participation aux ateliers est très faible; dans plusieurs cas, moins de dix personnes utilisent les services.

Le nouveau conseil d'administration se cherche une nouvelle orientation. On tient à être utile aux citoyens et une [202] approche plus "sociale" (par rapport à l'ancienne, plutôt culturelle) se dessine : un comité formé d'assistés sociaux et de chômeurs se joint à la Maison du quartier. On veut relancer certains services, comme ceux qui permettent à des familles du quartier de prendre des vacances. Mais à la suite d'une frau-

---

¹⁰⁹ Le Va Vite, volume 1, no 10, octobre 1972, éditorial.

de ¹¹⁰ commise par le nouveau comptable de l'organisme, la Fédération des oeuvres refuse de renouveler ses subventions et la Maison ferme en mars 1973.

Bref, après avoir d'abord été un organisme de religieux, puis de religieux et d'animateurs, la Maison du quartier est prise en main par une équipe de jeunes du quartier, ce qui provoque le départ des deux catégories d'acteurs précédents, publiquement mis en cause par le journal de l'organisme. La maison connaît alors une période d'activité culturelle qui rejoint peu de gens, ce qui amène le dernier conseil d'administration à réorienter ses activités. La nouvelle orientation demeure cependant imprécise. Notons enfin que depuis la prise du pouvoir par une équipe de citoyens, la Maison a été entièrement une affaire de citoyens, tant au niveau du contrôle que de l'exécution des tâches. Le recours aux professionnels a été inexistant.

5.4.2 Perspectives 80 (Petite-Bourgogne)

Créé en 1970 par un prêtre-animateur et quelques citoyens, Perspectives 80 veut être un centre communautaire au service des groupes de citoyens. dont il vise à coordonner les efforts. Les membres de la corporation sont les citoyens du quartier qui assistent à l'assemblée générale; celle-ci élit le conseil d'administration, composé de neuf citoyens et du directeur de l'organisme, qui n'a pas droit de vote. L'assistance aux assemblées générales est d'environ 150 personnes. [203] Le centre obtient rapidement une subvention (d'environ \$80,000) de la Fédération des oeuvres de charité canadiennes-françaises, à laquelle il s'affilie en 1971.

En 1972, le personnel du centre comprend principalement le directeur (le prêtre), deux professionnels et trois citoyens. Plusieurs organismes populaires de services s'affilient au centre ou y ont leurs locaux : l'Association coopérative de services communautaires, l'Association pour la défense des droits sociaux, Mini-prix Bourgogne, projets d'initiative locale. Le centre offre de plus aux groupes populaires un service de formation, d'information (ainsi, il a organisé un congrès de quartier), de recherche (constitution de dossiers, etc.). Il dispose d'un secrétariat permanent, qu'il met au service des groupes de citoyens.

---

¹¹⁰ D'après Le Va Vite, volume 2, no 2, mai 1973.

À la suite d'un conflit d'orientation entre les professionnels et les citoyens relativement à l'importance à accorder aux services (que privilégient les citoyens) par rapport à la recherche, à l'information et à la mobilisation (activités prônées par les professionnels), les professionnels (dont le directeur) quittent le centre au printemps 1973.

Perspectives 80 est donc entièrement pris en charge par les citoyens, qui exercent le contrôle et composent le personnel; c'est aussi un citoyen qui occupe le poste de directeur. Après avoir fonctionné au ralenti, le centre fournit maintenant surtout des services sociaux : aide aux alcooliques et aux narcomanes, dépannage, référence, etc.

5.4.3 Le *University Settlement* (Mile-End)

Le *University Settlement* a été créé en 1891, par l'Association des Anciens de l'Université McGill. Il s'inscrit dans [204] le mouvement des "Settlement Houses"¹¹¹, né en Angleterre en 1884 et aux États-Unis deux ans plus tard. Souvent engagé par des universitaires, ce mouvement vise à mettre sur pied un ensemble d'activités dans les quartiers d'immigrants, et à s'identifier à la lutte de ces derniers.

Le *University Settlement* se définit à l'époque comme "*the first settlement house in Canada*". Au début, on y organise des cours du soir et une bibliothèque de quartier; d'autres services s'ajoutent rapidement : clinique pour nourrissons, camps de vacances, clinique dentaire, etc.

En 1951, l'organisme emménage dans ses locaux actuels, rue Saint-Urbain. À titre d'illustration, on peut relever certains programmes d'action qui existaient à cette époque : activités culturelles (artisanat, danse, théâtre, etc.); activités sportives (gymnastique, billard, patinage); activités spécifiques de service social (consultation sociale, service de référence, d'agent de probation, etc.); services tels que clinique dentaire, garderie, maternelle.

Cet inventaire incomplet montre qu'à cette époque, le *University Settlement* remplit à la fois, dans un milieu d'immigrants, les fonctions des services paroissiaux et des agences de service social en milieu francophone. Sa source de financement est d'ailleurs en

---

¹¹¹ Sur les *Settlement Houses*, voir Jean-François Médard, *Communauté locale et organisation communautaire aux États-Unis*, Paris, Armand Colin, "Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques", no 172, 1969, p. 232 et suivantes.

majeure partie la même : la Fédération des oeuvres (pour le secteur anglais, Red Feather).

À la fin des années 1960, le centre vit une expérience importante de déprofessionnalisation : plusieurs groupes de [205] quartier se joignent à lui et pendant quelques années, il est le lieu de regroupement de l'ensemble des comités de citoyens; son conseil d'administration est d'ailleurs composé en majorité de représentants élus de ces groupes. C'est ainsi qu'à la fin de 1972, le centre comprend dix-huit groupes actifs dans les secteurs suivants : domaine juridique et para-juridique (A.D.D.S., etc.), consommation (coopérative d'alimentation, de vêtements), garderie (sous forme coopérative), dépannage, artisanat, santé, information-référence (en particulier pour les immigrants), journal, pression et défense (comité de citoyens de Milton Park). À titre d'illustration de l'envergure des services, mentionnons que les organismes de défense des droits sociaux (anglais et français) comprennent chacun dix avocats populaires et que la garderie reçoit environ 50 enfants par jour. Le University Settlement se transforme donc en un centre contrôlé par les comités de citoyens du quartier, pour lesquels il devient une ressource et un lieu de regroupement. Cette nouvelle orientation modifie le travail des permanents, qui se transforment en organisateurs et sont dès lors en grande partie recrutés parmi les groupes de citoyens du quartier plutôt que parmi les professionnels du travail social.

Cette expérience est toutefois de courte durée et, au moment de l'enquête, le University Settlement s'est de nouveau transformé en organisme de professionnels, dirigé par des universitaires anglophones, après avoir subi la tutelle de l'organisme qui lui fournit ses subventions. Le centre demeure cependant un lieu de regroupement des organismes du quartier, à qui il prête des locaux.

[206]

5.4.4 La Maison du quartier de Pointe-Saint-Charles

Au cours de l'année 1967, des organismes de bien-être et des agences de service social se consultent et manifestent le besoin de coordonner leurs actions dans Pointe-Saint-Charles. Tout en conservant leur autonomie, ils se regroupent en un lieu commun et nomment un comité de coordination composé d'un représentant par organisme.

Après environ une année de fonctionnement, on juge bon de former un comité spécial chargé d'établir le bilan de cette expérience. Ce comité étudie plusieurs problèmes et recommande la mise sur pied de services communs aux différents organismes : service d'accueil et service de développement du milieu. Il soulève aussi la question de la participation des citoyens et recommande qu'un conseil d'administration composé majoritairement de citoyens soit formé. Sans s'opposer à cette dernière proposition sur le plan des principes, les organismes membres manifestent beaucoup de réticence et plusieurs souhaitent que cette participation s'implante à un rythme assez lent. On procède néanmoins à la formation d'un conseil d'administration provisoire, qui comprend huit citoyens recrutés par les représentants des organismes membres et du personnel ¹¹². Ce conseil d'administration se transforme rapidement et en décembre 1970, il est composé de neuf citoyens, de deux représentants du personnel et de deux représentants des services membres. Il est chargé de préparer les statuts et règlements du centre communautaire. La première assemblée générale a lieu en août 1971 et l'incorporation survient quelques mois plus tard.

[207]

Cette évolution structurelle provoque le départ de la plupart des organismes professionnels du centre. Parallèlement, des organismes populaires en deviennent membres : Association pour la défense des droits sociaux, Clinique juridique, projets d'initiative locale. Le centre communautaire devient un organisme contrôlé par une assemblée générale, qui élit le conseil d'administration; il est composé principalement de groupes populaires ¹¹³.

À l'occasion de l'implantation des C.L.S.C., une assemblée générale ¹¹⁴ renverse le conseil d'administration, exclut certains animateurs et nomme un nouveau conseil d'administration qui, au départ, semble favorable à l'intégration de l'organisme au futur C.L.S.C. de Pointe-Saint-Charles. Mais quelques mois plus tard (septembre 1972), une

---

¹¹² En plus des représentants des organismes et du personnel eux-mêmes.

¹¹³ Le procès-verbal d'une réunion du conseil d'administration mentionne entre autres les groupes et comités suivants : groupe d'éducation pour tous, Centre de jour, Front consommation, Association des locataires et petits propriétaires de Pointe-Saint-Charles, "du Pain su'A Planche", journal, Planification familiale, Auxiliaires familiales, Jeunes travailleurs, Groupe de Ladies, PERM, A.D.D.S., Rendez-vous familial, Club de l'âge d'or de Pointe-Saint-Charles, Services juridiques.

¹¹⁴ En avril 1972; près de 300 citoyens participent à cette assemblée.

assemblée générale conjointe du Centre communautaire et de la Clinique communautaire de Pointe-Saint-Charles, à laquelle participent quelque 250 personnes, décide que le centre doit demeurer autonome et se transformer en "maison du quartier".

Cette décision se concrétise sept mois plus tard. En avril 1973, une assemblée générale dissout le centre et nomme un comité provisoire chargé de préparer sa transformation en maison du quartier. En juin, une nouvelle assemblée générale élit le conseil d'administration ¹¹⁵ et vote les nouveaux statuts et règlements de la Maison du quartier de [208] Pointe-Saint-Charles; celle-ci change de local et ne compte plus d'organismes de services parmi ses membres. Par rapport aux assemblées générales précédentes, la participation à ces deux dernières assemblées est beaucoup plus faible : environ 100 et 50 personnes respectivement, d'après les votes rapportés dans les procès-verbaux.

Pendant un certain temps, la Maison du quartier cherche sa voie et on assiste à une période de tâtonnements. Toutefois, c'est la seule maison de quartier qui existe encore au moment de l'enquête; nous décrivons brièvement ses activités plus loin.

On constate donc que les maisons de quartier ont toutes la même origine : l'intervention des citoyens dans un organisme professionnel de services sociaux transforme celui-ci en organisme populaire contrôlé par les citoyens; dans la plupart des cas, les professionnels sont remplacés non seulement au conseil d'administration, mais aussi dans le personnel.

Le remplacement des curés, animateurs et autres professionnels étrangers au quartier, le contrôle des ressources financières extérieures destinées aux résidents du quartier, l'ouverture de l'organisme à l'ensemble des citoyens, la prise en charge de "tous les aspects de l'organisation du quartier" (Maison du quartier de Pointe-Saint-Charles) : tels sont les principaux thèmes et idées forces de ces différentes expériences qui sont donc, au plan des objectifs, l'expression directe du phénomène de quartier et qui manifestent, au plan organisationnel et au plan de l'action, un conflit interne au quartier. Ce conflit, dont l'enjeu est le contrôle de certaines ressources et un certain pouvoir local, oppose des élites religieuses et professionnelles et des "citoyens".

[209]

Or, en 1974, au moment de notre enquête, un seul de ces organismes demeure centré sur les problèmes de quartier : la Maison du quartier de Pointe-Saint-Charles. Les autres

---

¹¹⁵ Appelé "comité permanent des travailleurs".

ont subi de nouvelles transformations : l'un a été repris par les professionnels; le second a perdu ses subventions à la suite d'une fraude et a été remplacé par un nouvel organisme, animé par un prêtre; un seul des groupes qui sont membres de ce nouveau comité a une action dans le domaine de la démolition et de l'intervention municipale dans la zone; le troisième organisme, après avoir connu de multiples problèmes internes, fournit maintenant surtout des services sociaux : aide aux alcooliques et aux narcomanes, etc. Cependant, ce sont toujours des citoyens qui le contrôlent et composent son personnel.

Parmi les organismes de regroupement à l'échelle du quartier recensés au moment de l'enquête, on peut aussi mentionner un groupe qui vise à donner un appui technique aux organismes populaires de services, et à diffuser l'information; ce groupe publie un journal et organise des activités collectives dans le quartier Centre-Sud. Mais il est exclusivement composé d'animateurs et aucune structure ne le relie formellement aux organismes populaires; en outre, il n'est responsable que devant lui-même et, peut-être partiellement, vis-à-vis d'une agence de service social professionnel qui fournit une part du financement. Enfin, mentionnons l'existence d'un noyau de personnes dans le quartier Olier (partie de Mile-End), qui coordonnent, sur une base paroissiale, l'activité de quelques organismes et publient un journal d'information.

Au début des années 1970, on semblait vouloir, dans plusieurs quartiers, se doter d'un organisme communautaire de quartier, à caractère populaire, qui relierait les organismes populaires et viserait à contrôler les différents aspects de la vie du [210] quartier. Ce projet a donc pratiquement disparu partout, sauf à Pointe-Saint-Charles, qui conserve sa Maison du quartier.

Comme les autres expériences similaires, la Maison du quartier est issue de la transformation en organisme populaire d'un centre communautaire d'abord composé d'organismes de services sociaux professionnels. La Maison est un organisme de militants, provenant en majorité de l'extérieur du quartier (animateurs, professionnels des sciences sociales désirant exercer une action politique dans les quartiers populaires). Financée par la Fédération des oeuvres, elle comprend six permanents. Formellement, elle est dirigée par un comité permanent (le conseil d'administration) de douze personnes élues en assemblée générale par l'ensemble des résidents du quartier présents (environ 50 personnes). Autour de cette structure gravite un certain nombre de militants, membres des comités (logement, etc.). Les citoyens se situent surtout au sein du comité permanent, qui n'exerce qu'un contrôle formel sur les activités de l'organisme. La Maison travaille en collaboration avec les organismes populaires de services de Pointe-Saint-

Charles; elle a mené avec eux des actions conjointes : action contre un projet municipal de boulevard qui aurait traversé le quartier et qui aurait sans doute profité à ses commerçants; action pour la préservation d'une caserne de pompiers; projet d'une coopérative d'habitation; contrôle du conseil d'administration de la caisse populaire locale, avec des militants des autres organismes. Même si la Maison ne possède qu'une faible capacité de mobilisation directe des résidants, son action conjointe avec les militants des autres organismes lui donne un certain impact. Une grande partie des actions menées concerne directement le territoire, le contrôle de sa transformation et le contrôle des institutions locales. La Maison est donc le seul organisme à correspondre au projet qui existait il y a quelques [211] années dans les quartiers; il n'a qu'une faible emprise directe sur les résidants : c'est par et en collaboration avec les organismes populaires de service qu'il réalise une grande partie de ses activités. Par ailleurs, le quartier Pointe-Saint-Charles est le plus petit de tous et c'est celui dont les limites physiques sont les plus évidentes. Peut-être peut-on établir un lien entre ces deux phénomènes ; cela conduirait à affirmer que ce n'est qu'à un niveau assez restreint, et lorsque le phénomène de quartier a atteint une très grande "visibilité", qu'il peut y avoir un lien entre le quartier et les organismes populaires locaux. C'est ce que nous discutons en conclusion. Mais même dans cet organisme, les non-citoyens ou les nouveaux résidants du quartier ont une influence déterminante. En ce sens, il présente certaines ressemblances avec un organisme d'animateurs de Centre-Sud. Rappelons enfin que la disparition des autres maisons de quartier ne signifie pas qu'il n'existe pas de relations entre les groupes d'une même zone. Celles-ci sont fréquentes et sont le plus souvent assurées par un noyau paroissial, comme dans Olier, ou par un noyau d'animateurs (par exemple, le Centre de rencontre et d'information de Centre-Sud).

5.5 Conclusion : les quartiers, pour quoi faire ? ¹¹⁶

Que peut-on déduire des constatations faites dans cette recherche au sujet des liens entre le phénomène des organismes populaires et le phénomène du quartier? Très peu d'éléments permettent d'établir une quelconque relation entre ces deux phénomènes. Rappelons les principales constatations.

[212]

- Nous avons d'abord noté que très peu d'organismes sont directement reliés au territoire, qu'il s'agisse d'organismes de services ou d'organismes politiques.

- Les caractéristiques des groupes de services qui constituent la majorité des organismes recensés et qui ne sont que très exceptionnellement reliés directement au territoire, sont très peu reliées aux différentes caractéristiques (socio-économiques, ethniques) du quartier; le degré d'"identité" de ce dernier (pour les résidents) a un rapport limité avec les caractéristiques des organismes.

- La plupart des maisons de quartier et des regroupements à l'échelle du quartier qui étaient nés, il y a quelques années, du remplacement de certains organismes de professionnels du travail social implantés dans les quartiers, ont maintenant disparu, sauf à Pointe-Saint-Charles et à Saint-Henri; dans ce dernier cas, l'action du groupe s'exerce dans une zone plus réduite : cette caractéristique s'applique d'ailleurs à une proportion importante des groupes, sauf probablement à Pointe-Saint-Charles.

Bien plus, les comités nés pour lutter contre les transformations du quartier agissent à une échelle encore plus petite. Ainsi, dans le cas de la Petite-Bourgogne, l'action des comités de citoyens a suivi les opérations de la ville dans chaque îlot, alors que le plan de rénovation de l'ensemble de la zone avait été dévoilé; le Réveil des citoyens de la Petite-Bourgogne, qui s'intéressait à l'ensemble de l'opération, n'a pas réussi dans son

---

¹¹⁶ Voir Barry Wellman, "Who Needs Neighborhood", dans James A. Draper (ed.), Citizen Participation : Canada. A Book of Readings, Toronto, New Press, 1971, p. 282-286.

action; c'est donc, souvent, plus le voisinage ¹¹⁷ que le quartier qui semble significatif par [213] rapport aux relations directes qui peuvent exister entre les organismes populaires et le territoire; le quartier tel qu'il est souvent défini et qui comprend 50,000 habitants et plus, est très rarement utilisé comme base. À cet égard, l'exception de Pointe-Saint-Charles, le plus petit quartier (19,600 habitants en 1971), est significative.

Toutes ces constatations nous amènent à remettre en question non seulement la relation entre le quartier et le mouvement des organismes populaires, mais aussi et surtout la relation entre la transformation des quartiers et ce mouvement, posée par plusieurs analystes ¹¹⁸. Or on est obligé de constater qu'il s'agit là d'un phénomène épisodique, partiel, et marginal par rapport à l'ensemble des organismes populaires existant actuellement; même dans une perspective historique, on n'explique qu'une très faible proportion des comités et organismes qui ont existé depuis dix ans à Montréal par le phénomène de la transformation des fonctions des zones périphériques au centre-ville.

Dans un ouvrage paru en 1968, Raymond Ledrut affirme :

La ville moderne est composée d'une multitude de types de groupements intermédiaires entre l'individu et la collectivité urbaine (...). Aucun de ces groupements n'a un rôle essentiellement urbain. Ils subissent l'action de la vie urbaine, ils ne sont pas sans exercer une influence sur la vie collective, mais leur fonction urbaine, quand elle existe est dérivée, elle n'est pas immédiate, directe et spontanée ¹¹⁹.

[214]

Il en conclut à l'inexistence du quartier :

L'échelon du quartier existe à peine. Ce n'est pas un pôle de l'existence urbaine. Entre le logement, avec ses entours sociaux qui constituent le voisinage, et la ville, il n'y a aucun échelon vraiment solide ¹²⁰.

---

¹¹⁷ Milton Park, Terrasse Ontario, Saint-Jean-Baptiste (paroisse); et rares sont les organismes qui couvrent effectivement tout un quartier (toute une zone d'analyse), sauf à Pointe-Saint-Charles.

¹¹⁸ Voir en particulier Donald McGraw, La Modification de la pratique politique et idéologique des Groupes populaires entre 1963 et 1969 (texte provisoire), Montréal, UQAM, Module Travail social, avril 1974, 140 p.

¹¹⁹ Raymond Ledrut, L'Espace social de la ville, Paris, Anthropos, 1968.

¹²⁰ Ibid., p. 341.

Ledrut arrive à une telle conclusion à la suite d'une enquête sociologique effectuée par questionnaire et portant principalement sur les relations sociales entre les individus et sur l'attachement au quartier. L'analyse des organismes locaux nous conduit à la même conclusion. Cette constatation ne signifie pas que le quartier ne pourrait pas devenir significatif. Car, comme l'affirme encore une fois Ledrut :

Pour que le quartier comme le voisinage puissent être des collectivités, il faudrait qu'ils exercent des fonctions réellement collectives. Or ni institutionnellement, ni informellement, ils n'ont de telles fonctions. Ce ne sont pas des groupements à fonction sociale urbaine ¹²¹.

On pourrait ajouter : les organisations volontaires populaires locales non plus. Cela n'élimine pas la possibilité que naissent d'autres types d'institutions, d'organismes, qui pourraient rendre l'espace du quartier politiquement et socialement significatif. Par exemple, le C.L.S.C. pourrait contribuer à l'émergence d'un espace urbain situé entre le voisinage et le quartier tel qu'il est défini actuellement. L'expérience actuelle des C.L.S.C. tend à confirmer l'idée qu'un tel palier devrait être plus réduit que les zones de recensement, car la clientèle effective des C.L.S.C. ne couvre qu'une partie de leur territoire officiel. En France, des comités de quartier existent dans plusieurs municipalités, [215] et ils sont reconnus par l'administration municipale ¹²². Mais ils tentent, au-delà d'intérêts, socio-économiques différents, de regrouper les résidents par rapport aux problèmes spécifiques de leur territoire local. Or on a vu que la majorité des organismes populaires privilégie une caractéristique différente du fait d'habiter la zone : ils s'adressent aux pauvres, aux défavorisés, aux personnes à faible revenu. Cette caractéristique fondamentale des organismes populaires locaux à Montréal, nous amène à nous demander s'il est possible, pour de tels organismes, d'être les porteurs d'une volonté de contrôle et d'action sur l'espace local, puisqu'ils opèrent une sélection a priori de la clientèle possible. Nous reviendrons sur cette question dans la conclusion générale.

---

¹²¹ Ibid., p. 342

¹²² Voir Nguyễn Duc Nhuân, Revendications urbaines. Étude sur les luttes urbaines menées par les groupes sociaux résidentiels, Paris, Centre de sociologie urbaine, 1975; voir aussi la revue Autrement, no 6. 1976.

[217]

Les organismes populaires en milieu urbain :
contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?

Chapitre 6

Les groupes de citoyens, la politique, l'État

6.1. Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Tout au long du rapport, nous avons constaté la faiblesse des groupes politiques ¹²³ parmi les organismes populaires que nous avons recensés (proportion des groupes politiques : 8 %) demeure que, même si on a surtout affaire à des organismes de services, ces derniers peuvent être politisés.

Ainsi, devant l'opinion publique (dans les mass média entre autres), les groupes populaires sont souvent présentés comme des groupes "politisés" ou, au minimum, comme des groupes réunissant des gens (des citoyens) plus conscients des problèmes sociopolitiques. On considère souvent ces organisations comme la base d'une opposition éventuelle et on croit qu'elles ont, à ce titre, une orientation politique plus ou moins définie.

---

¹²³ Par groupes politiques, nous désignons l'ensemble des groupes dont l'activité principale consiste à exercer des pressions publiques en vue de satisfaire certaines revendications. Les comités de citoyens sont inclus dans cette catégorie, de même que les groupes de pression, les groupes qui visent la formation politique, et les groupes politiques au sens strict, dont l'action peut être assimilée à celle d'un parti politique.

D'autre part, on peut émettre l'hypothèse que la "politisation" représente un aspect nouveau dans les groupes de citoyens, si on les compare aux groupes traditionnels comme la [218] Saint-Vincent-de-Paul. Au-delà de la fourniture de services, les groupes ont, peut-être, des objectifs plus larges de prise en charge du pouvoir par les citoyens.

En réponse à cette hypothèse et à l'idée qu'on s'en fait souvent dans l'opinion publique, le présent chapitre a pour objet d'examiner dans quelle mesure les organismes de services ont un engagement politique et, pour ceux qui en auraient un, dans quelle mesure un tel engagement influence leur produit. Il faudra en même temps considérer le produit des groupes politiques ayant une action de quartier.

Cette analyse de l'engagement politique des groupes n'a pas pour objet l'idéologie des groupes populaires. Comme dans le reste de la recherche, c'est en considérant certaines données empiriques (approche, objectifs, existence d'activités publiques, relations avec l'État) et en les mettant en rapport avec le produit des groupes que nous traiterons de l'engagement politique.

Il sera question, par la suite, des rapports qu'ont entretenus les groupes populaires avec deux formations politiques municipales, le Front d'action politique (FRAP) et le Rassemblement des citoyens de Montréal (R.C.M.), au cours des campagnes électorales municipales de 1970 et de 1974.

Auparavant, toutefois, nous situerons les groupes politiques de Montréal dans leur développement historique.

6.2 Historique des groupes politiques

[Retour à la table des matières](#)

Pour mieux comprendre l'état des groupes politiques au moment de l'enquête, il est essentiel de les situer historiquement. La présente étude historique n'est ni détaillée, ni [219] exhaustive; elle se borne à souligner les grandes lignes de l'évolution des groupes à activités politiques ou de pression.

Jusqu'en 1969-1970, les regroupements de citoyens à Montréal existent essentiellement sous la forme de comités de citoyens. Ces comités ont avant tout une fonction revendicatrice et se posent comme des organisations de citoyens qui luttent pour obte-

nir de meilleurs logements, de meilleurs soins de santé, plus de parcs, des services scolaires plus adaptés à leurs besoins, etc. (voir le chapitre 1).

Ces premiers regroupements jouent donc un rôle politique, du fait qu'ils se comportent comme des groupes de pression vis-à-vis de l'État (municipal, provincial, fédéral) et peuvent s'opposer aux élites locales.

En 1970, l'action de ces groupes, sous l'impulsion des animateurs sociaux, aboutit à la création des comités d'action politique de quartier (CAP) et d'une structure régionale de regroupement, le Front d'action politique (FRAP) (voir la section 6.5 pour plus de détails).

Le CAP de quartier devait être le lieu d'unification de toutes les luttes populaires à l'intérieur de son territoire, ces luttes étant réparties sur trois fronts : le front politique, le front de la consommation et le front du travail.

Au niveau des quartiers, la seule action d'importance majeure des comités d'action politique et du Front d'action politique a été de participer, comme principale force d'opposition, à l'élection municipale de 1970.

[220]

La crise d'octobre 1970 ¹²⁴, combinée aux dissensions internes qui apparaissent à l'intérieur de l'organisation, provoquent l'éclatement du Front d'action politique et une remise en question à l'intérieur des comités d'action politique.

D'une part, les comités de citoyens (sauf ceux qui s'étaient transformés intégralement en CAP) se détachent du FRAP et retournent à leurs activités propres. En même temps, à la faveur des programmes d'Initiative locale et Perspectives Jeunesse, on voit apparaître à partir de 1971 une multitude de groupes de services (voir la description présentée au chapitre 2).

D'autre part, les comités d'action politique, à partir du deuxième congrès du FRAP en mars 1971, se donnent une orientation socialiste plus précise. Leur objectif : la mise sur pied d'une organisation politique autonome des travailleurs.

---

¹²⁴ En octobre 1970, deux cellules du Front de libération du Québec (organisation terroriste) enlève deux hommes publics. Après l'assassinat d'un des otages, le gouvernement fédéral décrète la loi des mesures de guerre, qui permet aux forces policières d'arrêter sans motif les militants des organisations progressistes.

Cet objectif suppose principalement une implantation des CAP dans les milieux de travail et dans les syndicats. Or, dans une première période, les CAP restent formellement rattachés aux quartiers. Au cours de l'année 1971, les différents CAP ont effectivement mené un certain nombre d'actions avec divers autres groupes dans les quartiers (associations de locataires, regroupement contre l'autoroute est-ouest, etc.).

Cependant, ils se détachent de plus en plus du quartier comme base d'intervention pour se concentrer sur des tâches de formation (apprentissage du marxisme) et d'implantation dans les milieux de travail.

[221]

À partir de 1972, tous les CAP, qu'ils adhèrent encore ou non au FRAP ¹²⁵, concentrent leurs énergies sur la pénétration des lieux de travail et des syndicats en vue de mettre sur pied un parti des travailleurs, ce qui correspond mieux aux objectifs qu'ils se fixaient depuis 1971.

Fin 1973, début 1974, presque tous les comités d'action politique sont disparus; ils ont fait place à des groupes progressistes (les comités de travailleurs, le Comité de solidarité avec les luttes ouvrières, le Rassemblement des militants syndicaux, etc.) ayant une ligne idéologique précise et pour objectif majeur de s'implanter dans la classe ouvrière pour arriver à la mise sur pied du parti de la classe ouvrière.

Parallèlement à l'évolution des CAP se sont développés des groupes politiques qui se donnent pour fonction d'appuyer techniquement l'action des groupes progressistes et des groupes populaires en leur fournissant des services. C'est le cas, par exemple, de la Librairie progressiste, de l'Agence de presse libre du Québec (qui publie un bimensuel, Le Bulletin populaire, et offre des services d'imprimerie à prix réduits), de la revue Mobilisation.

---

¹²⁵ Au printemps 1972, deux CAP (Saint-Jacques et Maisonneuve) se détachent du FRAP, qui n'en comprend plus que trois (Saint-Edouard, Saint-Louis et Papineau).

6.3 L'engagement politique des groupes

[Retour à la table des matières](#)

Au printemps 1974, le nombre des groupes politiques est très réduit (11 sur 138 : 8% des groupes). Leur faiblesse est d'ailleurs telle que, depuis le moment de l'enquête sur le terrain, 4 sont disparus et qu'un cinquième n'est pratiquement plus actif.

[222]

D'autre part, les groupes politiques ne forment pas un bloc homogène. Quatre d'entre eux sont des groupes de défense du territoire et ont donc une action liée au quartier (voir le chapitre 5). Deux luttent pour la création d'un parti des travailleurs. Les autres travaillent dans un champ particulier de la vie sociale : salaire minimum, démocratisation des caisses populaires, éducation, santé.

Le nombre restreint des groupes, et leurs objectifs, leurs structures de fonctionnement et leurs modes d'action très différents, ne permettent donc pas de les comparer avec les groupes de services.

Il est par contre plus intéressant d'observer à l'intérieur même de l'ensemble des groupes de services, les différences entre les groupes selon qu'ils manifestent un engagement politique ou non. Deux variables permettent de faire un certain partage entre les groupes de ce point de vue.

La première partage les groupes entre ceux qui n'ont que des objectifs de service et ceux qui, en plus de ces premiers objectifs, ont un ou des objectifs politiques (les groupes politiques ne sont pas compris dans cette catégorie). Près de 30% des groupes de services (37 sur 125) affirment avoir des objectifs politiques en plus de leurs objectifs de service.

Indépendamment du type d'objectifs qu'affirme avoir chacun des groupes, la seconde variable partage les groupes entre ceux qui ont eu des activités politiques (manifestations, pétitions, conférences de presse, pressions publiques, sit-in, occupations de locaux, etc.) et ceux qui n'en ont pas eu (les groupes politiques ne sont pas considérés ici non plus). Au total, 20 % des groupes de services ont affirmé avoir eu de telles activités.

[223]

Outre le fait que les groupes politiques sont peu nombreux et que la plupart des groupes sont des organismes de services, il ressort du tableau 53 qu'une minorité des groupes de services est engagée politiquement, et que le nombre de ceux qui ont des activités politiques (ou publiques) est encore plus réduit. La majorité des organismes de services (75 sur 108) sont comme les groupes traditionnels sous ce rapport : ils n'ont ni objectifs ni activités politiques.

Il faut maintenant examiner la seconde partie de notre question : est-ce qu'un engagement politique donne lieu à des différences de produit?

Il est à noter, tout d'abord, que les groupes qui ont des objectifs politiques et ceux qui ont des activités politiques ne sont pas nécessairement les mêmes, de telle sorte qu'il faut toujours tenir compte des deux variables. Le tableau 53 montre en effet que seulement la moitié des groupes de services qui poursuivent des objectifs politiques mènent aussi des activités politiques.

Tableau 53

Engagement politique des groupes de services (nombre d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

	Sans activi- tés politi- ques	Avec activi- tés politiques	Total
Objectifs de service	75	9	84
Objectifs de service et objectifs politiques	12	12	24
Total	87	21	108

En plus des 12 groupes de services qui en font partie ici, il faut inclure dans la catégorie objectifs politiques avec activités politiques les 11 groupes politiques recensés.

Le produit des groupes qui manifestent un engagement politique ne se distingue pas fortement de celui des autres groupes. Pour les variables nombre d'usagers, chiffre d'affaires, présence d'un produit secondaire, origine socio-économique de la clientèle, envergure et secteur d'intervention, les comportements sont semblables. L'engagement politique étant un des critères pour juger de la nouveauté du produit, on ne peut mettre ces deux indicateurs en relation.

On remarque, cependant, certaines différences pour les variables activités d'information et degré de contrôle de la décision par les citoyens.

Il est dans la nature même des groupes politiques d'avoir une fonction d'information. Aussi tous les groupes politiques en exercent-ils une (journal, distribution de tracts, cours ou conférences, conférences de presse, etc.). Par ailleurs, si on fait la somme, d'une part, des groupes politiques et des groupes de services à objectif politique et, d'autre part, des groupes politiques et des groupes de services qui ont des activités politiques, on note chez les uns et les autres une plus grande propension à avoir des activités d'information que dans l'ensemble des groupes de services qui n'ont pas d'engagement politique (voir le tableau 54).

Cette affirmation demeure vraie si on considère uniquement les groupes de services qui ont un objectif politique en plus de leurs objectifs de service. Toutefois, les groupes qui ont des activités politiques ne se distinguent pas des autres sous ce rapport.

[225]

D'autre part, c'est dans la catégorie des groupes contrôlés par les animateurs et les citoyens que l'on trouve la plus forte proportion de groupes de services ayant un engagement politique. Alors que les groupes de cette catégorie ne représentent que 17.6% de l'ensemble des organismes, ils représentent 38.2% des groupes ayant des objectifs politiques (en plus des objectifs de service) et 36.4% des groupes de services qui ont des activités politiques. Les organismes de services contrôlés par les animateurs et les citoyens ont des objectifs politiques dans 61.9 % des cas et des activités politiques dans 47.1 % des cas. Ces pourcentages sont très élevés si on les compare aux moyennes générales, qui sont respectivement de 30.4% et de 22.7%.

Les groupes politiques, par contre, sont majoritairement contrôlés par les citoyens (54%) et les animateurs ne sont partie prenante à la décision que dans 2 cas sur 11. On ne s'étonne donc pas de noter (voir le chapitre 4) que 91 des groupes politiques (9/11) s'autofinancent ; les deux seuls qui sont financés par le gouvernement provincial sont ceux où les animateurs contrôlent les décisions, seuls dans un cas et en compagnie des citoyens dans l'autre.

Par rapport aux groupes de services, les groupes engagés politiquement et ceux qui ne le sont pas s'approvisionnent dans des proportions semblables aux diverses sources de financement.

Donc, en résumé, on trouve peu de groupes politiques, relativement peu de groupes de services engagés politiquement, et l'engagement politique a peu d'influence sur le produit des groupes si l'on excepte la fonction information, que l'on peut, par ailleurs, considérer comme une composante de l'engagement ou de l'action politique.

[226]

Il ressort néanmoins que ce sont surtout les groupes de services contrôlés conjointement par les animateurs et les citoyens qui manifestent un engagement politique alors que les animateurs sont peu présents dans les groupes politiques.

6.4 Les relations des groupes avec les différents paliers de gouvernement

[Retour à la table des matières](#)

Un autre aspect important de la vie publique des groupes de citoyens a trait aux relations qu'ils entretiennent avec l'État (c'est-à-dire les trois niveaux de gouvernement : municipal, provincial, fédéral).

Par relations avec l'État, nous entendons l'ensemble des prises de contact entre l'État et les groupes de citoyens. Les principales relations avec l'État sont les suivantes : démarches (ou luttes) pour obtenir un financement, un permis, la permission d'utiliser des équipements de l'État; pressions, représentations, lutte directe contre l'État.

Au cours de l'année 1973, 68.8% des groupes de services ont eu des relations avec les gouvernements (fédéral et provincial : 54.7% des cas; municipal : 45.3%). Dans plus de 60 % des cas, ces relations s'effectuent avec les fonctionnaires. Pour faire valoir leurs besoins ou leurs revendications, les groupes ont donc majoritairement tendance à utiliser ce canal. Seulement 23.5% d'entre eux passent par l'opinion publique et 15.3% passent par les élus (députés ou conseillers).

Quant aux porte-parole choisis par les groupes, dans 57.4% des cas, ce sont des animateurs (et des religieux); dans les autres cas (42.6%), les citoyens assument eux-mêmes cette responsabilité.

[227]

Tableau 54

Tableau synthèse des différences relatives au produit entre les groupes engagés politiquement et ceux qui ne le sont pas (pourcentage d'organismes)

[Retour à la table des matières](#)

	Activités d'information	Contrôle de la décision par les citoyens	Contrôle de la décision par les animateurs et les citoyens	Nombre de groupes
Groupes de services avec objectifs politiques	46.7	29.4	38.2	34
Groupes de services sans objectifs politiques	27.9	39.7	10.3	78
Groupes de services avec activités politiques	30.0	36.4	36.4	22
Groupes de services sans activité politique	28.2	37.3	12.0	75
Groupes politiques	100	54.5	9.1	11
Moyenne générale	35.2	38.4	17.6	

[228]

Les deux premières variables ne sont liées ni aux diverses composantes du produit ni à d'autres variables indépendantes. La dernière est la seule à présenter un caractère discriminant. De façon significative, les groupes où les citoyens sont eux-mêmes porte-parole utilisent largement l'opinion publique comme moyen d'atteindre l'État; les groupes où les animateurs exercent cette tâche ont beaucoup plus recours aux fonctionnaires et aux élus pour faire valoir leurs revendications.

Notons aussi que les groupes où les citoyens s'occupent eux-mêmes des relations avec l'État sont des groupes où le pouvoir de décision, en général, leur appartient, et qui s'autofinancent. Par opposition, les groupes où l'initiative des relations avec l'État est laissée aux animateurs sont des groupes où, de façon générale, les citoyens partagent le pouvoir de décision avec les animateurs et qui sont plutôt financés par les gouvernements et les sources privées charitables.

Tableau 55

Tableau synthèse des différences entre les groupes qui confient les tâches de représentation aux citoyens et ceux qui les confient aux animateurs

[Retour à la table des matières](#)

Tâches de représentation confiées aux	% des groupes utilisant l'opinion publique	% des groupes où le pouvoir décisionnel est aux mains des citoyens	% des groupes qui s'autofinancent
Citoyens	41.4	53.6	42.3
Animateurs	7.7	27.3	15.2

[229]

6.5 Les groupes et l'action politique municipale

[Retour à la table des matières](#)

Quels ont été les rapports entre les groupes de citoyens et le Rassemblement des citoyens de Montréal? Pour bien les saisir et en comprendre le sens, il faut considérer l'expérience du FRAP. Celle du R.C.M. est plus actuelle et plus rapprochée du moment où a été réalisée l'enquête sur le terrain. Elle se fait, cependant, à la fois en continuité et en rupture avec celle du Front d'action politique (FRAP), et c'est en les situant dans ces éléments de continuité et de rupture qu'il faut examiner les attitudes des groupes populaires par rapport à l'action politique (entendre électorale) municipale.

Dans un premier temps, il faut comparer le Front d'action politique et le Rassemblement des citoyens de Montréal quant à leurs origines, à la place qu'ils font aux groupes populaires et à leurs programmes. Par la suite, la question de la participation électorale des groupes à travers le FRAP et le R.C.M. sera traitée.

En 1970, les comités de citoyens et les groupes populaires ont joué un rôle d'avant-garde dans la mise sur pied d'une formation politique municipale. C'est autour d'eux que sont nés et se sont développés les premiers comités d'action politique (CAP) de quartier regroupés dans le FRAP.

La revue Mobilisation décrit ainsi les origines du FRAP :

Deux éléments majeurs ont contribué à la naissance du FRAP. Il s'agit, premièrement, du plafonnement des comités de citoyens et de la volonté de dépasser ce plafonnement par l'action politique organisée.

Le deuxième élément majeur vient des contradictions et des malaises que connaît le mouvement syndical face à la détérioration économique qui s'amplifie. Là aussi perçoit la volonté de dépasser cet état de crise par l'action politique.

[230]

Les éléments les plus radicaux tant au niveau des comités de citoyens, dont principalement les animateurs sociaux regroupés autour de la section animation

du Conseil de Développement social, que du côté de l'appareil syndical sont les protagonistes directs de la création du FRAP ¹²⁶.

En mars 1970, le Regroupement des associations populaires du bas de la ville et de l'est de Montréal (RAP) organise huit assemblées de confrontation publique avec les conseillers municipaux. Sauf à Saint-Henri, les conseillers municipaux refusent de se présenter à ces assemblées. Les militants présents discutent alors action politique. Ces discussions conduisent à la formation de comités d'action politique (CAP) regroupés dans un Front d'action politique (FRAP).

Au mois de mai, huit CAP sont mis sur pied (dans huit quartiers) et le FRAP produit un manifeste ("Il ne suffit plus de surveiller le pouvoir, il faut l'exercer") qui est par la suite étudié et adopté par le Conseil central des syndicats nationaux de Montréal. Au cours de l'été suivant, on met sur pied des comités d'action politique dans des quartiers qui n'ont pas de tradition d'organisation populaire (Rosemont, Villeray, Ahuntsic, Saint-Michel).

Au mois d'août se tient le congrès de fondation du FRAP, qui regroupe des représentants de 14 CAP et qui adopte un programme politique municipal : "Les Salariés au pouvoir".

Sauf ceux qui ont été formés pendant l'été, les comités d'action politique partent donc des expériences d'organisation populaire qui existaient dans les différents quartiers de la ville :

[231]

- 1) Quelques comités de citoyens ont été la base de la naissance et de l'implantation préalable de certains CAP (exemple : Saint-Jacques)
- 2) Le FRAP y a puisé nombre de ses premiers militants
- 3) Ces comités sont un rappel constant au FRAP de la nécessité de s'organiser à la base ¹²⁷.

¹²⁶ Mobilisation, vol. 3, 1973, no 1, p. 49.

¹²⁷ Michel Lizée, "Le FRAP, dans F. Leseman et M. Thiénot, Les Animations sociales au Québec, Montréal, Université de Montréal, École de service social, 1972, p. 353.

En 1974, par ailleurs, "ce ne sont pas les comités de citoyens qui servent de base au RCM, mais plutôt des organisations du PQ et l'appui du NPD et de certains groupes nouveaux et fragiles du milieu anglophone et des immigrants ¹²⁸.

Le Rassemblement des citoyens de Montréal a effectivement été fondé en dehors des groupes populaires et des comités de citoyens en tant qu'organisations. Des membres de ces groupes (une minorité, en fait) ont participé activement à la mise sur pied du R.C.M. Toutefois, ces gens n'étaient pas présents comme représentants (ou plus simplement comme militants) des groupes populaires, mais plutôt, en général, comme membres du P.Q., du N.P.D. Québec ou du M.P.U.

Au printemps 1973, les militants du FRAP (qui ne sont plus qu'une quarantaine regroupés dans les CAP de Papineau, de Saint-Edouard et de Saint-Louis) soumettent au congrès du Conseil central des syndicats nationaux de Montréal une résolution voulant que les syndiqués montréalais des trois centrales, à l'intérieur du Comité régional inter-syndical de Montréal (CRIN), se dotent d'un parti politique pour affronter le Parti Civique à l'automne 1974. Des positions semblables sont adoptées à l'Assemblée générale du conseil du travail de Montréal (F.T.Q.) et au Conseil d'administration de l'Alliance des professeurs de Montréal (C.E.Q.).

[232]

Après avoir rédigé un projet de programme ("Une ville pour nous"), le CRIN, plutôt que de constituer seul la base de la nouvelle formation politique, décide de s'ouvrir à d'autres groupes qui avaient manifesté leur volonté de travailler politiquement sur la scène municipale (principalement le Parti Québécois, le Nouveau Parti démocratique et le mouvement progressiste urbain), pour s'effacer par la suite au profit de ces groupes.

Au mois de mai 1974, suite à des congrès de quartier tenus en avril, le congrès de fondation du Rassemblement des citoyens de Montréal a lieu. Mais alors que le FRAP était surtout un *mouvement* politique ¹²⁹, le R.C.M. se veut, lui, un *parti* politique, au sens traditionnel.

---

¹²⁸ *Mobilisation*, vol. 4, 1974, no 1, p. 23.

¹²⁹ Le FRAP n'a pas été créé uniquement pour les fins de l'élection municipale de 1970. Il veut être, plus largement, le lieu de convergence des luttes populaires à Montréal, luttes qui se répartissent sur trois fronts le travail, la consommation, la politique. Dans ce sens, le FRAP est plus un rassemblement large de groupes et de militants qu'un parti politique structuré.

Contrairement au FRAP donc, et conformément aux intentions de ses fondateurs, proches et immédiats, le R.C.M., malgré la présence active de certains de leurs membres, s'est constitué essentiellement en dehors des groupes populaires et des comités de citoyens en tant qu'organisations. Cette différence se répercute naturellement dans la place que chacune des formations politiques leur accorde. Le FRAP, par ses origines, entretient naturellement des liens très étroits avec les comités de citoyens. Sur le plan organisationnel, cela se traduit par le fait que les associations populaires peuvent adhérer au FRAP comme unités constituantes, tout comme les comités d'action politique de quartier. Un groupe populaire se prévaudra effectivement de ce droit, soit la Clinique des citoyens de Saint-Jacques.

[233]

Le R.C.M., pour sa part, se définit comme un parti politique et surtout comme un parti qui s'adresse à toutes les classes de la société. Conséquemment, il tient à se distinguer de tout groupe d'intérêt. Donc, au contraire du FRAP, il tient à garder certaines distances par rapport aux associations populaires en affirmant par ailleurs qu'il a une bonne oreille pour leurs revendications.

Cette différence d'assise populaire entre le FRAP et le R.C.M. se répercute aussi dans son programme.

Inspiré du programme du FRAP (le programme du R.C.M.) n'en garde toutefois que les aspects technocratiques et utopistes. Le programme du FRAP avait une tendance certaine contre le capitalisme et pour le socialisme, même si cela restait confus. Celui du R.C.M. est passablement plus édulcoré et timide, au non du réalisme, cela va de soi ¹³⁰.

Le programme du FRAP procédait d'une conception beaucoup plus large que celui du R.C.M. "Une ville pour nous" se limite à examiner les problèmes strictement municipaux et, comme solution, à proposer certaines réformes administratives.

Dans "Les Salariés au pouvoir", par contre, le FRAP, s'il élabore plus sur les problèmes municipaux, propose, en reprenant les luttes menées jusqu'alors par les comités de citoyens, un programme général d'action pour les forces populaires. Ce programme, comme nous l'avons souligné, définit trois fronts de lutte : le front politique, le front du travail et le front de la consommation. Marqué par un début d'idéologie socialiste, il vise

---

¹³⁰ Mobilisation, vol. 4, 1974, no 1, p. 23.

à regrouper les "salariés" et les gens à "faibles revenus", contre les élites commerçantes et industrielles. Dans le programme du R.C.M., on ne fait plus référence aux classes sociales et on s'adresse au "citoyen" de toutes les catégories sociales.

[234]

De là, il apparaît que la différence majeure dans la participation aux élections municipales de 1970 et à celles de 1974 tient au fait qu'en 1970, dans le cadre du FRAP, des associations populaires ont participé en tant que groupes alors que, dans le cadre du R.C.M., des militants des groupes populaires ont participé en tant qu'individus et citoyens. Il est certain, étant donné les caractéristiques internes des deux formations politiques (origine, place faite aux groupes et programme), qu'il était plus facile pour le FRAP de s'acquérir la participation des groupes. Néanmoins, à cet égard, une constante ressort : le rôle prépondérant des animateurs. En effet, deux facteurs majeurs ont été déterminants dans la participation effective des associations populaires et de leurs militants : les prises de position des animateurs et le déroulement des campagnes électorales.

En 1970, les animateurs sociaux professionnels, particulièrement ceux du Service d'animation du Conseil de développement social, sont favorables à une participation inconditionnelle à la campagne électorale du FRAP. Partout où ils le peuvent, ces animateurs, qui jouissent d'un leadership certain à l'intérieur des milieux populaires, font valoir la nécessité de participer à l'action du FRAP. Ce leadership souvent directif aidant, malgré des résistances importantes, en particulier dans le sud-ouest, plusieurs comités de citoyens se joignent en bloc à l'effort électoral du Front d'action politique.

Ainsi, dans deux quartiers au moins, ce sont des comités de citoyens qui se transforment en Comité d'action politique : Saint-Jacques, Maisonneuve. Dans les autres quartiers marqués par une tradition d'organisation populaire, les CAP s'implantent à partir de ces groupes.

[235]

Toutefois, l'aventure du F.L.Q., en octobre 1970, secoue le FRAP, que des hommes politiques (tant au niveau fédéral et provincial qu'au niveau municipal) identifient au F.L.Q. et à la violence comme forme d'action politique. L'action du F.L.Q. elle-même provoque des dissensions politiques au sein du mouvement. Les alliances sur lesquelles il repose, encore nouvelles, donc fragiles, sont ébranlées. À partir de ce moment, plusieurs

groupes populaires prennent leurs distances par rapport au FRAP et la participation à l'élection municipale est remise en cause.

En 1974, les animateurs professionnels ont une attitude un peu différente. Inspirés des positions des groupes progressistes, loin d'appuyer le Rassemblement des citoyens de Montréal, ils en font une critique sévère et, parfois ouvertement, généralement à mots couverts, ils lancent le mot d'ordre d'abstention.

La position des groupes progressistes tient, en gros, dans l'énoncé suivant : "Nos forces sont tellement minimes à l'heure actuelle, la tâche est si grande que toutes nos énergies ne doivent que servir cette tâche et ne pas se gaspiller dans les aventures illusoires qu'offrent sans cesse les réformistes ¹³¹" (entendre le R.C.M.).

Cette position critique, adaptée à chacun des milieux, est reprise par une forte proportion des animateurs, par les militants progressistes qui se trouvent dans les groupes et par les groupes plus politisés (certaines A.D.D.S. par exemple). Au moins au début de la campagne électorale, bon nombre de groupes y adhèrent dans plusieurs quartiers; ils ne se sentent pas impliqués par l'action du R.C.M., dont les [236] objectifs et l'organisation leur sont étrangers (ils n'y ont pas de rôle en tant que groupes). Ils préfèrent donc poursuivre les actions qu'ils ont déjà entreprises, jugeant, pour l'instant, leurs objectifs sectoriels plus importants que ceux du R.C.M.

C'est du moins ce qui ressort d'un sondage rapide effectué au mois de septembre auprès de représentants de groupes dans les quartiers Saint-Michel, Centre-Sud et Pointe-Saint-Charles, ainsi que des articles publiés dans les journaux de certains groupes.

Si l'on excepte le quartier Pointe-Saint-Charles, dont il sera question plus loin, nous n'avons pas d'informations précises sur la deuxième partie de la campagne électorale (mois d'octobre). Il semble toutefois que la position des animateurs ait été remise en cause et qu'une partie des membres des groupes ait participé, de façon plus ou moins importante, à la campagne du R.C.M.

Sauf en de rares occasions, la position critique face au R.C.M. n'est pas assortie d'un mot d'ordre clair d'annulation; le mot d'ordre n'est que sous-entendu. Pour une partie des militants des groupes reste alors posée la question de se prononcer électoralement.

---

¹³¹ Mobilisation, vol. 4. 1974. no 1, p. 24.

La campagne électorale de 1974 ne connaît pas les heurts de celle de 1970 et les militants (les citoyens membres des groupes) sont généralement plus sympathiques à la cause du R.C.M. qu'à celle du Parti Civique. Sous réserve d'informations plus précises, il semble que cette sympathie ait conduit certains militants (dont il est difficile d'évaluer le nombre) à participer à la campagne électorale du R.C.M. (Il faut d'ailleurs noter que certains militants des groupes [237] sont déjà présents au R.C.M. comme candidats, à la mairie notamment.)

Ainsi, dans une entrevue qu'il accorde au journal Astéur ¹³², un candidat du R.C.M. dans le quartier Papineau s'élève contre le fait que les groupes populaires refusent de "s'embarquer" dans la lutte du R.C.M. mais se réjouit du fait que plusieurs citoyens qui adhèrent à ces groupes travaillent activement à l'élection des candidats du R.C.M. dans Papineau.

Dans d'autres cas, les citoyens se montrent favorables à un "soutien technique" au Rassemblement des citoyens de Montréal. C'est ce qui se produit dans le quartier Pointe-Saint-Charles, à la Maison du quartier. Au départ, les militants "étrangers" et les permanents (animateurs, plus quelques citoyens), reprenant l'analyse déjà mentionnée, sont en faveur du mot d'ordre d'abstention. Ils font adopter cette position par le comité permanent de la Maison du quartier (comité qui est formé de citoyens).

Par la suite, on organise une assemblée générale de quartier pour faire passer cette analyse; une cinquantaine de personnes sont présentes. Les participants ne souscrivent pas à l'analyse proposée, mais le résultat de l'assemblée n'est pas clair et finalement, on ne sait trop quelle décision prendre.

En septembre, une deuxième assemblée générale est convoquée. Cette fois, une proposition de "soutien technique" au R.C.M. est présentée. Elle est adoptée, mais révèle un clivage prononcé entre la "base", qui est en faveur du "soutien technique" et les "intellectuels", qui s'y opposent. Toutefois, cette position vient un peu tard et a peu d'impact concret.

---

¹³² Astéur, journal du quartier Centre-Sud, vol. 2, 1974, no 2.

[238]

6.6 Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Les deux aspects majeurs qui ressortent de l'analyse de l'engagement politique des groupes sont la faiblesse de l'hypothèse voulant que ces groupes constituent la base d'un contre-pouvoir dans les quartiers et la présence importante des animateurs à chaque niveau de la vie politique des groupes de citoyens.

Les organisations populaires à Montréal, répétons-le, sont essentiellement des organismes de services et leur mode d'intervention est la fourniture de services. D'une part, on trouve très peu de groupes privilégiant l'action politique comme mode principal d'intervention. D'autre part, seulement une minorité des groupes de services est engagée politiquement soit au niveau des objectifs, soit au niveau des activités. Par ailleurs, dans les cas où un engagement politique existe, il n'a pratiquement aucune influence sur le produit des groupes. Les groupes engagés politiquement sont plus portés que les autres à remplir une fonction d'information. Il faut cependant considérer que celle-ci est inhérente à l'engagement politique.

Quant aux animateurs, absents des groupes qui ont pour mode d'intervention principal l'action politique, ils jouent un rôle important dans les groupes de services engagés politiquement. Ainsi, c'est dans la catégorie des groupes contrôlés par les animateurs et les citoyens que l'on trouve la plus forte proportion de groupes engagés politiquement : 61.9% des groupes de cette catégorie ont des objectifs politiques en plus de leurs objectifs de service, et 47.1% d'entre eux ont des activités politiques, alors qu'en moyenne, ces proportions sont de 30.4% et de 22.7% respectivement.

[239]

Les animateurs sont aussi très souvent responsables des relations extérieures des groupes. Comme on l'a vu au chapitre 3, cette fonction est la seule à n'être pas majoritairement détenue par les citoyens. Ceux-ci, au demeurant, semblent jouir de moins de ressources pour l'assumer, et utilisent largement le moyen qui leur est le plus facilement

accessible : l'opinion publique. Les animateurs, au contraire, privilégient le recours aux élus ou aux fonctionnaires.

Le rôle prédominant des animateurs ressort aussi clairement dans les rapports qu'ont entretenus les groupes populaires avec le FRAP et le R.C.M. lors des deux dernières élections municipales. Dans les deux cas, les citoyens ont un rôle plutôt marginal; ce sont les animateurs surtout qui manifestent un intérêt important pour la participation aux élections municipales, qu'ils encouragent massivement la première fois (élection de 1970) et à laquelle ils s'opposent non moins massivement la deuxième fois (élection de 1974). Pour les citoyens qui militent dans les groupes, le service reste plus important que la politique, et ils ne suivent pas toujours les positions défendues par les animateurs. La participation des groupes populaires aux élections municipales apparaît donc surtout comme l'affaire des animateurs.

Le peu d'intérêt que manifestent les citoyens pour l'action politique municipale et les organisations qui s'en occupent ressort du fait que les citoyens se préoccupent peu de la place qui leur est faite dans ces organisations.

Ainsi, en 1971, après avoir déployé de nombreux efforts pour s'assurer le contrôle des centres communautaires ou des maisons de quartier ¹³³, les citoyens militants des organisations [240] populaires ne luttent pas pour que le Front d'action politique et les comités d'action politique constituants demeurent leur affaire. Ils les abandonnent plutôt aux animateurs et aux militants socialistes et ce sont ces derniers qui en redéfinissent l'orientation.

En 1974, les citoyens militants n'essaient pas non plus de faire du R.C.M. leur parti ou leur représentant sur la scène municipale. Ainsi, dans Centre-Sud, des militants désireux de mettre sur pied un conseil de quartier, se donnent une organisation parallèle au lieu de réaliser leur projet dans le cadre du R.C.M.

---

¹³³ Voir le chapitre précédent.

[241]

Les organismes populaires en milieu urbain :
contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?

CONCLUSION GÉNÉRALE

[Retour à la table des matières](#)

Que font et que sont les organismes populaires locaux en milieu urbain? Quantitativement, leur présence n'est pas négligeable : nous avons répertorié environ 140 organismes et groupes populaires, répartis inégalement dans les différents quartiers du bas de la ville de Montréal (on en retrouve 50% dans Saint-Henri et Centre-Sud). Ils ont un budget annuel global d'environ \$5,000,000 (chiffre d'affaires non compris, pour ceux qui en ont un) et regroupent une clientèle d'environ 15,000 personnes, composée principalement de ménages à faible revenu; ils agissent dans des secteurs aussi variés que la "popote roulante", l'assistance juridique, le comptoir alimentaire, la clinique médicale, la rénovation urbaine, les loisirs, et sont concentrés dans les services. Ils sont financés à 62% par les gouvernements (principalement le gouvernement fédéral), mais 30% d'entre eux s'autofinancent, surtout les groupes qui travaillent dans le secteur économique. Dans près de la moitié des cas, ils innove dans leur façon de dispenser les services. 30% de ces organismes sont contrôlés, au moins partiellement, par des religieux qui ont transformé leur pratique paroissiale, ce qui montre que le phénomène étudié se situe en partie dans le prolongement de l'activité et de la structure paroissiales traditionnelles ; d'autres sont contrôlés par des animateurs, personnages nouveaux, apparus à Montréal en même temps que les organismes populaires ; enfin, environ 40% des organismes sont contrôlés par des citoyens, définis comme des individus [242] socio-économiquement représentatifs de la clientèle visée par les organismes. 70 % comportent une assemblée

générale, ouverte à l'ensemble des usagers. Même si, souvent, les organismes comprennent des militants politiques, ils sont peu nombreux à exercer une action politique.

Cette relative importance quantitative ne doit pas faire oublier que ces organisations s'adressent d'abord aux individus et aux groupes les plus défavorisés, vivant dans les zones urbaines les plus vétustes. Les chômeurs et les assistés sociaux constituent, dans une société qui valorise d'abord la production, des exclus du système. Comment interpréter les tentatives d'organisation de ce milieu décrites dans les chapitres précédents? Est-ce un fait "porteur d'avenir", pour utiliser une expression à la mode? Peuvent-ils être des facteurs de changement? Dans la mesure où la modification d'un système vient toujours en partie de l'extérieur de ce système, les organismes populaires peuvent être à l'origine de transformations importantes. À quelles conditions et comment évaluer la capacité de changement des organismes populaires? Pour certains, la condition est d'abord et principalement idéologique. C'est en identifiant l'idéologie des groupes qu'on découvre leur potentiel de changement et leurs possibilités révolutionnaires. À l'extrême et pour caricaturer cette position, on peut affirmer que les organismes populaires seront porteurs de changement s'ils suivent les membres de l'avant-garde éclairée provenant des classes moyennes et à qui la ligne juste a été révélée sur le chemin qui les menait vers les masses populaires. Nous avons déjà exprimé notre point de vue sur cette approche dans les pages qui précèdent : que l'on considère les curés, les travailleurs sociaux, les animateurs ou les militants politiques, c'est le même "pattern" de dépendance qui se répète et les transformations idéologiques de ceux qui "vont vers les pauvres" ne sont significatives que si elles [243] s'inscrivent dans une modification du schéma traditionnel de relation de ce milieu avec le reste de la société.

C'est pourquoi l'approche adoptée dans cette recherche n'est pas centrée sur l'idéologie : pour comprendre et interpréter l'apparition et le développement des organismes populaires, nous avons examiné ce qu'ils faisaient, leur produit, leur clientèle, leur mode de financement, leurs structures et la division du pouvoir en leur sein. Sur le plan institutionnel, l'hypothèse suivante a été avancée : le développement des organismes populaires correspond à l'absence d'institutions municipales décentralisées à l'échelon des quartiers et conduit donc à la mise sur pied éventuelle de conseils de quartiers, de structures locales capables de traiter les problèmes territoriaux collectifs et les problèmes de transformation de l'utilisation du sol qui se posent à cette échelle. Cette hypothèse n'a pas été confirmée par les données recueillies et il importe de revenir sur ce

point en conclusion avant de suggérer une interprétation de l'apparition des groupes populaires et de la nouveauté de ce phénomène en milieu urbain.

1. Organismes populaires et espace local

[Retour à la table des matières](#)

Même si, au départ, les comités de citoyens sont nés pour améliorer les équipements collectifs locaux et lutter contre l'envahissement du quartier par des groupes et des intérêts différents, on a pu constater que l'évolution de leur action les a amenés progressivement vers d'autres secteurs d'activités, si bien qu'au moment de l'enquête, il existait peu de liens entre l'espace local et les groupes populaires. L'évolution de l'expérience des maisons de quartier; notamment montré que la prise de contrôle des organismes [244] populaires par les citoyens ne débouche pas sur un projet de contrôle du territoire lui-même.

En effet, très peu d'organismes sont reliés aux équipements collectifs et à la défense ou à l'amélioration du quartier et au contrôle de ses institutions. Les organismes populaires ne semblent pas manifester l'absence de décentralisation inframunicipale, d'institution inframunicipale; ils n'ont pas pour fonction l'amélioration des équipements de type municipal; en termes politiques, ils ne manifestent pas clairement le remplacement de l'élite religieuse et professionnelle par un nouveau leadership local; cette importance des services ne paraît donc pas traduire une volonté des résidents de contrôler l'ensemble des institutions et organismes locaux et les fonds qui arrivent dans le quartier.

Expression directe de cette volonté de contrôle, les conseils et maisons de quartier, issus de la transformation d'organismes de professionnels dont les citoyens avaient pris le contrôle, ont en effet presque tous disparus. De plus, les deux partis politiques municipaux d'opposition qui sont apparus à Montréal depuis quelques années ont proposé une structure de conseils de quartier de façon relativement indépendante des groupes populaires et sans obtenir d'eux un appui significatif. Il serait étonnant que les militants actuels modifient cette tendance. Bien plus, on ne retrouve finalement que peu de liens entre l'action des groupes et les quartiers, l'espace local : on a vu la tendance des orga-

nismes à être de plus en plus actifs dans des secteurs reliés aux services personnels, et non aux équipements collectifs territoriaux. Comment expliquer cette évolution ?

[245]

Cette faiblesse des liens avec l'espace, qui semble être une caractéristique commune aux différents organismes, jointe à la diversité des expériences observées, nous amène à poser une première question autant de méthode que de contenu : a-t-on affaire au même objet d'analyse ? Cet ensemble d'organismes constitue-t-il un même univers, un même mouvement, relève-t-il de la même perspective ? Il est d'autant plus nécessaire de se poser cette question qu'une partie de la littérature qui traite de ce phénomène prend rarement pour objet l'ensemble des groupes : les mouvements sociaux urbains (tendance française) n'ont rien à voir avec les organismes issus de la charité paroissiale. Dans la littérature américaine ¹³⁴, on traite souvent des "protest groups", des "neighbourhood councils", des "selfhelp organizations" de façon séparée. Fidèle à notre approche qui a comme point de départ le produit, l'"output" des organismes, et en nous aidant de la littérature, nous allons donc d'abord tenter de définir une typologie des groupes en mettant en relation leur produit et les différentes autres variables qui ont pu être observées, afin de répondre, au moins partiellement, à cette question de la pertinence d'un tel univers d'analyse.

Quels sont les principaux types de groupes décrits dans ce texte ? Sont-ils reliés à des expériences similaires qui ont eu lieu ailleurs en Amérique du Nord ?

---

¹³⁴ Voir plus loin.

1.1 Les groupes politiques : groupes marginaux

Groupes créés pour la défense de la zone

[Retour à la table des matières](#)

Ce sont principalement les groupes luttant contre des projets précis de rénovation urbaine qui ont été classés dans cette catégorie. Aux États-Unis, il existe une littérature [246] abondante sur ce sujet. En ce qui concerne plus particulièrement le rôle des groupes populaires dans les projets de rénovation, mentionnons l'ouvrage de J.C. Davies III, paru en 1966 ¹³⁵ ; à Toronto, le cas le plus célèbre est celui de Trefann Court ¹³⁶. Par ailleurs, c'est ce type de groupes que des chercheurs français ont interprété comme un "mouvement social urbain". En particulier, Manuel Castells avait analysé dans cette perspective les comités de citoyens de Montréal à l'époque du FRAP ¹³⁷. Cette interprétation est aisée en doute par Pickvance, qui affirme qu'elle accorde beaucoup trop d'importance à ces groupes.

These studies over-emphasized the role of protest movements in obtaining changes in the urban system, failed to adequately conceptualize local authorities and the social processes within them which affected the response to protest movements, and emphasized popular mobilization to the exclusion of other modes of protest action as reason for their success ¹³⁸.

---

¹³⁵ J.C. Davies III, Neighborhood Groups and Urban Renewal, New York et Londres, Columbia University Press, 1966

¹³⁶ Voir en particulier Graham Fraser, Fighting Back. UrbanRenewal in Trefann Court, Toronto, Hakkert, 1972; pour Toronto, voir aussi une étude de G.L. Granatstein, Marlborough Marathon. One Street against a Developer, Toronto, Hakkert et James Lewis & Samuel, 1971.

¹³⁷ Manuel Castells, La Question urbaine, Paris, Maspéro, 1972, p. 426-430.

¹³⁸ G.C. Pickvance, From Social Base to Social Force : Some Analytical Issues in the Study of Urban Protest, communication présentée au 8e Congrès mondial de sociologie, Toronto, 1974, p. 1.

Nos résultats confirment cette interprétation, puisque ces groupes sont quasi inexistants au moment de l'enquête ¹³⁹ ; ils sont aussi généralement très instables ; historiquement, [247] l'émergence de ce type de comité dans les quartiers populaires montre que, comme ceux des zones de classe moyenne, les résidents des quartiers pauvres, avec l'intervention des animateurs sociaux, protestent contre des opérations importantes de transformation de leur quartier. C'est là un événement nouveau par rapport à la situation antérieure, du moins à Montréal. Toutefois, ces comités ont rarement obtenu gain de cause, ou n'ont obtenu que des gains minimes par rapport à leurs demandes. Le même échec a été subi à Québec. Dans d'autres villes, cependant, ils semblent avoir obtenu plus de satisfaction ¹⁴⁰. Le degré de pauvreté de la zone semble être une variable importante dans le succès, ou le degré de succès ou d'échec de ces groupes.

Le contrôle du quartier

One of the most significant events bearing on public administration in recent years has been the demand by residents of urban neighborhoods for a greater voice in the programs which affect their live ¹⁴¹.

Nous avons avancé l'hypothèse, à la suite de plusieurs autres ¹⁴² auteurs, que les organismes populaires manifestaient cette tendance au contrôle du quartier par un nouveau leadership. Fondée sur une analyse antérieure de plusieurs organismes communautaires qui avaient été contrôlés par des citoyens et [248] sur des études similaires ré-

¹³⁹ Ils demeurent importants dans la ville de Québec, où des opérations de rénovation sont encore en cours. Pour une description et une analyse de l'action des comités de citoyens à Québec, voir l'excellent travail de l'équipe EZOP-Québec, Une ville à vendre, Québec, Imprimerie Minute, 1972, en particulier les cahiers 3 et 4.

¹⁴⁰ Voir en particulier les volumes déjà cités sur Toronto.

¹⁴¹ Howard W. Hallman, Public Administration Review, numéro spécial, octobre 1972, p. 564.

¹⁴² Kotler (1969), Mogulov (1970), Stenberg (1972) : voir la bibliographie, section D. Voir aussi Jacques Godbout et Nicole V. Martin, Participation et innovation. L'implantation des centres locaux de services communautaires et les organismes communautaires autonomes, Montréal, ENAP/ I.N.R.S.-Urbanisation, 1974, p. 292 et suivantes

alisées aux États-Unis ¹⁴³, cette hypothèse n'a pas été confirmée : il n'existe maintenant qu'un seul organisme dont l'action est explicitement orientée dans cette direction. on peut bien sûr interpréter le nombre important d'organismes de services dans ces zones comme le signe d'une prise en charge effective, sinon explicite, des services du quartier. Nous reviendrons plus loin sur ce point.

Autres organisme de contestation

Deux autres types d'organismes peuvent être considérés comme faisant partie des organismes de protestation, par une de leurs fonctions : les associations pour la défense des droits sociaux et les associations de locataires. Les A.D.D.S. visent à défendre les droits des bénéficiaires de l'assistance sociale face au ministère des Affaires sociales et cherchent à améliorer la situation des assistés sociaux par des actions collectives; quant aux associations de locataires, l'une de leurs fonctions est la défense des locataires. Ces deux types d'organismes ne sont cependant pas strictement des groupes de pression parce qu'ils définissent aussi leur fonction en termes de services aux individus. On retrouve des associations analogues dans le reste de l'Amérique du Nord. En particulier, les organismes de défense des assistés sociaux font partie du Welfare Rights Movement, né aux États-Unis dans les années 60. F. Fox Piven relie leur émergence à l'augmentation spectaculaire du nombre d'assistés [249] sociaux aux États-Unis durant cette décennie ¹⁴⁴. Cette augmentation est elle-même reliée aux émeutes raciales qui ont eu lieu dans les centres-villes : "The expansion of the Welfare

Roll was a political response to political disorder ¹⁴⁵. Au Québec, on peut aussi relier la naissance de ces groupes à la progression du nombre des bénéficiaires de l'assistance sociale, qui est passé de 111,039 à 228,904 entre 1960 et 1969, soit une augmentation

---

¹⁴³ Voir entre autres Harold H. Weissman, Community Councils and Community Control, Pittsburg, University of Pittsburg Press, 1970. Ce volume décrit une expérience similaire à celles de prise en charge des organismes communautaires par des citoyens à Montréal, expériences analysées dans notre rapport sur les C.L.S.C. (op. cit., chap. 6).

¹⁴⁴ Voir Frances Fox Piven et Richard A. Cloward, Regulating the Poor. the Functions of Public Welfare, New York, Pantheon Books, 1971.

¹⁴⁵ Ibid. p. 198.

de 106% ¹⁴⁶. Aux États-Unis, toujours d'après F. Fox Piven ¹⁴⁷, l'augmentation a été de 107% entre décembre 1960 et février 1969. Quant aux associations de locataires, elles s'inscrivent aussi dans un mouvement nord-américain important, qui a souvent donné lieu à des manifestations plus radicales qu'au Québec : les grèves de loyer par exemple ¹⁴⁸. Celles-ci se sont le plus souvent produites dans des logements publics; or, en comparaison avec les États-Unis et même avec l'Ontario, il y a peu de logements publics au Québec ¹⁴⁹. À Montréal, les associations de locataires ont surtout été importantes au moment où le gouvernement fédéral a accordé une subvention considérable pour créer de telles associations dans les quartiers, permettant [250] l'utilisation d'un personnel nombreux travaillant à plein temps; lorsque cette subvention a été interrompue, la plupart des associations se sont peu à peu dissoutes, et actuellement, elles ne demeurent actives qu'au moment du renouvellement des baux, à quelques exceptions près.

1.2 Les organismes de services non directement reliés aux équipements collectifs et à l'espace local

[Retour à la table des matières](#)

Les organismes de services non directement reliés aux équipements collectifs et à l'espace local constituent la majorité des organismes, surtout si on tient compte des associations de locataires et des A.D.D.S., dont nous venons de traiter de façon séparée à cause de la dimension politique de leur action, qui s'ajoute parfois à la défense des individus et à l'information.

¹⁴⁶ Rapport de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être, Gouvernement du Québec, 1971, vol. 5, tome I, 3e partie, "La sécurité du revenu", tableau II, 1, 12, p. 150. Exprimé en nombre de bénéficiaires par millier d'habitants, ce chiffre est passé de 22 à 30 pendant la même période.

¹⁴⁷ Op. cit., p. 183.

¹⁴⁸ Voir par exemple, à ce sujet, Michael Lipsky, Protest in City Politics. Rent Strikes, Housing and the Power of the Poor, Chicago, Rand McNally and Co., 1970; voir aussi Harry Brill, Why Organizers Fail, the Story of a Rent Strike, Berkeley, University of California Press, 1971.

¹⁴⁹ À ce sujet, voir Gérard Divay et Jacques Godbout, Une politique de logement au Québec ?, Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, "Les Cahiers du C.R.U.R.", no 5, 1971.

Même s'ils ont aussi souvent des homologues dans le reste de l'Amérique du Nord, les organismes de services sont plus enracinés dans la tradition paroissiale québécoise. Ainsi, près de 20% d'entre eux ont une action de dépannage (argent, vêtements, nourriture, etc.) auprès des personnes à très faibles revenus; souvent issus de la paroisse, ils en sont le prolongement actuel. C'est aussi à la tradition paroissiale que se rattachent la plupart des organismes de loisirs (approximativement 20% des organismes populaires). On peut donc dire qu'environ 40% des groupes populaires ¹⁵⁰ remplissent une fonction de remplacement de la paroisse et constituent le point de chute local des politiques de bien-être gouvernementales, qui utilisent directement les citoyens des quartiers pauvres, conformément à la nouvelle approche qui consiste à intégrer les usagers dans la production du service; nous reviendrons plus loin sur ce point.

[251]

Certains organismes de services sont cependant plus en rupture avec les organismes paroissiaux : c'est ainsi que même si on peut, à la limite, considérer les cliniques médicales populaires comme le prolongement des dispensaires, on a constaté que l'esprit qui les anime (démystification de la pratique professionnelle, analyse des causes sociales de la maladie et action sur ces causes) et les services qu'ils rendent (prévention, etc.) les distinguent nettement des organismes paroissiaux et les rapprochent du mouvement américain des "Free Clinics" ¹⁵¹.

Mentionnons également les garderies populaires, qui répondent à un besoin nouveau et important, et les groupes de formation, qui organisent des cours pour les adultes. En ce qui concerne ce dernier secteur, on doit noter que les groupes populaires, à Montréal, n'ont pas entrepris de lutte pour décentraliser les décisions en matière scolaire et les ramener au niveau local, comme on l'a fait aux États-Unis et ailleurs ¹⁵².

Enfin, tous les quartiers étudiés se sont dotés d'un comptoir alimentaire de type coopératif, procurant aux membres des aliments à un prix inférieur; ces comptoirs, qui existent ailleurs au Canada, sont les seuls organismes populaires dont la clientèle cible,

---

¹⁵⁰ Qui sont souvent, rappelons-le, financés par le gouvernement fédéral.

¹⁵¹ À ce sujet voir Jacques Godbout et Nicole V. Martin, *op.cit.*, chapitre 3; voir aussi l'excellent document suivant Herbert J. Freudenberger (ed.), "The Free Clinic Handbook", *The Journal of Social Issues*, vol. 30, no 1, 1974.

¹⁵² À ce sujet, voir Gérard Divay, *L'Ouverture communautaire de l'école*, Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1974.

même si les membres sont en majorité des gens à revenus modiques, n'est pas composée de personnes à très faibles revenus. Par contre, ce sont les seules initiatives qui ont pu être remarquées dans le secteur [252] commercial; une seule entreprise de quartier du type de celles qui se sont implantées dans les quartiers noirs aux Etats-Unis ¹⁵³ a été observée au moment de l'enquête : il s'agit d'une entreprise de restauration de vieux logements, qui a été lancée par des anglophones.

Bref, l'ensemble d'organismes recensés dans cette enquête est bien hétérogène. Revenons à la question de départ : ces organismes sont-ils comparables? Parle-t-on de la même chose quand on décrit les 140 organismes et groupes populaires qui existent à Montréal en 1974? Au terme de cette étude, l'équivalence est d'autant plus difficile à poser qu'un des traits communs qui avaient été postulés au début de la recherche, à savoir l'intervention portant sur le territoire local, sur le quartier, n'existe pas, comme on l'a vu au chapitre 5. Cette caractéristique est pourtant commune aux groupes de quartier en France, ce qui permet aux observateurs de les traiter tous comme une réalité unique. C'est ainsi que A. Huet et ses collaborateurs ont pu affirmer que l'action de quartier oscille entre plusieurs tendances, entre plusieurs orientations et qu'on ne peut parler de comités de quartier comme d'une réalité homogène ¹⁵⁴, mis les mêmes auteurs affirment plus loin que l'action de quartier se caractérise par la tendance à tout vouloir reporter au cadre d'habitat... ¹⁵⁵ Les observateurs des groupes urbains locaux en France sont unanimes sur ce point : les actions qui ont un certain impact s'adressent à l'ensemble des [253] résidents de la zone, peu importe leurs revenus. L'objet de leur lutte est local et concerne le plus souvent l'absence d'équipements collectifs (dans les nouveaux développements), la hausse des coûts du logement, la transformation de l'utilisation du sol (dans les vieux quartiers). Ces problèmes affectent l'ensemble des résidents ¹⁵⁶. Contrairement aux comités de quartier en France ¹⁵⁷, on a vu qu'actuelle-

---

¹⁵³ Les Community Development Corporations. Il en existait environ 75 en 1971 : voir The Twentieth Century Found Task Force on Community Development Corporations, CDCs New Hope for the Inner City, New York, The Twentieth Century Found, 1971.

¹⁵⁴ A. Huet et autres, Rôle politique, économique et idéologique de la participation à l'aménagement urbain, Paris, Copedith, 1972, p. 215.

¹⁵⁵ Ibid., p. 267.

¹⁵⁶ À ce sujet, voir Nguyễn Đức Nhuận, Revendications urbaines. Études sur les luttes urbaines menées par les groupes sociaux résidentiels, Paris, Centre de sociologie urbaine, 1975; voir aussi la revue Autrement, no 6, 1976.

ment, une proportion réduite des organismes populaires locaux de Montréal est liée au territoire et aux activités municipales.

Pourtant, malgré cette absence de référence commune au territoire local, plusieurs faits semblent indiquer que cet ensemble d'organismes appartient à un mouvement commun. Historiquement, les liens ont été multiples; des tentatives de regroupement de l'ensemble des organismes ont eu lieu, et les relations demeurent nombreuses actuellement : par l'intermédiaire d'individus, souvent des animateurs, plusieurs groupes sont reliés les uns aux autres. Même la distinction entre les organismes de services d'une part et les groupes de pression, les comités plus politiques d'autre part (distinction qui est reliée à plusieurs caractéristiques des groupes : budget, personnel, etc.) ne permet pas de les séparer de façon étanche en deux sous-ensembles. Car un même groupe peut remplir les deux fonctions (A.D.D.S., associations de locataires). Il peut aussi passer d'un rôle à [254] l'autre avec le temps. Historiquement, on a vu que des comités de citoyens ont donné naissance à des groupes de services; inversement, des groupes de services sont devenus des groupes de pression. Ces deux types d'action peuvent même être considérés comme les deux termes d'une même alternative.

In situations where poor people and their organizations are not able to take over or significantly influence the power structure by persuasion, power tactics and/ or political action, the only realistic solution to their problems is self-help : programs run by and for people independently of the power structure ¹⁵⁸.

Il est donc nécessaire d'examiner, au-delà des hypothèses non confirmées, ce que ces organismes et groupes ont en commun. La référence au territoire, au cadre de vie, à l'habitat étant exclue, qu'est-ce que ces groupes locaux ont en commun?

Si on revient de nouveau aux groupes similaires aux États-Unis, on peut faire une première constatation : à Montréal comme dans le reste de l'Amérique du Nord, le mouvement des organismes et groupes populaires s'adresse *aux pauvres*, beaucoup plus que

¹⁵⁷ On peut aussi rapporter les chiffres suivants : "Pour 43 % des 95 % de personnes, membres des bureaux des unions de quartier, qui ont répondu à notre questionnaire, les relations (avec la municipalité) constituent le rôle essentiel de l'union de quartier" : P. Bolle et autres, L'Information. l'éducation et la participation des citoyens dans le processus de développement urbain, Parts, ministère de l'Équipement, 1968, p. 58.

¹⁵⁸ Si Kahn, How People Get Power. Organizing Oppressed Communities for Action, New York, McGraw-Hill, 1970, p. 105.

le quartier (comme en France), c'est la classe de revenu qui regroupe l'ensemble des organismes populaires locaux; aux États-Unis, cette situation coïncide souvent avec l'appartenance à une minorité ethnique et le fait, en milieu urbain, d'habiter l'"inner-city". On a aussi vu qu'aux États-Unis, le phénomène des groupes populaires contient souvent un aspect territorial important, qui s'exprime dans le mouvement du Community Control ¹⁵⁹ ".

[255]

Le fait de s'adresser à des pauvres et de comprendre plus souvent des animateurs constitue un trait commun non seulement à l'ensemble des organismes populaires de Montréal, mais aussi aux organismes similaires qui existent ailleurs en Amérique du Nord. Nathan Glazer s'est d'ailleurs élevé contre cette tendance générale à n'identifier ce mouvement qu'aux pauvres :

The association of this movement (Community Control) in the United States with the black and the poor (...) conceals from many of us its real power and seriousness ¹⁶⁰.

Il cite même le "French Canadian Movement" comme illustration du caractère général de ce mouvement universel contre la domination bureaucratique... Au Québec, Léon Dion interprète de façon similaire les comités de citoyens :

---

¹⁵⁹ En France, le mouvement de contrôle local, sans être inexistant, est faible. C'est plus au plan culturel que se situe l'action de quartier, et les animateurs rattachés à un quartier sont généralement des animateurs culturels. L'animateur social québécois ressemble davantage à l'"organizer" américain : c'est plus un organisateur qu'un animateur. En France, on vise vraiment à "animer" le quartier : on organise des fêtes, des activités, des événements; les habitants d'un quartier sont d'abord définis par l'animateur comme des gens qui "s'ennuient". Il faut donc les animer. Au Québec, ils sont d'abord définis comme marginaux, dépourvus de moyens, de ressources, inorganisés : il faut donc les organiser...

¹⁶⁰ Nathan Glazer, "For White and Black Community Control Is the Issue", New York Times Magazine, 27 avril 1969, p. 36-53. Cité par Alan H. Altshuler, dans Community Control : the Black Demand for Participation in Large American Cities, New York, Bobbs-Merrill, 1970, p. 67. On peut aussi rappeler la phrase de Mogulov, pour qui le terme citoyen est devenu un euphémisme servant à désigner ceux qui sont pauvres, noirs ou bruns (cité en introduction, p. 24).

Les "fronts", les "comités de citoyens", les "maisons de chômeurs", les mouvements terroristes eux-mêmes témoignent d'une insuffisance des structures officielles ¹⁶¹.

Pour lui, l'apparition de ces groupes doit être interprétée comme l'avènement d'une "nouvelle conscience collective" qui, [256] au Québec comme ailleurs, remet en question les valeurs de la civilisation occidentale ¹⁶², l'étude du produit des groupes populaires ne permet évidemment pas de vérifier des hypothèses aussi larges qui, sans être fausses, sont nécessairement trop globales pour expliquer le phénomène des organismes populaires en général et, de façon plus particulière, leur spécificité québécoise par rapport aux autres groupes de l'Amérique du Nord : l'absence ou, du moins, la très faible intensité du mouvement de Community Control.

Comme le remarquait Ed. Smith, il existe aussi une autre différence importante entre les pauvres québécois et les autres pauvres de l'Amérique du Nord : en dehors du Québec,

To speak of poverty is to speak of the situation of minority groups (Blacks, Chicanos, Algerians) or of special groups (unwed mothers, the aged). In Montreal, the poor are members of the ethnic majority ¹⁶³.

C'est peut-être là l'explication de la différence entre les organismes populaires montréalais et ceux du reste de l'Amérique anglophone : la volonté de contrôle du territoire local, du quartier, doit, pour exister, être soutenue, nourrie par un ensemble, traduire un mouvement de solidarité communautaire. En d'autres mots, un quartier n'est pas une communauté ¹⁶⁴ et ce n'est que lorsqu'il y a correspondance entre quartier et communauté que naît un mouvement de "Community Control" au niveau local. Au Québec, la communauté francophone contrôle déjà son territoire local, le quartier ; [257] c'est au niveau national que se pose le problème; aux États-Unis, le fait, pour les Panthères

¹⁶¹ Léon Dion, *La Prochaine Révolution*, Montréal, Leméac, 1973, p. 263.

¹⁶² Ibid., p. 263 et suivantes; l'auteur définit quelques caractéristiques de cette "nouvelle conscience".

¹⁶³ Ed. Smith, "Community Control : the Montreal Experience", dans Gerry Hunnius (ed.), *Participatory Democracy for Canada*, Montreal, Our Generation Press, 1971, p. 57.

¹⁶⁴ Parlant des liens communautaires, Altshuler (op. cit., p. 125) écrit : The most common base for such ties are family, religion, ethnicity, race, occupation and income class. The essence of "neighborhood", by contrast, is spatial contiguity".

noires, de contrôler les institutions locales des quartiers noirs, antérieurement s par des blancs, a une signification politique à la fois symbolique et concrète. Au Québec, cette dernière est absente, le mouvement national se situant à l'échelle du territoire national. L'appartenance à la couche de revenu la plus faible ne suffit pas à créer un mouvement politique de contrôle territorial au niveau du quartier; la signification du quartier comme unité de regroupement doit provenir d'un mouvement qui ne repose pas en priorité, comme c'est le cas des groupes populaires, sur une seule couche de revenu, la plus faible. À cet égard, l'entrée en scène du Rassemblement des citoyens de Montréal est significative. Distinct des organismes populaires, comme on l'a vu au chapitre précédent, il s'adresse aux "Montréalais de bonne volonté" et comporte un projet de conseils de quartier où les résidants détiendront éventuellement certains pouvoirs.

La comparaison avec la situation nord-américaine d'une part, française d'autre part, permet donc d'avancer une hypothèse d'explication à la faiblesse de l'action sur l'espace et au manque de volonté de contrôle territorial qui caractérisent les groupes populaires montréalais. Contrairement à ce qui se passe en France, ces groupes s'adressent généralement à une couche de revenus spécifique, la plus faible, et non pas à l'ensemble des résidants d'une zone (est-ce dû à l'influence des animateurs et à la tradition du travail social?). Leur élément de départ est le revenu, non la zone. À cet égard, ils ressemblent aux autres groupes nord-américains décrits dans les pages qui précèdent. Mais aux États-Unis, s'adresser aux pauvres, c'est aussi, en milieu urbain, s'adresser à des communautés locales identifiées à des minorités ethniques, ce qui amène à revendiquer le [258] "community control". Au Québec, les citoyens à faible revenu ne s'identifient pas à des minorités ethniques, ils font partie de la majorité. Or, tout se passe comme si l'action collective locale devait reposer sur une solidarité communautaire pour se prolonger dans une volonté de contrôle du territoire local. Et au Québec, c'est à l'échelon national que se pose actuellement la volonté de contrôle territorial. Ne s'adressant ni à l'ensemble des résidants d'une zone (France), ni à une communauté spatialement identifiée (U.S.A.), l'action des groupes populaires montréalais ne débouche donc pas sur le quartier et sur le contrôle de l'espace.

Un autre facteur, conjoncturel, a pu empêcher cette orientation territoriale d'émerger ou de se développer. Au moment où se multipliaient les maisons de quartier apparaissaient aussi les centres locaux de services communautaires, institution locale publique créée par le ministère des Affaires sociales et destinée à dispenser les services de santé de première ligne, curatifs et préventifs, ainsi que les services sociaux et

d'action communautaire. Nouvelle institution locale enracinée dans le milieu par vocation et comportant un conseil d'administration dont plusieurs membres sont élus par les citoyens du quartier, les centres locaux de services communautaires ont mobilisé les énergies de citoyens qui auraient pu s'impliquer ailleurs. Dans deux quartiers, le ministère des Affaires sociales a d'ailleurs voulu utiliser les organismes communautaires existants ou les projets d'organismes communautaires comme noyau de départ du C.L.S.C. local. Il a réussi dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve; mais à Pointe-Saint-Charles, les citoyens du centre communautaire ont préféré demeurer entièrement autonomes. Dans les autres quartiers, le lien n'a pas été aussi direct. Au contraire, les maisons de quartier ont généralement considéré qu'elles n'avaient rien à voir dans l'implantation des centres [259] locaux de services communautaires, contrairement aux cliniques populaires qui, elles, ont engagé une lutte contre les C.L.S.C. ¹⁶⁵. Il n'en demeure pas moins que ce mouvement de contrôle territorial a disparu en même temps qu'apparaissaient les C.L.S.C. et qu'aujourd'hui, on retrouve dans plusieurs C.L.S.C. des organisateurs et militants de ces maisons de quartier ¹⁶⁶.

2. L'autonomie des groupes populaires et le rôle des usagers

[Retour à la table des matières](#)

La détérioration relative du milieu, la mauvaise situation socio-économique des individus et le besoin subséquent d'équipements communautaires locaux, alliés au besoin de nouveaux types d'action ressenti par les travailleurs sociaux professionnels et les organisations qui les employaient ont été le point de départ du premier comité de citoyens. Très rapidement, ce comité a débordé le secteur des équipements collectifs pour fournir des services personnels. En effet, le premier comité de citoyens ¹⁶⁷, le Comité des parents de Saint-Henri, voulait d'abord une amélioration des équipements scolaires. Mais

---

¹⁶⁵ Jacques Godbout et Nicole V. Martin, op. cit.

¹⁶⁶ Cet aspect sera traité dans un rapport écrit en collaboration, à paraître au cours des prochains mois et provisoirement intitulé "Par qui faire gérer les services publics locaux?".

¹⁶⁷ Voir le chapitre premier

l'action des comités qui en ont émané s'est rapidement étendue à différents services faisant appel au self-help : éducation permanente, loisirs, couture. Ces premiers comités, avec leurs ressources limitées, ont oeuvré dans les principaux secteurs actuellement couverts par les organismes populaires, même si, depuis, ces derniers ont pénétré dans de nouveaux secteurs, comme les garderies populaires.

[260]

Ces premiers comités sont donc un microcosme de l'ensemble des organismes populaires qui existent aujourd'hui dans les différents quartiers. On doit cependant noter deux différences importantes entre les comités qui existaient à Saint-Henri en 1963-1964 et les organismes populaires actuels, même si ce sont deux différences plus quantitatives que qualitatives. D'abord, les ressources financières et humaines dont disposent les organismes sont beaucoup plus importantes actuellement, principalement à cause des programmes fédéraux d'action locale ¹⁶⁸. Ce facteur a fait évoluer les groupes de la formule des "comités de citoyens" à celle des "organismes populaires"; il explique aussi en partie qu'on ait de plus en plus mis l'accent sur les services par rapport aux activités de pression. La deuxième différence tient au rôle des citoyens qui résident dans les quartiers au sein des organismes. Même si les animateurs, jeunes militants ¹⁶⁹, travailleurs sociaux, professionnels et religieux demeurent importants, rappelons que 38 % des organismes sont actuellement contrôlés par des citoyens des quartiers. On est loin de la situation de départ où, selon les sources disponibles ¹⁷⁰ l'évolution et l'existence du comité de citoyens dépendaient exclusivement de l'animateur.

Même si plusieurs services offerts par les groupes sont traditionnels (loisirs, dépannage, etc.) et les apparentent aux anciens organismes paroissiaux, les groupes populaires [261] oeuvrent dans plusieurs secteurs nouveaux : garderies, comptoirs alimentaires, assistance juridique, défense des assistés sociaux, cliniques de santé. Dans plusieurs cas, ils répondent, beaucoup plus rapidement que l'État ne pourrait le faire, à des besoins nouveaux qui sont, ultérieurement, pris en charge par des institutions publiques : assis-

¹⁶⁸ L'importance des ressources financières a été décrite au chapitre 4.

¹⁶⁹ Qui dit animation, dit informer, éduquer; plus que cela même, créer, apporter la vie, insuffler un certain esprit. Tout cela décrit admirablement le travail du militant, au point où l'on se demande si les animateurs sociaux peuvent se conduire autrement ou différemment qu'en militants?" (J.O. Retel, Vie communale et occultation du politique, Paris, C.S.U., 1974, p. 109). À ce sujet, voir l'avant-propos.

¹⁷⁰ Voir le chapitre 1.

tance judiciaire, cliniques de santé et, éventuellement, garderies. C'est là un aspect important du rôle des groupes populaires.

Quelles caractéristiques possèdent les groupes qui innoveront le plus? Dans le secteur économique (comptoirs alimentaires, etc.), les groupes tendent à s'autofinancer et sont contrôlés par des citoyens ou par des citoyens avec des religieux. Le financement gouvernemental, le plus souvent par l'intermédiaire des projets d'initiative locale, tend à soutenir des groupes dont l'action se rapproche du service social; ces groupes sont contrôlés par des animateurs ou par des animateurs et des citoyens. Incidemment, on peut noter à cet égard que le gouvernement fédéral ne finance pas directement les citoyens des quartiers populaires; il le fait par l'intermédiaire des animateurs, qui remplissent alors le rôle du député ou du curé. Les citoyens qui s'organisent localement doivent "compter sur leurs propres moyens", s'ils n'obtiennent pas l'appui des animateurs, malgré l'existence du programme fédéral d'Initiative "locale". Ils doivent avoir des relais pour accéder à cette source de financement.

Les organismes les plus nouveaux sont les groupes contrôlés par les citoyens qui exercent une action dans le secteur économique, de même que les groupes contrôlés conjointement par les animateurs et les citoyens qui oeuvrent dans le secteur social. Quant à l'orientation politique, au moment de l'étude, elle exerce peu d'influence sur le produit. On a [262] d'ailleurs pu noter que l'option politique municipale des animateurs tend à s'opposer à celle des citoyens : en 1970, peu de groupes populaires accordent un appui sans réserve au FRAP, fortement soutenu par les animateurs. Quelques années plus tard, alors que bien des animateurs considèrent que le R.C.M. ne défend pas les intérêts des groupes populaires, des citoyens, au contraire, souhaitent militer en faveur de ce parti.

Depuis 1963, l'histoire des organismes populaires est donc marquée par l'importance croissante des usagers, des citoyens dans la structure des groupes. Cette évolution, que la nouvelle vague des militants politiques peut éventuellement modifier (ou accentuer), est le principal phénomène révélé par notre enquête, qui montre de plus que la présence des usagers est reliée étroitement à l'innovation et au changement dans le produit des organismes.

L'importance actuelle des résidents des quartiers n'exclut pas les autres catégories d'acteurs. Les animateurs, en particulier, ont un rôle non négligeable dans 44% des organismes. Mais on s'approche peut-être d'un équilibre entre les deux catégories d'acteurs.

La prise de contrôle par les "autochtones", au niveau local, d'une quantité importante de ressources et de services contrôlés auparavant par des "étrangers", le remplacement de ces derniers dans certains services, l'organisation du milieu par lui-même constituent peut-être l'aspect le plus important de l'évolution des organismes populaires. La dimension la plus originale de ce mode de fonctionnement réside dans l'importance accordée aux usagers dans la structure décisionnelle autant que dans l'exécution des tâches. Il s'agit là d'un retour à un mode d'opération différent de la structure bureaucratique qui tend actuellement à caractériser à la fois le système capitaliste et le système socialiste, centrés sur l'univers de la [263] production. Même l'autogestion, qui accorde le pouvoir aux producteurs, tend à engendrer une structure technocratique, comme semble le montrer l'exemple yougoslave. L'idéologie de la participation des usagers, en introduisant dans l'organisation un acteur nouveau, dont les intérêts sont différents de ceux des producteurs et sont beaucoup plus reliés au produit qu'au mode de production, contient des possibilités importantes de transformation organisationnelle. Comme il s'adresse d'abord aux personnes à faible revenu, aux chômeurs et aux assistés sociaux, on ne doit pas s'étonner que ce mode organisationnel soit choisi par cette catégorie d'individus que, précisément, la société a exclue du système de production. Par contre, on a vu que les animateurs et, semble-t-il, les militants d'extrême-gauche tendent souvent, quoique de façon différente, à fermer les organismes et à en faire des expériences de producteurs, ou à faire du militantisme une condition d'accès aux mécanismes du pouvoir, quand ce n'est pas aux services eux-mêmes. C'est vouer les organismes populaires à l'échec. Car le pouvoir aux usagers est une condition nécessaire à leur capacité de mobilisation des citoyens; et la mobilisation collective, on l'a vu, est la seule source de pouvoir des groupes populaires, qui n'ont pas accès aux autres ressources (fonds, experts, institutions, etc.). Dans ces conditions, les mécanismes démocratiques ne sont pas seulement une règle du jeu, un mode de fonctionnement parmi d'autres qu'on peut adopter ou ne pas adopter; ils constituent aussi la seule force possible dont les organismes peuvent disposer pour devenir un contre-pouvoir.

[265]

Les organismes populaires en milieu urbain :
contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?

ANNEXE 1

GUIDE D'ENQUÊTE (Groupes de services)

[Retour à la table des matières](#)

[266]

I. IDENTIFICATION DU GROUPE

No de séquence :

Non :

Adresse :

Quartier :

Téléphone :

Informateur(s) clé(s) : _____

(indiquer la fonction) : _____

VARIABLES DÉPENDANTES

II. DESCRIPTION GÉNÉRALE DU PRODUIT

a) Secteur d'activités :

1. Consommation
2. Garderie
3. Loisirs
4. Information
5. Formation
6. Santé
7. Centre d'accueil
8. Logement
9. Juridique
10. Planning familial
11. Case work
12. Drogue
13. Autres

- b) Description générale du produit
- c) Mode d'intervention du groupe ¹⁷¹ :
  - 1. Aide financière
  - 2. Fourniture de services
  - 3. Défense
  - 4. Recherche
  - 5. Information
- d) Service d'appoint (ou de support) : énumérer

[267]

III. MESURE DE L'OUTPUT

- a) Consommation
  - 1. Aide financière (à qui, pourquoi, comment)
Indices : Nombre de bénéficiaires (base mensuelle)
 Montant (\$) distribué (base mensuelle)
  - 2. Fourniture de services : description détaillée du service - aliments, vêtements, autres, lesquels; évaluer si vendent moins cher; mode de commerce; biens usagés ou neufs; etc.
Indices : Nombre d'usagers (base hebdomadaire)
 Chiffre d'affaires (\$) (base hebdomadaire)
 Secteur(s) couvert(s) :
    - 1-Alimentation
    - 2-Vêtement
    - 3-Meuble
    - 4-Autres
  - 3. Défense
Indice : Nombre de bénéficiaires (base hebdomadaire)
  - 4. Recherche
  - 5. Information

---

¹⁷¹ On remarquera que, selon leur secteur d'activités, les groupes utilisent certains modes d'intervention et en négligent d'autres. Ainsi, les garderies ne s'occupent ni de défense, ni de recherche, ni d'information.

b) Garderies

1. Aide financière

Indices : Nombre de bénéficiaires

Montant (\$) distribué

2. Fourniture de services : âge des enfants, services de soutien; activités des enfants; autres (exemple : salle pour les mères), prix demandé, etc.

Indices :

Nombre d'enfants				
Âge des enfants	- de 1 an	1-3 ans	3-6 ans	6 ans et +
Période de garderie				
Complète				
Surveillance, Halte garderie				

[268]

c) Loisirs ¹⁷²

1. Aide financière

*Indices : Nombre de bénéficiaires**Montant (\$) distribué*2. Fourniture de services : clientèle : jeunes, adultes, vieux/individus, familles;
types d'activités (physiques, culturelles actives, culturelles passives); description détaillée, fréquence, etc.*Indice : Nombre de participants*

Fréquence du service Type de loisirs	Annuel	Permanent	Régulier
Physiques			
Culturels actifs			
Culturels passifs			

4. Recherche

5. Information

¹⁷² Nous ne considérons que les loisirs qui sont distribués ou vendus à des tiers. Une organisation de loisirs dont le but est l'autodivertissement (ligue de quille, club de majorettes, cercle des fermières, etc.) est exclue

d) Information

2. Fourniture de services

- Forme :
  - i. Journal
  - ii. Centre de référence
  - iii. Centre de documentation

- Contenu : thèmes couverts ou privilégiés; coût du journal

- Indices :*
- i. pour un journal (voir les tableaux de la page suivante) ;
  - ii. pour un centre de référence ou de documentation : nombre de personnes qui l'utilisent hebdomadairement.

4. Recherche

[269]

Indices pour un journal :

Tirage

Réception	Volontaire	Involontaire
Régularité		
Mensuel		
Hebdomadaire		
Irrégulière		

Nombre de pages

Réception	Volontaire	Involontaire
Régularité		
Mensuel		
Hebdomadaire		
Irrégulière		

e) Formation

2. Fourniture de services : décrire types d'activités cours formels, conférences; les sujets abordés, le type de clientèle, etc.

Indices : i. pour les cours
                     nombre d'étudiants
                     nombre de sessions
                     nombre de cours par session

ii. pour les conférences :
                     nombre moyen de participants
                     nombre de conférences par année

4. Recherche

f) Santé

1. Aide financière

Indices : Nombre de bénéficiaires
                     Montant (\$) distribué

(Utiliser au besoin le questionnaire Clinique communautaire.)

[270]

g) Centres d'accueil

1. Aide financière

Indices : Nombre de bénéficiaires
                     Montant (\$) distribué

2. Fourniture de services

Quelle clientèle
 Quel produit : loger des gens/repas/etc.
 Régularité : quelle permanence
                     quel rythme
Indices : Nombre d'usagers
                     permanents
                     passagers

5. Information : entre autres, formation d'avocats populaires

j) Planning familial

- 2. Fourniture de services
Indice : Nombre d'usagers
- 4. Recherche
- 5. Information

k) Case work

- 2. Fourniture de services : traditionnelle ou visites à domicile, etc./type de problèmes
Indice : Nombre d'usagers

l) Drogue

- 2. Fourniture de services : si activités médicales, incluses dans santé
Indice : Nombre d'usagers
- 4. Recherche
- 5. Information

m) Autres

- 1. Aide financière
Indices : Nombre de bénéficiaires
Montant (\$) distribué

[272]

VARIABLES INDÉPENDANTES**IV. FINANCEMENT (REVENUS)**

a) Période : du _____ 19__ au _____ 19__

b)

(1) Sources	(2) Revenu brut (\$)	(3) Durée du fi- nancement (mois)	(4) Revenu Mensuel (2) ÷ (3) (\$)	(5) Part relative de chaque source (%)
FÉDÉRALES - PIL - P.J. - AUTRES				
PROVINCIALES - Affaires socia- les - Autres				
AUTOFINANCE- MENT - Vente de servi- ces - Contributions volontaires				
DONS				
AUTRES				
TOTAL				

c) Base d'opérations :

- 1- Temporaire
- 2- Stable

[273]

V. BUDGET (DÉPENSES)

a) Budget par poste

Postes budgétaires	Montant (\$)	Pourcentage
Administration		
Salaires		
Dépenses liées au local		
Services		
Autres		
Total		

b)

[illegible]

[274]

c) Approche par les salaires

Bénéficiaires	Montant (\$)	% total des salaires	% dépenses totales
Citoyens			
Professionnels (y compris religieux, animateurs, étu- diants)			
Autres			

VI. OBJECTIF

1. De service
2. Politique
3. Les deux

VII. APPROCHE

1. Charité
2. Self-help

VIII. ACTIVITÉS POLITIQUES (DÉFINIES COMME "ACTIVITÉS COLLECTIVÉS")

Types d'activités	Nombre (choisir base appropriée)
Activités de représentation	
Manifestations	
Pétitions	
Autres (spécifier)	
-	
-	

Formation de militants :   oui___ non___

[275]

IX. TYPE DE SERVICE

- a) Contenu de l'activité
  - 1. Service social ¹⁷³
  - 2. Service municipal ¹⁷⁴
  - 3. Autres
- b) Façon de donner le service
  - 1. Service social
  - 2. Service municipal
  - 3. Autres

---

¹⁷³ Service social : service personnel que la société juge nécessaire de dispenser aux pauvres en tant que pauvres.

¹⁷⁴ Service municipal : service qui serait dispensé par l'autorité municipale si elle existait.

X. LIENS AVEC D'AUTRES ORGANISMES

- a) Membre d'un centre communautaire
Lequel ? _____
- b) Membre d'une fédération
Laquelle ? _____
- c) Relié à une agence de service social
Laquelle ? _____
- d) Relié à un C.L.S.C.
  - i. Comité provisoire
  - ii. C.L.S.C. comme telLequel ? _____
- e) Relié avec le C.D.S.
la C.J.C.
autre organisme semblable (Ex. : POPIR)
lequel ? _____
- f) Relié à des groupes politiques
Lesquels ? _____
Type de relations _____

XI. MODE DE LIAISON AVEC LES INSTITUTIONS PUBLIQUES

- a) A-t-on déjà eu affaire avec les institutions publiques ?
Lesquelles ? _____
- b) Est-on passé
  - 1. par un député
  - 2. par un fonctionnaire
  - 3. par l'opinion publique
- c) Lequel de ces moyens a donné un résultat
  - 1. député
  - 2. fonctionnaire
  - 3. opinion publique
  - 4. aucun
- d) Qui fait la liaison?
  - 1. animateurs (y compris curés)
  - 2. citoyens

XII. STRUCTURES

A) Représentation

- a) Type de structure
  - 1 Coopérative
  - 2 Autogestion
  - 3 Pouvoir aux usagers et (ou) aux résidents
  - 4 Entreprise
  - 5 Autres description si nécessaire
- b) Assemblée générale
  - 1. Pouvoirs : consultative-informative
élection du C.A.
élection de la majorité des membres du C.A.
souveraine
nomme le directeur général
description si nécessaire _____
  - [277]
  - 2. Composition : usagers résidents producteurs autres
description si nécessaire _____
Nombre de participants à la dernière assemblée générale

c) Conseil d'administration (C.A.)

Types de personnes	Nombre	%
Citoyens		
Animateurs		
Représentants de l'extérieur		
Personnel professionnel		
Autre personnel		

d) Exécutif

Types de personnes	Nombre	%
Citoyens		
Animateurs		
Représentants de l'extérieur		
Personnel professionnel		
Autre personnel		

B) Tâches

[278]

Types de tâches	Représentation en % de citoyens	
	Par rapport à la tâche	Par rapport au total des citoyens
Tâches ordinaires (secrétariat, entretien, etc.)		
Tâches professionnelles et para-professionnelles		
Direction		

C) Comités consultatifs

- a) D'usagers
- b) De membres du personnel

XIII. PERSONNEL

a) Personnel rémunéré (nombre)

Type de personnel	Citoyens		Militants politiques		Professionnels		Étudiants		Religieux		Total	
Tâches	P.T.	P.	P.T.	P.	P.T.	P.	P.T.	P.	P.T.	P.	P.T.	P.
Direction												
Production du service												
Soutien												
Animation, Organisation												
Total												

P.T.= plein temps   P. = temps partiel

[279]

b) Personnel bénévole (nombre)

Type de personnel	Citoyens		Militants politiques		Professionnels		Étudiants		Religieux		Total	
Tâches	P.T.	P.	P.T.	P.	P.T.	P.	P.T.	P.	P.T.	P.	P.T.	P.
Direction												
Production du service												
Soutien												
Animation, Organisation												
Total												

P.T.= plein temps   P. = temps partiel

XIV. CLIENTÈLE

- a) Description
- b) Est-ce que c'est la même clientèle que celle des agences de services sociaux? _____

XV. BASE GÉOGRAPHIQUE D'INTERVENTION

- a) Paroisse
- Quartier
- Autre

- b) Description

[280]

XVI. NOMBRE D'ANNÉES D'EXISTENCE

- 1. Moins de 1 an
- 2. De 1 à 2 ans
- 3. De 2 à 5 ans
- 4. De 5 à 10 ans
- 5. Plus de 10 ans

Connaissez-vous d'autres groupes ou organismes communautaires dans le quartier?

(non, adresse, no de téléphone, non d'un informateur)

[281]

Les organismes populaires en milieu urbain :
contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?

ANNEXE 2

Liste et description des variables

[Retour à la table des matières](#)

Variable 1	Produit (identification)
Variable 2	Produit réduit
Variable 3	Mode d'intervention
Variable 4	Source de financement (1 ^{re} forme)
Variable 5	Source de financement (2 ^e forme)
Variable 6	Revenus
Variable 7	% consacré aux salaires (1 ^{re} forme)
Variable 8	% consacré aux salaires (2 ^e forme)
Variable 9	% consacré aux autres dépenses (1 ^{re} forme)
Variable 10	% consacré aux autres dépenses (2 ^e forme)
Variable 11	Salaire des citoyens
Variable 12	Objectif
Variable 13	Approche
Variable 14	Activités politiques
Variable 15	Relié à un centre communautaire
Variable 16	Relié à une agence
Variable 17	Relié à un C.L.S.C.
Variable 18	Relié à l'animation sociale
Variable 19	Variable composée sur les liens (l'ouverture)
Variable 20	Degré d'ouverture à l'extérieur
Variable 21	Pouvoir dans l'A.G.
Variable 22	Composition de l'A.G.
Variable 23	Participation à l'A.G.

Variable 24	Participation des citoyens à l'exécutif
Variable 25	Qui assume la direction rémunérée
Variable 26	Qui assume le service rémunéré
Variable 27	Qui assume le soutien rémunéré
Variable 28	Concentration des citoyens dans les tâches de direction
Variable 29	Concentration des citoyens dans les tâches de fourniture du service
Variable 30	Concentration des citoyens dans les tâches de soutien
Variable 31	Base géographique
Variable 32	Années d'existence
Variable 33	Existence de relations avec le politique (l'État)
Variable 34	Moyens utilisés (plus résultats)
Variable 35	Par qui
Variable 36	Nombre d'utilisateurs (hebdomadaire)
Variable 37	Chiffre d'affaires (hebdomadaire)
Variable 38	Activités d'information
Variable 39	Produit secondaire
Variable 40	Statut de la clientèle
Variable 41	Envergure du groupe
Variable 42	Nouveauté du produit
Variable 43	Nouveauté du mode de production
Variable 44	Secteur d'intervention
Variable 45	Degré de contrôle par les citoyens

[283]

Variable 1. Identification du produit

- 1 Consommation
- 2 Garderies
- 3 Loisirs
- 4 Information
- 5 Formation
- 6 Santé
- 7 Logement
- 8 Juridique
- 9 Dépannage
- 10 Politique
- 11 Centre communautaire
- 12 Autres

Variable 2. Identification réduite du produit

- 1 Consommation-dépannage
- 2 Garderie
- 3 Loisirs -information-formation
- 4 Santé
- 5 Logement-juridique
- 6 Politique
- 7 Centre communautaire
- 8 Autres

Variable 3. Mode d'intervention

- 1 Service
- 2 Autres

Variable 4. Source de financement (1^{re} forme)

- 1 Fédéral
- 2 Provincial
- 3 Fédérations
- 4 Autofinancement
- 5 Mixte

[284]

Variable 5. Source de financement (2^e forme)

- 1 Gouvernemental
- 2 Privé-charitable
- 3 Autofinancement
- 4 Mixte

Variable 6. Revenus

- 1 Moins de \$1,000
- 2 \$1,000-\$14,999
- 3 \$15,000-\$44,999
- 4 \$45,000 et plus

Variable 7. Pourcentage du budget consacré aux salaires (1^{re} forme)

- 1 0 %
- 2 1-69
- 3 70-100

Variable 8. Pourcentage du budget consacré aux salaires (2e forme)

- 1 0 %
- 2 1-69
- 3 70-100

Variable 9. Pourcentage du budget consacré aux autres dépenses (1re forme)

- 1 0 %
- 2 1-69
- 3 70-100

[285]

Variable 10. Pourcentage du budget consacré aux autres dépenses (2e forme)

- 1 0 %
- 2 1-69
- 3 70-100

Variable 11. Salaire des citoyens

- 1 Aucun
- 2 \$1 - \$24,999
- 3 \$25,000 et plus

Variable 12. Objectif

1. De service
2. De service et politique

Variable 13. Approche

- 1 Charité
- 2 Self-help

Variable 14. Activités politiques

1. Non
2. Oui

Variable 15. Relié à un centre communautaire

- 1 oui
- 2 Non

[286]

Variable 16. Relié à une agence

- 1 oui
- 2 Non

Variable 17. Relié à un C.L.S.C.

- 1 oui
- 2 Non

Variable 18. Relié à l'animation sociale

- 1 oui
- 2 Non

Variable 19. Ouverture au service social et à l'animation

- 1 Lien avec le service social
- 2 Lien avec l'animation
- 3 Lien avec les deux
- 4 Aucun lien

Variable 20. Degré d'ouverture à l'extérieur

- 1 Aucun lien
- 2 Un lien
- 3 Deux liens et plus

Variable 21. Pouvoirs de l'assemblée générale

- 1 Pas d'A.G.
- 2 Consultative
- 3 Décisionnelle

[287]

Variable 22. Composition de l'assemblée générale

- 1 Usagers-résidents
- 2 Producteurs
- 3 Autres et mixte

Variable 23. Participation des citoyens à l'exécutif

- 1 1-29
- 2 30 et plus

Variable 24. Participation des citoyens à l'exécutif

- 1 Minoritaires
- 2 Majoritaires

Variable 25. Direction rémunérée

- 1 Citoyens
- 2 Professionnels

Variable 26. Service rémunéré

- 1 Citoyens
- 2 Professionnels

Variable 27. Soutien rémunéré

- 1 Citoyens
- 2 Professionnels

Variable 28. Concentration des citoyens dans les tâches de direction

- 1 Minoritaires
- 2 Majoritaires

[288]

Variable 29. Concentration des citoyens dans les tâches de fourniture de services

- 1 Minoritaires
- 2 Majoritaires

Variable 30. Concentration des citoyens dans les tâches de soutien

- 1 Minoritaires
- 2 Majoritaires

Variable 31 Base géographique

- 1 Pointe-Saint-Charles
- 2 Saint-Henri
- 3 Mile-End
- 4 Plateau-Mont-Royal
- 5 Centre-Sud
- 6 Hochelaga-Maisonneuve
- 7 Montréal métropolitain

Variable 32. Années d'existence

- 1 Moins de 2 ans
- 2 De 2 à 5 ans
- 3 5 ans et plus

Variable 33. Existence de relations avec L'État

- 1 Aucune
- 2 Fédéral et provincial
- 3 Municipal

Variable 34 Moyens utilisés

- 1 Fonctionnaires
- 2 Politiques
- 3 Opinion publique

[289]

Variable 35. Qui assume les relations?

- 1 animateurs
- 2 Citoyens

Variable 36. Nombre d'usagers hebdomadaires

- 1 29 et moins
- 2 30 - 99
- 3 100 et plus

Variable 37. Chiffre d'affaires hebdomadaire

- 1 Aucun
- 2 \$1 - \$999
- 3 \$1,000 et plus

Variable 38. Activités d'information

- 1 oui
- 2 Non

Variable 39. Produit secondaire

- 1 oui
- 2 Non

Variable 40. Statut socio-économique de la clientèle

- 1 Assistés sociaux
- 2 Faibles revenus
- 3 Autres

[290]

Variable 41. Envergure du groupe

- 1 Moyens de fortune
- 2 Petit
- 3 Moyen
- 4 Considérable

Variable 42. Nouveauté du produit

- 1 Traditionnel
- 2 Non traditionnel

Variable 43. Nouveauté du mode de production

- 1 Traditionnel
- 2 Non traditionnel

Variable 44. Secteur d'intervention

- 1 Service social
- 2 Économique

Variable 45. Degré de contrôle par les citoyens

- 1 animateurs
- 2 Religieux-citoyens
- 3 animateurs-citoyens
- 4 Citoyens

[291]

Les organismes populaires en milieu urbain :
contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?

ANNEXE 3

Définition des secteurs d'activité

[Retour à la table des matières](#)

[292]

Consommation

Groupes qui oeuvrent dans les secteurs de la consommation courante (les besoins essentiels) : meuble, nourriture, vêtement. Ces groupes vendent leur produit aux usagers, souvent des prix symboliques. Ils ont parfois des activités de production de biens : préparer des repas, réparer (et même faire) des vêtements ou des meubles.

Dépannage

Groupes qui oeuvrent sensiblement dans les mêmes domaines que les groupes de consommation, mais de façon charitable plutôt que "commerciale". Ces groupes apportent une aide de circonstance aux individus dans le besoin; ils ne les rendent pas capables de prendre leurs affaires en main.

Garderies

Groupes qui ont pour but d'assumer la garde des enfants de 6 ans et moins, pendant le jour.

Loisirs

Groupes qui organisent des loisirs soit culturels, soit physiques. Ne sont considérés que les loisirs distribués ou vendus à des tiers ou organisés pour des tiers. Les organisations de loisirs dont le but est l'autodivertissement (ligue de quilles, cercle des fermières, etc.) sont exclues.

Information

Groupes qui oeuvrent dans le secteur de l'information. Seules activités considérées : mass média (journal, radio, T.V.); centres de documentation; centres de référence.

Formation

Groupes qui, par des cours, des conférences, etc., oeuvrent dans le domaine de l'éducation populaire.

Santé

Cliniques de santé, pharmacies communautaires, etc.

Logement

Groupes qui veulent défendre individuellement (parfois collectivement) les droits des locataires et des petits propriétaires.

[293]

Juridique

Groupes qui veulent défendre les citoyens individuellement (parfois collectivement) devant les tribunaux ou auprès de certains organismes gouvernementaux (bien-être social par exemple).

Politique

Groupes qui mènent des luttes collectives et qui, au lieu d'avoir pour objectif premier d'offrir un service, agissent comme groupe de pression, groupe de lutte relativement à des problèmes socio-économiques.

Centre communautaire

Les centres communautaires regroupent plusieurs organismes de citoyens sous un même toit et, surtout, dans une structure centrale; les groupes de citoyens ont part aux décisions du centre.

[295]

Les organismes populaires en milieu urbain :
contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?

ANNEXE 4

Critères utilisés pour élaborer les variables complexes

[Retour à la table des matières](#)

[296]

ENVERGURE

Pour former les catégories d'envergure des groupes, nous avons considéré trois variables

- les revenus
- le personnel rémunéré
- le nombre de bénéficiaires (la clientèle)

Les catégories obtenues sont les suivantes :

- 1 *Groupe sans ressources*, fonctionnant avec des *moyens de fortune* : un groupe qui n'a pas (ou à peu) de budget.
- 2 *Petit groupe* : groupe dont le budget varie entre \$5,000 et \$25,000 et ayant un personnel rémunéré de 1 à 7 personnes.
- 3 *Groupe moyen* : groupe dont le budget varie entre \$25,000 et \$75,000 et ayant un personnel rémunéré de 8 à 15 personnes

ou

groupe ayant le budget et le personnel des groupes de la catégorie 2 ("petit") mais touchant une clientèle nettement plus importante que les autres groupes du même secteur d'activité.

- 4 *Groupe considérable* : groupe dont le budget est supérieur à \$75,000 et ayant un personnel rémunéré de plus de 15 personnes

ou

groupe ayant le budget et le personnel des groupes de la catégorie 3 ("moyen") mais touchant une clientèle nettement plus importante que les autres groupes du même secteur d'activité.

SECTEUR D'INTERVENTION

Cette variable sert essentiellement à partager les organismes entre ceux qui oeuvrent dans le secteur des services sociaux et ceux qui oeuvrent dans le secteur économique.

Un seul organisme oeuvre dans le secteur de la production d'un bien ou d'un service, soit le groupe Loge-Peuple, qui se porte acquéreur de logements, les restaure et les loue aux familles du quartier par la suite. On retrouve aussi, dans le secteur des loisirs, quelques organismes qui mettent en vente, à des prix peu élevés, les pièces d'artisanat [297] produites au cours des activités de loisirs. Cependant, la fonction principale de ces organismes ne consiste pas à produire un bien pour en faire le commerce, mais à exercer une

activité de loisirs dont une partie du produit est par la suite mise en vente. C'est pourquoi nous ne les considérons pas principalement comme des groupes de production.

Les organismes qui ont été codés "économiques" sont donc essentiellement des organismes oeuvrant dans le secteur de la consommation, plus quelques autres qui ont des rapports commerciaux avec les usagers (exemples : pharmacie populaire; groupe d'artisanat qui fait le commerce des pièces d'artisanat fabriquées dans le cadre de ses activités ¹⁷⁵, etc.).

DEGRÉ DE NOUVEAUTÉ

Pour déterminer le degré de nouveauté, on considère le produit du groupe et le mode de production de ce produit. Les groupes ont été répartis en trois catégories :

- 1) Ceux qui sont traditionnels, à la fois pour le produit et pour le mode de production de ce produit.
- 2) Ceux qui innovent soit dans le produit, soit dans le mode de production.
- 3) Ceux qui innovent sur les deux plans : produit et mode de production.

Pour juger de la nouveauté du produit, nous avons appliqué les critères suivants :

Critère 1

Si le ou les services offerts par l'organisme sont déjà dispensés, sous quelque forme que ce soit, par des institutions privées ou par les gouvernements, le produit est considéré comme traditionnel. Sinon, le produit est considéré comme non traditionnel.

Exemple : Un comptoir de linge (qui fait la vente ou l'échange de vêtements) est considéré comme traditionnel. Une radio communautaire est considérée comme non traditionnelle.

[298]

---

¹⁷⁵ Ne pas confondre ces groupes avec les groupes de loisirs qui se trouvent aussi à produire des pièces d'artisanat, mais dont cette production n'est pas le but premier.

[299]

À partir de ces trois types d'acteurs, quatre catégories de contrôle de la décision ont été retenues :

Pouvoir de décision détenu essentiellement par les animateurs

Pouvoir de décision détenu à la fois par les animateurs et par les citoyens

Pouvoir de décision détenu à la fois par les religieux et par les citoyens

Pouvoir de décision détenu par les citoyens.

[301]

Les organismes populaires en milieu urbain :
contre-pouvoir ou nouvelle pratique professionnelle ?

Volumes et documents utilisés

[Retour à la table des matières](#)

[302]

A) Montréal

Agence de presse libre du Québec, [Le Bulletin populaire](#), vol. 3, nos 1 à 27, Montréal, Presses de L'A.P.L.Q., 1973-1974.

Ames, Herbert Brown, [The City Below the Hill. A Sociological Study of a Portion of the City of Montreal](#), Toronto, Toronto University Press, 1972, 116 p., notes bibliographiques.

Baril, Claude, [Le Quartier Maisonneuve-Hochelaga](#), Montréal, 1967, 88 p.

Bélanger, Paul, Pierre Paquet et Jocelyne Valois, [Projet de recherche sur l'animation sociale](#), Montréal: I.C.E.A., décembre 1971, p. 12 à 16.

Blondin, Michel, [Les Comités de citoyens en février 1969](#), Montréal, mars 1969, 4 p.

Blondin, Michel, [Conseil de quartier de Saint-Henri](#), Montréal, Conseil des oeuvres de Montréal, 1964.

Blondin, Michel, [Efforts d'appréciation de certains changements survenus dans les quartiers du bas de la ville](#), 1963-1964, Montréal, 1969, 10 p.

Blondin, Michel, [Évolution du travail auprès des comités de citoyens](#), Montréal, Centre d'information et de documentation du C.D.S.M.M., mars 1969, 7 p.

- Blondin, Michel, Journée-rencontre des comités de citoyens, 19 mai 1968. Programme d'activité.
- Blondin, Michel, "Montréal, Terre des pauvres", Maintenant, no 78, juin-juillet 1968, p. 181-183.
- Centre de formation populaire, Bilan des projets d'action en cours dans le Sud-Ouest, Hochelaza-Maisonneuve, Rosemont. Sessions d'étude, 1971.
- Centre de recherches et d'innovations urbaines (CRIU), Des conseils de quartier pour Montréal, Montréal, septembre 1974.
- Citoyens de la Petite-Bourgogne, Mémoire du Réveil des citoyens de la Petite-Bourgogne. Le délogement et le relogement dans le cadre de la rénovation urbaine, Montréal, 1968, 15 p
- [303]
- Citoyens de la Petite-Bourgogne, Mémoire du Réveil des citoyens de la Petite-Bourgogne sur l'information dans le cadre de la rénovation urbaine, Montréal, 1963.
- Conseil de développement social du Montréal métropolitain, Service d'animation sociale, Projet d'organisation populaire d'information et de regroupement, Montréal, 1969.
- Conseil des oeuvres de Montréal, Rapports relatifs aux conseils de quartier, 1961-1963.
- Conseil d'orientation économique du Québec, L'Animation, l'animation sociale, la consultation. Essai de définition, "Planification du développement régional", Série VI, Cahier 2, 1968, ii et 94 p.
- Durand, Nicole, Étude descriptive des caractéristiques du Mile-End, Montréal, Projet de rénovation sociale et urbaine, 1967.
- Durand, Nicole, Les Statistiques et faits sur la pauvreté, l'assistance publique, l'éducation et le logement, Montréal, Projet de rénovation sociale et urbaine, 1968.
- Fillion, Mireille, Le Comité de citoyens de Saint-Jean-Baptiste, Québec, Université Laval, 1970.
- Front d'action politique (FRAP), Il ne suffit plus de sur veiller le pouvoir, il faut l'exercer, mai 1970.
- Front d'action politique, Les Salariés au pouvoir, Montréal, Les Presses libres, 1970, 138 p.
- Gareau, Jean-Marc, Le Comptoir alimentaire et les exigences de son développement dans le bas de la ville, C.D.S.M.M., 1969, 8 p.
- Godbout, Jacques, et Nicole V. Martin, Participation et innovation. L'implantation des centres locaux de services communautaires et les organismes communautaires autonomes, Montréal, ENAP/ I.N.R.S.-Urbanisation, 1974, 343 p.

Harel, Louise et Jacques Duval, [Club populaire des consommateurs](#), Montréal, 1971, 1 vol., pagination multiple. (Club coopératif de consommation de Ville-Saint-Michel, Maisonneuve, Centre-Sud, Petite-Bourgogne, Pointe-Saint-Charles, Saint-Jean-Baptiste, Centre-Suds, Saint-Henri.)

[304]

Labrecque, Jacques, et Jacques Massé, "Le Nouveau Syndicalisme québécois", [Point de Mire](#), septembre 1971, p. 38.

La Grenade, Pierre, [L'Animation sociale à Montréal](#), Montréal, Centre d'information et de documentation du C.D.S.M.M., 1971, 17 p.

La Grenade, Pierre, et François Lapointe, [Bilan : animation sociale](#), Montréal, Centre d'information et de documentation du C.D.S.M.M., 1972, 13 p.

"L'Animation sociale au Québec", [Relations](#), no 349, Montréal, mai 1960.

Lamarche, François, "Les Comités de citoyens : un nouveau phénomène de contestation", [Participation](#), no 3, décembre 1968, 8 p.

Lavigne, Jean, [Le Comité de citoyens de la Petite-Bourgogne](#), Québec, Université Laval, 1971, thèse.

Leclerc, Jean-Claude, "Les Milieux défavorisés ont cessé de reculer, mais ont-ils un avenir?", [Le Devoir](#), 4 janvier 1968.

Légaré, Anne, [Les Comités de citoyens : une forme nouvelle de participation](#), Montréal, Université de Montréal, 1970, 120 p, thèse de maîtrise.

Léonard, Jean-François, [Les Groupes d'action au niveau local](#). Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1971, 44 p.

Leseman, Frédéric, [La Maison du quartier. Projet d'animation de quartier dans les temps de loisirs \(P.A.Q.\)](#), Montréal, février 1971, 31 p.

Leseman, Frédéric, et Michel Thiénot, [Animations sociales au Québec](#), Montréal, Université de Montréal, École de Service social, octobre 1972, 501 p.

Martin, Luc, et Robert Mayer, "De l'aliénation au développement : notes sur certaines analyses de la pauvreté et des comités de citoyens", dans Gabriel Gagnon et Luc Martin, [Québec 1960-1980. La crise du développement](#), Montréal, Hurtubise/H.M.H., 1973, p. 285-316.

McGraw, Donald, [La Modification de la pratique politique et idéologique des groupes populaires entre 1963 et 1969](#) (texte provisoire), Montréal, UQAM, Module travail social, avril 1974, 140 p.

[305]

[Mobilisation](#) (revue politique militante), Montréal, Les Éditions Mobilisation. Voir en particulier : volume 3, no 1, 1973; volume 3, no 9, 1974; volume 4, no 1, septembre 1974.

- Mongeau, Serge, [L'Animation en quartier défavorisé : l'expérience de Saint-Henri](#), Montréal, 1966, 25 p.
- Montreal Council of Social Agencies, Sous-comité sur la participation des citoyens à la rénovation urbaine, [Le Dynamisme de la rénovation urbaine](#), Montréal, 1967, 12 p.
- Quirion, Hugues, "Crise politique et émergence de nouveaux animateurs dans la société". [Bulletin de l'Action sociale Jeunesse](#), no 2, 30 juin 1969, p. 11-13.
- Rassemblement des citoyens de Montréal, [Une ville pour nous](#), Montréal, automne 1974.
- Robert, Lionel, [Le Comité de citoyens d'Hochelaga-Maisonneuve, Une expérience d'animation sociale](#), Québec, Université Laval, Centre de recherches sur l'opinion publique. Cahier no 2, 1970, 142 p.
- Robert, Lionel, [Comparaison des quatre comités de citoyens à partir des informations contenues dans le questionnaire construit pour la recherche sur les comités de citoyens](#), Québec, Université Laval, non daté.
- Service d'urbanisme de Montréal, [Enquête sur 5 secteurs du sud-est de Montréal](#), Montréal, 1966.
- SORECOM, [Enquête sur la réaction des Montréalais à leur Milieu](#), Montréal, 1974.
- Valois, Jocelyne, et Pierre Paquet, [Les Groupes populaires dans la structure du pouvoir](#), Montréal, I.C.E.A., 1972.
- Veit, Suzanne, [La participation des citoyens et la Cie des jeunes Canadiens en 1971. 3 études de cas](#). 1971, 108 p. : 1. "La C.J.C. et la participation des citoyens dans la rénovation urbaine"; 2. "Une étude de cas"; 3. "La C.J.C. et la participation des citoyens aux affaires municipales".
- [Projet d'implantation de clubs populaires de consommation Jan, le Sud-Ouest de Montréal](#), 10 p.

[306]

B) Le Québec

- Benoît, Jacques, [L'Extrême gauche](#) Montréal, La Presse, 1977.
- Conseil du bien-être du Québec, [Les Cahiers du C.B.E.Q.](#); 1. L'Action sociale à la recherche d'objectifs; 2. Des conseils régionaux de développement social.
- Courcelles, Lise et Robert Houle, [Les Comités de locataires dans les programmes municipaux d'habitation](#) Québec, ministère des Affaires municipales, janvier 1973, 132 p.
- De Sève, Nicole, [Animation sociale. Bibliographie](#), Montréal, C.D.S.M.M., août 1973.
- Dion, Léon, [La Prochaine Révolution](#), Montréal, Leméac, 1973. [Livres en préparation dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

- Divay, Gérard, [L'Ouverture communautaire de l'école](#), Montréal, I.N.R.S.-Urbanisation, 1974.
- Divay, Gérard et Jacques Godbout, [Une politique de logement au Québec?](#) Montréal, Les Presses de l'Université du Québec, "Les cahiers de la C.R.U.R", no 5, 1973.
- EZOP-Québec, [Une ville à vendre](#), Québec, Imprimerie Minute, 1972.
- Fournier, Louis, "Notes sur le mouvement "révolutionnaire" au Québec", [Vie ouvrière](#), XXVI, no 104, avril 1976, p. 201-215.
- Guy, Roger, [La Participation et les institutions politiques au Québec](#), Montréal, C.B.E.Q., 1967, 38 p.
- I.C.E.A., [La formation du personnel en développement communautaire](#), Recommandation au comité conjoint I.C.E.A.-C.A.A.E. en collaboration avec l'ARDA, Montréal, 1965, 37 p.
- Lamarche, Jacques A., [Coop et Cooprix, revanche économique des Québécois](#), Montréal, Éd. du Jour, 1971, 191 p.
- Pelletier, Michel et Yves Vaillancourt, [Les Politiques sociales et les travailleurs](#), Montréal, 1974, 6 vol.

C) Toronto et le reste du Canada

- Bureau of Municipal Research, "Neighbourhood Participants in Local Government", dans L. Axworthy et J.M. Gillier, [The City : Canada's Prospects, Canada's Problems, Toronto](#), Butterworth, 1973.
- [307]
- Carota, Mario, [Le Mouvement des comités de citoyens parmi les citoyens à faible revenu du Canada urbain](#), Ottawa, Association canadienne des services communautaires, février 1970.
- Cole, Richard L., [Citizen Participation and the Urban Policy Process](#), Toronto, D.C. Heath and Company, 1974, 172 p.
- Draper, James A., [Citizen Participation : Canada. A Book of Readings](#), Toronto, New Press, 1971, 464 p.
- Fraser, Graham, [Fighting back. Urban Renewal in Trefann Court](#), Toronto, Hakkert, 1972.
- Granatstein, G.L., [Marlborough Marathon. One Street Against a Developer](#), Toronto, Hakkert et James Lewis & Samuel, 1971.
- Hunnuis, Gerry, [Participatory Democracy of Canada](#), Montréal, Black Rose Books, 1971, 93 p.

- Lorimer, James, Working People. Life in a Downtown City Neighborhood, Toronto, James Lewis & Samuel, 1971.
- Powell, Alan, The City : Attacking Modern Myths, Toronto, McClelland and Stewart, 1972.
- Quigley, Maureen, Citizen Participation and Development in the City of Toronto, Toronto, Ontario Department of Municipal Affairs, 1971, 105 p.
- Sewell, John, Up Against City Hall, Toronto, James Lewis & Samuel, 1972.
- Stein, David Lewis, Toronto, For Sale, Toronto, New Press, 1972.
- St-John, Loris Ann, Conflict and Neighborhood Organization, Toronto, 1965, 173 p., These (N.A.), University of New Brunswick.

D) États-Unis et France

- Aiken, Michael et Paul E. Matt, The Structure of Community, Power, New York, Random House, 1970.
- Altshuler, Alan H., Community Control : The Black Demand for Participation in Large American Cities, New York, Bobbs-Merrill, 1970, 238 p.
- [308]
- Bolle. P., et autres, L'Information, l'éducation et la participation des citoyens dans le processus de développement urbain, Paris, ministère de l'Équipement, 1968.
- Bourdet, Yvon, Qu'est-ce qui fait courir les militants? Paris, Stock, 1976.
- Brill. Harry, Why Organizers Fail. The Story of a Rent Strike, Berkeley, University of California Press, 1971.
- Cahn, Edgar, Citizen Participation : Effecting Community Change, ed. by E.S. Cahn and Barry A. Passet, N.Y., Praeger, 1971, xiv et 294 p.
- Castells. Manuel, La Question urbaine, Paris, Maspéro, 1973, 529 p.
- Davies, J. Clarence III, Neighborhood Groups and Urban Renewal, N.Y., Columbia University Press, 1966, 235 p.
- Davis, James W., Little Groups of Neighbors : the Selective Service System, Chicago, Markham, 1970, 276 p.
- Davis, James W., "Decentralization, Citizen Participation and Ghetto Health Care", American Behavioral Scientist, vol. 15. no 1, 1971.
- De la Radelle, Michel et Monique Selim, "Les "Militants du Marais" , Autrement, no 6, 1976, p. 40.

Fainstein, Susan S., et I. Norman, The View from Below. Urban Politics and Social Policy, Boston, Little, Brown and Co., 1972, 360 p.

Frederickson, George H., "Curriculum Essays on Citizens, Politics and Administration in Urban Neighborhoods", Public Administration Review, vol. XXXII, octobre 1973, numéro spécial.

Freudenberger, Herbert J., "The Free Clinic Handbook", The Journal of Social Issues, vol. 30, no 1, 1974. .

Huet, A. et autres, Rôle et portée économiques, politiques et idéologiques de la participation à l'aménagement urbain, Paris, Action concertée de recherches urbaines, 1973, 269 p., document de travail.

Hutcheson, John D. et Frank X. Stegert, Organized Citizen Participation In Urban Areas, Report No. 1, Atlanta, Emory University, Center For Research in Social Change, s.d., 198 p.

[309]

Kasarda, John, D., The Ecological Basis of the Urban Crisis in the United States, 8^e Congrès mondial de sociologie, Toronto, 1974.

Keller, Suzanne, The Urban Neighborhood, New York, Random House, 1968.

Kesselman, Mark, Le Consensus ambigu : étude sur le gouvernement local, Paris, Éd. Cuyas, 1972, 190 p.

Kahn, Si, How People Get Power. Organizing Oppressed Communities for Action, N.Y., McGraw Hill, 1970, 128 p.

Kotler, Milton, Neighborhood Government : the Local Foundations of Political Life, Indianapolis and New York, Bobbs-Merrill, 1969, 111 p.

Ledrut, Raymond, L'Espace social de la ville, Paris, Anthropos, 1968, 370 p.

Leinwand, Gerald et Richard E. Scheetz, The City as a Community, New York, Washington Square Press, 1970, 192 p.

Lipsky, Michael, Protest in City Politics, Chicago, Rand McNally, 1970.

Médard, Jean-François, Communauté locale et organisation communautaire aux États-Unis, Paris, Colin, Cahiers de la fondation nationale des sciences politiques, no 172, 1969, 313 p.

Mogulov, F. et B. Melvin, Citizen Participation : A Review and commentary on Federal Policies and Practices, Washington, The Urban Institute, 1970, iii et 113 p.

Mogulov, F., et B. Melvin, Citizen Participation : the Local Perspective, Washington, The Urban Institute, 1970, 182 p.

Nguyễn Due Nhuân, Revendications urbaines. Étude sur les luttes urbaines menées par les groupes sociaux résidentiels, Paris, Centre de sociologie urbaine, 1975, 269 p.

Pascal, Anthony H., Clients. Consumers and Citizens : Using Market Mechanisms for the Delivery of Public Services, Santa Monica, Rand Corporation, 1972, 12 p.

[310]

Pickvance, G.C., From Social Base to Social Force : Some Analytical Issues in the Study or Urban Protest, communication présentée au 80^e Congrès mondial de sociologie, Toronto, août 1974, 18 p.

Piven, Frances Fox et Richard A. Cloward, Regulating the Poor. The Functions of Public Welfare, New York, Pantheon Books, 1971, 389 p.

Retel, J.O., Vie communale et occultation du politique, Paris, C.S.U., 1974, 155 p.

Shalala, Dona E., Neighborhood Governance. Proposals and Issues, New York, American Jewish Committee, 1971, 48 p.

Stengerg, Karl W., "Citizen and the Administrative State : from Participation to Power", Public Administration Review, vol. XXXII, mai-juin 1972, p. 190-198.

Suttles, G.D., The Social Construction of Communities, Chicago, University of Chicago Press, 1972, 278 p.

The Twentieth Century Found Task Force on Community Development Corporations, CDC's : New Hope for the Inner City, New York, The Twentieth Century Pound, 1971.

Verdes-Leroux, Jeannine, "Pouvoir et assistance : cinquante ans de service social", Actes de la recherche en sciences sociales, no 2-3, juin 1976, p. 152-173.

Weissman, Harold H., Community Councils and Community Control, Pittsburg, University of Pittsburg Press, 1970, 214 p.

E) Les Journaux des groupes populaires

Association pour la défense des droits sociaux du Montréal métropolitain, Le Droit populaire, vol. 1 et 2.

Centre de rencontre et d'information Centre Sud, Asteur. Bulletin du quartier Centre-Sud, vol. 1.

Comité de liaison des garderies populaires, Le Bulletin, nos 7 à 13.

Front commun des cliniques populaires, La Santé du Peuple.

INTER, Journal du quartier Saint-Jean-Baptiste, vol. 3. 1973-1974.

[311]

Journal des citoyens d'Olier, vol. 3.

Secrétariat permanent des clubs de consommation, Le Coopérateur, vol. 1 et 2.

F) Les répertoires

Bottin des services Papineau, Montréal, 1972, 63 p.

Centre de référence du grand Montréal, Répertoire des services communautaires du Grand Montréal, 1972, Montréal, 434 p.

Centre de référence du grand Montréal, Répertoire des services communautaires du Grand Montréal, 1974, Montréal, 336 p.

Centre d'information communautaire, Ton bottin dépannage, Hochelaga-Maisonneuve, Montréal, 1972-1973, 72 p.

Centre d'information communautaire, Ton bottin dépannage, Centre-Sud, Montréal, 1972-1973, 48 p.

Centre d'information communautaire, Ton bottin dépannage, Plateau-Mont-Royal, Montréal, 1972-1973, 48 p.

Conseil national du bien-être social, Répertoire des groupes de citoyens à faible revenu au Canada, Ottawa, 1973, 102 p.

Coutu, Pierre, et autres, Plateau Mont-Royal, Montréal, "Cahiers des quartiers BCJ * ", 1972, 33 p.

Demers, Serge, Saint-Henri-Petite-Bourgogne, Montréal, "Cahiers des quartiers BCJ", 1972, 41 p.

Lapointe, Jean, Pointe-Saint-Charles, Montréal, "Cahiers des quartiers BCJ", 1971, 17 p.

Lapointe, Jean, et autres, Saint-Louis, Montréal, "Cahiers des quartiers BCJ", 1972, 47 p.

Lavoie, L., et autres, Centre-Sud, Montréal, "Cahiers des quartiers BCJ", 1972, 50 p.

Fin du texte

---

* Bureau de consultation jeunesse.